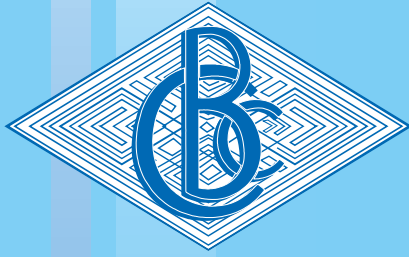


BANQUE CENTRALE DU CONGO



RAPPORT ANNUEL 2017





BANQUE CENTRALE DU CONGO



RAPPORT ANNUEL 2017



HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur



Jules BONDOMBE ASSANGO
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

563, Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : + 243 81 07 50 340 (Haute Direction)

+ 243 99 23 20 001 (Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires)

+ 243 97 00 44 802 (Direction des Analyses Economiques)

+ 243 97 00 44 803 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail : info@bcc.cd

Site Web : <http://www.bcc.cd>

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, *Buta*, Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, *Mwene-Ditu*, Tshikapa et Zongo.

Agences mandataires par Province :

- *Kongo Central : Mbanza-Ngungu et Moanda*
- *Ituri : Bunia*
- *Nord Kivu : Beni et Butembo*
- *Lualaba : Fungurume et Kolwezi*
- *Haut Katanga : Likasi*
- *Sud Ubangi : Gemena*



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 04 décembre 2018

Excellence Monsieur le Président de la République

(Avec mes hommages les plus déférents)

Concerne : Rapport Annuel 2017 de la Banque Centrale du Congo.

J'ai l'insigne honneur de Vous présenter le Rapport Annuel 2017, conformément aux textes légaux régissant la Banque Centrale du Congo.

Outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, le Rapport Annuel 2017 comprend deux grandes parties. La première partie examine l'évolution de la conjoncture économique à travers les quatre secteurs de l'économie nationale et présente les perspectives pour la période 2017-2019. La seconde passe en revue la situation administrative et les activités de l'Institut d'Emission relatives notamment à la gestion fiduciaire, à la chambre de compensation, aux systèmes de paiement et aux états financiers.

Dans la première partie du Rapport, il est fait mention d'un bref aperçu sur le contexte international avant l'analyse de l'évolution de l'activité dans chaque secteur de l'économie nationale, y compris les perspectives.

A cet égard, au plan international, il y a lieu de noter que la reprise économique mondiale observée depuis le second semestre de 2016, s'est consolidée en 2017. En effet, la croissance mondiale a été de 3,7 %, contre 3,2 % en 2016, soit son niveau le plus élevé depuis 2011, tirée principalement par le dynamisme des économies avancées, sur fond notamment de la hausse de la consommation, des investissements et du commerce.

Sur le plan interne, le rythme de croissance de l'activité intérieure s'est accéléré avec un taux de croissance économique de 3,7 % en 2017 après 2,4 % en 2016. Cette situation est expliquée par la reprise des activités du secteur primaire, principalement celles extractives, au niveau de l'offre globale, et des investissements privés, au niveau des emplois finals. Sur le marché des biens et services, le taux d'inflation s'est établi à 54,71 % contre 23,6 % en 2016.

En ce qui concerne les finances publiques, la situation financière de l'Etat s'est clôturée par un excédent de 21,5 milliards de CDF, soit 0,04 % du PIB, contre un déficit de 479,1 milliards, représentant 1,28 % du PIB en 2016. En outre, la pression fiscale est passée de 8,3 % en 2016 à 6,6 % l'année sous examen, tandis que l'épargne publique a été de 321,1 milliards de CDF et a représenté 29,2 % des investissements du cadre budgétaire contre 20,2 % en 2016.

S'agissant des comptes extérieurs, ils ont principalement été marqués par l'amélioration de la situation de la balance des paiements, laquelle a induit une relative hausse des moyens de financement. Cette évolution est restée soutenue par le bon comportement des cours des principales matières premières exportées par la RDC. Dans ce contexte, l'action de la politique de change a été essentiellement orientée vers la reconstitution des réserves de change tout en

veillant à contenir les fluctuations du taux de change, à travers quelques cessions de devises.

Dans le secteur monétaire, il a été noté une expansion des agrégats monétaires, dans un contexte de forte accélération de l'inflation couplée avec la dépréciation monétaire, induite par les déficits budgétaires infra annuels et l'incertitude intérieure lié au contexte électoral. Face à cette situation, la Banque centrale a orienté le dispositif de sa politique monétaire dans le sens du durcissement. En effet, il a été procédé au relèvement du taux directeur, passant de 2,0 % en 2016 à 20,0 % en 2017. Les coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés alors que la manipulation du Bon BCC était flexible suivant le comportement de la liquidité.

Quant aux perspectives macroéconomiques, le développement de l'activité économique en RDC devrait se poursuivre en 2018-2019. La croissance devrait se consolider, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires et de la bonne tenue des cours mondiaux des matières premières. L'affermissement attendu de la croissance serait tributaire du bon comportement du secteur primaire, à travers la branche des industries extractives dans un contexte de mise en œuvre du plan stratégique du développement du secteur minier.

Dans la deuxième partie du Rapport, les activités de la Banque ont été marquées principalement par (i) une forte demande de la monnaie fiduciaire aux guichets de la Banque Centrale, dans un contexte de baisse de recyclage auxdits guichets, pour la gestion fiduciaire et (ii) le lancement de nouvelles infrastructures de paiement multidevises, lesquelles comprennent un système hybride de transfert automatisé des fonds (ATS), dans le cadre de la modernisation des systèmes de paiement.

Enfin, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'émission ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit de renommée internationale, « Deloitte Sprl ».

Je Vous prie de croire, **Excellence Monsieur le Président de la République**, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.


Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO

TABLE DES MATIERES

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR	XVII
II.	ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERIEUR.....	XX
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2017	1
TITRE I	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	3
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT	5
I.1.	ANALYSE SECTORIELLE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	5
I.2.	ANALYSE DE LA DEMANDE GLOBALE	16
CHAPITRE II	PRIX INTERIEURS	20
II.1.	NDICE GENERAL DES PRIX CALCULE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)	20
II.2.	INDICE GENERAL DES PRIX CALCULE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	21
II.3.	EVOLUTION DES PRIX DES CARBURANTS.....	23
TABLEAUX ANNEXES	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	25
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	45
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	47
I.1.	RECETTES PUBLIQUES.....	48
I.2.	DEPENSES PUBLIQUES.....	51
I.3.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	54
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	55
II.1.	RESSOURCES	55
II.2.	DEPENSES	55
CHAPITRE III	ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS	57
III.1.	ANALYSE DES ARRIERES PAR NATURE DES DEPENSES	57
III.2.	ANALYSE DES ARRIERES PAR FONCTION DES DEPENSES.....	58
TABLEAUX ANNEXES	FINANCES PUBLIQUES.....	59
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	73
CHAPITRE I	COMMERCE DES BIENS.....	75
I.1.	COURS DES PRINCIPALES MATIERES PREMIERES	75
I.2.	DESTINATIONS DES EXPORTATIONS	81
I.3.	ORIGINES DES IMPORTATIONS.....	82
I.4.	TERMES DE L'ECHANGE	82
CHAPITRE II	POLITIQUE DE CHANGE	83
II.1.	CADRE DE SUIVI ET D'ORIENTATION DE LA POLITIQUE DE CHANGE	83
II.2.	OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE DE CHANGE.....	83
II.3.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE	83
CHAPITRE III	BALANCE DES PAIEMENTS	88
III.1.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	89
III.2.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	95
III.3.	FINANCEMENT.....	96
CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE	97
IV.1.	NOUVEAUX EMPRUNTS EXTERIEURS.....	97
IV.2.	TIRAGES	98
IV.3.	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE.....	99
IV.4.	STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE.....	99
IV.5.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS	100

CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES	102
V.1.	ASSISTANCE MULTILATERALE	102
V.2.	ASSISTANCE BILATERALE	103
CHAPITRE VI	COOPERATION INTERNATIONALE	105
VI.1.	ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA).....	105
VI.2.	COMITE DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES (CCBG) DE LA SADC	107
VI.3.	COMITE DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES DU COMESA ..	108
TABLEAUX ANNEXES	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	111
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	131
CHAPITRE I	POLITIQUE MONETAIRE	133
I.1.	CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE	133
I.2.	EVALUATION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE.....	133
I.3.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE	137
CHAPITRE II	EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES.....	139
II.1.	BASE MONETAIRE.....	139
II.2.	MASSE MONETAIRE.....	141
II.3.	EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE	144
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE.....	145
III.1.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS	145
III.2.	COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET	148
CHAPITRE IV	ACTIVITE BANCAIRE	151
IV.1	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS	151
IV.2.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS	155
TABLEAUX ANNEXES	MONNAIE ET CREDIT	157
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	177
CHAPITRE I	PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES.....	178
I.1.	PAYS AVANCES	179
I.2.	PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	179
I.3.	MARCHES DES PRODUITS DE BASE.....	180
I.4.	PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	181
CHAPITRE II	PERSPECTIVES INTERIEURES 2018-2019	182
II.1.	SECTEUR REEL	182
II.2.	SECTEUR PUBLIC.....	186
II.3.	SECTEUR EXTERIEUR	188
II.4.	SECTEUR MONETAIRE	189
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	191
TITRE I	ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE	193
CHAPITRE I	ADMINISTRATION	194
I.1.	CONSEIL DE LA BANQUE.....	194
I.2.	GOUVERNEUR	195
I.3.	STRUCTURES DE CONTROLE	195
CHAPITRE II	CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE	197
II.1.	HAUTE DIRECTION.....	197
II.2.	CABINET DU GOUVERNEUR	197
II.3.	DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE	198
TITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE	205
CHAPITRE I	GESTION FIDUCIAIRE	206
I.1.	EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES	206

I.2.	DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES	208
I.3.	EMISSIONS MONETAIRES NETTES	209
I.4.	MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DU SIEGE	209
CHAPITRE II	CHAMBRE DE COMPENSATION.....	212
II.1.	TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC	212
II.2.	TRANSFERTS D'ESPÈCES EFFECTUÉS AUX GUICHETS DE LA BCC	213
II.3.	TRANSACTIONS PASSÉES À LA CHAMBRE DE COMPENSATION PAR LE SYSTÈME BANCAIRE.....	213
CHAPITRE III	SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT.....	214
III.1.	ETAT D'AVANCEMENT DE LA RÉFORME DU SYSTÈME NATIONAL DE PAIEMENT	214
III.2.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES VIA LE SYSTÈME NATIONAL DE PAIEMENT	216
III.3.	PERSPECTIVES.....	217
CHAPITRE IV	PLAN STRATEGIQUE DE LA BCC	218
IV.1.	VISION DE LA BANQUE	218
IV.2.	OBJECTIFS IMMÉDIATS ATTEINTS AU 31 DÉCEMBRE 2017.....	218
IV.3.	PERSPECTIVES.....	219
CHAPITRE V	AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE.....	220
V.1.	GESTION COURANTE.....	220
V.2.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	222
V.3.	MOUVEMENT DU PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES	224
TITRE III	COMPTES DE LA BANQUE	239
CHAPITRE I	BILAN.....	241
I.1.	ACTIF	241
I.2.	PASSIF	243
CHAPITRE II	COMPTES DES PERTES ET PROFITS.....	247
II.1.	MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE.....	247
II.2.	MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	248
II.3.	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	248
II.4.	RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION	249
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	250
LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES		253

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

	Tableau 1. Evolution des échanges mondiaux.....	XVIII
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2017	1
TITRE I	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	3
Tableau I.1	Contribution de différents secteurs à la croissance économique	6
Tableau I.2	Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel	18
Tableau I.3	Evolution de l'inflation	20
Tableau I.4	Evolution mensuelle de l'inflation	21
Tableau I.5	Contribution par fonction à l'inflation globale	23
Tableau I.6	Evolution de la structure des prix des produits pétroliers.....	24
TABLEAUX ANNEXES	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	25
Tableau I.7	Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut	26
Tableau I.8	Contribution des différents secteurs à la croissance économique	27
Tableau I.9	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit	28
Tableau I.10	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit	28
Tableau I.11	Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut	29
Tableau I.12	Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut	29
Tableau I.13	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale	30
Tableau I.14	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale	30
Tableau I.15	Produit Intérieur Brut	31
Tableau I.16	Produit national brut et revenu national.....	32
Tableau I.17	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	32
Tableau I.18	Contribution des différents secteurs à la croissance économique.....	33
Tableau I.19	Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	33
Tableau I.20	Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	34
Tableau I.21	Evolution des indices d'activité économique	34
Tableau I.22	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse.....	35
Tableau I.23	Production agro-industrielle	36
Tableau I.24	Production minière et métallurgique	37
Tableau I.25	Principales productions manufacturières	38
Tableau I.25 bis	Principales productions manufacturières	39
Tableau I.26	Indice de la production des industries manufacturières	40
Tableau I.27	Production, exportation et consommation intérieure de ciment	40
Tableau I.28	Consommation de produits pétroliers.....	41
Tableau I.29	Production et consommation d'eau et d'électricité.....	41
Tableau I.30	Activité de principaux organismes de transport	42
Tableau I.31	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports.....	43
Tableau I.32	Communication téléphonique	43
Tableau I.33	Variation des indices des prix à la consommation	44
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	45
Tableau II.1	Structure des différentes catégories des recettes	49
Tableau II.2	Structure des dépenses courantes par ministère et institution	53
Tableau II.3	Opérations à financement extérieur spécifique	56
Tableau II.4	Arriérés de paiements par nature.....	57
Tableau II.5	Arriérés de paiements par fonction	58

TABLEAUX ANNEXES	FINANCES PUBLIQUES.....	59
Tableau II.6	Importance relative des finances publiques dans l'économie	60
Tableau II.7	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques	61
Tableau II.8	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	62
Tableau II.9	Recettes des Administrations Publiques.....	63
Tableau II.10	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur	64
Tableau II.11	Recettes des impôts sur le commerce extérieur	64
Tableau II.12	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus	65
Tableau II.13	Recettes des impôts sur les revenus	65
Tableau II.14	Prévisions des recettes des impôts sur biens et services	66
Tableau II.15	Recettes des impôts sur biens et services.....	66
Tableau II.16	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution	67
Tableau II.17	Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution	68
Tableau II.18	Dépenses courantes de l'Etat par nature.....	69
Tableau II.19	Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution	70
Tableau II.20	Exécution des dépenses en capital de l'Etat	71
Tableau II.21	Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale	72
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	73
Tableau III.1	Evolution des cours moyens de produits miniers et hydrocarbures.....	76
Tableau III.2	Evolution des cours moyens des produits végétaux.....	80
Tableau III.3	Exportations de la RDC par destination	82
Tableau III.4	Importations de la RDC par pays ou région de provenance	82
Tableau III.5	Composantes de la Balance des paiements	88
Tableau III.6	Structure des exportations	90
Tableau III.7	Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbure ...	91
Tableau III.8	Structure des importations	92
Tableau III.9	Répartition des opérations sur les services	93
Tableau III.10	Evolution des opérations sur les revenus.....	94
Tableau III.11	Evolution des transferts courants	94
Tableau III.12	Evolution du compte de capital et d'opérations financières	95
Tableau III.13	Répartition des emprunts extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2017	97
Tableau III.14	Tirages effectués en 2017	98
Tableau III.15	Service de la dette extérieure.....	99
Tableau III.16	Stock de la dette	100
Tableau III.17	Provenance des donations extérieures d'origine publique	102
Tableau III.18	Types de donations d'origine multilatérale	102
Tableau III.19	Types de donations d'origine bilatérale	104
TABLEAUX ANNEXES	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	111
Tableau III.20	Cours moyens de principaux produits miniers et hydrocarbure intéressant l'économie congolaise.....	112
Tableau III.21	Cours moyens de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise.....	112
Tableau III.22	Evolution des indices des cours des matières premières	113
Tableau III.23	Répartition des exportations par principaux pays de destination	114
Tableau III.23 bis	Répartition des exportations par principaux pays de destination	115
Tableau III.24	Répartition des importations par principaux pays de provenance	116
Tableau III.24bis	Répartition des importations par principaux pays de provenance	117
Tableau III.25	Balance des biens	117
Tableau III.26	Evolution des termes de l'échange	118
Tableau III.27	Cours interbancaires des devises	119
Tableau III.28	Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles.....	120
Tableau III.29	Balance des paiements	121

Tableau III.29bis	Balance des paiements	122
Tableau III.30	Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit	123
Tableau III.30bis	Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit	124
Tableau III.31	Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations	125
Tableau III.31bis	Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations	126
Tableau III.32	Dettes extérieures	127
Tableau III.32bis	Dettes extérieures	128
Tableau III.33	Provenance des donations extérieures d'origine publique	129
Tableau III.33bis	Provenance des donations extérieures d'origine publique	130
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	131
Tableau IV.1	Evolution des facteurs de la liquidité bancaire	133
Tableau IV.2	Evolution des facteurs autonomes de la liquidité	134
Tableau IV.3	Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité	135
Tableau IV.4	Composantes de la base monétaire	140
Tableau IV.5	Contreparties de la base monétaire	141
Tableau IV.6	Composantes de la masse monétaire	142
Tableau IV.7	Contre parties de la masse monétaire	143
Tableau IV.8	Evolution de l'encours du Bons BCC	148
Tableau IV.9	Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers	155
Tableau IV.10	Encours des dépôts par catégorie des déposants	155
Tableau IV.11	Evolution des dépôts bancaires	156
TABLEAUX ANNEXES	MONNAIE ET CREDIT	157
Tableau IV.12	Situation monétaire intégrée	158
Tableau IV.13	Liquidités monétaires	159
Tableau IV.14	Contribution à la croissance de la masse monétaire	160
Tableau IV.15	Contribution à la croissance de la masse monétaire	160
Tableau IV.16	Ventilation du stock des émissions monétaires en franc congolais	161
Tableau IV.17	Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces	162
Tableau IV.18	Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance	163
Tableau IV.19	Crédits aux entreprises et aux ménages	164
Tableau IV.20	Crédits bancaires aux entreprises et aux ménages	165
Tableau IV.21	Crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité	166
Tableau IV.22	Crédits bancaires de signature par branche d'activité	167
Tableau IV.23	Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits	168
Tableau IV.24	Crédits octroyés par les institutions spécialisées* de crédit par branche d'activité	169
Tableau IV.25	Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire	170
Tableau IV.26	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	171
Tableau IV.27	Situation résumée de la société financière de développement	172
Tableau IV.28	Situation résumée de la société nationale d'assurances	173
Tableau IV.29	Recettes et dépenses des différentes branches d'assurances	174
Tableau IV.30	Evolution du multiplicateur monétaire	175
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	177
Tableau V.1	Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel de 2017-2019	183
Tableau V.2	Structure de l'emploi du PIB réel de 2017-2019	185
Tableau V.3	Recettes et dépenses publiques 2017-19	187
Tableau V.4	Balance des paiements 2017-2019	188

DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	191
TITRE I	ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE	193
TITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE	205
Tableau II.1	Evolution des émissions monétaires.....	206
Tableau II.2	Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales	207
Tableau II.3	Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège.....	207
Tableau II.4	Ventilation par coupure des émissions monétaires	208
Tableau II.5	Evolution des destructions des billets impropres à la circulation.....	208
Tableau II.6	Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation	209
Tableau II.7	Evolution des émissions monétaires nettes	209
Tableau II.8	Evolution des versements aux guichets du Siège.....	210
Tableau II.9	Ventilation par coupure des versements aux guichets du Siège	210
Tableau II.10	Evolution des retraits aux guichets du Siège	211
Tableau II.11	Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège.....	211
Tableau II.12	Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC....	212
Tableau II.13	Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC.....	213
Tableau II.14	Volume des transactions compensées par le système bancaire	213
Tableau II.15	Objectifs du Plan Stratégique 2016-2020	219
Tableau II.16	Evolution de l'effectif de la Banque.....	224
Tableau II.17	Evolution du Personnel par genre	224
Tableau II.18	Répartition du personnel du Siège	225
Tableau II.19	Répartition du personnel des entités provinciales.....	226
Tableau II.20	Répartition du Personnel actif par grade.....	227
Tableau II.21	Répartition du Personnel actif par grade.....	228
Tableau II.22	Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études	229
Tableau II.23	Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle .	229
Tableau II.24	Répartition du personnel actif par ancienneté à la Banque	229
Tableau II.25	Répartition du personnel actif selon l'âge des agents	230
Tableau II.26	Niveau d'étude et ancienneté à la Banque	230
Tableau II.27	Niveau d'étude et âge des agents	231
Tableau II.28	Niveau d'étude et catégorie professionnelle.....	231
Tableau II.29	Age des agents et catégorie professionnelle	231
Tableau II.30	Ancienneté et catégorie professionnelle.....	232
Tableau II.31	Population passive de la Banque.....	232
Tableau II.32	Personnel formé au pays	233
Tableau II.33	Personnel formé à l'extérieur du pays	234
Tableau II.34	Répartition des stagiaires par direction en 2017	236
Tableau II.35	Répartition des stagiaires par institution en 2013	236
TITRE III	COMPTES DE LA BANQUE	239
Tableau III.1	Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo.....	241
Tableau III.2	Composition des avoirs et créances en ME hors DTS	242
Tableau III.3	Avoirs et créances en DTS	242
Tableau III.4	Avoirs et créances en monnaie nationale.....	243
Tableau III.5	Autres actifs	243
Tableau III.6	Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo	244
Tableau III.7	Engagements en monnaie nationale.....	244
Tableau III.8	Engagements en monnaies étrangères hors DTS.....	245
Tableau III.9	Engagements en DTS	245
Tableau III.10	Autres passifs	246
Tableau III.11	Tableau de Formation de Résultat	247

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Evolution de la croissance économique mondiale de 2013 à 2017.....	XVIII
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2017	1
TITRE I	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	3
Graphique I.1	Croissance du PIB et du revenu réels par habitant	5
Graphique I.2	Evolution des indices de production agricole	7
Graphique I.3	Indices de production minière, métallurgique et du pétrole brut	8
Graphique I.4	Production du cuivre et du cobalt	9
Graphique I.5	Production de diamant.....	10
Graphique I.6	Production de pétrole brut.....	11
Graphique I.7	Indices de production manufacturière	11
Graphique I.8	Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs	12
Graphique I.9	Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	14
Graphique I.10	Contribution des composantes de la demande globale à la croissance	17
Graphique I.11	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande.....	18
Graphique I.12	Evolution du taux d'inflation.....	21
Graphique I.13	Evolution du taux de change indicatif et de l'IPC de la BCC et de l'INS	22
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	45
Graphique II.1	Evolution des opérations du cadre budgétaire.....	47
Graphique II.2	Evolution du solde budgétaire	48
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	73
Graphique III.1	Indice des cours de principaux produits	75
Graphique III.2	Cours moyens du Cuivre sur les marchés mondiaux	77
Graphique III.3	Evolution mensuelle du cours du cobalt sur le marché de Londres en 2017.....	78
Graphique III.4	Cours moyens du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres	78
Graphique III.5	Cours moyens du pétrole brut sur les marchés internationaux	79
Graphique III.6	Evolution mensuelle du cours du pétrole brut sur les marchés internationaux en 2017.....	79
Graphique III.7	Cours moyens de principaux produits végétaux exportés.....	81
Graphique III.8	Evolution des termes de l'échange	82
Graphique III.9	Evolution du Taux de change indicatif	84
Graphique III.10	Evolution du taux de change parallèle.....	84
Graphique III.11	Evolution de l'écart entre les taux parallèle et indicatif.....	85
Graphique III.12	Evolution des réserves de change	86
Graphique III.13	Evolution des réserves de change	87
Graphique III.14	Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes	89
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	131
Graphique IV.1	Evolution du taux directeur	135
Graphique IV.2	Evolution de la réserve obligatoire	136
Graphique IV.3	Evolution annuelle de l'encours du Bon BCC.....	137
Graphique IV.4	Objectifs de la politique monétaire.....	138
Graphique IV.5	Evolution de la Base monétaire.....	139
Graphique IV.6	Evolution de la masse monétaire	141
Graphique IV.7	Evolution des avoirs extérieurs nets	143
Graphique IV.8	Evolution des avoirs intérieurs nets.....	144
Graphique IV.9	Evolution du multiplicateur monétaire	144
Graphique IV.10	Profondeur du marché monétaire	145
Graphique IV.11	Evolution du volume annuel du refinancement.....	146
Graphique IV.12	Volume annuel des transactions interbancaires.....	147
Graphique IV.13	Volume annuel des ventes du Bon BCC.....	147
Graphique IV.14	Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire	148
Graphique IV.15	Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales	149

Graphique IV.16	Taux d'intérêt réels	150
Graphique IV.17	Evolution de l'encours des crédits.....	151
Graphique IV.18	Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire	152
Graphique IV.19	Structure du crédit suivant la monnaie.....	152
Graphique IV.20	Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme.....	153
Graphique IV.21	Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes	154
Graphique IV.22	Structure des crédits d'engagement.....	154
Graphique IV.23	Structure des dépôts suivant la monnaie	156
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	177
Graphique V.1	Profil de la croissance économique mondiale	178
Graphique V.2	Prévisions des cours du pétrole et du cuivre	181
Graphique V.3	Croissance du PIB réel 2017-2019	182
Graphique V.4	Prévisions annuelles de l'inflation et objectif de moyen de terme.....	186
Graphique V.5	Evolution du taux de change de 2017 à 2019	189
Graphique V.6	Graphique V.6 Evolution de la masse monétaire de 2017 à 2019.....	190

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1.	Evolution des indices des prix à la consommation et du taux de change en 2017	21
Encadré 2.	Le Cobalt, nouvelle source des recettes pour l'économie congolaise	78
Encadré 3.	Focus sur le cours du pétrole en 2017	79
Encadré 4.	Incidences de financement monétaire des déficits publics infra mensuels sur le taux de change	85

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
CDF	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
XAF	Franc CFA
BDD	Bandundu
BC	Bas-Congo
EQ	Equateur
KT	Katanga
K-OCC	Kasaï-Occidental
K-Or	Kasaï-Orientale
Kin	Kinshasa
MAN	Maniema
N-KV	Nord-Kivu
S-KV	Sud-Kivu
OR	Province Orientale

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR

I.1. Evolution de l'activité économique mondiale

La reprise économique mondiale observée depuis le second semestre de 2016, s'est consolidée en 2017. En effet, la croissance mondiale a été de 3,7 %, contre 3,2 % en 2016, soit son niveau le plus élevé depuis 2011, tirée principalement par le dynamisme des économies avancées, sur fond notamment de la hausse de la consommation, des investissements et du commerce.

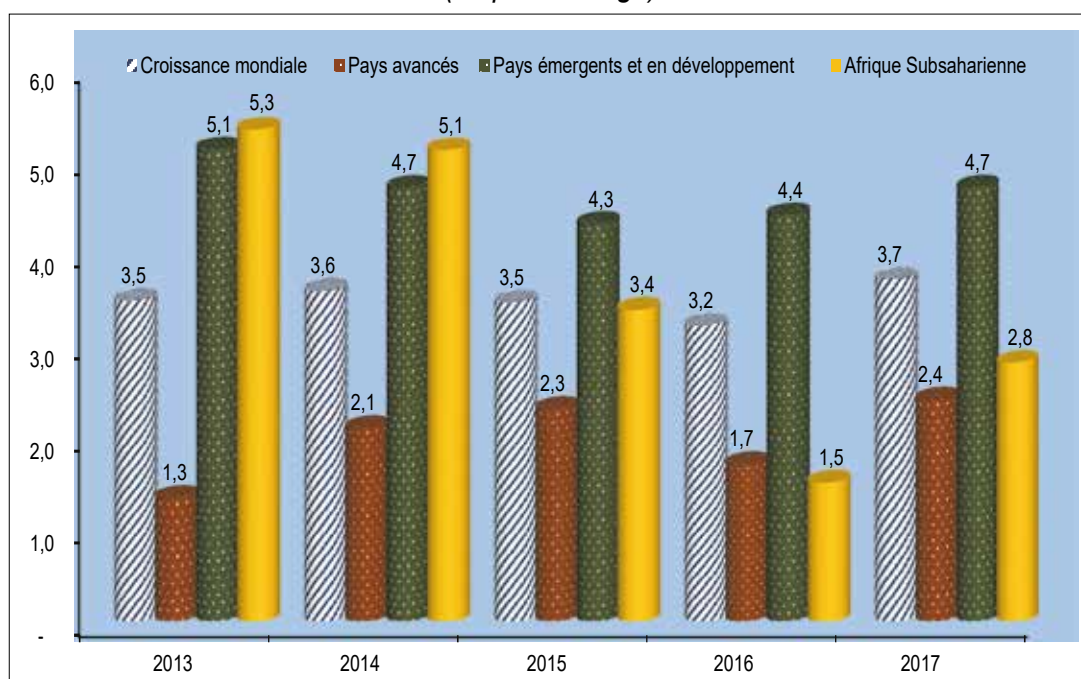
Dans les économies avancées, l'activité économique a été soutenue par la mise en œuvre des politiques macroéconomiques accommodantes conjuguée à l'accroissement de la confiance des entreprises et des ménages. La croissance économique s'est légèrement accélérée de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2016, s'établissant à 2,4 % en 2017.

S'agissant des économies émergentes et en développement, le rythme de leur activité a légèrement augmenté, sous l'effet du renchérissement des cours de matières premières et d'une reprise des rentrées de capitaux. La croissance économique a progressé de 0,4 point de pourcentage, d'une année à l'autre, s'établissant à 4,8 %.

Pour ce qui est des pays de l'Afrique subsaharienne, l'amélioration de la conjoncture internationale a contribué à la reprise de l'activité dans cette région, après un ralentissement observé en 2016. Les économies de la région ont enregistré une croissance économique moyenne de 2,8 % en 2017 contre 1,4 %, une année auparavant.

Toutefois, le marché des biens et services a été caractérisé par une évolution modérée de l'inflation, expliquée par la hausse des prix de l'énergie contrebalancée par la faiblesse du niveau de salaire. Dans ce contexte, les principales banques centrales sont restées prudentes dans la conduite de leur politique monétaire. La Réserve fédérale américaine (FED) a poursuivi avec la normalisation de sa politique monétaire à travers le relèvement de son taux directeur et la réduction graduelle de la taille de son bilan. La Banque centrale européenne (BCE), pour sa part, a maintenu inchangé sa politique monétaire ultra-accommodante, caractérisée par des taux d'intérêt faibles et la poursuite de son programme de rachat d'actifs.

Graphique 1. Evolution de la croissance économique mondiale de 2013 à 2017
(en pourcentage)



Source : FMI, Perspectives de l'Economie Mondiale, avril 2018.

Le dynamisme de l'activité économique mondiale s'est reflété également au niveau du commerce mondial qui a progressé de 5,1 % en 2017 contre 2,2 % en 2016, traduisant une augmentation des exportations et des importations. Le rebond du commerce mondial est consécutif à la reprise des investissements, notamment dans les pays exportateurs des produits de base.

Tableau 1. Evolution des échanges mondiaux
(Variation annuelle en %)

	2013	2014	2015	2016	2017
Volume des échanges mondiaux des biens et services	3,5	3,8	2,7	2,3	4,9
Volume des Importations mondiales des biens et services	3,3	4,0	2,6	2,3	4,8
Pays avancés	2,3	3,9	4,6	2,7	4,0
Pays émergents et en développement	5,2	4,2	-0,9	1,8	6,4
Afrique Subsaharienne	4,2	6,8	1,2	-7,3	-0,2
Volumes des exportations mondiales des biens et services	3,7	3,6	2,9	2,2	5,0
Pays avancés	3,1	3,9	3,8	2,0	4,2
Pays émergents et en développement	4,8	3,2	1,5	2,6	6,4
Afrique Subsaharienne	4,6	0,6	4,0	-0,2	2,8

Source : FMI, Perspectives de l'Economie Mondiale, avril 2018.

Concernant les cours de matières premières, ils se sont inscrits sur une trajectoire haussière, alimentée par la demande mondiale. Pour le Pétrole particulièrement, l'évolution de son cours a été marquée par la réduction de la production des pays non membres de l'OPEP. Il sied d'indiquer que cette évolution a été marquée par la persistance des tensions géopolitiques.

Pour ce qui est des métaux, la hausse de leurs cours a été expliquée, notamment par des perturbations d'approvisionnements dans certains pays exportateurs.

I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR RÉGION

I.2.1. Pays avancés

- **Zone euro**

La croissance économique s'est accélérée dans la Zone euro, se hissant à 2,4 % en 2017, soit une hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Ce résultat est consécutif à l'accroissement de la demande intérieure, sous l'impulsion principale de la consommation privée, ainsi que de la demande extérieure, tirée par les exportations.

En 2017, l'inflation moyenne de la Zone euro s'est située à 1,5 % venant de 0,2 % en 2016. Cette augmentation a été principalement alimentée par la hausse des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente a, quant à elle, progressé de 1,0 % en moyenne contre 0,9 % l'année précédente.

- **Etats-Unis**

La croissance du PIB réel a progressé en 2017, particulièrement au second semestre, s'établissant à 2,3 % contre 1,5 % en 2016. Cette expansion a été consécutive à la hausse de la consommation des ménages et des entreprises, portée par la solidité du marché de l'emploi. Le taux de chômage s'est situé à 4,1 % contre 4,5 % l'année précédente.

Sous ces conditions, la Fed a poursuivi avec le resserrement de sa politique monétaire, en relevant à deux reprises son principal taux directeur, le situant dans la fourchette de 1,25 % à 1,50 % et en réduisant progressivement la taille de son bilan. Toutefois, en dépit de ce relèvement, l'orientation de la politique monétaire demeure accommodante en vue de soutenir l'activité et le retour durable de l'inflation autour de la cible de 2,0 % à moyen terme.

I.2.2. Pays émergents et en développement

- **Chine**

En 2017, l'activité économique a légèrement progressé par rapport à son niveau observé en 2016, soit 6,9 % contre 6,7 %. Cette croissance est consécutive à plusieurs facteurs, notamment la hausse des dépenses publiques en infrastructures ainsi que la vigueur du commerce extérieur et de la consommation intérieure, en dépit du ralentissement du rythme de croissance de l'investissement.

- **Afrique subsaharienne**

Après un ralentissement observé l'année précédente, l'économie de la région s'est inscrite sur une trajectoire haussière, en raison de l'amélioration de l'environnement économique extérieur traduite par l'accélération de la demande, le redressement des cours de matières premières et produits de base ainsi que l'amélioration de l'accès aux marchés. En effet, le PIB réel a progressé en moyenne de 2,8 % contre 1,5 % en 2016.

Cependant, cette croissance réalisée diffère selon que le pays est riche en ressources naturelles ou non. Pour ce qui est particulièrement des économies exportatrices de pétrole, leur niveau de croissance demeure largement en deçà des niveaux d'avant la crise, soit à 0,5 % contre -1,5 % en 2016 et sont caractérisées par un taux d'endettement élevé.

II. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERIEUR

La croissance économique s'est située à 3,7 % en 2017 après 2,4 % en 2016. Cette situation est expliquée par la reprise des activités du secteur primaire, principalement celles extractives, au niveau de l'offre globale, et les investissements privés, au niveau des emplois finals. Sur le marché des biens et services, l'année 2017 a été marquée par une forte accélération du rythme de formation des prix intérieurs. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 54,71 % contre 23,6 % en 2016. En rythme mensuel, il s'est observé une décélération du rythme de formation des prix intérieurs à partir du mois d'août, ayant ramené le taux d'inflation à une moyenne de 3,46 %, aux cinq derniers mois de l'année.

En ce qui concerne les finances publiques, la situation financière de l'Etat s'est clôturée par un excédent, avant ajustement, équivalent à 0,01 % du PIB contre un déficit représentant 1,1 % du PIB en 2016. En outre, la pression fiscale est passée de 8,3 % en 2016 à 6,6 % au cours de l'année sous examen.

S'agissant des relations économiques avec l'extérieur, elles ont principalement été marquées par l'amélioration de la situation de la balance des paiements, laquelle a induit une relative hausse des moyens de financement. Cette évolution est restée soutenue par le bon comportement des cours des matières premières principalement exportées par la RDC. Dans ce contexte, l'action de la politique de change a été essentiellement orientée vers la reconstitution des réserves de change tout en veillant à contenir les fluctuations du taux de change, à travers quelques cessions de devises.

Pour ce qui est du secteur monétaire, il a été marqué essentiellement par l'expansion des agrégats monétaires, dans un contexte d'une forte accélération de l'inflation couplée de la dépréciation monétaire induite par les réalisations des déficits budgétaires et de l'incertitude intérieure. Face à cette situation, la Banque centrale a orienté les dispositifs de sa politique monétaire dans le sens du durcissement. En

effet, il a été procédé au relèvement du taux directeur, passant de 2,0 % en 2016 à 20,0 % en 2017. En outre, les coefficients de la réserve obligatoire avaient été maintenus inchangés alors que la manipulation du Bon BCC a été flexible suivant le comportement de la liquidité.

Quant aux perspectives macroéconomiques, le développement de l'activité économique en RDC devrait se poursuivre sur la période 2018-2019. La croissance, dans un contexte de la bonne tenue des cours des matières premières, s'établirait à 4,2 % en 2018 et pourrait se situer à 5,6 % en 2019. Cet affermissement de la croissance serait tributaire du bon comportement du secteur primaire, à travers la branche des industries extractives impulsée par la mise en œuvre du plan stratégique de développement du secteur minier, entraînant des nouveaux investissements.



PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2017

TITRE I

DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES

Après le ralentissement observé en 2016, l'économie congolaise s'est raffermie en 2017, en raison de l'augmentation des investissements sur fond notamment de l'amélioration des cours des principaux produits d'exportation. En effet, la croissance économique s'est située à 3,7 % en 2017 après 2,4 % en 2016. Cette consolidation de la croissance est expliquée par la reprise des activités du secteur primaire, principalement celles extractives, au niveau de l'offre globale, et les investissements privés, au niveau des emplois finals.

Toutefois, l'économie congolaise continue de faire face à certaines pesanteurs d'ordre structurel qui ne cessent d'entraver la relance des investissements domestique et étranger et le rétablissement des équilibres financiers.

Sur le marché des biens et services, l'année 2017 a été marquée par une forte accélération du rythme de formation des prix intérieurs. En cumul annuel, le taux d'inflation s'est établi à 54,71 % contre 23,6 % en 2016 et un objectif à moyen terme de 7,0 %. En rythme mensuel, après un pic de 8,0 % au mois de juillet, il s'est observé une décélération du rythme de formation des prix intérieurs à partir du mois d'août, ayant ramené le taux d'inflation à une moyenne de 3,46 % aux cinq derniers mois de l'année.

CHAPITRE I

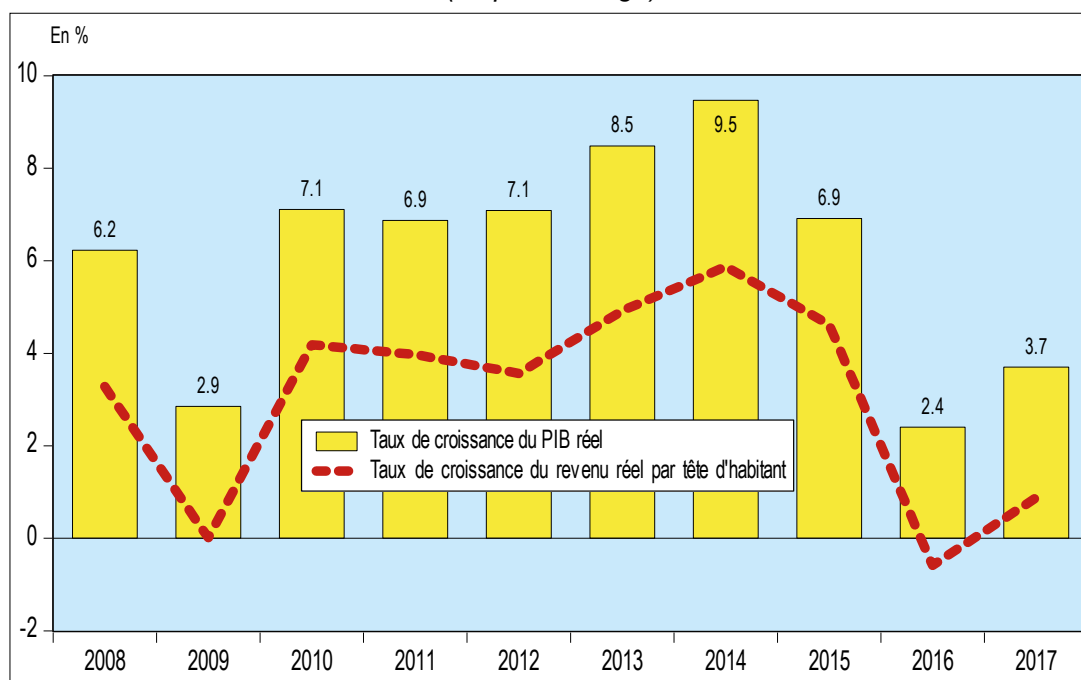
PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'activité économique a repris un trend haussier en 2017, après le ralentissement noté une année auparavant. En effet, l'économie congolaise a enregistré une croissance du PIB réel de 3,7 % en 2017 contre 2,4 % en 2016.

Cette évolution tient d'un environnement extérieur plus favorable, caractérisé par la consolidation de l'activité économique dans les pays avancés. Il s'en est suivi une hausse de la demande des principaux produits miniers exportés par la R.D.C. et l'amélioration de l'investissement privé.

Graphique I.1 Croissance du PIB et du revenu réels par habitant

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo (BCC), d'après les données produites par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

I.1. ANALYSE SECTORIELLE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

En 2017, suivant l'approche par la production, la croissance a été soutenue principalement par le secteur primaire dont la contribution s'est élevée à 2,3 points de croissance contre 0,3 point en 2016. Cet affermissement du secteur primaire est expliqué par le regain de dynamisme dans la branche « Extraction », dont la contribution a été de 2,0 points de croissance contre une contribution négative de 0,2 point une année auparavant, suite à l'entrée en phase de production et la reprise

des activités de certaines entreprises, dans un contexte d'embellie des cours des principaux métaux d'exportations dont le cuivre et le cobalt.

Les secteurs secondaire et tertiaire ont contribué, chacun, à hauteur de 1,1 et 1,0 point de croissance contre respectivement 0,4 point et 1,3 point en 2016. Le bon comportement observé dans le secteur secondaire est consécutif au dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux publics ». Par contre, la baisse de la contribution à la croissance observée dans le secteur tertiaire est expliquée notamment par le ralentissement des activités de « Commerce » ainsi que « Transports et Télécommunications ».

Tableau I.1 Contribution de différents secteurs à la croissance économique ⁽¹⁾
(en point de croissance)

Branches d'activité	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
Secteur primaire	3,2	5,5	2,0	0,4	2,2
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,8	0,8	0,7	0,6	0,2
Industrie extractive	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0
Secteur secondaire	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2
Industries manufacturières	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3
Electricité, gaz et eau	0,0	0,0	-0,0	0,1	0,1
Batiments et Travaux publics	0,6	0,1	-0,3	-0,7	0,8
Secteur tertiaire	3,2	2,6	3,5	1,7	1,2
Transports et communications	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3
Commerce de gros et de détail	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7
Autres	0,8	1,1	0,8	0,4	0,2
PIB au prix de base	8,1	9,3	6,7	2,5	4,6
Taxes sur les produits	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9
PIB aux prix constants du marché	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7

Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

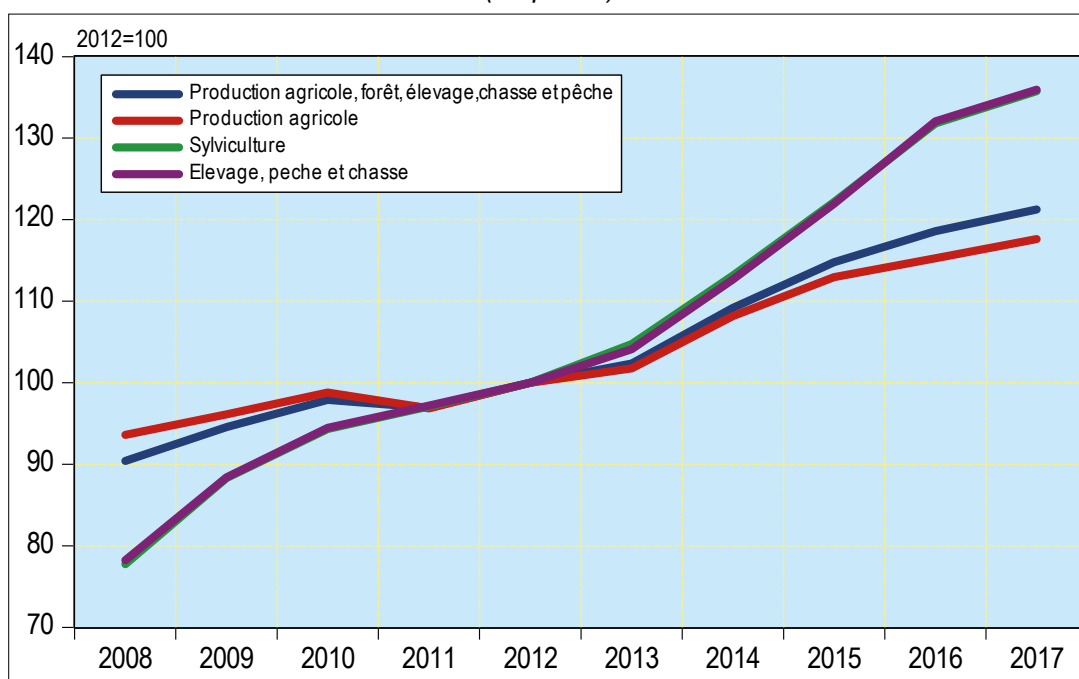
(1) Cfr tableau I.9.

I.1.1. Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse

Le ralentissement de la branche « Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse », entamé depuis 2016 s'est poursuivi en 2017. En effet, la valeur ajoutée de cette branche a progressé de 1,6 % en 2017 contre 3,3 % en 2016, portant sa contribution à la croissance du PIB à 0,3 point contre 0,5 point en 2016.

Par ailleurs, la contribution de cette branche à la croissance a été soutenue par la sous-branche agriculture, notamment à travers les filières de culture vivrière. Cette évolution est consécutive aux effets des mesures de riposte prises au niveau local, en vue de lutter contre les aléas négatifs plombant ce secteur et à l'accompagnement de certains partenaires techniques et financiers, dont principalement l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

Graphique I.2 Evolution des indices de production agricole
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1.1. Agriculture

La croissance des activités de la sous-branche «Agriculture » s'est poursuivie en 2017, quoi qu'à un rythme moins soutenu qu'en 2016. En effet, la valeur ajoutée de cette sous-branche n'a progressé que de 1,7 % contre 3,1 % une année plus tôt, en relation avec le ralentissement observé dans toutes ses composantes.

Par ailleurs, malgré la décélération observée durant l'année sous revue, sa contribution à la croissance reste positive, soit 0,3 point de croissance contre 0,5 point en 2016.

a. Production agricole vivrière

L'analyse de la production vivrière montre que l'activité de cette sous-branche a ralenti, enregistrant une croissance de sa valeur ajoutée de 1,7 % contre 3,1 % en 2016. Elle a contribué pour 0,3 point à la croissance du PIB contre 0,5 point en 2016, suite à l'invasion de la chenille légionnaire détruisant des dizaines de milliers d'hectare de certaines cultures notamment dans les provinces du Tanganyika et du Haut-Katanga.

b. Culture de rente

À l'instar de l'année 2016, la culture de rente a, de nouveau, affiché une contribution quasi nulle à la croissance du PIB réel en 2017. Sa valeur ajoutée a accusé une évolution négative de 0,6 % en 2017 contre une progression de 5,7 % en 2016. Cette évolution tient de l'impraticabilité des routes de desserte agricole, de l'insuffisance de l'appui technique réel aux producteurs du café et du cacao ainsi que de

l'annulation, par le Gouvernement, de certains contrats d'exploitation forestière par le Gouvernement, attribués en violation des dispositions légales.

I.1.1.2. Forêt

En 2017, la valeur ajoutée de la sous-branche «sylviculture» a enregistré une baisse de 0,4 % contre une hausse de 6,7 % en 2016. Cette situation est due à la réorientation des politiques du Gouvernement en matière d'exploitation forestière vers la protection de l'environnement.

I.1.1.3. Elevage, Pêche et Chasse

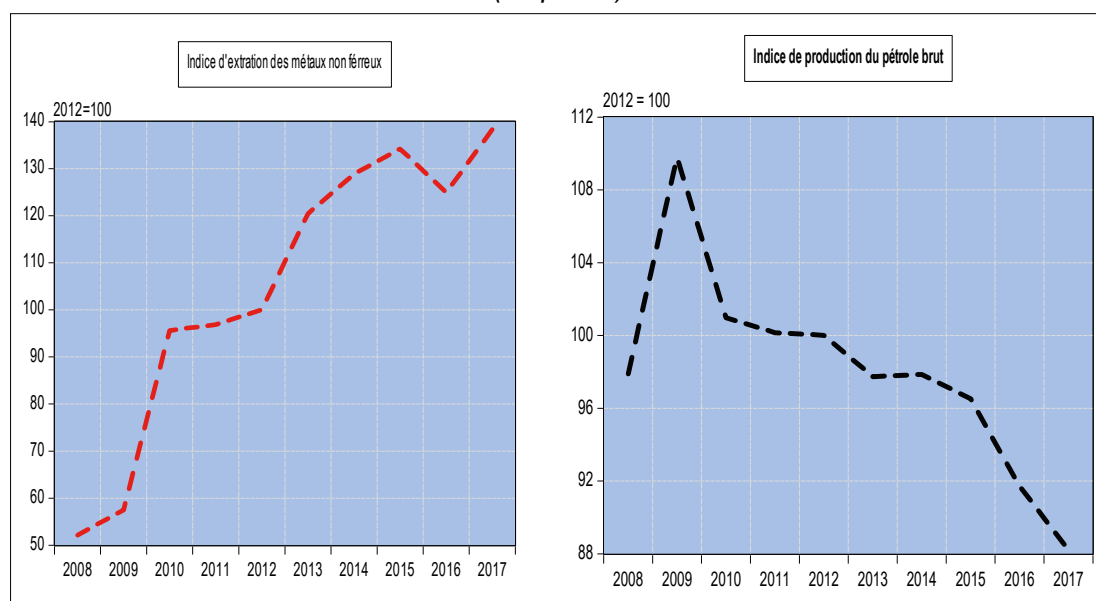
L'activité de la branche «Elevage, Pêche et Chasse » a enregistré une progression de 3,0 % de sa valeur ajoutée en 2017, à l'instar de l'année 2016. Cette évolution tient essentiellement de l'amélioration des pratiques d'élevages et de la lutte contre certaines maladies touchant principalement la volaille.

I.1.2. Extraction

En 2017, la croissance de la valeur ajoutée de la branche «Extraction » s'est située à 7,8 % après une contraction de 0,7 % en 2016. Cet accroissement a induit une contribution de 2,0 points à la croissance, représentant 52,8 % du taux de croissance économique global du pays.

L'évolution ci-dessus est liée à l'entrée en phase de production de certaines entreprises et la reprise des cours mondiaux de certains produits phares, spécialement le cuivre et le cobalt, à la suite de la forte demande des industries de l'automobile électrique.

Graphique I.3 Indices de production minière, métallurgique et du pétrole brut
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.2.1. Extraction des métaux non ferreux

Les activités d'extraction des métaux non ferreux se sont bien comportées au cours de l'année sous étude par rapport à l'année précédente. En effet, l'indice d'activité de la sous-branche s'est élevé à 138,4 points en 2017 contre 124,9 points, l'année précédente.

a. Cuivre

Après un repli en 2016, la production totale du cuivre s'est améliorée au cours de l'année sous étude. En effet, la production s'est chiffrée à 1.094,6 milliers de tonnes en 2017, soit une augmentation de 6,9 %.

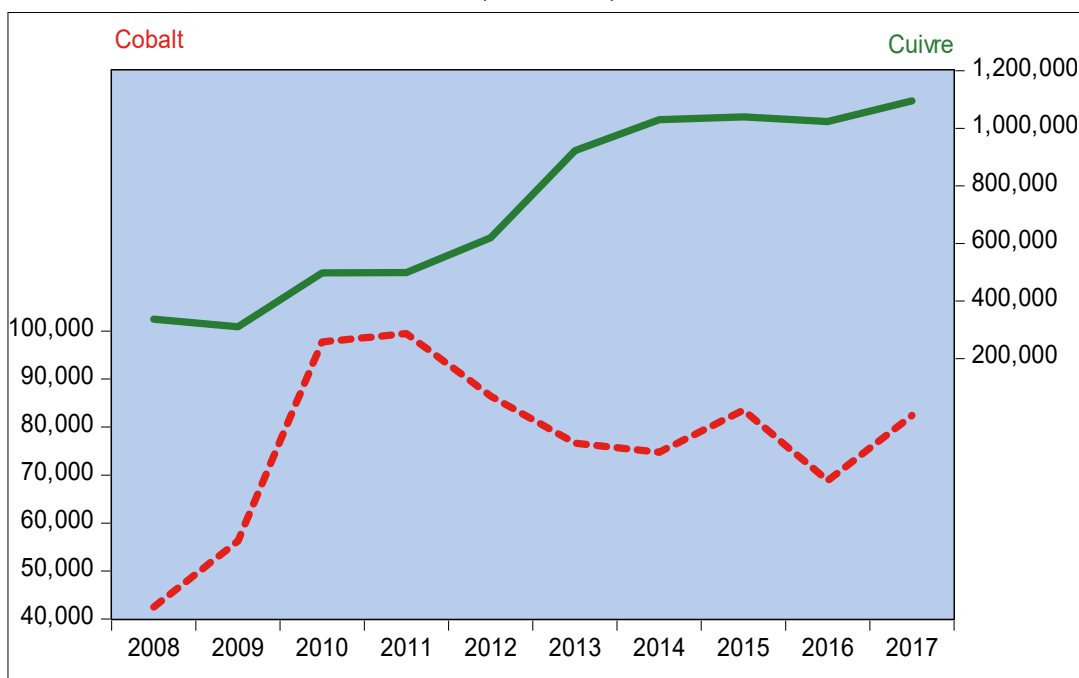
Il sied, par ailleurs, de relever une forte progression de la production de la Gécamines en 2017, soit 51,9 % contre une baisse de 37,9 % en 2016, situant la production à 15,9 milliers de tonnes. En dépit de cette évolution, sa part dans la production totale reste marginale, soit 1,4 %. La production des partenaires de la Gécamines a enregistré une faible augmentation de son volume, soit 6,5 %, mais a représenté 98,6 % de la production totale.

b. Cobalt

En 2017, la production du cobalt s'est élevée à 82,5 milliers de tonnes venant de 68,8 milliers une année auparavant. A l'instar des années précédentes, la production des partenaires de la Gécamines constitue la quasi-totalité de la production nationale, avec une part de 99,8 % du marché, soit 82,3 milliers de tonnes.

Graphique I.4 Production du cuivre et du cobalt

(en tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo.

c. Zinc

En 2017, la production totale du zinc a poursuivi sa tendance baissière amorcée depuis 2015. En effet, avec un niveau de production de 12.337,0 tonnes en 2017, il s'est dégagé une contraction de 2,0 % par rapport au volume de production de 2016. Cette baisse est expliquée par la contreperformance des partenaires de la Gécamines dont la production a reculé de 10,8 % au cours de l'année sous examen.

I.1.2.2. Autres produits d'extraction.

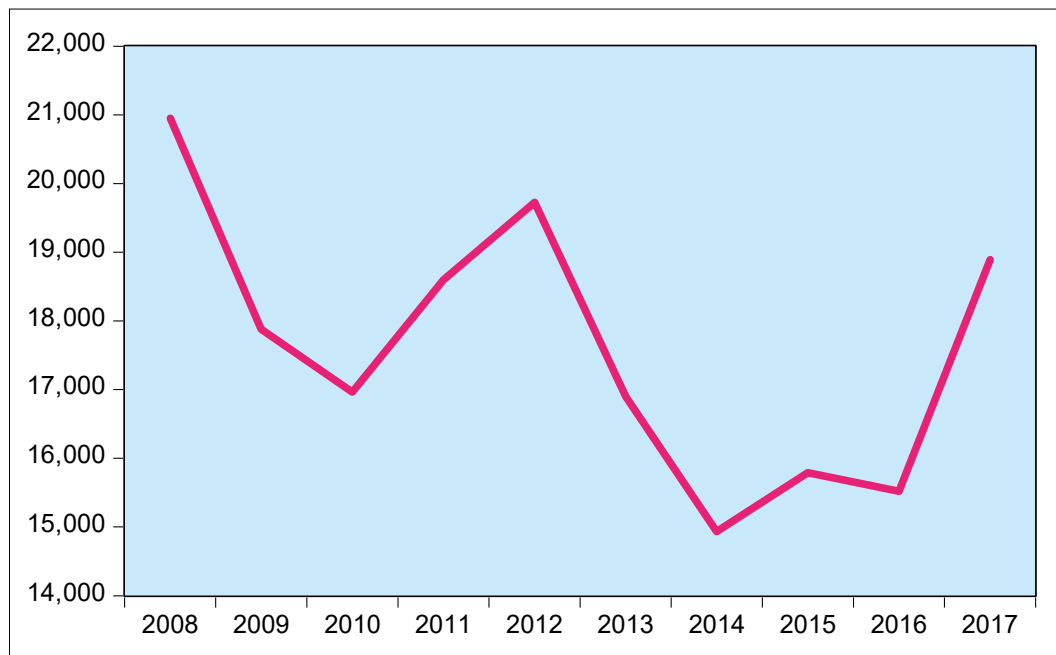
Les activités de production des minerais regroupés dans la sous branche «Autres produits d'extraction» ont enregistré une reprise significative. Leur indice de production s'est situé à 86,8 points en 2017 contre 84,0 points en 2016.

a. Diamant

L'évolution de la production de diamant corrobore celle de l'indice d'activité de la sous branche. En effet, la production du diamant s'est accrue de 21,7 %, se chiffrant à 18.891 milliers de carats en 2017.

La production industrielle est passée d'un niveau de 3.146 milliers de carats à 3.488 milliers de 2016 à 2017, tandis que la production artisanale s'est chiffrée à 15.404 milliers de carats en 2017 contre 12.377 milliers en 2016.

Graphique I.5 Production de diamant
(en milliers de carats)



Source : Banque Centrale du Congo

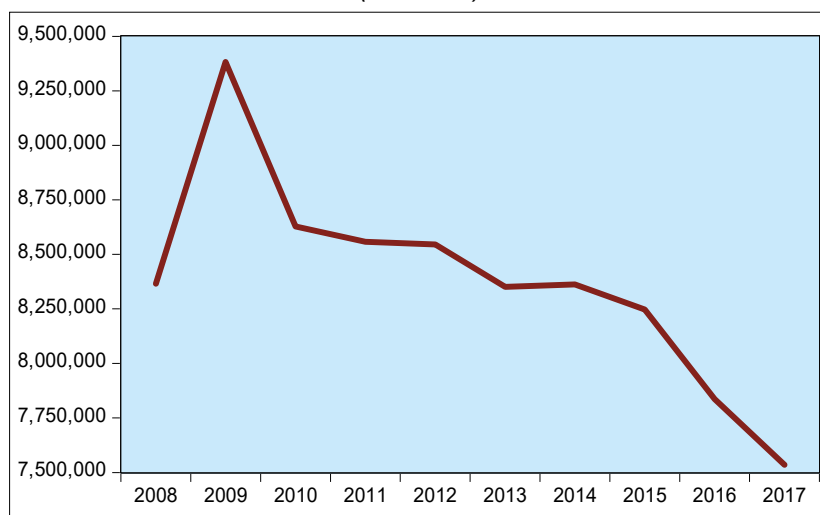
b. Or

En 2017, la production de l'or s'est établie à 295 kilos contre 442 kilos réalisée en 2016. La multiplication des cas d'insécurité affecte sensiblement les activités dans ce secteur.

c. Pétrole brut

La production de pétrole brut a poursuivi sa tendance baissière observée depuis quelques années. Ainsi, il a été noté un repli de 3,9 % en 2017, attesté par un volume de production chiffrée à 7.536 milliers de baril.

Graphique I.6 Production de pétrole brut
(en barils)

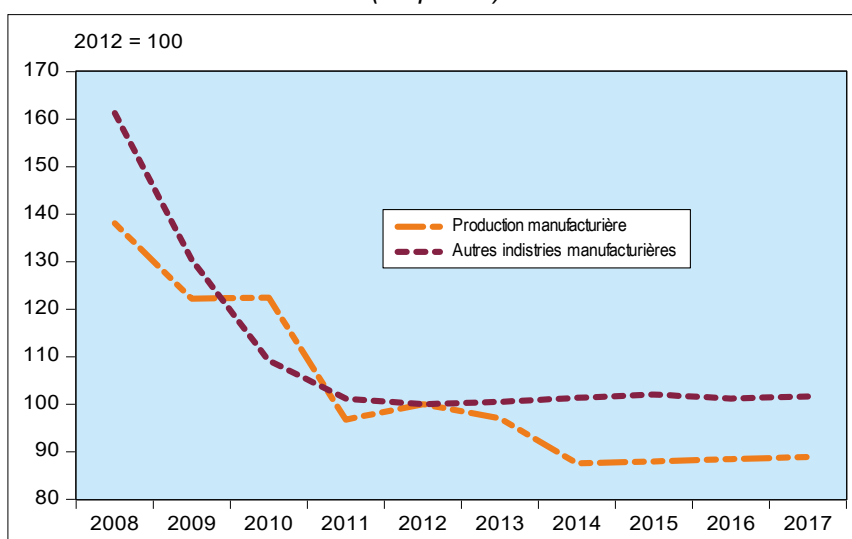


Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.3. Industries manufacturières

En 2017, la valeur ajoutée de la branche « Industries manufacturières » a connu une progression de 2,4 % contre 8,6 % en 2016, correspondant à un niveau de contribution à la croissance de 0,3 point.

Graphique I.7 Indices de production manufacturière
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

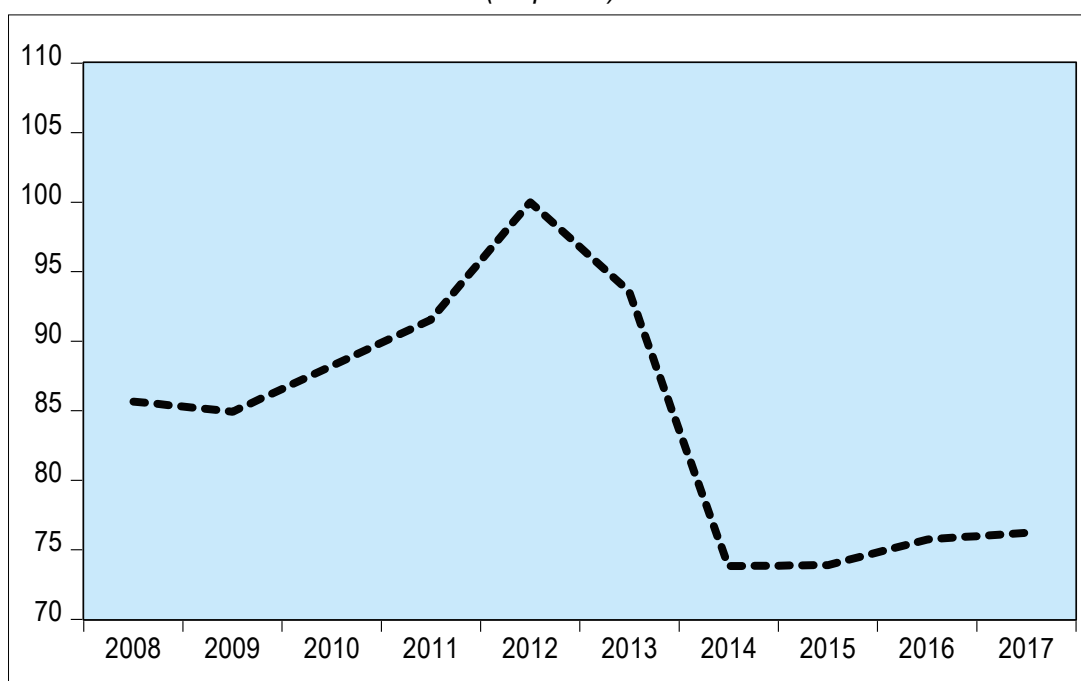
Pour sa part, l'indice global d'activité de cette branche a renseigné une légère amélioration de 0,5 %, s'établissant à 88,9 points.

1.1.3.1. Industries Alimentaires, Boissons et Tabac

L'activité des «Industries Alimentaires, Boissons et Tabacs» a sensiblement ralenti en 2017, avec une hausse de 1,3 % de sa valeur ajoutée contre 9,3 % en 2016. Il sied de noter que la production de l'Industrie Alimentaire a enregistré une hausse de 1,4 %, alors que celle des boissons a connu une baisse de 0,4 % et, celle de Tabacs, un niveau de production quasi-nulle. Toutefois, d'une année à l'autre, l'indice d'activité de la sous-branche s'est raffermi de 0,6 %.

Graphique 1.8 Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs

(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

L'indice d'activité des «industries Alimentaires » a connu une amélioration de 1,4 % en 2017, se fixant à 128,5 points. Seuls le pain, la margarine, les aliments pour animaux et la pêche lacustre ont enregistré une évolution positive de leurs productions, soit en moyenne 3,0 %. Les autres produits ont indiqué une baisse de 11,2 % pour la «chocolaterie et biscuiterie » et 6,4 % pour les «Graisses et huiles de table ». Par contre, l'huile de palme et la farine de froment ont gardé presque le même niveau de production renseigné en 2016.

Pour sa part, l'indice de production des «industries des Boissons» s'est contracté de 0,4 % en 2017, se situant à 100,2 points. Comme en 2016, la production des boissons alcoolisées et celle des boissons gazeuses ont enregistré des évolutions négatives respectivement de 0,3 % et 0,7 %. Cette situation reste consécutive notamment à

la concurrence de certains produits importés, au déficit de l'énergie électrique et aux difficultés d'approvisionnement des produits dans certaines parties du territoire national, essentiellement à l'Est.

I.1.3.2. Autres Industries Manufacturières

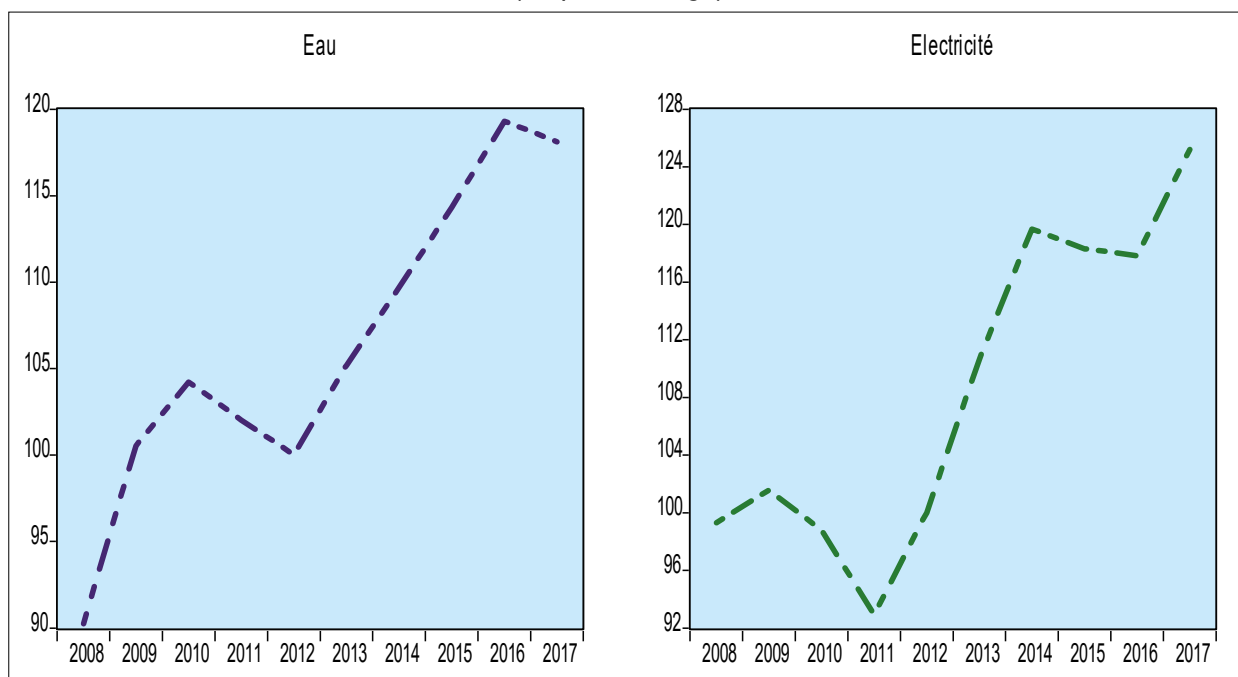
L'activité dans les « Autres industries manufacturières » s'est nettement améliorée en 2017. En effet, la valeur ajoutée de cette sous-branche a progressé de 8,4 % après 5,0 % une année auparavant, résultant de la bonne performance de ses principales composantes. Son indice de production s'est légèrement affermi de 0,4 % en 2017, s'établissant à 101,6 points.

En effet, à l'exception de l'industrie de « Chaussures et cuirs », de « Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu », de « Minéraux non métalliques », de « Fabrications métalliques légères » et de « Chimie de consommation », lesquelles ont accusé des évolutions négatives respectives de 40,0 %, 16,1 %, 9,3 %, 3,8 % et 3,7 %. Les autres industries, par contre, ont indiqué des améliorations. Il s'agit de celles des « Autres non classées ailleurs » (8,1 %), de « Fabrication métalliques lourdes » (5,2 %), de « Fabrication des produits pétroliers raffinés » (3,0 %), de « Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton » (3,0 %), de « Matériel de transport » (2,6 %), de « Transformation de bois » (1,8 %) et « Edition, imprimerie et reproduction » (1,7 %). Par ailleurs, l'industrie de « Plastique » a enregistré un niveau de progression quasiment nul.

I.1.4. Electricité, gaz, vapeur et eau

L'activité de production et de distribution d'eau et d'électricité a connu une décélération au cours de l'année 2017. En effet, la valeur ajoutée de cette branche a dégagé une croissance de 5,3 % au cours de l'année sous analyse contre 9,3 % en 2016. Sa contribution à la croissance a été quasi nulle comme en 2016.

Graphique I.9 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.4.1. Electricité

Après une situation peu satisfaisante en 2016, la production de l'électricité s'est accrue de 6,3 % en 2017, atteignant 9.450 milliers de Mwh. Quant à la consommation, elle s'est accrue de 3,24 %, se chiffrant à 7.209 milliers de Mwh.

I.1.4.2. Eau

En 2017, la production d'eau potable s'est établie à 320.993 milliers de m³, accusant une faible contraction de 1,0 % par rapport à 2016. Ce comportement a résulté de la défection de certains canaux d'adduction d'eau et à l'absence de maintenance des ouvrages de production.

Quant à sa consommation, elle a reculé de 3,0 % en 2017 pendant que le nombre d'abonnés est passé de 600.759 unités en 2016 à 610.128 au cours de l'année sous revue.

I.1.5. Bâtiments et travaux publics

Après la baisse observée de 19,6 % en 2016, la valeur ajoutée des activités de construction s'est accrue substantiellement de 31,4 % en 2017 tel que l'atteste la consommation du ciment gris dans le secteur privé, laquelle s'est améliorée de 283,4 %.

I.1.6. Commerce

Les activités de commerce, quoi qu'en ralentissement, sont restées dynamiques en 2017. En effet, la valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 4,7 % en 2017 après 6,4 % une année plus tôt, ramenant sa contribution à la croissance à 0,7 point de pourcentage après 0,9 point en 2016. La poursuite de son dynamisme résulte notamment du raffermissement des activités minières, lesquelles recourent activement aux biens d'équipement importés, ainsi qu'au développement des activités de commerce sur toute l'étendue du pays.

I.1.7. Transports et Télécommunications

La valeur ajoutée de la branche « Transport et Télécommunications » s'est accrue de 2,6 % en 2017 contre 3,5 % en 2016. Sa contribution à la croissance a été de 0,3 point contre 0,4 en 2016.

I.1.7.1. Transports

L'activité de transport a globalement renseigné une évolution mitigée en 2017, concernant le comportement de ses principaux postes à savoir « le trafic des marchandises et des personnes » ainsi que « la manutention dans les principaux ports ». En effet, les mouvements des marchandises et des personnes ont été les plus dynamiques durant l'année sous analyse, dégageant ainsi des contributions supérieures aux manutentions.

a. Trafic des marchandises et des personnes

En 2017, le service de trafic des marchandises et des personnes a vu son activité s'accroître, attesté par la hausse de 29,7 % de son indice d'activité. En effet, le volume des marchandises s'est considérablement accéléré durant l'année sous revue, s'établissant à 30,7 % venant de 5,8 % en 2016. Cette évolution a résulté du bon comportement observé dans les transports ferroviaire, routier et aérien enregistrant des accroissements respectifs de 57,9 %, 30,9 et 24,4 % contre 0,1 %, 5,9 % et 7,8 %.

Le trafic des voyageurs a quant à lui enregistré une hausse de 19,6 % contre 9,1 % une année auparavant. Les activités des voyageurs ont été vigoureuses dans leur globalité, enregistrant des variations de 21,0 %, 19,0 %, 15,0 % et 6,0 % respectivement pour les transports aérien, ferroviaire, routier et fluvial, par rapport à l'année précédente. Cette situation est attribuable notamment à la politique d'acquisition des nouveaux avions mise en œuvre par la compagnie nationale d'aviation en vue d'élargir son réseau régional et international.

b. Manutention

Les activités de manutention ont renseigné une baisse de 36,7 % de leur indice d'activité en 2017 contre celle de 20,7 % en 2016. En effet, les quantités des

marchandises manutentionnées aux ports de Matadi, Boma et Kinshasa ont régressé respectivement de 38,4 %, 11,4 et 13,1 %. Il convient de noter que ce ralentissement des activités de la manutention est attribuable notamment à la vétusté des grues par manque d'entretien.

I.1.7.2. Télécommunications

En dépit de la légère baisse du nombre d'abonnés en 2017, l'activité de télécommunication a révélé une consommation de 19,2 milliards de minutes, en hausse de 12,1 % par rapport à 2016. Ce niveau est attribuable à l'augmentation du nombre d'appels durant l'année sous analyse.

I.1.8. Autres services hors Administration publique

La valeur ajoutée de la branche « Autres Services hors Administration publique » s'est accrue de 2,0 % en 2017 contre une hausse de 3,1 % observée une année plus tôt, induisant une légère baisse de sa contribution à la croissance à 0,2 point contre 0,3 point une année plutôt.

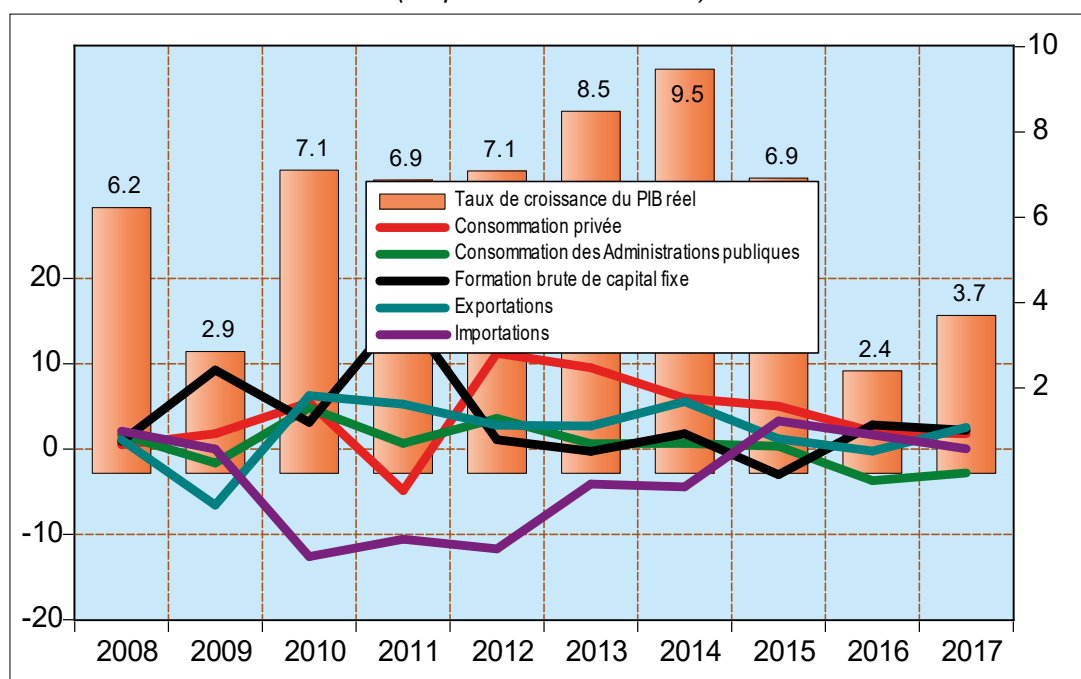
I.1.9. Services d'Administration publique

La branche « Services d'Administration publique » a été marquée en 2017 par des facteurs de perturbation, comparativement à l'année 2016. En effet, la valeur ajoutée de cette branche a reculé de 1,0 % contre un accroissement de 3,9 % une année plus tôt. Ce recul des services d'administration publique tient en partie des multiples grèves des personnels soignants et éducatifs.

I.2. ANALYSE DE LA DEMANDE GLOBALE

La croissance économique en 2017 a été tirée essentiellement par la demande extérieure nette, laquelle a connu une amélioration de 17,4 % contre 8,6 % en 2016. Cette évolution est consécutive particulièrement à la consolidation des exportations des biens et services, dans un contexte de montée des cours des matières premières sur le marché mondial. Pour sa part, la demande intérieure s'est légèrement améliorée de 1,0 % après 0,9 % une année auparavant, en raison notamment du bon comportement des investissements et consommation privés, avec une contribution positive à la croissance globale de 1,2 point.

Graphique I.10 Contribution des composantes de la demande globale à la croissance
(en points de croissance)



Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

I.2.1. Demande intérieure

En 2017, la demande intérieure a été soutenue par l'investissement et la consommation privés, dans un contexte de ralentissement de la consommation publique.

Globalement, **la consommation finale** s'est repliée de 1,2 % en 2017 contre un repli de 2,5 % en 2016, avec une contribution négative de 1,0 point de pourcentage à la croissance.

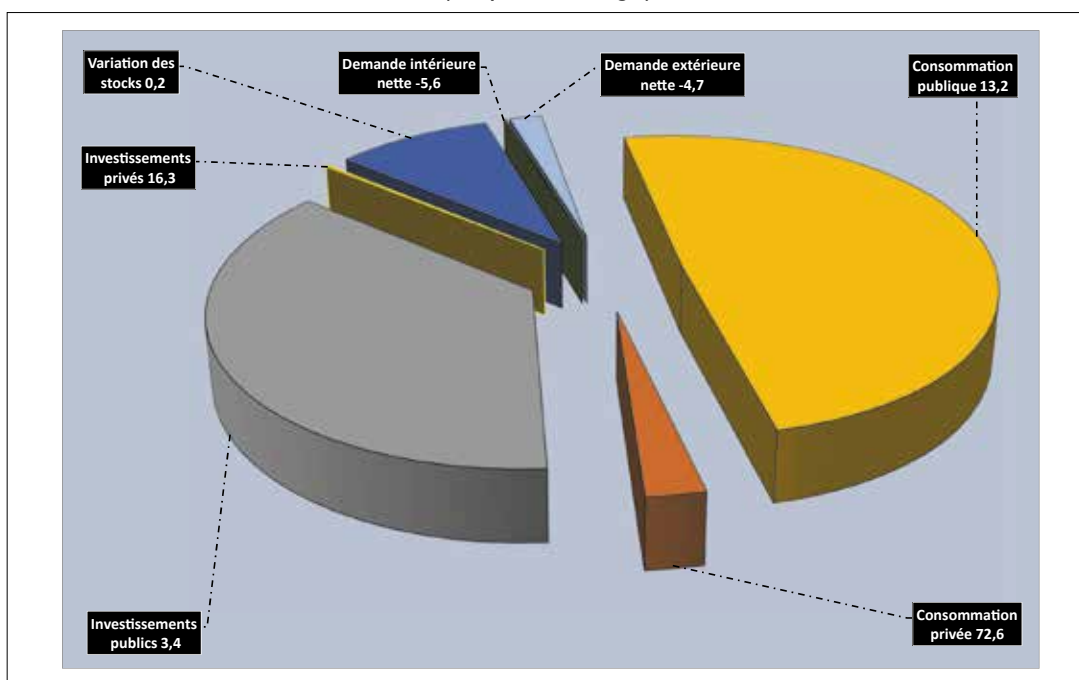
En poursuivant sa tendance baissière, la consommation publique a été la faible composante de la demande intérieure, avec une décroissance de 32,8 % et une contribution négative à la croissance de 2,8 points, en raison essentiellement des mesures prises par le Gouvernement pour contenir certaines dépenses courantes, dans un contexte de faible mobilisation des recettes publiques.

En ce qui concerne la consommation privée, elle a enregistré une hausse de son rythme de croissance, soit 2,3 % contre 2,4 % l'année précédente, consécutive à l'évolution modérée des revenus des ménages, de la persistance du niveau élevé du chômage et de poussées inflationnistes enregistrées au cours de la période.

Concernant les investissements, la formation brute de capital fixe (FBCF) a enregistré une progression de 7,5 %, en volume, après 9,7 % en 2016, en liaison avec le raffermissement des investissements privés, lesquels ont progressé de 17,3 % après 16,8 % en 2016. Cette évolution est corollaire à la reprise du dynamisme de l'activité extractive favorisé par le relèvement des cours de produits de base. En revanche, les investissements publics ont baissé de 73,6 % en 2017 sous l'effet de

la non-exécution de certains projets publics. A la faveur de cette évolution, le taux d'investissement s'est ressorti à 30,3 % du PIB après 29,2 % en 2016.

Graphique I.11 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande
(en pourcentage)



Source : Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

Tableau I.2 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel ⁽¹⁾
(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017
Demande intérieure	125,2	122,0	116,4	114,6	111,6
Consommation	91,8	89,9	89,1	85,4	81,4
Investissements bruts	33,4	32,1	27,3	29,2	30,3
Demande extérieure nette	-25,2	-22,0	-16,4	-14,6	-11,6
Exportations de biens et services	26,0	28,8	28,1	27,2	28,6
Importations de biens et services	51,2	50,8	44,4	41,8	40,3
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.13.

I.2.2. Demande extérieure

Les exportations totales de biens et services ont connu une reprise de 9,3 % contre une régression de 0,9 % en 2016, induisant une contribution positive à la croissance de 2,5 points de pourcentage, faisant de cette composante le principal moteur de la croissance en 2017. Cette évolution est consécutive notamment à la vigueur de

l'activité extractive, laquelle a induit une hausse des exportations du cuivre et du cobalt.

Par ailleurs, **les importations des biens et services**, quant à elles, ont légèrement chuté de 0,1 %, après le recul de 3,7 % en 2016, renseignant une contribution quasi nulle à la croissance, suite essentiellement à la baisse drastique des importations des services (-8,9 %).

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

L'année 2017 a été marquée par l'accentuation des pressions inflationnistes sur le marché des biens et services, suite notamment à la dépréciation de la monnaie nationale ainsi qu'à la hausse des prix des denrées alimentaires importées et du pétrole sur le marché international.

Cette hausse des prix intérieurs s'est observée tant sur l'indice élaboré par l'INS que sur celui de la BCC.

II.1. INDICE GENERAL DES PRIX CALCULE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)

Le taux d'inflation s'est inscrit largement en hausse par rapport à son niveau de 2016, se situant à 54,71 % en 2017 contre 23,60 % en 2016, face à une prévision annuelle de 40,0 %. En moyenne annuelle, le taux d'inflation est ressorti à 39,16 % contre 12,21 % en 2016.

Tableau I.3 Evolution de l'inflation
(en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017
Cible annuelle (a)	3,70	3,50	4,20	40,00
Inflation annuelle moyenne (b)	1,3	1,37	12,21	39,16
Inflation en cumul annuel (c) (1)	1,03	0,82	23,60	54,71
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) – (c)	2,67	2,68	-19,40	-14,71

Source : Banque Centrale du Congo, l'Institut Nationale de la Statistique.

(1) Cfr tableau I.33.

L'analyse de l'inflation au cours de l'année 2017 laisse apparaître deux périodes :

- la première période, de janvier à juillet, a été marquée par de fortes pressions inflationnistes sur le marché, enregistrant un taux moyen mensuel de 3,91 %, avec un pic de 8,0 % au mois de juillet ;
- la deuxième période, allant du mois d'août à décembre, a été caractérisée par une décélération du rythme de formation des prix intérieurs, ayant ramené le taux d'inflation à une moyenne de 3,46 % aux cinq derniers mois de l'année. Cette évolution résulte des mesures prises par le Gouvernement et la Banque Centrale, dans le cadre du renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques.

II.2. INDICE GENERAL DES PRIX CALCULE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

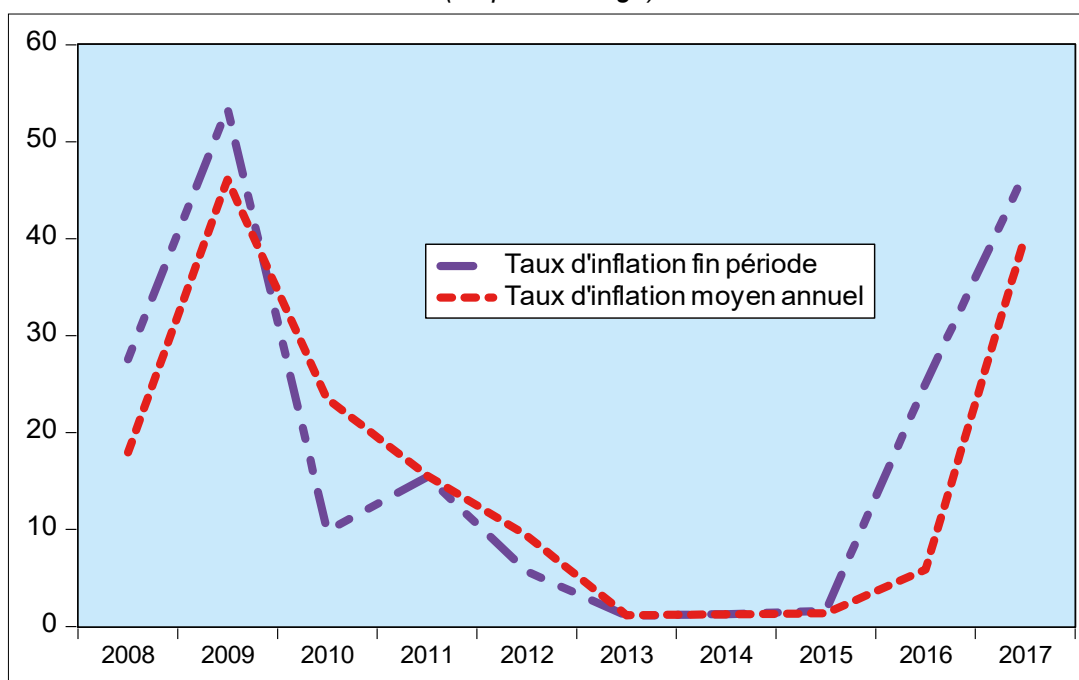
L'Indice des Prix à la Consommation produit par la BCC en 2017, a révélé une forte accélération de l'inflation, soit 46,83 % contre 25,04 % en 2016, légèrement supérieure à la cible annuelle de 40,0 %. Cette situation tient de la poursuite de la dépréciation de la monnaie nationale observée depuis 2016.

Tableau I.4 Evolution mensuelle de l'inflation ⁽¹⁾
(en pourcentage)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Nov.	Déc.
Taux mensuel 2017	6,22	2,62	1,82	2,79	3,42	8,03	9,47	2,47	0,38	0,25	0,42	1,62
Taux mensuel 2016	0,10	0,12	0,15	0,18	0,19	0,91	2,01	0,67	0,62	2,04	4,10	12,07
Taux en cumul annuel 2017	6,22	9,00	10,98	14,08	17,99	27,47	39,54	42,99	43,53	43,89	44,49	46,83
Taux en cumul annuel 2016	0,10	0,22	0,37	0,54	0,74	1,66	3,70	4,40	5,04	7,18	11,58	25,04

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Cfr tableau I.33.

Graphique I.12 Evolution du taux d'inflation
(en pourcentage)

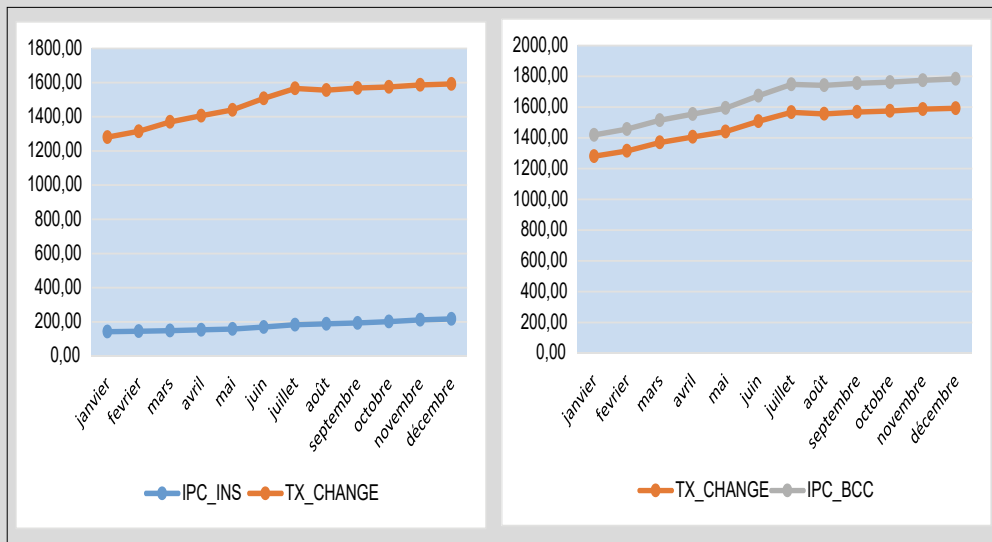


Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré 1. Evolution des indices des prix à la consommation et du taux de change en 2017

La variation de l'indice des prix à la consommation aussi bien de l'INS que de la BCC a affiché une évolution quasi synchrone avec le taux de change, de janvier à septembre 2017. En effet, durant cette période, les deux indicateurs ont évolué suivant le même trend, confirmant ainsi la forte corrélation qui existerait entre les deux variables dans l'économie congolaise. Néanmoins, il s'est observé à partir du mois de septembre, une déconnexion tendancielle entre le taux de change et les deux indices précités. L'ampleur de cette déconnexion est plus prononcée pour l'indice INS que pour celui de la BCC.

Graphique I.13 Evolution du taux de change indicatif et de l'IPC de la BCC et de l'INS



Selon, l'INS, en dépit de la relative accalmie observée sur le marché des changes au cours de cinq derniers mois de 2017, suite aux mesures de riposte prises par le Gouvernement et la Banque Centrale, la hausse de l'indice constatée au cours de la période évoquée est attribuable à d'autres facteurs qui influencent l'offre de certains produits, notamment :

- les répercussions de la situation sécuritaire observée au Maniema et à l'espace Kasai ayant entraîné une forte hausse de prix des céréales, principalement le riz et le maïs ;
- le déraillement, en novembre 2017, du train dans le Haut KATANGA, occasionnant ainsi la hausse du prix de maïs et de certains produits manufacturés dans toute l'ancienne province du KATANGA et l'espace Kasai ;
- la spéculation due aux festivités de fin d'année et les anticipations dues aux échéances électorales au mois de décembre.

Les fortes pressions sur les prix au cours de l'année ont été localisées principalement au niveau des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » qui ont contribué à concurrence de 57,02 %, suivi de « Logement, eau, gaz électricité et autres combustibles » et « Articles d'habillement et chaussure » avec des contributions respectives de 12,99 % et 7,51 %..

Tableau I.5 Contribution par fonction à l'inflation globale

	Fonction	Pond.	IPC fin décembre 2016	IPC fin décembre 2017	Variation de IPC 2016-2017	Contribution en pts	Contribution en %
I.	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	52,00	135,89	202,65	49,13	26,70	57,02
II.	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	1,22	121,93	174,83	43,39	0,49	1,06
III.	Articles d'habillement et chaussures	6,54	132,86	202,80	52,64	3,52	7,51
IV.	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	12,47	126,58	190,03	50,12	6,08	12,99
V.	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	2,75	118,76	164,70	38,68	0,97	2,07
VI.	Santé	3,87	121,29	179,83	48,26	1,74	3,72
VII.	Transports	7,74	117,38	155,77	32,71	2,29	4,88
VIII.	Communications	0,88	135,09	178,36	32,03	0,29	0,62
IX.	Loisir et culture	1,24	117,17	163,11	39,21	0,44	0,93
X.	Enseignement	5,06	119,20	164,46	37,97	1,76	3,76
XI.	Restaurants et hôtels	3,16	125,91	184,99	46,92	1,44	3,07
XII.	Biens et services divers	3,08	121,19	168,76	39,26	1,13	2,41
INDICE GENERAL		100,00	130,03	190,92	46,83	46,83	100,00

Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. EVOLUTION DES PRIX DES CARBURANTS

En 2017, la détermination du prix des carburants a été réalisée dans un contexte de remontée du cours du baril sur le marché international et de la dépréciation de la monnaie nationale.

Ainsi, il a été observé trois modifications successives à la hausse de la structure des prix des carburants au cours de l'année 2017. La première révision à la hausse a été de 75 CDF, opérée le 25 février, laquelle a porté le litre d'essence à la pompe de 1.540 CDF à 1.615 CDF et celui du gasoil de 1.530 CDF à 1.605 CDF, à l'Ouest. La deuxième modification, intervenue le 10 mars, a relevé le prix du litre à 1.650 CDF pour l'essence et à 1.640 CDF pour le gasoil. Enfin, la troisième modification apportée le 08 juin a établi le prix du litre d'essence à 1.730 CDF, à l'Ouest, et 1.720 CDF pour le gasoil.

Pour contenir l'emballement des prix intérieurs, en vue de préserver le pouvoir d'achat des ménages, le Gouvernement a pris d'importantes mesures au début du second semestre. Il s'est agi notamment de l'octroi des allègements fiscaux au titre de droits de douane, droits d'accises et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à l'importation et de la mise à disposition des devises à la profession pétrolière pour faire face aux besoins d'importation. Ces mesures ont conduit au maintien des prix des carburants observé lors de la troisième modification jusqu'à la fin de l'année.

Tableau I.6 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers
(en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE			PETROLE			GASOIL			FUEL OIL	GPI GAZ
	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	OUEST
2013											
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	887,3	1 100,0
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0
2014											
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 465,0	1 570,0	1 630,0	751,0	1 100,0
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 515,0	1 570,0	1 630,0	687,0	1 100,0
2015											
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	1 100,0	1 350,0	1 400,0	1 430,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0
2016											
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	1 150,0	1 350,0	1 400,0	1 480,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	1 200,0	1 180,0	1 140,0	1 530,0	1 330,0	1 270,0	461,6	1 150,0
2017											
25 février	1 615,0	1 380,0	1 340,0	1 250,0	1 230,0	1 200,0	1 605,0	1 390,0	1 330,0	659,6	1 200,0
10 mars	1 650,0	1 380,0	1 340,0	1 285,0	1 230,0	1 200,0	1 640,0	1 390,0	1 330,0	659,0	1 200,0
08 juin	1 730,0	1 420,0	1 400,0	1 340,0	1 260,0	1 255,0	1 720,0	1 430,0	1 390,0	703,9	1 250,0

Source : Banque Centrale du Congo.

TABLEAUX ANNEXES

DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES

Tableau I.7 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut (1)
(en pourcentage, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	24,7	83,9	134,6	79,6	41,2	37,5	58,1	29,6	15,3	59,9
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	9,3	19,7	10,3	10,2	9,2	9,2	8,8	11,3	22,4	7,1
Agriculture	9,0	19,0	10,0	9,7	8,9	9,0	7,1	10,6	20,4	7,1
vivrière	8,8	18,7	9,8	9,6	8,7	8,9	6,8	10,4	19,8	7,2
rente	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	-0,0
Sylviculture	0,3	0,7	0,3	0,4	0,4	0,2	1,7	0,7	2,0	-0,1
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	15,4	64,2	124,3	69,5	32,0	28,3	49,3	18,3	-7,2	52,8
Secteur secondaire	6,4	-47,7	-5,1	11,4	16,6	19,9	12,2	17,4	15,7	31,6
Industries manufacturières	3,8	-49,4	-5,8	2,9	7,9	12,5	11,3	21,4	41,3	7,9
Industries alimentaires, boissons et tabac	2,2	-38,8	1,6	-3,1	11,8	14,1	12,4	17,5	37,6	3,7
Autres industries manufacturières	1,6	-10,6	-7,4	6,1	-3,9	-1,5	-1,1	4,0	3,7	4,2
Bâtiment et travaux publics	2,2	7,1	0,7	8,8	8,0	6,7	0,5	-3,6	-28,0	22,9
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,4	-5,3	0,1	-0,4	0,7	0,6	0,5	-0,4	2,3	0,9
Secteur tertiaire	67,3	62,0	-30,3	6,3	37,5	37,7	28,0	50,5	72,8	31,9
Commerce	25,0	51,5	-6,3	1,8	22,4	14,2	7,4	22,0	38,9	19,3
Transports et télécommunications	23,2	-13,7	-11,1	1,1	10,3	13,9	8,0	17,0	18,2	8,9
Autres services hors adm. publique	12,3	14,0	-8,5	2,8	5,7	7,1	10,4	10,2	11,9	5,1
Services d'administration publique	10,5	14,6	-4,9	0,7	-0,7	2,0	3,1	2,1	5,9	-1,0
SIFIM	-3,7	-4,4	0,4	-0,1	-0,2	0,5	-0,9	-0,8	-2,0	-0,4
PIB au prix de base	98,4	98,2	99,2	97,4	95,3	95,1	98,3	97,5	103,7	123,5
Taxes sur les produits	1,6	1,8	0,8	2,6	4,7	4,9	1,7	2,5	-3,7	-23,5
PIB aux prix constants	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.18.

Tableau I.8 Contribution des différents secteurs à la croissance économique (1)

(en points de croissance, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	1,5	2,4	9,6	5,5	2,9	3,2	5,5	2,0	0,4	2,2
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,6	0,6	0,8	0,7	0,6	0,8	0,8	0,7	0,6	0,2
Agriculture	0,6	0,5	0,8	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6	0,2
vivrière	0,6	0,5	0,8	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6	0,2
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sylviculture	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	0,9	1,8	8,8	4,8	2,3	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0
Secteur secondaire	0,4	-1,4	-0,4	0,8	1,2	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2
Industries manufacturières	0,3	-1,4	-0,4	0,2	0,6	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3
Industries alimentaires, boissons et tabac	0,1	-1,1	0,1	-0,2	0,8	1,2	1,2	1,2	0,9	0,1
Autres industries manufacturières	0,1	-0,3	-0,5	0,4	-0,2	-0,1	-0,1	0,3	0,1	0,2
Bâtiment et travaux publics	0,1	0,2	0,0	0,6	0,6	0,6	0,1	-0,3	-0,7	0,8
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Secteur tertiaire	4,2	1,8	-2,2	0,4	2,7	3,2	2,6	3,5	1,7	1,2
Commerce	1,6	1,5	-0,5	0,1	1,6	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7
Transports et télécommunications	1,4	-0,4	-0,8	0,1	0,7	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3
Autres services hors adm. publique	0,8	0,4	-0,6	0,2	0,4	0,6	0,9	0,8	0,3	0,2
Services d'administration publique	0,6	0,4	-0,3	0,0	0,0	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0
SIFIM	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0
PIB au coût des facteurs	6,1	2,8	7,0	6,7	6,8	8,1	9,3	6,7	2,5	4,6
Taxes sur les produits	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9
PIB aux prix constants	6,2	2,9	7,1	6,9	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.18.

Tableau I.9 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit (1)

(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Branches d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	31,4	32,9	39,6	42,2	42,1	41,8	43,2	42,3	41,7	42,3
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	20,3	20,2	19,6	19,0	18,3	17,6	16,9	16,5	16,6	16,3
Agriculture	19,5	19,5	18,8	18,3	17,6	17,0	16,1	15,7	15,9	15,5
vivrière	19,2	19,2	18,6	18,0	17,4	16,7	15,9	15,5	15,6	15,3
rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sylviculture	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7
Élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	11,2	12,6	20,0	23,2	23,8	24,1	26,3	25,8	25,0	26,0
Secteur secondaire	18,8	16,9	15,5	15,2	15,3	15,7	15,4	15,5	15,5	16,1
Industries manufacturières	14,3	12,5	11,3	10,8	10,6	10,7	10,8	11,5	12,2	12,0
Industries alimentaires, boissons et tabac	10,8	9,5	8,9	8,2	8,4	8,8	9,1	9,7	10,3	10,1
Autres industries manufacturières	3,5	3,1	2,4	2,6	2,2	1,9	1,6	1,8	1,8	1,9
Bâtiment et travaux publics	3,5	3,6	3,4	3,7	4,0	4,2	3,9	3,4	2,7	3,4
Electricité, gaz, vapeur et eau	1,0	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7
Secteur tertiaire	46,8	47,2	42,0	39,7	39,6	39,4	38,4	39,2	40,0	39,7
Commerce	15,5	16,5	15,0	14,1	14,7	14,7	14,0	14,5	15,1	15,3
Transports et télécommunications	15,8	15,0	13,3	12,5	12,4	12,5	12,1	12,4	12,5	12,4
Autres services hors adm. publique	11,2	11,2	9,9	9,5	9,2	9,1	9,2	9,2	9,3	9,2
Services d'administration publique	5,0	5,3	4,6	4,3	4,0	3,9	3,8	3,7	3,7	3,6
SIFIM	-0,8	-0,9	-0,8	-0,7	-0,7	-0,6	-0,6	-0,6	-0,7	-0,7
PIB au prix de base	96,9	97,0	97,1	97,1	97,0	96,9	97,0	97,0	97,2	98,1
Taxes sur les produits	3,1	3,0	2,9	2,9	3,0	3,1	3,0	3,0	2,8	1,9
PIB aux prix constant	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.18.

Tableau I.10 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit (1)

(en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	35,6	32,7	38,8	41,1	39,7	39,5	40,6	38,8	37,9	37,2
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	22,6	23,7	21,4	20,9	20,4	19,3	18,6	18,4	18,6	19,9
Agriculture	21,8	22,8	20,5	20,0	19,6	18,5	17,7	17,7	17,9	19,1
vivrière	21,4	22,4	20,2	19,8	19,3	18,3	17,4	17,4	17,6	18,9
rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Sylviculture	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7
Élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	13,0	9,0	17,3	20,2	19,2	20,2	22,1	20,4	19,3	17,4
Secteur secondaire	20,2	24,0	21,3	20,8	21,0	21,1	20,9	21,3	21,8	24,3
Industries manufacturières	14,9	18,9	16,2	15,4	15,4	15,4	15,6	17,1	18,3	19,7
Industries alimentaires, boissons et tabac	11,4	14,8	13,0	12,0	12,5	12,9	13,4	14,7	15,8	16,9
Autres industries manufacturières	3,5	4,1	3,2	3,4	2,9	2,5	2,1	2,4	2,5	2,8
Bâtiment et travaux publics	1,3	1,1	4,0	4,4	4,7	4,8	4,5	3,3	2,6	3,6
Electricité, gaz, vapeur et eau	4,0	4,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	1,0
Secteur tertiaire	37,7	37,4	34,5	32,3	32,4	31,7	31,0	32,4	33,1	33,2
Commerce	10,6	11,3	10,6	10,1	10,5	10,4	9,9	10,5	11,0	12,1
Transports et télécommunications	12,8	11,9	10,7	9,9	10,0	9,9	9,7	10,2	10,3	8,6
Autres services hors adm. publique	7,7	7,8	7,6	7,1	7,0	6,7	6,9	7,2	7,2	7,8
Services d'administration publique	7,7	7,3	6,4	6,0	5,6	5,3	5,2	5,2	5,3	5,5
SIFIM	-1,0	-1,0	-0,9	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7	-0,8	-0,8
PIB au prix de base	93,6	94,1	94,6	94,2	93,1	92,3	92,5	92,4	92,8	94,8
Taxes sur les produits	6,4	5,9	5,4	5,8	6,9	7,7	7,5	7,6	7,2	5,2
PIB aux prix constant	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.19.

Tableau I.11 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut ⁽¹⁾

(en points de croissance, aux prix de 2005)

Composantes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Demande intérieure	3,0	9,4	13,4	12,2	16,0	9,9	8,3	2,5	1,0	1,2
Consommation	2,1	0,2	10,3	-4,2	14,8	10,2	6,6	5,4	-1,7	-1,0
Consommation publique	1,7	-1,6	4,8	0,7	3,6	0,6	0,7	0,3	-3,7	-2,8
Consommation privée	0,5	1,8	5,5	-4,9	11,2	9,5	6,0	5,0	2,0	1,8
Investissements bruts	0,9	9,3	3,1	16,4	1,2	-0,3	1,7	-2,9	2,7	2,2
FBCF	0,9	9,3	3,1	16,4	1,1	-0,3	1,8	-3,0	2,8	2,2
Secteur public	0,2	2,9	-1,0	4,0	0,2	0,3	1,1	-3,5	-1,0	-2,3
Secteur privé	0,7	6,4	4,1	12,4	0,9	-0,6	0,7	0,4	3,8	4,5
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,0	0,1	-0,2	-0,0
Demande extérieur nette	3,2	-6,6	-6,3	-5,3	-8,9	-1,4	1,1	4,5	1,4	2,5
Exportations de biens et services	1,1	-6,6	6,3	5,2	2,8	2,7	5,6	1,2	-0,2	2,5
Exportations des biens	0,9	-5,7	7,6	4,7	2,8	3,0	5,7	1,3	-0,1	2,2
Produits miniers	1,1	-4,0	7,4	4,5	2,6	2,9	5,0	1,3	-0,2	2,0
Autres produits	-0,2	-1,7	0,1	0,2	0,1	0,1	0,7	0,0	0,0	0,3
Exportations des services	0,2	-0,9	-1,3	0,6	0,0	-0,3	-0,2	-0,2	-0,1	0,3
Importations de biens et services	2,1	0,0	-12,6	-10,6	-11,7	-4,1	-4,4	3,3	1,6	0,0
Importations des biens	1,9	0,0	-11,3	-10,2	-7,5	-1,8	-2,4	0,8	2,7	-0,7
Consommations	0,5	0,0	0,2	-0,1	-0,8	-0,6	-0,4	-0,6	-1,8	-0,1
Equipements	1,6	0,0	-9,5	-2,9	-0,2	0,1	-0,6	1,7	-0,3	-0,3
Intermédiaires	-0,3	0,0	-2,0	-7,3	-6,4	-1,3	-1,4	-0,3	4,8	-0,3
Importations des services	0,2	0,0	-1,3	-0,3	-4,3	-2,3	-2,1	2,4	-1,1	0,7
Produit Intérieur Brut	6,2	2,9	7,1	6,9	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.20.

Tableau I.12 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut ⁽¹⁾

(en pourcentage, aux prix de 2005)

Composantes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Demande intérieure	48,8	329,9	189,0	177,3	225,9	116,9	88,1	35,4	41,5	31,1
Consommation	34,5	5,5	144,8	-61,1	209,2	120,0	69,8	77,7	-69,0	-27,8
Consommation publique	26,8	-56,9	67,9	9,7	50,9	7,6	7,0	4,9	-153,9	-76,1
Consommation privée	7,7	62,4	76,9	-70,9	158,3	112,5	62,9	72,8	84,9	48,4
Investissements bruts	14,4	324,4	44,2	238,5	16,7	-3,1	18,3	-42,3	110,5	58,9
FBCF	14,3	324,3	43,9	237,8	15,6	-3,3	18,8	-43,5	118,1	58,9
Secteur public	3,6	101,9	-13,7	57,7	3,4	3,7	11,6	-50,0	-42,1	-62,7
Secteur privé	10,8	222,4	57,6	180,1	12,2	-7,0	7,2	6,5	160,2	121,6
Variation des stocks	0,0	0,1	0,3	0,6	1,1	0,1	-0,5	1,3	-7,6	-0,0
Demande extérieur nette	51,2	-229,9	-89,0	-77,3	-125,9	-16,9	11,9	64,6	58,5	68,9
Exportations de biens et services	17,7	-229,9	88,2	76,3	39,5	31,7	58,7	17,1	-10,2	68,0
Exportations des biens	15,2	-199,3	106,3	68,2	39,1	35,2	60,6	19,5	-6,1	59,9
Produits miniers	18,5	-140,4	104,6	65,9	37,2	34,0	53,0	18,8	-6,6	52,8
Autres produits	-3,3	-58,9	1,7	2,3	1,9	1,2	7,6	0,7	0,5	7,1
Exportations des services	2,5	-30,6	-18,1	8,1	0,4	-3,5	-1,9	-2,4	-4,1	8,1
Importations de biens et services	33,4	0,0	-177,2	-153,6	-165,4	-48,6	-46,8	47,5	68,7	0,8
Importations des biens	29,9	0,0	-158,8	-149,0	-105,2	-21,1	-25,0	12,1	113,0	-18,3
Consommations	7,6	0,0	3,3	-0,9	-11,9	-7,6	-3,9	-8,8	-73,9	-1,6
Equipements	26,5	0,0	-134,1	-41,8	-2,8	1,3	-6,1	24,9	-11,4	-9,4
Intermédiaires	-4,1	0,0	-28,1	-106,3	-90,5	-14,9	-14,9	-4,0	198,4	-7,3
Importations des services	3,5	0,0	-18,4	-4,6	-60,2	-27,5	-21,8	35,4	-44,3	19,1
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.20.

Tableau I.13 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale ⁽¹⁾
(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)
Demande intérieure	103,2	109,5	114,8	118,8	125,9	125,2	122,0	116,4	114,6	111,6
Consommation	89,2	86,8	90,7	80,9	89,4	91,8	89,9	89,1	85,4	81,4
Secteur public	9,4	7,6	11,6	11,5	14,1	13,6	13,0	12,5	8,6	5,6
Secteur privé	79,7	79,2	79,1	69,4	75,3	78,2	76,9	76,6	76,8	75,8
Investissements bruts	14,0	22,7	24,1	37,9	36,5	33,4	32,1	27,3	29,2	30,3
FBCF	14,0	22,6	24,0	37,8	36,3	33,2	32,0	27,1	29,2	30,3
Secteur public	3,5	6,2	4,9	8,3	8,0	7,6	8,0	4,2	3,2	0,8
Secteur privé	10,5	16,4	19,1	29,5	28,3	25,5	24,0	22,8	26,0	29,5
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0
Exportation nette	-3,2	-9,5	-14,8	-18,8	-25,9	-25,2	-22,0	-16,4	-14,6	-11,6
Exportations de biens et services	23,2	16,2	21,0	24,5	25,5	26,0	28,8	28,1	27,2	28,6
Exportations des biens	19,9	13,8	20,0	23,1	24,1	25,0	28,1	27,5	26,7	27,9
Produits miniers	14,0	9,7	16,0	19,2	20,4	21,5	24,2	23,9	23,1	24,2
Autres produits	5,9	4,1	3,9	3,8	3,7	3,5	3,9	3,7	3,6	3,7
Exportations des services	3,3	2,4	1,0	1,5	1,4	1,0	0,8	0,5	0,4	0,7
Importations de biens et services	-26,4	-25,7	-35,7	-43,3	-51,4	-51,2	-50,8	-44,4	-41,8	-40,3
Importations des biens	-23,8	-23,2	-32,2	-39,7	-44,0	-42,2	-40,7	-37,3	-33,8	-33,3
Consommations	-9,0	-8,8	-8,0	-7,5	-7,8	-7,8	-7,5	-7,6	-9,1	-8,8
Equipements	-13,7	-13,4	-21,4	-22,7	-21,4	-19,6	-18,4	-15,6	-15,5	-15,3
Intermédiaires	-1,1	-1,0	-2,8	-9,5	-14,9	-14,9	-14,9	-14,2	-9,2	-9,1
Importations des services	-2,6	-2,5	-3,5	-3,6	-7,4	-8,9	-10,0	-7,1	-8,0	-7,0
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.20.

Tableau I.14 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale ⁽¹⁾
(en pourcentage du PIB à prix courant)

Composantes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Demande intérieure	105,7	109,3	108,5	106,2	106,7	104,6	108,8	106,1	106,0	104,0
Consommation	94,9	94,8	79,7	81,3	92,4	82,7	84,8	86,1	90,5	83,9
Secteur public	7,2	11,2	9,7	10,8	13,0	12,5	11,7	14,4	7,8	5,5
Secteur privé	87,7	83,5	70,1	70,5	79,5	70,2	73,1	71,7	82,7	78,4
Investissements bruts	10,9	14,6	28,8	24,9	14,3	21,8	23,9	20,0	15,5	20,1
FBCF	10,7	14,5	28,7	24,8	14,2	21,7	23,8	19,8	15,2	19,9
Secteur public	4,1	4,0	4,1	5,1	4,3	6,2	6,4	3,8	1,6	0,4
Secteur privé	6,7	10,5	24,6	19,7	10,0	15,5	17,4	15,9	13,6	19,5
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Exportation nette	-5,7	-9,3	-8,5	-6,2	-6,7	-4,6	-8,8	-6,1	-6,0	-4,0
Exportations de biens et services	39,0	26,8	41,1	39,5	30,8	36,4	35,2	27,6	32,4	31,0
Exportations des biens	34,8	23,3	39,3	36,7	29,8	35,5	34,3	27,1	32,0	30,7
Produits miniers	29,7	20,1	35,6	32,3	26,2	31,8	30,1	26,2	31,2	30,4
Autres produits	5,2	3,2	3,7	4,3	3,6	3,7	4,2	1,0	0,8	0,3
Exportations des services	4,2	3,5	1,8	2,9	1,0	0,9	0,9	0,5	0,3	0,3
Importations de biens et services	-44,7	-36,1	-49,6	-45,7	-37,5	-41,0	-44,0	-33,7	-38,3	-35,0
Importations des biens	-34,1	-26,4	-37,3	-34,5	-29,6	-33,1	-35,4	-27,9	-32,7	-30,2
Consommations	-7,4	-7,0	-6,2	-7,8	-6,4	-7,5	-7,2	-6,9	-8,7	-9,8
Equipements	-19,6	-14,8	-26,5	-21,3	-10,6	-18,0	-24,3	-17,6	-21,3	-17,4
Intermédiaires	-7,1	-4,7	-4,6	-5,3	-12,6	-7,6	-3,8	-3,4	-2,7	-2,9
Importations des services	-10,6	-9,7	-12,3	-11,2	-8,0	-7,9	-8,6	-5,8	-5,6	-4,8
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr tableau I.19.

Tableau I.15 Produit Intérieur Brut

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courant			Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1980	7 496 281,8	15 822,3	132,2	0,3	0,000	0,000	19,0	0,000	46,3
1981	7 676 192,5	16 202,0	135,4	2,4	0,000	0,000	100,0	0,000	95,3
1982	7 637 811,6	16 121,0	134,7	-0,5	0,000	0,000	50,0	0,000	50,8
1983	7 745 504,7	16 348,3	136,6	1,4	0,000	0,000	66,7	0,000	64,3
1984	8 175 380,2	17 255,6	144,2	5,6	0,000	0,000	-82,0	0,000	-82,9
1985	8 216 257,1	17 341,9	144,9	0,5	0,000	0,000	1 233,3	0,000	1 226,7
1986	8 604 064,5	18 160,4	151,7	4,7	0,000	0,000	33,3	0,000	27,3
1987	8 836 374,2	18 650,8	155,8	2,7	0,000	0,000	81,3	0,000	76,5
1988	8 889 392,5	18 762,7	156,8	0,6	0,000	0,000	89,7	0,000	88,5
1989	8 764 941,0	18 500,0	154,6	-1,4	0,000	0,000	109,1	0,000	112,1
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,000	0,000	94,8	0,000	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,001	0,000	1 975,4	0,000	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,029	0,000	3 697,5	0,000	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,448	0,000	1 425,0	0,000	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,369	0,002	25 654,7	0,002	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,558	0,012	471,7	0,012	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,733	0,085	630,6	0,087	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,840	0,229	169,4	0,247	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,221	0,293	28,0	0,322	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,529	1,521	418,8	1,744	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,781	8,717	473,2	10,738	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,228	41,302	373,8	51,972	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,292	56,404	36,6	68,596	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,693	67,450	19,6	77,540	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,642	76,322	13,2	82,275	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,000	100,000	31,0	100,000	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,545	119,355	19,4	113,325	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,514	152,536	27,8	136,298	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,514	195,193	28,0	164,192	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,901	266,332	36,4	217,813	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,925	344,558	29,4	263,089	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,582	419,033	21,6	299,373	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,932	475,384	13,4	317,156	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,396	529,997	11,5	325,945	2,8
2014	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,462	585,954	10,6	329,184	1,0
2015	10 790 880,0	22 776,1	190,3	6,9	35 111 225,972	619,239	5,7	325,379	-1,2
2016	11 049 794,1	23 322,6	194,9	2,4	37 517 392,392	661,675	6,9	339,530	4,3
2017 (p)	11 458 730,5	24 185,7	202,1	3,7	55 124 325,265	972,199	46,9	481,068	41,7

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.16 Produit national brut et revenu national
(en millions de CDF courants)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017(e)
Produit intérieur brut	11 067 568,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 223 988,5	35 111 226,0	37 517 392,4	55 124 325,3
Revenu des facteurs du reste du Monde	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,02	17 982,70
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 680,8	1 590 191,4
Revenu national brut (1)	10 552 426,4	14 473 008,4	18 588 939,6	22 749 970,8	25 991 490,6	27 402 677,5	32 666 029,9	34 110 687,8	36 897 618,6	53 552 116,5
Consommation de capital fixe (-)	332 027,1	453 035,6	586 100,3	712 782,7	808 636,7	901 535,4	996 728,4	1 075 494,8	1 247 784,9	1 810 998,3
Revenu national net	10 220 399,4	14 019 972,7	18 002 839,3	22 037 188,1	25 182 853,9	26 501 142,1	31 669 301,5	33 035 193,0	35 649 833,7	51 741 118,2
Transferts courants du reste du Monde	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2	3 153 511,7
Transferts courants au reste du Monde (-)	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 455,3	999 884,8
Revenu National disponible	10 779 203,4	15 149 855,9	18 766 226,9	23 334 426,7	26 805 371,7	27 665 177,3	33 550 229,6	34 799 085,2	36 997 692,6	53 894 745,1
Consommation finale (-)	10 498 650,1	14 309 261,7	15 579 318,5	19 310 426,0	24 910 717,4	24 861 881,4	28 183 977,7	30 236 455,0	33 967 745,0	46 236 239,5
Epargne nette	280 553,2	840 594,2	3 186 908,4	4 024 000,7	1 894 654,3	2 803 295,9	5 366 251,9	4 562 630,2	3 029 947,6	7 658 505,6

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.17 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	3 942 476,5	4 931 751,2	7 575 356,4	9 760 200,4	10 696 781,2	11 861 980,1	13 493 927,4	13 628 921,6	14 232 480,4	20 533 621,4
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	2 503 337,9	3 575 155,9	4 186 415,1	4 969 776,9	5 509 797,3	5 804 886,4	6 167 208,6	6 450 068,6	6 978 142,6	10 965 874,2
Agriculture	2 408 219,7	3 439 312,3	4 010 066,3	4 760 973,2	5 283 886,5	5 572 388,4	5 873 449,0	6 203 304,2	6 702 671,5	10 540 931,2
Vivrière	2 373 783,6	3 390 132,3	3 952 786,7	4 693 058,9	5 208 943,7	5 494 122,5	5 785 871,2	6 115 548,7	6 605 460,6	10 391 392,0
Rente	34 436,1	49 180,1	57 279,6	67 914,3	74 942,8	78 265,8	87 577,7	87 755,4	97 210,9	149 539,1
Sylviculture	90 741,8	129 593,3	169 112,6	200 295,2	216 462,1	222 678,1	283 418,2	235 524,0	263 336,9	405 608,8
Élevage, pêche et chasse	4 376,4	6 250,2	7 236,2	8 508,5	9 448,7	9 819,9	10 341,4	11 240,4	12 134,2	19 334,2
Industrie extractive	1 439 138,6	1 356 595,3	3 388 941,3	4 790 423,5	5 186 983,9	6 057 093,6	7 326 718,8	7 178 853,0	7 254 337,8	9 567 747,2
Secteur secondaire	2 237 890,1	3 629 200,1	4 169 632,9	4 937 335,4	5 663 507,3	6 349 940,3	6 952 900,9	7 464 236,0	8 188 339,2	13 379 100,3
Industries manufacturières	1 650 952,7	2 850 452,2	3 169 171,1	3 649 184,5	4 140 583,5	4 623 444,0	5 167 796,5	6 014 081,6	6 852 323,8	10 840 273,9
Agro industrielles	1 263 992,6	2 232 737,8	2 541 111,5	2 843 741,9	3 364 043,8	3 883 780,6	4 459 077,8	5 177 956,2	5 932 477,8	9 297 884,4
Autres industries manufacturières	386 960,1	617 714,4	628 059,6	805 442,6	776 539,7	739 663,4	708 718,8	836 125,4	919 846,0	1 542 389,5
Batiments et Travaux publics	143 709,8	165 381,2	788 880,5	1 055 675,0	1 264 563,2	1 448 504,5	1 485 564,5	1 163 849,6	980 965,9	1 993 879,7
Electricité, gaz et eau	443 227,6	613 366,7	211 581,3	232 475,9	258 360,6	277 991,7	299 539,9	286 304,9	355 049,6	544 946,7
Secteur tertiaire	4 177 278,9	5 646 184,1	6 740 687,6	7 673 851,3	8 730 280,5	9 513 006,7	10 296 062,1	11 364 783,1	12 399 597,8	18 324 898,2
Commerce de gros et de détail	1 168 894,0	1 708 909,5	2 080 030,0	2 391 107,6	2 842 133,3	3 110 794,7	3 304 903,4	3 703 175,8	4 129 905,8	6 690 797,2
Transports et communications	1 416 717,0	1 795 066,9	2 092 046,8	2 360 802,2	2 701 538,0	2 985 169,9	3 208 974,4	3 582 392,0	3 859 941,4	4 764 420,1
Services marchands	852 624,4	1 183 699,6	1 487 205,1	1 697 812,7	1 889 868,8	2 027 802,5	2 279 221,3	2 514 884,1	2 716 312,2	4 287 753,1
Services non marchands	847 869,2	1 104 123,0	1 252 290,6	1 418 022,8	1 510 537,8	1 592 494,0	1 739 391,0	1 822 899,9	1 985 013,0	3 043 776,0
SIFIM	-108 825,7	-145 615,0	-170 885,0	-193 894,0	-213 797,5	-203 254,4	-236 428,1	-258 568,8	-291 574,6	-461 848,2
PIB au coût des facteurs	10 357 645,5	14 207 135,5	18 485 676,9	22 371 387,1	25 090 569,1	27 724 927,0	30 742 890,4	32 457 940,7	34 820 417,4	52 237 619,9
Droits et Taxes sur les produits	709 923,0	894 052,4	1 051 000,0	1 388 037,5	1 863 987,9	2 326 252,4	2 481 098,07	2 653 285,3	2 696 975,0	2 886 705,4
PIB aux prix du marché	11 067 568,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 223 988,5	35 111 226,0	37 517 392,4	55 124 325,3

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.18 Contribution des différents secteurs à la croissance économique
(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire	2 116 704,1	2 278 161,9	2 941 574,3	3 348 156,4	3 579 904,8	3 850 312,1	4 357 309,9	4 564 150,9	4 603 663,6	4 848 605,9
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 365 092,4	1 403 061,5	1 453 774,1	1 505 702,3	1 557 695,7	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3	1 838 031,4	1 866 945,6
Agriculture vivrière	1 313 223,6	1 349 750,1	1 398 958,8	1 448 545,8	1 498 331,1	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5	1 751 841,8	1 781 014,4
rente	1 294 445,4	1 330 449,5	1 378 976,1	1 427 882,6	1 477 079,9	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5	1 724 827,7	1 754 149,8
sylviculture	18 778,3	19 300,6	19 982,7	20 663,2	21 251,2	21 952,5	24 230,0	25 557,0	27 014,1	26 864,6
élevage, pêche et chasse	49 482,3	50 858,6	52 290,9	54 567,8	56 685,3	58 097,9	72 938,7	77 816,8	83 021,1	82 667,4
Extraction	2 386,5	2 452,9	2 524,4	2 588,7	2 679,3	2 754,4	2 861,1	3 076,0	3 168,5	3 263,8
Secteur secondaire	1 266 612,0	1 174 805,2	1 149 784,1	1 208 122,4	1 301 608,0	1 444 709,1	1 551 625,9	1 672 750,0	1 713 350,6	1 842 674,0
Industries manufacturières	963 912,1	868 749,8	839 948,2	854 944,6	899 584,8	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7	1 344 870,4	1 376 985,3
Industries alimentaires, boissons et tabac	730 194,2	655 482,4	663 160,5	647 244,3	713 604,4	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0	1 142 128,9	1 157 213,5
Autres industries manufacturières	233 718,0	213 267,4	176 787,7	207 700,3	185 980,4	175 118,1	165 507,9	193 134,7	202 741,5	219 771,8
Bâtiment et travaux publics	235 336,1	248 985,5	252 309,7	297 487,1	342 531,9	390 908,0	395 452,1	370 176,5	297 717,7	391 201,1
Electricité, gaz, vapeur et eau	67 363,8	57 069,8	57 526,3	55 690,7	59 491,3	63 775,4	67 783,4	64 721,8	70 762,5	74 487,6
Secteur tertiaire	3 151 423,1	3 270 803,8	3 121 282,8	3 153 358,8	3 364 379,5	3 636 116,2	3 880 315,4	4 232 857,0	4 421 320,2	4 551 935,5
Commerce	1 045 164,5	1 144 281,3	1 113 365,8	1 122 474,3	1 248 576,3	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6	1 669 686,1	1 748 730,5
Transports et télécommunications	1 067 771,2	1 041 400,5	986 705,4	992 482,1	1 050 624,7	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5	1 386 116,7	1 422 440,2
Autres services hors adm. publique	752 572,1	779 511,9	737 823,6	751 967,6	784 186,6	835 326,1	926 120,3	997 374,1	1 028 076,9	1 049 135,3
Services d'administration publique	337 130,4	365 314,5	341 062,4	344 872,0	340 760,1	355 261,1	382 750,0	397 088,9	412 481,9	408 471,9
SIFIM	-51 215,1	-59 704,4	-57 674,5	-58 437,3	-59 768,3	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1	-75 041,4	-76 842,4
PIB au coût des facteurs	6 534 739,3	6 723 770,9	7 212 641,2	7 709 637,6	8 245 892,3	8 931 137,3	9 789 251,2	10 469 757,9	10 738 334,4	11 243 215,4
Taxes sur les produits	205 898,7	209 316,6	213 248,5	226 757,5	252 947,2	288 570,0	303 589,0	321 122,1	311 459,7	215 515,1
PIB aux prix constants	6 740 637,9	6 933 087,5	7 425 889,7	7 936 395,2	8 498 839,5	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 458 730,5

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.19 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF, à prix courants)

Composantes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Demande intérieure	11 700 267,4	16 508 513,5	21 202 237,6	25 224 647,1	28 772 828,7	31 425 787,2	36 141 059,1	37 248 518,9	39 765 040,5	57 313 702,5
Consommation	10 498 650,1	14 309 261,7	15 579 318,5	19 310 426,0	24 910 717,4	24 861 881,4	28 183 977,7	30 236 455,0	33 967 745,0	46 236 239,5
Secteur public	792 650,9	1 692 459,2	1 891 004,6	2 559 922,2	3 491 075,7	3 770 361,8	3 882 477,1	5 070 484,4	2 924 473,0	3 038 146,0
Secteur privé	9 705 999,2	12 616 802,6	13 688 313,9	16 750 503,8	21 419 641,7	21 091 519,6	24 301 500,6	25 165 970,6	31 043 272,0	43 198 093,5
Investissements bruts	1 201 617,3	2 199 251,7	5 622 919,2	5 914 221,1	3 862 111,3	6 563 905,9	7 957 081,4	7 012 063,9	5 797 295,5	11 077 463,0
FBCF	1 189 343,8	2 188 625,1	5 611 307,0	5 895 984,8	3 840 476,3	6 532 886,9	7 918 108,7	6 945 111,2	5 709 121,5	10 958 349,2
Secteur public	451 952,4	607 148,5	808 206,2	1 214 546,1	1 156 544,9	1 875 593,0	2 127 320,8	1 346 200,0	615 493,3	230 127,0
Secteur privé	737 391,5	1 581 476,6	4 803 100,9	4 681 438,7	2 683 931,3	4 657 293,8	5 790 787,9	5 598 911,2	5 093 628,2	10 728 222,2
Variation des stocks	12 273,5	10 626,6	11 612,1	18 236,4	21 635,0	31 019,0	38 972,7	66 952,7	88 174,0	119 113,8
Exportation nette	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,9	-2 247 648,1	-2 189 377,3
Exportations de biens et services	4 319 428,4	4 049 200,5	8 031 753,4	9 388 683,1	8 302 814,6	10 952 411,2	11 691 156,8	9 684 064,1	12 137 121,2	17 087 080,8
Exportations des biens	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6
Produits miniers	3 283 461,1	3 040 754,5	6 956 320,9	7 679 153,0	7 057 018,8	9 559 650,4	9 989 463,0	9 187 600,4	11 711 750,1	16 745 280,7
Autres produits	571 317,3	484 274,2	723 391,7	1 029 695,8	981 302,7	1 120 456,6	1 410 434,9	335 945,3	296 246,0	183 282,8
Exportations des services	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 125,1	158 517,2
Importations de biens et services	-4 952 127,4	-5 456 526,1	-9 697 314,1	-10 853 905,7	-10 121 086,4	-12 327 019,0	-14 607 934,7	-11 821 357,0	-14 384 769,3	-19 276 458,1
Importations des biens	-3 773 998,6	-3 991 167,0	-7 285 305,1	-8 197 364,0	-7 977 523,0	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3	-12 273 973,7	-16 623 430,2
Consommations	-813 960,4	-1 051 514,6	-1 216 052,2	-1 860 959,0	-1 720 603,9	-2 255 855,8	-2 404 311,2	-2 406 560,8	-3 263 667,5	-5 422 264,3
Equipements	-2 173 919,8	-2 228 067,0	-5 172 098,8	-5 069 681,2	-2 850 460,7	-5 405 102,2	-8 079 220,5	-6 175 619,0	-8 001 788,3	-9 594 638,9
Intermédiaires	-786 118,4	-711 585,4	-897 154,1	-1 266 723,8	-3 406 458,4	-2 279 249,3	-1 272 668,3	-1 209 749,6	-1 008 517,9	-1 606 527,0
Importations des services	-1 178 128,8	-1 465 359,1	-2 412 008,9	-2 656 541,6	-2 143 563,4	-2 386 811,6	-2 851 734,8	-2 029 427,6	-2 110 795,6	-2 653 027,9
Produit Intérieur Brut	11 067 568,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1	35 111 226,0	37 517 392,4	55 124 325,3

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.20 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Demande intérieure	6 955 810,2	7 590 643,8	8 521 999,6	9 427 319,9	10 697 773,5	11 540 518,0	12 309 396,7	12 556 818,2	12 664 339,5	12 791 693,3
Consommation	6 009 511,7	6 020 095,3	6 733 763,5	6 421 701,6	7 598 263,7	8 463 528,9	9 072 862,9	9 615 341,3	9 436 718,9	9 323 234,4
Secteur public	635 986,6	526 395,3	861 087,2	910 846,9	1 197 005,1	1 251 500,1	1 312 213,2	1 346 200,0	947 726,4	636 494,0
Secteur privé	5 373 525,0	5 493 700,0	5 872 676,3	5 510 854,7	6 401 258,7	7 212 028,9	7 760 649,6	8 269 141,3	8 488 992,5	8 686 740,4
Investissements bruts	946 298,5	1 570 548,5	1 788 236,1	3 005 618,3	3 099 509,8	3 076 989,1	3 236 533,8	2 941 476,9	3 227 620,6	3 468 458,9
FBCF	942 261,7	1 566 346,1	1 782 456,1	2 996 606,1	3 084 279,2	3 060 724,0	3 224 694,7	2 920 900,0	3 226 620,6	3 467 505,5
Secteur public	236 135,4	432 150,2	364 502,1	659 253,3	678 541,4	705 181,0	806 173,7	457 200,0	348 255,5	91 899,7
Secteur privé	706 126,3	1 134 196,0	1 417 954,0	2 337 352,8	2 405 737,8	2 355 543,0	2 418 521,0	2 463 700,0	2 878 365,1	3 375 605,8
Variation des stocks	4 036,8	4 202,3	5 779,9	9 012,1	15 230,6	16 265,1	11 839,1	20 576,9	1 000,0	953,4
Demande extérieur nette	-215 172,3	-657 556,3	-1 096 109,9	-1 490 924,7	-2 198 934,1	-2 320 810,7	-2 216 800,3	-1 765 938,2	-1 614 545,3	-1 332 962,8
Exportations de biens et services	1 564 269,5	1 121 885,5	1 556 637,5	1 946 072,8	2 168 294,6	2 396 542,6	2 909 088,4	3 028 300,0	3 001 784,1	3 279 952,0
Exportations des biens	1 341 995,5	958 433,6	1 482 382,0	1 830 612,0	2 050 685,2	2 304 288,2	2 833 329,0	2 969 200,0	2 953 295,4	3 198 237,8
Produits miniers	945 322,7	675 135,7	1 190 555,6	1 526 996,2	1 736 160,4	1 981 223,4	2 443 792,2	2 574 900,0	2 557 775,2	2 773 803,4
Autres produits	396 672,9	283 298,0	291 826,5	303 615,8	314 524,8	323 064,8	389 536,8	394 300,0	395 520,2	424 434,4
Exportations des services	222 274,0	163 451,8	74 255,5	115 460,8	117 609,4	92 254,5	75 759,4	59 100,0	48 488,7	81 714,2
Importations de biens et services	-1 779 441,8	-1 779 441,8	-2 652 747,4	-3 436 997,5	-4 367 228,6	-4 717 353,3	-5 125 888,7	-4 794 238,2	-4 616 329,4	-4 612 914,8
Importations des biens	-1 607 108,6	-1 607 108,6	-2 389 690,8	-3 150 584,8	-3 742 434,2	-3 894 596,0	-4 112 610,5	-4 028 177,5	-3 735 495,9	-3 810 152,2
Consommations	-609 094,2	-609 094,2	-592 639,3	-597 486,4	-664 609,8	-719 096,4	-753 567,7	-814 927,8	-1 006 161,7	-1 012 654,3
Equipements	-925 694,6	-925 694,6	-1 586 388,3	-1 800 000,0	-1 815 602,0	-1 805 988,2	-1 859 427,8	-1 685 815,3	-1 715 460,8	-1 753 770,5
Intermédiaires	-72 319,9	-72 319,9	-210 663,2	-753 098,3	-1 262 222,5	-1 369 511,4	-1 499 614,9	-1 527 434,4	-1 013 873,3	-1 043 727,4
Importations des services	-172 333,2	-172 333,2	-263 056,6	-286 412,7	-624 794,4	-822 757,3	-1 013 278,2	-766 060,7	-880 833,6	-802 762,6
Produit Intérieur Brut	6 740 637,9	6 933 087,5	7 425 889,7	7 936 395,2	8 498 839,5	9 219 707,4	10 092 596,3	10 790 880,0	11 049 794,1	11 458 730,5

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.21 Evolution des indices d'activité économique
(2012 = 100)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)
I. VOLUME DE PRODUCTION										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	90,4	94,5	97,9	96,9	100,0	102,3	109,2	114,4	118,6	121,3
2. Production agricole	84,0	89,5	93,7	96,8	100,0	104,8	112,8	120,6	124,0	128,3
3. Production agricole vivrière	93,6	96,1	98,8	96,9	100,0	101,8	108,2	112,4	115,3	117,6
4. Production agricole de rente	98,2	99,3	101,3	96,9	100,0	100,3	105,9	109,1	111,7	113,2
5. Sylviculture	77,8	88,3	94,3	97,1	100,0	104,8	113,2	122,1	131,8	135,8
6. Elevage, pêche et chasse	78,2	88,4	94,4	97,2	100,0	104,1	112,7	121,9	132,1	135,9
7. Extraction	59,3	62,2	95,0	93,4	100,0	117,0	126,8	134,8	117,5	129,0
8. Extraction des métaux non ferreux	52,1	57,4	95,6	96,9	100,0	120,5	129,1	134,2	124,9	138,4
9. Autres produits d'extraction	91,7	83,7	92,2	77,7	100,0	101,4	116,2	137,6	84,0	86,8
10. Production de pétrole brut	97,9	109,8	101,0	100,1	100,0	97,7	97,9	96,5	91,7	88,2
11. Production manufacturière	137,7	121,7	122,4	96,8	100,0	97,0	87,5	87,9	88,4	88,9
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	85,1	84,2	88,2	91,5	100,0	93,5	73,8	73,9	75,7	76,2
13. Production d'autres industries manufacturières	161,3	130,4	109,2	101,1	100,0	100,5	101,3	102,0	101,2	101,6
14. Production de ciment	99,5	111,4	118,5	110,5	100,0	108,1	79,7	96,5	61,3	217,7
15. Production d'eau	90,2	100,5	104,2	102,0	100,0	106,0	109,8	114,4	119,3	118,1
16. Production d'électricité	99,3	101,6	98,8	92,9	100,0	110,6	115,7	118,3	117,8	125,2
II. VOLUME DE CONSOMMATION										
1. Consommation d'eau	87,4	91,7	93,8	99,0	100,0	98,6	103,5	106,7	107,1	103,9
2. Consommation intérieure d'électricité	77,9	91,4	99,3	101,5	100,0	111,2	115,5	108,8	104,6	107,9
3. Consommation intérieure de ciment	97,1	100,2	110,9	108,5	100,0	98,1	75,5	103,3	59,7	167,9
4. Consommation des produits pétroliers	74,8	75,3	80,2	101,9	100,0	111,2	125,3	121,3	272,4	205,5
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT										
1. Manutention dans les principaux ports	81,1	84,5	83,7	102,7	100,0	99,1	105,5	105,7	83,9	53,1
2. Trafic des marchandises et des personnes	52,9	64,3	75,6	86,5	100,0	101,0	109,1	114,3	121,2	157,2
IV. INDICE DE VOLUME DU P.I.B.	79,3	81,6	87,4	93,4	100,0	108,5	118,8	127,0	130,0	134,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.22 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse

(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)
I. CULTURES VIVRIERES										
Céréales										
Maïs grains	1 580	1 678	1 782	1 893	1 938	1 986	2 035	2 086	2 138	2 191
Riz paddy	709	803	755	709	645	811	1 020	1 282	1 295	1 452
Millet & sorgho	44	44	45	45	46	46	46	46	46	47
Blé & orge	25	30	31	32	33	30	35	41	49	47
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	29 585	30 413	31 264	32 139	33 033	33 938	34 868	35 823	36 804	37 813
Patate douce	405	417	428	440	453	465	478	491	504	505
Taro	66	66	66	66	66	68	68	68	68	68
Pomme de terre	94	94	95	96	98	99	100	100	101	102
Oignons, ails...	130	148	158	163	168	175	190	205	211	221
Igname	87	89	91	93	95	98	100	103	106	110
Légumes et légumineuses										
Haricots	214	222	230	238	247	248	249	250	251	252
Vandzou	9	9	10	10	10	10	11	11	11	12
Feuille de manioc	744	845	927	955	983	1 002	1 053	1 108	1 141	1 162
Tomates	117	133	141	145	150	158	169	181	187	197
Piments et poivre	81	92	100	103	106	109	120	132	146	161
Autres légumes	237	270	293	302	311	319	352	387	399	410
Oléagineux										
Arachides	375	382	390	397	405	413	422	430	439	447
Soja	17	18	19	20	20	20	21	21	22	23
Noix de palme (palmier à huile)	2 777	3 156	3 487	3 592	3 699	3 739	4 184	4 683	4 824	4 968
Autres oléagineux	89	101	115	118	122	136	142	148	155	161
Fruits										
Bananes plantains	1 028	1 336	1 737	2 258	2 935	3 815	4 960	5 551	5 718	5 779
Bananes douces	706	726	746	767	789	810	832	855	879	903
Autres fruits	703	709	715	722	728	734	741	747	754	761
II. ELEVAGE										
Bovins (en milliers de têtes)	707	750	795	842	893	947	1 003	1 064	1 127	1 195
Ovins (en milliers de têtes)	902	903	904	905	906	907	908	909	910	910
Caprins (en milliers de têtes)	4 040	4 046	4 052	4 058	4 064	4 070	4 074	4 079	4 083	4 087
Porcins (en milliers de têtes)	970	974	977	981	985	988	993	997	1 001	1 005
Volailles (en milliers de têtes)	19 948	20 007	20 067	20 128	20 188	20 249	20 309	20 370	20 430	20 491
Oeufs (en millions d'oeufs)	958	961	964	967	967	968	968	1 084	1 083	1 087
Lait (en millions de litres)	54	62	68	70	72	73	82	91	101	113
III. SYLVICULTURE										
Bois de chauffage	58 660	66 659	70 991	73 121	75 314	78 980	85 189	91 887	99 111	102 085
Charbon de bois	2 257	2 565	2 778	2 861	2 947	3 039	3 334	3 656	4 010	4 131
IV. PECHE ET CHASSE										
Poissons frais	339	385	405	417	430	456	486	518	551	568
Gibier	235	267	290	299	308	316	348	383	422	435

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.23 Estimations de la production agro-industrielle
(en tonnes)

PRODUITS	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	31 900	31 870	31 840	26 271	26 243	25 535	30 115	30 213	30 312	31 713
Café arabica	5 104	5 099	6 447	5 356	5 744	5 742	7 028	7 326	7 637	7 532
Cacao	5 510	5 470	5 431	5 403	5 353	5 314	4 122	4 297	4 479	4 522
Thé	2 220	2 490	2 479	2 615	3 508	3 933	4 331	4 350	4 369	4 388
Tabac	3 937	3 819	3 704	3 593	3 485	3 381	3 279	...	...	...
BOIS										
Grumes (m ³)	264 568	238 111	451 167	406 700	412 831	414 604	520 513	528 359	525 314	527 571
OLEAGINEUX										
Huile de palme	7 926	5 908	6 621	8 872	7 181	9 543	13 113	13 423	13 339	13 356
Huile de palmistes	393	403	399	456	1 362	1 087	1 438	1 654	1 521	1 484
Tourteaux de palmistes	8 348	8 566	8 887	9 170	9 488	9 803	10 136	10 477	10 831	11 195
PLANTES TEXTILES ET DE-RIVEES										
Coton-fibres	4 917	4 543	4 171	3 841	3 532	3 250	2 990	2 531	2 142	1 984
Huile de coton	67	62	57	53	49	46	42	39	36	32
Tourteaux de coton	370	343	315	291	268	247	228	210	193	176
Fibres Urena-Punga	580	45	45	6	4	1	0	0	0	0
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	3 674	3 471	3 209	3 000	2 790	2 595	2 413	2 293	2 304	2 316
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	11 326	11 326	4 763	3 562	3 413	1 985	2 108	2 355	2 596	2 108
PLANTES INSECTICIDES										
Pyrèthre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	1 793 412	1 827 140	1 881 954	1 938 412	1 996 565	2 056 462	2 118 156	2 181 700	2 247 151	2 252 769

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

Tableau I.24 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)
Cuivre	tonnes	336 554	310 481	497 537	499 198	619 942	922 016	1 030 129	1 039 007	1 023 687	1 094 638
dont : - Gécamines	tonnes	23 475	13 274	20 015	17 287	36 452	40 707	15 090	16 811	10 444	15 864
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	313 079	297 207	477 522	481 911	583 490	881 310	1 015 039	1 022 196	1 013 243	1 078 773
Zinc	tonnes	15 465	19 636	9 223	14 758	10 572	12 114	12 737	12 675	12 587	12 337
dont : - Gécamines	tonnes	13 523	12 848	9 223	12 342	10 572	9 938	9 460	6 319	9 028	9 163
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	1 942	6 788	-	2 416	-	2 176	3 277	6 356	3 559	3 174
Cobalt	tonnes	42 461	56 258	97 693	99 476	86 433	76 593	75 560	83 529	68 822	82 461
dont : - Gécamines	tonnes	314	456	877	716	1 522	878	163	0	39	180
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	42 147	55 802	96 816	98 760	84 911	75 715	75 397	83 529	68 783	82 282
Or fin ⁽¹⁾	kilos	150	220	178	97	2 268	543	689	254	442	295
Diamant	milliers de carats	20 952	17 880	16 963	18 598	19 724	16 899	14 933	15 789	15 523	18 891
dont : - MIBA et autres industriels	milliers de carats	807	1 008	912	997	569	246	244	1 505	3 146	3 488
- Artisanal	milliers de carats	20 146	16 871	16 051	17 601	19 154	16 653	14 689	14 284	12 377	15 404
Cassitérite	tonnes	19 719	15 512	16 963	18 598	18 981	6 231	7 295	8 304	11 824	17 682
Wolframite	tonnes	715	352	77	45	71	115	16	106	154	248
Colombo-tantalite	tonnes	630	464	279	383	586	500	1 140	2 102	2 414	1 996
Pétrole brut	milliers de barils	8 365	9 382	8 628	8 558	8 545	8 351	8 362	8 247	7 837	7 536
Indice de la production minière											
et hydrocarbure (2012=100)		51,1	58,2	97,3	98,7	100,0	115,6	127,2	135,0	122,3	138,2

Source: Banque Centrale du Congo, sur base.

(1) Y compris la production artisanale.

Tableau I.25 Principales productions manufacturières

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS											
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	10 ³ litres	54	62	68	70	72	74	77	79	81	80
Farine de maïs	tonnes	15 204	15 661	16 130	16 614	17 113	17 626	18 155	18 700	19 261	19 218
Farine de froment	tonnes	196 152	193 652	173 450	160 441	155 599	193 526	195 051	202 703	239 903	240 612
Riz décortiqué	tonnes	178	184	189	195	201	207	213	219	223	221
Sucre	tonnes	96 321	99 211	102 187	105 253	108 410	111 663	115 013	118 463	120 863	120 761
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	174	179	185	190	196	202	208	214	220	196
Pain	tonnes	177 067	183 265	189 679	196 318	203 189	210 300	217 661	225 279	233 164	241 325
Graisses et huiles de table	tonnes	1 302	1 341	1 381	1 422	1 465	1 509	1 554	1 601	1 649	1 544
Huiles de palme	tonnes	7 201	5 908	6 621	8 872	7 181	9 543	13 113	13 423	13 339	13 356
Margarine	tonnes	629	648	667	687	708	729	751	774	797	821
Aliments pour animaux	tonnes	23 094	23 786	24 500	25 235	25 992	26 772	27 575	28 402	29 254	30 132
Pêche lacustre	tonnes	897	924	952	980	1 009	1 040	1 071	1 103	1 136	1 170
Industries des boissons :											
Boissons alcoolisées	10 ³ d'hl	3 321	3 575	3 934	4 104	4 663	4 838	5 095	4 850	4 679	4 666
Boissons gazeuses	10 ³ d'hl	1 554	1 795	1 828	1 917	2 109	2 044	2 226	2 224	2 133	2 118
Industries du tabac :											
Cigarettes	10 ⁶ d'unités	3 705	3 213	3 563	3 833	4 424	3 050	639	0	0	0
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	10 ³ de pièces	80	78	75	73	71	69	67	65	63	61
Couvertures	10 ³ de pièces	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sacs	10 ³ de pièces	4 356	3 485	2 788	2 231	1 784	1 428	1 142	914	731	585
Toiles d'emballages	milliers de m	9	9	10	10	10	10	11	11	11	12
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m ²	140	140	141	142	142	143	144	144	145	146
Tissus imprimés	milliers de m ²	2 808	1 404	702	351	176	88	44	22	11	5
Tissus polyester	milliers de m ²	619	309	155	77	39	19	10	5	2	1
Filatures	tonnes	167	134	107	86	68	55	44	35	28	22
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	10 ³ de paires	12 707	7 624	4 574	2 745	1 647	988	593	356	213	128
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	8 456	8 709	8 971	9 240	9 517	9 802	10 097	10 399	10 711	11 033
Peintures, vernis, émaux	tonnes	40 622	41 841	43 096	44 389	45 720	47 092	48 505	49 960	51 459	53 002
Allumettes	cartons	128 522	132 378	136 349	140 439	144 653	148 992	153 462	158 066	162 808	151 196
Explosifs	tonnes	22	17	14	11	9	7	6	5	4	3
Acétylène	kilos	11 754	8 723	8 996	7 784	7 372	6 659	12 815	13 443	12 394	13 403
Oxygène	10 ³ de m ³	23	16	16	13	12	10	13	13	9	8
Chaux	kilos	16 600	5 050	9 950	6 894	7 741	5 500	4 000	4 050	4 331	4 100
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	437 937	451 075	464 608	478 546	492 902	507 689	522 920	538 608	554 766	571 409
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	10 ³ de pièces	55	61	68	75	83	92	0	0	0	0
Casiers et bacs de 32 litres	10 ³ de pièces	124	148	177	211	252	301	360	431	515	436
Divers articles plastiques	10 ³ de pièces	2 430	2 503	2 578	2 656	2 735	2 817	2 902	2 989	3 266	3 368
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	10 ³ de pièces	98	110	123	138	154	173	193	216	214	185
Machettes et houes	10 ³ de pièces	166	171	176	182	187	193	199	205	211	199
Pelles et bêches	10 ³ de pièces	23	24	24	25	26	27	28	28	29	28
Tôles galvanisées	10 ³ de pièces	333	343	353	364	375	386	398	410	422	398
Articles de ménage en aluminium	tonnes	53	54	56	57	59	61	63	65	67	63
Valises et malles	pièces	137	141	144	148	153	157	161	166	170	161
Bouchons couronnes	10 ⁶ de pièces	636	655	675	695	716	738	760	783	806	814
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	10 ³ de pièces	344	360	376	393	411	430	449	461	476	484
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	460	474	488	503	518	534	550	569	584	597
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	65 399	67 361	69 382	71 463	73 607	75 816	78 090	80 433	82 846	85 331

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données des enquêtes économiques.

Tableau I.25 bis Principales productions manufacturières

Unité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES (suite)										
Industries des fabrications métal. lourdes :										
Charpentes et constructions métalliques	403,0	407,0	411,1	415,2	419,3	423,5	435,9	465,7	497,4	533,4
Chaudronnerie	231,7	232,9	234,0	235,2	236,4	237,6	238,8	239,9	241,0	242,4
Fonderie fonte et acier	104,0	109,7	104,0	104,0	101,2	103,4	106,7	113,4	120,3	127,8
Fonderie métaux non ferreux	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8	4,1	3,2	3,0	2,6	2,4
Industrie du matériel de transport :										
Réparations navales	21,9	24,0	24,7	26,2	34,0	36,1	41,0	47,3	33,0	32,7
Constructions navales	3,0	5,0	3,0	3,0	8,0	11,0	19,0	19,5	22,0	23,7
Industries des minéraux non métalliques :										
Ciment Portland normal	411,21	460,34	489,75	456,61	413,18	446,61	329,21	398,7	253,2	899,5
Ciment métallurgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	1 105,5	1 154,8	1 197,5	1 246,2	1 294,7	1 346,2	1 399,1	1 454,4	1 511,8	1 573,7
Carrelages	21,1	22,6	22,6	23,3	23,7	25,2	27,1	29,9	30,5	32,8
Fibro-ciment	175,8	186,2	194,4	204,5	214,3	224,9	235,9	247,6	248,0	259,2
Concassés	581,2	633,2	692,1	700,3	356,9	361,2	285,1	306,8	326,1	340,8
Bouteilles	30 096	33 916	31 344	31 131	40 585	44 580	38 860	28 263,9	23 677,1	20 527,1
Industries de transformation de bois :										
Tranchages	3 377,1	3 542,9	3 649,2	3 792,6	3 924,3	4 069,4	4 215,3	4 368,8	4 526,7	4 690,9
Contreplaqués	659,8	683,0	703,5	726,4	749,1	773,0	797,4	822,7	848,8	875,7
Bois sciés	46 649,6	40 538,13	24 950,88	33 430,63	33 943,00	39 980,97	40 370,59	43 070,5	43 973,9	44 653,5
Placages	3 343,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres non classées ailleurs :										
Matelas	3 235,6	3 332,7	3 432,7	3 535,6	3 641,7	3 751,0	3 863,5	3 979,4	4 098,8	4 221,7
Stylo à billes	5 049,3	5 582,4	6 141,6	6 772,7	7 460,2	8 221,9	9 059,1	9 982,8	11 000,0	12 121,1
Menuiserie métallique	61,8	63,7	65,6	67,5	69,6	71,6	73,8	76,0	78,3	80,6
Mobiliers métalliques	584,6	629,9	657,6	697,1	733,5	774,6	816,6	861,6	908,7	958,6

Source : Banque Centrale du Congo . Enquêtes économiques.

Tableau I.26 Indice de la production des industries manufacturières ⁽¹⁾

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	85,1	84,2	88,2	91,5	100,0	93,5	73,8	73,9	75,7	76,2
Produits alimentaires	99,5	100,7	99,0	99,1	100,0	110,0	113,3	117,2	126,6	128,5
Boissons	72,0	79,3	85,1	88,9	100,0	101,6	108,1	104,5	100,6	100,2
Tabacs	83,7	72,6	80,5	86,6	100,0	68,9	0,0	0,0	0,0	0,0
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	161,3	130,4	109,2	101,1	100,0	100,5	101,3	102,0	101,2	101,6
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	357,4	242,7	173,7	129,6	100,0	79,1	63,8	52,2	43,3	36,3
Chaussures et cuirs	771,6	463,0	277,8	166,7	100,0	60,0	36,0	21,6	13,0	7,8
Chimie de consommation	95,8	91,5	96,5	97,1	100,0	101,4	106,5	109,7	112,4	108,2
Fabrication des produits pétroliers raffinés	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6	115,9
Plastique	85,0	88,3	91,9	95,8	100,0	104,6	106,2	111,4	123,1	123,9
Fabrications métalliques légères	86,6	89,7	93,0	96,4	100,0	103,8	107,8	112,0	114,9	110,6
Edition, imprimerie et reproduction	83,7	87,5	91,5	95,7	100,0	104,5	109,3	112,1	115,7	117,7
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6	115,9
Fabrication métalliques lourdes	97,7	99,1	99,0	99,7	100,0	101,0	103,1	108,1	113,2	119,1
Matériel de transport	59,4	69,0	66,0	69,6	100,0	112,2	142,9	159,0	130,9	134,4
Minéraux non métalliques	75,5	84,8	79,1	78,7	100,0	109,6	95,9	71,6	60,7	55,1
Transformation de bois	131,3	115,9	75,9	98,3	100,0	116,1	117,5	125,0	127,8	130,0
Autres non classées ailleurs	75,0	80,7	86,5	93,0	100,0	107,7	116,0	125,2	135,1	146,0
C. INDICE GLOBAL	137,7	121,7	122,4	96,8	100,0	97,0	87,5	87,9	88,4	88,9

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques.

(1) base 2012 = 100.

Tableau I.27 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION	CONSOMMATION		
	Ciment Portland	Exportation	Consommation locale	Total
2008	411 212	33 408	374 112	407 520
2009	460 344	62 723	385 798	448 521
2010	489 745	58 519	427 242	485 761
2011	456 612	37 958	417 983	455 941
2012	413 181	29 807	385 206	415 012
2013	446 610	26 894	420 975	447 868
2014	329 205	12 573	316 911	329 484
2015 (p)	398 749	1 122	397 970	399 092
2016 (p)	253 201	-	229 967	229 967
2017 (p)	899 533	-	881 733	881 733

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques).

Tableau I.28 Consommation de produits pétroliers*(en m³)*

Produits	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)
Essence auto	259 856	266 914	300 674	338 792	341 677	387 838	422 105	407 197	269 636	219 234
Carburant aviation	184 070	168 998	182 002	181 155	174 889	184 031	181 129	152 802	136 414	132 519
Pétrole	9 840	16 676	9 374	10 909	5 609	3 286	2 643	2 029	1 448	936
Gasoil	340 507	332 898	345 425	497 887	489 039	545 903	643 502	637 604	309 392	213 005
Fuel oil	46 054	43 613	47 930	45 696	40 649	37 894	30 629	16 876	16 676	17 419
Huiles	3 239	3 122	3 161	2 107	2 959	660	5	11	0	0
Total	843 567	832 221	888 565	1 076 547	1 054 821	1 159 611	1 280 014	1 216 519	733 566	583 112

Source : SEP-Congo.

Tableau I.29 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S. N . EL . (Electricité)		
	Production	Consommation	Nombre d'abonnés	Production	Consommation (1)	Nombre d'abonnés
	(en mios de m3)	(en mios de m3)		(en milliers de MWh)	(en milliers de MWh)	
2008	245 253	145 826	489 734	7 495	5 201	428 297
2009	273 179	153 036	498 082	7 665	6 104	439 906
2010	283 202	156 544	507 659	7 454	6 630	440 777
2011	277 246	165 273	517 236	7 010	6 781	517 236
2012	271 760	166 868	528 182	7 547	6 678	528 182
2013	288 073	171 632	536 903	8 349	7 424	596 691
2014	298 329	176 377	552 735	8 728	7 716	777 122
2015	311 021	181 450	580 263	8 930	7 265	825 842
2016	324 241	178 798	600 759	8 891	6 983	861 526
2017 (p)	320 993	173 376	610 128	9 450	7 209	872 295

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1): Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.30 Activité de principaux organismes de transport
(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	82,45	84,30	86,20	82,44	87,15	84,79	83,62	86,95	84,04	84,66
1. ONATRA	82,45	84,30	86,20	82,44	87,15	84,79	83,62	86,95	84,04	84,66
Voies fluviales	77,67	83,00	83,00	78,56	83,74	81,40	79,81	83,61	80,50	80,97
Bas-fleuve	4,78	1,30	3,20	3,88	3,41	3,39	3,80	3,34	3,54	3,69
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	149,85	86,60	84,00	96,23	77,90	70,23	68,85	55,58	55,64	87,84
1. S.N.C.C. ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	149,85	86,60	84,00	96,23	77,90	70,23	68,85	55,58	55,64	87,84
III. TRANSPORT AERIEN	25,10	37,65	43,93	50,98	59,32	61,28	67,00	71,27	76,81	95,53
IV. TRANSPORT ROUTIER	2 928,27	3 739,40	4 490,40	5 143,62	6 021,26	6 035,07	6 516,94	6 784,87	7 190,16	9 410,80
Total général	3 185,67	3 947,95	4 704,52	5 373,28	6 245,62	6 251,37	6 736,40	6 998,66	7 406,65	9 678,83
Voyageurs (Voyageurs km)										
I. TRANSPORT FLUVIAL	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,23	0,22	0,23	0,22	0,23
1. ONATRA	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,23	0,22	0,23	0,22	0,23
Voies fluviales	0,23	0,22	0,23	0,23	0,23	0,19	0,18	0,19	0,18	0,19
Bas-fleuve	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	209,42	210,42	211,72	209,05	199,98	192,83	184,36	190,24	153,93	183,14
1. S.N.C.C.	144,60	145,60	145,60	142,61	141,61	139,61	139,61	141,27	139,33	140,21
Réseau Sud (OCS)	144,60	145,60	145,60	142,61	141,61	139,61	139,61	141,27	139,33	140,21
2. ONATRA	64,82	64,82	66,12	66,44	58,37	53,22	44,75	48,96	14,61	42,93
Voie ferrée (CFMK)	1,32	1,32	1,32	1,32	-	-	-	1,25	2,23	2,01
T.U.K.	63,50	63,50	64,80	65,13	58,37	53,22	44,75	47,71	12,37	40,92
III. TRANSPORT AERIEN	391,40	391,40	391,40	489,25	550,41	649,79	750,12	874,94	984,88	1 192,20
IV. TRANSPORT ROUTIER	105,40	105,40	105,40	131,75	148,22	174,98	202,00	235,61	280,52	322,58
Total général	706,48	707,48	708,78	830,31	898,87	1 017,83	1 136,69	1 301,02	1 419,56	1 698,15
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	52,86	64,25	75,56	86,46	100,00	100,97	109,11	114,25	121,23	157,25

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

Tableau I.31 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)
Port de Matadi	2 116,6	2 256,6	2 226,7	2 792,2	2 653,0	2 694,5	2 911,1	2 944,2	2 331,6	1 435,2
Entrées	1 668,2	1 932,9	1 853,1	2 287,8	2 211,0	2 297,0	2 478,4	2 538,0	1 968,8	1 216,2
Sorties	448,4	323,7	373,6	504,4	442,0	397,5	432,7	406,2	362,8	219,1
Port public de Kinshasa	346,2	331,8	368,2	276,1	286,3	247,1	232,6	187,1	180,8	157,1
Réseau fluvial	205,5	196,9	217,6	206,4	221,2	186,4	175,1	142,6	135,5	91,7
Chargement	42,2	63,4	62,7	64,5	83,7	77,7	59,6	54,2	45,0	29,6
Déchargement	163,3	133,5	155,0	142,0	137,5	108,7	115,5	88,4	90,4	62,1
C.F.M.K.	140,7	134,9	150,5	69,7	65,1	60,7	57,5	44,4	45,4	65,4
Chargement	47,1	33,0	43,0	9,5	13,2	10,7	10,3	9,5	14,3	9,6
Déchargement	93,6	101,8	107,5	60,2	51,9	50,0	47,2	34,9	31,1	55,8
Port de Boma	193,6	168,5	153,8	189,8	228,9	194,2	186,2	192,915	135,234	119,884
Chargement	34,8	24,5	15,2	22,3	29,1	28,9	19,4	16,0	16,1	12,2
Déchargement	158,9	144,0	138,6	167,5	199,8	165,4	166,8	176,9	119,1	107,7
Total	2 656,4	2 756,9	2 748,7	3 258,1	3 168,2	3 135,9	3 329,9	3 324,2	2 647,7	1 712,3
Indice de manutention ⁽¹⁾ (2012 = 100)	81,1	84,5	83,7	102,7	100,0	99,1	105,5	105,7	83,9	53,1

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.32 Communication téléphonique

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)
Consommation	10 ³ minutes	7 870 870,2	5 277 834,3	9 304 236,7	11 619 142,5	15 635 803,4	17 136 495,6	17 143 107,3	19 218 193,4
Nombre d'abonnés	10 ³ unités	11 604,7	15 384,2	20 092,7	29 778,9	29 388,6	34 995,0	35 631,0	35 629,5

Source : Sociétés de communication.

Tableau I.33 Variation des indices des prix à la consommation
(en pourcentage)

PERIODES	Taux mensuels			Taux cumulés			Taux moyens mensuels		
	B.C.C.	I.R.E.S. Marchés	INS	B.C.C.	I.R.E.S. Marchés	INS	B.C.C.	I.R.E.S. Marchés	INS
2008									
Décembre	3,50	1,26	0,00	27,57	23,71	0,00	2,05	1,79	0,00
2009									
Décembre	0,20	2,94	0,00	53,44	26,79	0,00	3,63	2,00	0,00
2010									
Décembre	1,78	1,97	0,00	9,84	15,55	0,00	1,46	1,21	0,00
2011									
Décembre	0,23	0,46	0,00	15,43	13,43	0,00	0,19	1,06	0,00
2012									
Décembre	0,11	0,89	0,09	5,67	9,45	2,77	0,13	0,76	0,23
2013									
Décembre	0,12	1,19	0,15	1,08	15,54	1,07	0,09	1,21	0,09
2014									
Janvier	0,15	0,85	0,11	0,15	0,85	0,11	0,15	0,85	0,11
Février	0,11	0,64	0,14	0,26	1,20	0,25	0,13	0,60	0,13
Mars	0,09	0,60	0,15	0,35	1,76	0,41	0,12	0,58	0,13
Avril	0,09	0,47	0,10	0,44	2,15	0,50	0,11	0,53	0,12
Mai	0,12	0,26	0,12	0,56	2,46	0,62	0,11	0,49	0,12
Juin	0,07	0,35	0,08	0,63	2,92	0,71	0,11	0,48	0,12
Juillet	0,13	0,64	0,07	0,76	3,48	0,78	0,11	0,49	0,11
Août	0,09	0,39	0,05	0,86	3,89	0,83	0,11	0,48	0,10
Septembre	0,12	0,36	0,04	0,98	4,25	0,87	0,11	0,46	0,10
Octobre	0,11	0,30	0,06	1,09	4,55	0,93	0,11	0,45	0,09
Novembre	0,08	0,27	0,05	1,17	4,87	0,97	0,11	0,43	0,09
Décembre	0,09	0,31	0,05	1,26	5,17	1,03	0,10	0,42	0,09
2015									
Janvier	0,13	0,37	0,04	0,13	0,37	0,04	0,13	0,37	0,04
Février	0,10	0,19	0,05	0,22	0,41	0,08	0,11	0,20	0,04
Mars	0,10	0,12	0,06	0,32	0,51	0,14	0,11	0,17	0,05
Avril	0,14	0,54	0,06	0,46	2,83	0,20	0,11	0,70	0,05
Mai	0,11	0,83	0,05	0,57	2,44	0,26	0,11	0,48	0,05
Juin	0,11	0,18	0,06	0,68	2,14	0,31	0,11	0,35	0,05
Juillet	0,13	0,09	0,08	0,82	2,16	0,39	0,12	0,31	0,06
Août	0,15	0,22	0,06	0,97	2,47	0,45	0,12	0,31	0,06
Septembre	0,21	0,28	0,06	1,18	2,79	0,52	0,13	0,31	0,06
Octobre	0,14	0,25	0,10	1,33	3,01	0,61	0,13	0,30	0,06
Novembre	0,11	0,36	0,08	1,44	3,41	0,69	0,13	0,31	0,06
Décembre	0,16	0,28	0,12	1,60	3,72	0,81	0,13	0,33	0,07
2016									
Janvier	0,10	0,28	0,08	0,10	0,28	0,08	0,10	0,28	0,08
Février	0,12	0,34	0,09	0,22	0,58	0,17	0,11	0,29	0,09
Mars	0,15	0,24	0,16	0,37	0,87	0,34	0,12	0,29	0,11
Avril	0,18	0,70	0,15	0,54	1,66	0,49	0,14	0,41	0,12
Mai	0,19	0,44	0,13	0,74	2,08	0,62	0,15	0,41	0,12
Juin	0,91	1,21	0,49	1,66	4,40	1,11	0,27	0,72	0,18
Juillet	2,01	1,65	0,56	3,70	5,07	1,68	0,52	0,71	0,24
Août	0,67	0,37	0,57	4,40	5,53	2,26	0,54	0,68	0,28
Septembre	0,62	0,16	1,05	5,04	5,52	3,33	0,55	0,60	0,36
Octobre	2,04	0,53	1,47	7,18	6,08	4,85	0,70	0,59	0,47
Novembre	4,10	0,95	1,82	11,58	7,44	6,76	1,00	0,65	0,60
Décembre	12,07	1,35	4,19	25,04	8,96	23,60	1,88	0,72	0,89
2017									
Janvier	6,22	0,78	1,52	6,22	0,40	1,52	6,22	0,40	1,52
Février	2,62	0,46	1,86	9,00	0,91	3,41	4,40	0,45	1,69
Mars	1,82	1,29	2,40	10,98	2,23	5,89	3,53	0,74	1,93
Avril	2,79	0,51	3,10	14,08	2,70	9,17	3,35	0,67	2,22
Mai	3,42	1,02	3,00	17,99	3,85	12,45	3,36	0,76	2,37
Juin	8,03	1,14	7,40	27,47	5,58	20,77	4,13	0,91	3,19
Juillet	9,47	2,07	8,08	39,54	7,38	30,52	4,87	1,02	3,88
Août	2,47	0,72	2,76	42,99	8,04	34,13	4,57	0,97	3,74
Septembre	0,38	0,63	2,70	43,53	8,70	37,75	4,10	0,93	3,62
Octobre	0,25	0,81	4,14	43,89	9,76	43,45	3,71	0,94	3,67
Novembre	0,42	0,87	5,05	44,49	10,47	50,69	3,40	0,91	3,80
Décembre	1,62	1,01	2,67	46,83	12,43	54,71	3,25	1,07	3,70

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.

(2) Variations en pourcentage par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

(3) Il s'agit des moyennes géométriques.

(4) A partir de mai 2010, données non disponibles.

(5) A partir de janvier 2012, l'IPC à couverture nationale.

(6) A partir de janvier 2013, l'IPC agrégé.

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES

La Loi de finances 2017 a été élaborée dans un contexte marqué par l'amélioration de la situation économique internationale, consécutive entre autres à la remontée des cours de produits miniers et pétroliers sur le marché international.

Sur le plan national, il a été noté la persistance des déséquilibres macroéconomiques attestée par la flambée des prix sur les marchés des biens et services ainsi que par la dépréciation de la monnaie nationale.

Le budget de l'exercice 2017 a été présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à 11.524,5 milliards de CDF, soit 20,9 % du PIB, enregistrant un taux d'accroissement de 72,1 % par rapport à la Loi de finances rectificative de 2016.

S'agissant de la situation intégrée des opérations des administrations publiques, les recettes publiques se sont établies à 6.602,1 milliards de CDF, soit 12,0 % du PIB contre 13,2 % en 2016. En outre, la pression fiscale est passée de 8,3 % en 2016 à 6,6 % l'année sous examen.

Concernant les dépenses publiques, elles se sont chiffrées à 6.595,8 milliards de CDF, représentant 12,0 % du PIB contre 14,4 %, une année auparavant. Cette régression se justifie principalement par la volonté du Gouvernement de contenir les dépenses au niveau des recettes effectivement encaissées.

Pour ce qui est du solde, la situation financière de l'Etat s'est clôturée par un excédent équivalant à 0,04 % du PIB contre un déficit représentant 1,28 % du PIB en 2016.

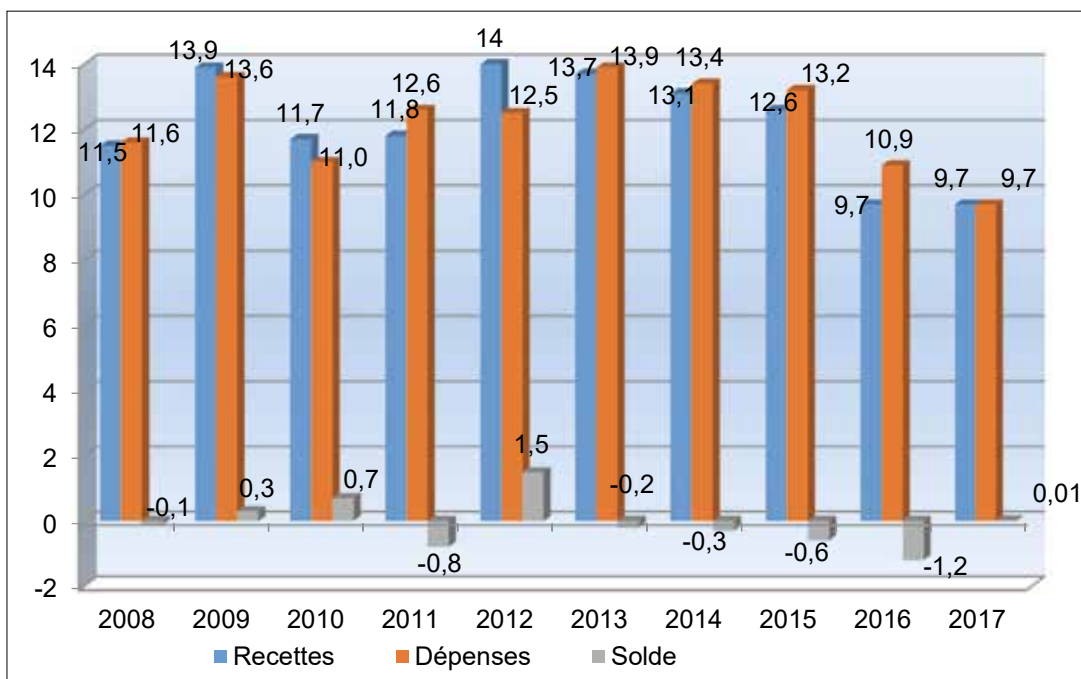
CHAPITRE I

OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

En 2017, les recettes du cadre budgétaire ont connu une baisse, en termes réels, comparativement à l'année 2016, et ce, en dépit de la hausse enregistrée en valeur nominale.

Il importe de relever que la situation financière de l'Etat aurait été très préoccupante n'eût été le renforcement de la coordination des politiques.

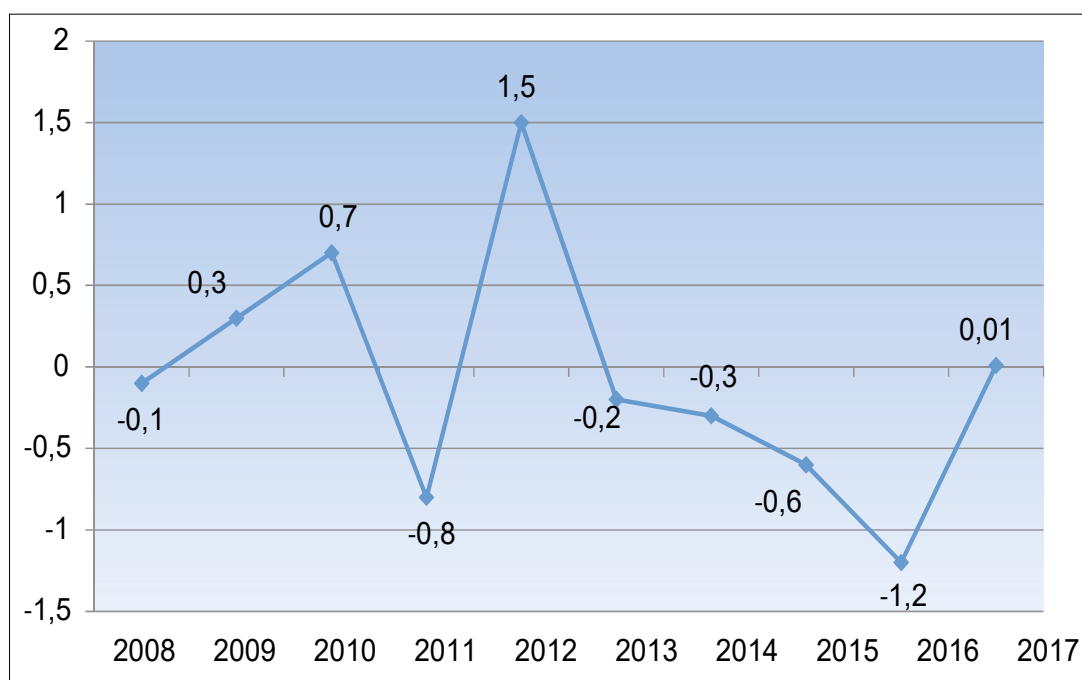
Graphique II.1 Evolution des opérations du cadre budgétaire
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

Contrairement à l'exercice budgétaire 2016, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un léger excédent, suite notamment à l'application stricte de l'exécution des dépenses sur base caisse au second semestre de l'année sous analyse. Toutefois, la politique de compression des dépenses au cours de l'année 2017 a été exécutée au détriment des dépenses en capital, nécessaires à une croissance économique soutenue.

Graphique II.2 Evolution du solde budgétaire
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo

I.1. RECETTES PUBLIQUES

En 2017, les recettes totales ont atteint 5.336,2 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 52,2 % par rapport aux prévisions budgétaires. Cette faible mobilisation s'explique notamment par la promulgation tardive de la Loi de Finances en juin de l'année sous revue. Dans l'entretemps, le Gouvernement bénéficiait des crédits provisoires, lesquels n'intégraient pas les mesures d'accompagnement visant le relèvement des recettes.

Rapprochées au PIB, les recettes mobilisées équivalent à 9,7 %, soit le même taux qu'en 2016. Cependant, il s'est observé un accroissement des recettes en nominal comparativement à 2016 où le Trésor avait mobilisé 3.656,6 milliards de CDF. Cette hausse s'explique principalement par l'actualisation du taux de change courant appliqué sur certains droits, taxes et redevances dus à l'Etat.

I.1.1. Recettes courantes

Les recettes courantes ont été recouvrées en deçà de leur programmation. En effet, arrêtées à 6.290,9 milliards de CDF dans la Loi de Finances, ces recettes se sont chiffrées à 4.552,4 milliards. Cette sous-mobilisation est consécutive principalement à la contreperformance dans la collecte des ressources au titre d'impôts sur le commerce extérieur.

Rapportées au PIB, ces recettes ont représenté 8,3 % contre 9,7 % en 2016. Les parts relatives aux recettes fiscales et non fiscales dans les recettes courantes ont été respectivement de 80,3 % et 19,7 %.

S'agissant des recettes fiscales se rapportant aux activités intérieures, elles se sont chiffrées à 2.692,8 milliards de CDF contre 2.137,5 milliards en 2016. Rapportées au PIB, elles ont représenté une part de 4,9 % contre 5,7 % une année d'avant. De même, celles perçues sur les transactions extérieures ont enregistré un recul de 2,7 %, pour s'établir à 963,9 milliards à l'année sous analyse. Elles ont représenté 1,7 % du PIB contre 2,6 % une année plus tôt.

Concernant les recettes non fiscales, elles ont atteint 895,6 milliards de CDF contre 526,6 milliards en 2016. Exprimées en ratio du PIB, elles ont augmenté à 1,6 % venant de 1,4 % l'année précédente.

Tableau II.1 Structure des différentes catégories des recettes (1)

(en pourcentage du total des recettes)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes fiscales	82,2	82,9	86,7	85,6	68,5
Recettes des impôts sur le commerce extérieur	33,8	33,2	32,7	27,1	18,1
Recettes des impôts sur les revenus	20,9	25,3	28,2	27,0	26,9
Recettes des impôts sur les biens et services	24,9	23,2	24,7	30,3	22,5
Autres recettes fiscales	2,7	1,2	1,1	1,2	1,1
Recettes non fiscales	16,1	16,8	12,7	14,4	16,8
Recettes exceptionnelles	1,7	0,3	0,5	0,04	14,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.9.

I.1.1.1. Recettes fiscales

a. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les recettes des impôts sur le commerce extérieur se sont établies à 963,9 milliards de CDF, soit 1,7 % du PIB, contre 991,0 milliards une année auparavant.

Comparées aux prévisions qui les situaient à 2.066,8 milliards de CDF, il se dégage un taux de mobilisation de 46,6 %. Cette contreperformance s'explique notamment par la poursuite de la suspension du prélèvement de la TVA sur les importations des miniers, suite à l'encours important de la TVA Remboursable.

Ainsi, les recettes des droits d'entrée, principal poste de cette rubrique, ont contribué à concurrence de 98,7 % du total, alors que les droits de sortie n'ont représenté que 1,3 %.

b. Recettes des impôts sur les revenus

Projetées à 1.630,6 milliards de CDF, les recettes des impôts sur les revenus se sont fixées à 1.433,9 milliards, en hausse de 45,3 % par rapport à 2016.

Les statistiques des impôts sur les revenus des personnes physiques renseignent un montant de 799,4 milliards de CDF, enregistrant une progression de 42,2 % comparativement à 2016. Cette variation se justifie en grande partie par l'effet de l'actualisation du taux de change appliqué sur certains droits, taxes et redevances dus à l'Etat.

Concernant les impôts tirés des revenus des sociétés et entreprises, chiffrés à 634,5 milliards de CDF, il s'observe également un accroissement de 49,4 % d'une année à l'autre, avec un dépassement de 21,3 % par rapport aux prévisions budgétaires. Cette situation s'explique notamment par l'envolée des cours des matières premières sur le marché international.

c. Recettes des impôts sur les biens et services

Prévues à 1.477,3 milliards de CDF, les recettes tirées des impôts sur les biens et services se sont chiffrées à 1.199,7 milliards de CDF. Comparativement à 2016, il s'est dégagé un accroissement de 8,4 %.

La composition de ces ressources révèle la prédominance des recettes provenant de la TVA à l'intérieur et des droits de consommation avec des parts respectives de 58,8 % et 35,6 % du total, soit des taux de mobilisation respectifs de 73,8 % et 92,2 % rapportés à leurs prévisions annuelles.

Les rubriques « sociétés pétrolières » et « contribution sur véhicule » ont contribué respectivement à concurrence de 3,6 % et 2,0 % dans l'ensemble de ces recettes.

d. Autres recettes fiscales

Au cours de l'année sous revue, la rubrique « autres recettes fiscales », tirées essentiellement par des recettes provenant de l'impôt exceptionnel sur le revenu à charge des employeurs, n'ont enregistré que 59,2 milliards de CDF, soit un accroissement de 35,1 %, d'une année à l'autre, contre des prévisions de 158,4 milliards de CDF.

I.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 895,6 milliards de CDF avec un taux de mobilisation de 93,5 %. Comparées à leur niveau de 2016, elles ont connu un accroissement de 70,1 %. Rapportées au PIB, elles ont représenté 1,6 % contre 1,4 % en 2016.

La structure de ces recettes reste dominée par le niveau important des ressources administratives, judiciaires et domaniales, représentant 79,2 % du total et se chiffrant à 709,4 milliards de CDF. Ces recettes ont enregistré un accroissement significatif de 62,6 % par rapport à 2016.

S'agissant des postes « portefeuille », « royalties » et « divers », leurs parts respectives ont été de 10,3 %, 5,4 % et 5,1 % dans les recettes non fiscales.

I.1.2. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, constituées uniquement des dons budgétaires, se sont chiffrées à 783,8 milliards de CDF contre une prévision annuelle de 3.932,4 milliards de CDF. Ces recettes se sont sensiblement améliorées par rapport à 2016 où elles s'étaient situées à 1,4 milliard de CDF.

I.2. DEPENSES PUBLIQUES

Les dépenses publiques du cadre budgétaire, au cours de l'année sous étude, se sont situées à 5.330,0 milliards de CDF, en progression de 30,4 % par rapport à l'année précédente. En plus, ces dépenses ont été exécutées à 52,2 % contre 74,4 % une année auparavant. Cet écart s'explique par l'application du collectif budgétaire intervenu en juin, pour l'exercice 2016, révisant à la baisse le budget initial alors que celui de 2017 n'a connu aucune modification tout au long de son exécution.

Toutefois, ces dépenses ont représenté 9,7 % du PIB, soit un recul de 1,2 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2016.

I.2.1. Dépenses Courantes

A l'instar des années antérieures, la part des dépenses courantes est demeurée prépondérante dans le total des dépenses. En 2017, elles ont représenté 79,4 %, se fixant à 4.231,3 milliards de CDF, dégageant ainsi un accroissement de 19,3 % comparativement à l'année précédente.

Rapportées à leur niveau prévisionnel, elles ont été exécutées à concurrence de 73,0 % contre 84,7 % l'année passée. En outre, ces dépenses ont représenté 7,7 % du PIB, en recul de 1,8 point de pourcentage comparativement à 2016, du fait de l'effet prix.

I.2.1.1. Analyse des dépenses courantes par nature

a. Dépenses pour biens et services

Les dépenses pour biens et services ont progressé légèrement de 0,4 % par rapport à leur niveau de l'année précédente, s'établissant à 3.025,5 milliards de CDF.

A l'instar des années antérieures, ces dépenses ont représenté la part la plus élevée de dépenses courantes, atteignant pour l'année sous examen, 71,5 % de l'ensemble de dépenses courantes.

Les deux sous-rubriques de cette catégorie de dépenses, à savoir « Rémunérations » et « Autres biens et services », ont évolué dans le sens contraire. Alors que les rémunérations ont enregistré une légère augmentation de 6,5 %, la sous-rubrique « autres biens et services », quant à elle, a connu une baisse de 11,0 %, d'une année à l'autre.

b. Versement des intérêts sur la dette publique

Durant la période sous analyse, la charge financière de l'endettement public a sensiblement régressé comparativement à son niveau de l'année précédente. Elle a baissé de 65,4 %, s'établissant à 89,9 milliards de CDF.

Cette diminution des intérêts est localisée au niveau de la dette intérieure, laquelle a fléchi de 72,5 % tandis que le niveau des intérêts sur la dette extérieure a augmenté de 35,2 %.

c. Subventions et transferts

D'une année à l'autre, les dépenses relatives aux subventions et transferts ont pratiquement quadruplé, s'établissant à 1.115,9 milliards de CDF, soit une augmentation de 311,7 %. Cette hausse a été induite principalement par l'accroissement remarquable de 419,0 % des subventions accordées aux organismes publics autres que les écoles et les formations médicales.

Ces subventions et transferts ont représenté 26,4 % du total des dépenses courantes dans la période sous étude, alors qu'elles avaient représenté 7,6 % de ces dépenses une année auparavant.

I.2.1.2. Analyse des dépenses courantes par service

Depuis toute une décennie, la structure des dépenses courantes par service est demeurée pratiquement la même, dominée par les « Services communs¹ » qui ont représenté en moyenne les trois quarts des dépenses courantes.

En effet, les dépenses allouées aux « Services communs » au cours de l'année sous analyse ont représenté 77,0 % de l'ensemble de dépenses courantes, suivies de celles relatives aux « Ministères » avec une part de 12,9 % et « Institutions politiques » avec 10,1 %.

Par ailleurs, d'une année à l'autre, les dépenses affectées aux « Services communs » ont connu une augmentation de 21,9 %, s'établissant à 3.256,7 milliards de CDF, celles relatives aux « Institutions politiques » ont enregistré une hausse de 23,7 %, se situant à 429,9 milliards, et celles relatives aux « Ministères » ont enregistré une hausse de 3,4 %, se fixant à 544,7 milliards de CDF.

Il convient de signaler qu'une disparité dans la consommation des crédits accordés a été observée, en considérant les dépenses courantes par Ministère. En effet, les dépenses des Ministères du Budget, de Finances ainsi que de la Jeunesse,

¹ Il s'agit de la rubrique « autres services » renseignée dans le tableau II.17 en annexe.

Sports et Loisirs ont été en dépassement respectivement de 517,7 %, 342,8 % et 304,3 % par rapport à leurs prévisions. Par contre, les dépenses des ministères de la Reconstruction et Service National, de l'Agriculture, Pêche et Elevage ainsi que du Portefeuille ont été remarquables par leurs sous consommations avec des taux d'exécution respectifs de 0,5 %, 4,0 % et de 5,0 %.

Il sied de noter que les dépenses communes ont représenté 53,4 % des dépenses courantes, tandis que les dépenses relatives à la dette publique ont été exécutées à 8,4 % du total.

Tableau II.2 Structure des dépenses courantes par ministère et institution ⁽¹⁾
(en pourcentage du total des dépenses)

	2013	2014	2015	2016	2017
Services communs	75,9	82,2	81,7	75,3	77,0
Institutions politiques	10,2	8,3	7,7	9,8	10,2
Finances	3,3	1,8	1,3	1,9	1,3
Défense Nationale	4,4	3,0	3,4	3,9	4,1
Affaires Etrangères	0,6	0,5	0,6	1,0	1,3
Travaux Publiques	0,2	0,0	0,0	0,1	0,2
Santé publique	0,6	0,6	0,5	0,9	0,3
Education Natrionale	0,3	0,6	0,3	0,4	0,2
Autres Ministères	4,5	3,2	4,5	6,7	5,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo sur base des Etats de Suivi Budgétaire (ESB/Ministère du Budget)

(1) Cfr tableau II.17.

I.2.2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital de l'année sous analyse ont été exécutées à 24,8 % de leurs prévisions budgétaires. Ces dépenses ont connu un accroissement remarquable de 102,7 %, comparativement à l'année précédente, se chiffrant à 1.098,7 milliards de CDF.

Toutefois, cette sous-consommation des crédits a éludé des forts dépassements observés dans certains Ministères. En effet, les dépenses d'investissement allouées aux Ministères de l'Energie, de la Santé Publique ainsi que des Travaux publics et Aménagement du Territoire ont connu des dépassements respectifs de 6.769,4 %, 285,4 % et 13,2 %. Les dépenses en capital de ces Ministères ont représenté des parts de 24,7 %, de 18,6 % et de 12,4 %, dans le même ordre, comparativement à l'ensemble de dépenses d'investissement.

Par ailleurs, il faudra noter également que les Ministères de l'Urbanisme et Habitat, de l'Energie ainsi que celui de la Santé Publique ont enregistré des accroissements considérables de 1.551,2 %, 1.491,9 % et de 1.487,1 % de leurs dépenses d'investissement, comparativement à l'année 2016.

I.3. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations financières du cadre budgétaire, après ajustement, ont affiché un excédent de 21,5 milliards de CDF, soit 0,04 % du PIB contre un déficit de 479,1 milliards, soit 1,28 % du PIB en 2016.

Par ailleurs, l'épargne publique, au cours de l'année sous étude, a été de 321,1 milliards de CDF contre 109,7 milliards en 2016 et a représenté 29,2 % des investissements du cadre budgétaire contre 20,2 % une année auparavant.

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

En 2017, les opérations à financement extérieur spécifique, qui n'ont concerné que les dons, se sont chiffrées à 863,5 millions de USD, soit une régression de 33,2 % par rapport à 2016. Exprimées en monnaie nationale, elles se sont chiffrées à 1.265,8 milliards de CDF, enregistrant une baisse de 3,1 %.

II.1. RESSOURCES

Tout au long de l'année sous examen, les aides provenant des partenaires extérieurs ont été composées des donations multilatérales à concurrence de 1.005,4 milliards de CDF et des donations bilatérales pour un montant de 260,4 milliards de CDF, représentant respectivement 79,4 % et 20,6 % du total.

S'agissant des donations multilatérales, la RDC a bénéficié de l'appui des Nations Unies, de la Commission Européenne, de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement. Ces transferts ont représenté respectivement 9,9 %, 28,3 %, 53,0 % et 8,7 % du total.

En ce qui concerne les aides bilatérales, seuls trois pays s'étaient constitués en donateurs de la RDC, à savoir la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni avec des appuis correspondant respectivement à 24,3 %, 21,6 % et 54,1 % du total des dons bilatéraux.

II.2. DEPENSES

Évaluées à 1.265,8 milliards de CDF, les dépenses publiques à financement extérieur spécifique ont été orientées vers les dépenses courantes et en capital, respectivement de 11,7 % et 88,3 %.

Concernant les dépenses courantes, la part de l'aide alimentaire a été de 86,8 % tandis que celle allouée à l'assistance humanitaire et secours d'urgence a été de 13,2 %. S'agissant de l'enveloppe allouée aux dépenses en capital, les parts financées par les partenaires multilatéraux et bilatéraux ont été respectivement de 79,5 % et 20,5 %.

Tableau II.3 Opérations à financement extérieur spécifique (1)
(en millions de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
2013	1 457 098,3	435 875,4	1 021 222,9
2014	1 659 591,4	212 245,0	1 447 346,4
2015	1 286 930,7	163 769,3	1 123 161,4
2016	1 305 867,1	203 358,4	1 102 508,7
2017	1 265 841,3	148 640,8	1 117 200,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plateforme de Gestion des aides internationales (PGAI/ Ministère du Plan).
(1) Cfr tableau III.33 bis.

CHAPITRE III

ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS

L'analyse des Etats de Suivi Budgétaire pour l'exercice 2017 renseigne que, sur un montant de 10.223,3 milliards de CDF des crédits votés, 57,4 % ont fait l'objet d'engagement. La totalité des dépenses engagées a été liquidée, représentant un montant de 5.870,0 milliards.

S'agissant des dépenses ordonnancées établies à 5.408,5 milliards de CDF, une quotité de 98,4 % a atteint la phase de paiement. Il sied de préciser, par ailleurs, que les arriérés dérivant de la différence entre le montant liquidé et celui payé se sont chiffrés à 540,1 milliards de CDF et ont représenté 9,2 % des dépenses liquidées.

III.1. ANALYSE DES ARRIERES PAR NATURE DES DEPENSES

Les arriérés de paiements au terme de l'exercice 2017, ont été localisés principalement au niveau des « Transferts et Intervention de l'Etat », lesquels ont représenté 77,6 % du total des arriérés de paiements. Il faudra noter que l'importance de ces arriérés résulte principalement du non-paiement de Fonds spécial d'intervention de l'Etat qui s'est chiffré à 380,7 milliards de CDF.

Quant aux dépenses allouées au personnel, s'élevant à 2.284,7 milliards de CDF, un montant de 42,8 milliards n'a pas été payé, soit 7,9 % du total d'arriérés. Hormis la rubrique « Dépenses de prestation » dont les arriérés ont représenté 7,2 % du total, les autres rubriques ont enregistré des parts marginales.

Tableau II.4 Arriérés de paiements par nature
(en millions de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements©	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)
Dette publique en capital	173 638,7	173 638,7	165 865,8	165 865,8	7 772,9
Frais financiers	93 882,4	93 882,4	89 882,4	89 882,4	4 000,0
Dépenses du personnel	2 284 704,4	2 284 704,4	2 251 395,6	2 241 890,5	42 813,8
Biens et services	167 060,0	167 060,0	152 075,9	152 037,4	15 022,6
Dépenses de prestations	361 972,7	361 972,7	325 128,1	323 310,5	38 662,1
Transferts et intervention de l'Etat	1 679 374,9	1 679 374,9	1 324 518,6	1 260 401,9	418 973,0
Equipement	938 906,3	938 906,3	934 576,1	932 887,5	6 018,8
Construction, refection, réhabilitation addition d'ouvrage	170 499,6	170 499,6	165 029,3	163 708,9	6 790,7
TOTAL	5 870 038,8	5 870 038,8	5 408 471,7	5 329 984,9	540 053,9

Source : Ministère du Budget/ Etats de Suivi Budgétaire 2017.

III.2. ANALYSE DES ARRIERES PAR FONCTION DES DEPENSES

L'analyse de la structure par fonction des dépenses indique la prépondérance des arriérés relatifs à la rubrique « Administration centrale » qui représente 82,6 % du total.

Rapporté aux montants liquidés, il s'est observé des taux les plus élevés dans les décaissements des dépenses allouées à « l'Enseignement », à la « Protection de la nature » et la « Défense », lesquels ont enregistré des taux d'exécution respectifs de 99,5 %, 98,9 % et de 98,3 %.

Tableau II.5 Arriérés de paiements par fonction
(en millions de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements (c)	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)
Administration centrale publique	2 422 087,0	2 422 087,0	2 048 911,6	1 975 744,0	446 343,0
Défense	546 286,6	546 286,6	537 015,5	536 949,4	9 337,2
Ordre et sécurité	501 327,5	501 327,5	476 740,9	476 160,2	25 167,2
Affaires économiques	818 659,7	818 659,7	793 740,1	790 477,4	28 182,3
Protection de l'environnement	34 169,4	34 169,4	33 778,1	33 778,1	391,3
Logement et équipements collectifs	47 812,4	47 812,4	43 956,1	43 937,8	3 874,7
Santé	446 889,8	446 889,8	433 542,1	433 181,7	13 708,1
Réligion, culture, sports et loisirs	95 075,5	95 075,5	91 566,8	91 017,4	4 058,1
Enseignement	877 118,1	877 118,1	872 760,1	872 596,6	4 521,5
Protection sociale, affaires sociales	80 612,8	80 612,8	76 460,3	76 142,3	4 470,5
TOTAL	5 870 038,8	5 870 038,8	5 408 471,7	5 329 984,9	540 053,9

Source : Etat de suivi budgétaire 2017 (Ministère du Budget).

TABLEAUX ANNEXES

FINANCES PUBLIQUES

Tableau II.6 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	En millions de CDF											En pourcentage du PIB									
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
1. Produit intérieur brut	11 067 588,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 291,1	35 111 230,0	37 517 392,4	55 124 325,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	2 134 609,4	3 089 284,6	2 537 526,4	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	5 791 807,4	5 265 980,8	5 393 526,1	6 595 826,2	19,3	20,5	13,0	17,4	18,3	18,2	17,4	15,1	14,4	14,4	12,0
Consommation publique	1 346 986,6	1 677 210,4	1 567 665,8	2 128 076,6	2 963 272,6	3 991 111,1	3 828 016,7	4 083 731,0	3 672 843,5	4 276 343,0	12,2	11,1	8,0	11,5	11,0	13,3	11,5	11,6	9,8	7,8	7,8
Formation brute de capital	759 460,0	1 388 188,8	912 320,6	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 123 161,4	1 644 672,7	2 215 924,1	6,9	9,2	4,7	5,8	7,1	4,6	5,7	3,2	4,4	4,0	4,0
Transferts à d'autres secteurs	29 162,8	23 875,4	57 540,0	41 869,9	53 507,7	74 685,9	64 670,4	79 088,4	76 009,9	108 559,1	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
3. Charge fiscale brute (pression fiscale)	892 416,0	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 626,5	3 615 470,7	3 650 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	9,0	7,9	8,4	8,9	10,1	11,3	10,9	11,0	8,3	6,6	6,6
Commerce extérieur	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 389,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 462 753,1	990 976,5	963 915,7	3,4	2,9	2,9	3,4	4,0	4,6	4,4	4,1	2,6	1,7	1,7
Exportations	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 662,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Importations	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	982 275,8	982 275,8	951 157,4	3,3	2,8	2,9	3,3	3,9	4,6	4,3	2,8	2,6	1,7	1,7
Divers	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activités intérieures	619 672,7	751 500,8	1 055 265,0	1 308 632,8	1 635 509,7	1 987 558,9	2 165 748,2	2 397 539,4	2 137 544,0	2 682 839,3	5,6	5,0	5,4	5,5	6,1	6,6	6,5	6,8	5,7	4,9	4,9
Revenus	293 967,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2,7	2,2	2,5	2,5	2,6	2,9	3,3	3,6	2,6	2,6	2,6
Biens et Services	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 443,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	2,8	2,7	2,9	2,9	3,3	3,4	3,0	3,1	2,9	2,2	2,2
Autres recettes fiscales	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 382,8	43 852,2	59 233,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Charge fiscale nette ⁽¹⁾	963 263,1	1 167 936,2	1 573 856,6	2 066 132,6	2 656 832,0	3 313 932,6	3 550 800,3	3 771 204,1	3 052 510,6	3 553 959,9	8,7	7,7	8,1	8,7	9,9	11,0	10,7	10,7	8,1	6,4	6,4
5. Solde global ⁽²⁾	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	21 540,0	-0,32	0,29	0,75	-0,96	1,60	-0,35	-0,16	-0,62	-1,28	0,04	0,04
Contribution des administrations publiques	597 705,0	908 226,4	313 515,0	988 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 117 200,5	5,4	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	2,0	2,0
Acquisition directe des biens de capital	597 705,0	908 226,4	313 515,0	988 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 117 200,5	5,4	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	2,0	2,0
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cf tableau II.7.

Tableau II.7 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques

(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
1. Recettes totales plus dons	2 118 576,4	3 134 561,6	3 023 273,1	3 948 621,8	5 331 527,0	5 409 849,7	6 022 222,9	5 725 725,9	4 962 421,1	6 602 083,3
a) Recettes des administrations publiques ⁽¹⁾	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0
Cadre budgétaire	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0
Recettes courantes	1 206 506,0	1 592 002,0	2 166 489,1	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	1 265 841,3
Courantes ⁽²⁾	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	148 640,8
En capital ⁽³⁾	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 117 200,5
2. Dépenses courantes	1 376 149,4	1 701 085,8	1 642 779,3	2 769 946,5	3 016 780,3	4 065 807,0	4 209 047,8	4 162 819,4	3 748 853,4	4 379 902,1
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. ⁽⁵⁾	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	148 640,8
3. Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	144 722,0	525 249,5	751 108,6	180 405,0	924 279,0	441 162,1	350 693,7	416 494,1	109 662,0	321 140,7
4. Dépenses en capital	758 460,0	1 388 198,8	1 228 190,7	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 215 924,1
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 117 200,5
5. Total dépenses= 2 + 4	2 134 609,4	3 089 284,6	2 870 970,1	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	6 108 168,2	5 909 134,3	5 393 526,1	6 595 826,2
Cadre budgétaire	1 287 711,0	2 059 445,3	2 141 579,0	2 996 550,0	3 371 740,0	4 171 958,1	4 448 576,8	4 622 203,6	4 087 659,0	5 329 984,9
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	1 265 841,3
6. Solde (1 - 5)	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0
Cadre budgétaire	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique ⁽⁹⁾	-19 196,5	-1 114,3	-5 654,9	-31 821,0	47 854,0	-54 495,1	33 489,3	-32 739,6	-47 946,0	15 283,0
8. Solde global	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	21 540,0
9. Financement	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-21 540,0
Intérieur monétaire net	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-21 540,0
Banque Centrale	34 723,6	-16 746,7	-134 496,8	267 257,0	-305 092,0	63 212,0	4 644,0	194 469,0	511 006,0	-50 702,0
Banque des dépôts	505,9	-27 416,1	-12 151,3	-38 541,0	-133 401,0	41 637,0	47 812,0	21 679,0	-31 955,0	29 162,0
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cfr tableau II.9.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.18 et III.19.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.18 & III.19.

(4) Cfr tableau II.17.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.20.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

Tableau II.8 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat⁽¹⁾

(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A.RECETTES FISCALES	832 432,0	1 225 330,9	1 798 328,4	2 340 472,1	3 112 756,7	3 387 368,3	4 584 763,7	5 138 613,0	3 633 913,0	5 333 077,8
1.Impôts sur le comm. ext ⁽²⁾	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9
-Droits de sortie	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5
-Droits d'entrée	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4
-Divers	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3
-Personnes physiques	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2
-Sociétés et entreprises	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1
-Amendes et accroissements	27,9	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3	0,0	0,0	0,0
3.Impôts sur biens et serv. ⁽⁴⁾	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2
4.Autres recettes fiscales	94 895,5	73 222,4	152 298,3	170 896,7	220 156,4	215 965,2	240 187,3	260 331,2	113 401,2	158 357,5
a. I.E.R charge des employeurs	9 002,8	11 895,9	18 972,2	27 216,4	32 502,8	48 637,9	67 480,7	72 009,9	50 749,5	59 426,8
b. Impôts sur le patrimoine	5 919,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	5 919,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d.Divers	641,7	1 070,0	22 891,1	4 769,2	2 738,6	2 780,8	3 186,0	3 816,2	1 840,9	2 419,4
e.Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f.Pétroliers	79 332,0	60 256,6	110 435,0	138 911,1	184 915,0	164 546,4	169 520,7	184 505,1	60 810,8	96 511,2
B.RECETTES NON FISCALES	379 545,4	372 558,4	868 386,2	944 559,7	1 147 535,5	1 213 993,2	895 631,3	865 577,5	659 727,8	957 859,6
1.Recettes adm. ,judiciaires et domaniales	153 432	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1	789 945,8	565 978,0	615 522,0	586 930,5	846 367,3
2.Portefeuille	100 968,0	76 690,3	187 338,0	234 776,6	282 706,4	267 277,3	240 914,3	250 055,5	72 797,2	111 492,3
3.Divers ⁽⁵⁾	125 145,6	117 000,0	386 623,5	218 245,5	117 000,0	156 770,1	88 739,0	-	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	462 443,9	1 031 418,2	2 633 677,0	3 011 566,2	2 348 879,0	1 833 303,1	1 968 609,2	1 582 028,5	1 203 830,8	3 932 375,1
1 Dons projets	198 543,9	735 785,2	1 141 261,7	1 319 538,2	1 621 939,2	866 994,8	1 587 193,3	1 531 043,3	606 238,1	1 951 297,6
2.Prêts projets	73 600,0	77 871,8	1 077 105,8	1 089 569,7	403 068,1	588 149,5	184 042,6	-	372 838,1	1 889 842,9
3.Ressources PPTE	190 300,0	217 761,2	218 278,8	345 119,0	293 450,7	293 450,7	40 373,3	50 985,2	30 406,7	6 134,3
4.Appui budgétaire	-	-	158 351,3	257 339,3	30 421,0	84 708,0	-	-	101 002,6	-
5.Autres(Remboursement BCC)	-	-	38 679,4	-	-	-	157 000,0	-	93 345,0	85 100,0
D.BUDGETS POUR ORDRE⁽⁶⁾	106 993,9	293 086,2	307 126,0	449 726,0	-	-	-	-	-	-
TOTAL (A+B+C+D)	1 781 415,2	2 922 393,8	5 607 517,6	6 746 324,0	6 609 171,2	6 434 664,6	7 449 004,2	7 586 219,0	5 497 471,6	10 223 312,6

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cfr tableau II. 10.

(3) Cfr tableau II. 12.

(4) Cfr tableau II. 14.

(5) Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) Il s'agit des recettes des provinces

Tableau II.9 Recettes des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	1 271 678	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0
I.1 RECETTES COURANTES ⁽¹⁾	1 206 506,0	1 592 002,0	2 166 489,1	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0
A.RECETTES FISCALES	992 416	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0
1.Impôts s/comm. ext. ⁽²⁾	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7
-Droits de sortie	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3
-Droits d'entrée	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4
-Divers	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-	-
2.Impôts s/revenus	293 957	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9
-Revenus des pers. phys.	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1
-Revenus des soc. et ent	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9
-Amendes et accroiss.	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	0,0	0,0	0,0
3.Impôts s/biens et services ⁽³⁾	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8
4.Autres recettes fiscales	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6
a. I.E.R charge des employeurs	12 033,0	13 575,8	15 369,6	18 107,4	37 316,9	49 086,9	50 661,8	48 502,5	43 342,9	59 172,6
b. Divers	715,3	626,1	1 611,1	2 129,2	7 279,7	60 180,9	957,3	1 860,3	509,3	61,0
c. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	214 090,0	400 190,4	535 092,5	647 338,5	923 381,3	664 885,7	732 025,8	565 251,6	526 636,5	895 647,0
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	81 885,8	160 877,5	369 623,0	353 656,0	599 476,7	434 147,0	505 619,0	450 442,5	436 230,7	709 387,5
2.Portefeuille	82 831,7	24 052,5	36 321,3	43 813,4	99 517,9	110 532,8	103 473,2	86 708,8	28 866,1	92 509,3
3.Royalties	49 372,6	51 356,5	60 550,2	85 415,6	54 383,9	62 679,9	58 676,6	28 100,3	11 918,6	48 008,7
5.Divers ⁽⁵⁾	-	163 904,0	68 598,0	164 453,5	170 002,8	57 526,0	64 257,0	-	49 621,0	45 741,5
II.RECETTES EXCEPTIONNELLES	65 172,0	512 720,3	127 392,9	44 314,0	128 657,0	68 090,0	15 135,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0
1 Dons projets	65 172,0	286 640,3	-	-	128 657,0	35 631,0	-	-	-	-
2.Prêts projets	-	79 382,0	-	-	-	-	120,0	-	0,0	0,0
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	-	146 698,0	127 392,9	44 314,0	-	32 459,0	15 015,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0
Total (I + II)	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Cfr tableau II.15.

(4) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau II.10 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A.DROITS DE SORTIE	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5
Droits de sortie ordin.	8 601,4	10 516,1	8 592,2	10 724,3	14 513,1	16 362,5	14 674,8	104 160,6	16 790,3	7 120,3
-Produits minéraux	6 044,5	4 404,3	3 718,4	5 396,0	6 320,4	6 954,9	7 417,2	95 564,0	14 503,3	5 251,0
-Produits végétaux	219,1	5 025,4	2 719,5	3 001,8	5 993,0	7 008,6	7 242,6	8 596,5	2 287,0	1 869,2
-Autres produits	2 337,9	1 086,4	2 154,3	2 326,5	2 199,7	2 399,0	15,0	-	-	-
T.V.A à l'exportation ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	176,4	325,7	27 855,1	1 211,7	4 130,5	130,0	1 965,8	101,1	101,1	1 048,3
B.DROITS D'ENTREE	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4
Droits de douane	145 151,4	184 810,2	345 606,8	359 112,6	436 656,4	470 923,1	720 344,9	764 011,9	593 892,2	973 577,8
T.V.A à l'importation	175 979,9	224 545,3	303 543,7	437 093,8	575 000,0	663 906,9	1 174 933,5	1 097 326,1	784 738,7	1 082 763,2
Taxe statistique	5 442,7	6 947,3	7 350,3	3 889,9	-	-	-	-	-	-
Amendes	5 192,0	4 025,3	1 003,5	15 504,9	55 428,6	11 050,0	23,4	8 344,7	885,0	2 262,3
C.ENTREPOTS ⁽³⁾	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-	-	-	-	-
TOTAL(A+B+C)	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.11 Recettes des impôts sur le commerce extérieur⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A.DROITS DE SORTIE	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3
Droits de sortie ordin.	8 680,1	7 681,9	7 724,5	10 798,8	8 182,2	7 311,0	7 340,0	5 445,7	4 529,4	7 782,0
-Produits minéraux	7 296,3	5 370,9	3 849,8	4 939,5	3 245,2	2 551,4	2 870,0	3 238,1	2 774,1	5 917,6
-Produits végétaux	84,1	2 006,5	3 046,2	5 844,6	4 937,1	4 759,5	4 470,0	2 207,6	1 755,3	1 864,4
-Autres produits	1 299,6	304,4	828,5	14,7	-	-	-	-	-	-
T.V.A à l'exportation ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe statistique	3 808,4	3 903,5	5 705,1	8 730,2	9 469,1	9 344,4	7 356,9	4 500,8	1 909,0	4 082,7
Amendes	7,9	247,1	8,2	0,2	1,0	40,7	2 176,5	214,6	2 262,3	893,6
B.DROITS D'ENTREE	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4
Droits de douane	171 890,3	203 265,7	263 409,7	356 277,9	463 433,4	532 427,5	559 649,2	559 242,6	420 135,0	410 536,8
T.V.A à l'importation ⁽²⁾	183 767,6	219 514,6	291 557,1	403 322,8	590 679,3	840 588,0	873 054,8	879 549,0	561 977,7	538 173,2
Taxe statistique	4 329,3	5 364,3	5 993,7	13 097,0	-	-	-	-	-	-
Amendes	190,2	-	1 451,9	6 645,6	3 065,0	1 358,1	145,1	3 800,4	163,1	2 447,3
C.ENTREPOTS ⁽³⁾	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-	-
TOTAL	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.12 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2
Rémunérations	74 792,8	144 072,0	171 963,3	255 890,2	415 773,3	489 601,2	647 235,6	700 820,5	522 982,6	988 546,6
Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus mobiliers	12 599,0	14 694,7	15 737,2	28 844,2	28 252,4	38 667,8	55 401,8	71 850,2	50 051,7	56 747,2
Professions libérales	1,0	2 179,2	2 179,2	3 367,5	4 327,3	7 625,8	-	-	-	62 146,3
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1
Sociétés	96 721,3	152 422,9	200 036,9	300 235,5	200 576,4	237 034,8	324 749,4	614 311,2	351 482,7	476 308,0
Entreprises	9 419,6	15 553,2	17 900,0	35 478,8	31 880,7	40 727,3	66 150,5	73 253,9	70 982,4	46 890,1
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	27,9	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3	-	-	-
TOTAL	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.11.

Tableau II.13 Recettes des impôts sur les revenus⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1
Rémunérations	109 516,4	154 279,1	205 985,8	273 629,0	391 793,1	478 375,7	532 023,7	515 016,4	508 929,3	659 395,3
Revenus locatifs	8 462,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus mobiliers	13 252,4	15 500,7	23 355,8	27 052,8	37 918,3	45 671,6	50 656,7	53 211,5	53 445,1	65 016,6
Professions libérales	2,7	124,1	2 610,6	1 319,4	2 611,6	1 652,7	-	-	-	75 010,15
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9
Sociétés	152 812,7	143 221,1	229 723,5	255 213,1	226 118,5	297 345,9	435 020,3	632 854,1	376 430,5	627 904,4
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	49 372,6	22 419,1	32 766,3	50 140,0	54 383,9	53 668,1	42 253,2	25 849,9	10 964,1	23 448,1
Entreprises	9 737,6	17 289,0	17 624,4	23 353,7	24 632,6	8 319,7	56 170,4	48 879,6	48 318,8	6 590,4
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	-	-	-
TOTAL	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère des Finances

(1) Cfr note 1, tableau II.11.

Tableau II.14 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A. T.V.A. A L'INTERIEUR ⁽²⁾	136 579,3	226 372,6	345 240,0	430 259,6	684 960,7	673 363,3	747 667,7	788 176,7	652 289,3	955 766,4
B. DROITS DE CONSOMMATION	65 245,0	156 574,7	175 637,2	258 668,1	413 440,8	470 356,7	543 809,8	604 134,7	438 865,7	462 601,8
1. Bières	22 292,2	28 898,0	67 825,6	54 006,7	101 016,3	119 174,8	138 245,1	160 002,1	142 128,1	146 685,5
2. Huiles minérales	19 257,8	22 621,2	-	-	-	352,86	-	3 858,7	1 729,8	2 494,5
3. Tabacs et allumettes	17 858,7	25 476,5	55 020,6	66 615,5	84 625,9	91 694,5	101 118,9	118 178,1	65 552,2	88 610,8
4. Autres produits ⁽³⁾	4 755,9	78 108,2	49 158,0	125 948,0	187 357,7	257 314,6	304 122,2	320 694,8	228 054,5	224 741,0
5. Amendes	1 080,4	1 470,8	3 633,0	12 097,9	40 440,8	1 820,0	323,5	1 401,1	1 401,1	70,1
C. IMPÔTS SUR VEH. ⁽⁴⁾	1 513,7	8 958,2	23 184,3	28 758,1	27 659,9	4 938,3	3 400,1	51 790,2	37 450,1	58 941,9
TOTAL (A+B+C)	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.11.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.15 Recettes des impôts sur biens et services
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A. T.V.A. A L'INTERIEUR ⁽¹⁾	172 947,4	231 871,9	297 311,1	387 754,0	539 181,9	593 970,0	582 746,0	640 137,8	622 186,6	705 823,6
B. DROITS DE CONSOMMATION	54 940,2	122 990,2	183 578,1	209 962,4	240 930,0	331 545,7	350 508,0	393 247,9	422 887,0	426 604,4
1. Bières	24 558,3	41 536,1	57 784,3	68 720,2	74 772,5	124 336,8	130 537,1	134 904,0	124 979,4	154 497,9
2. Huiles	2 689,5	18 963,2	-	-	-	-	-	1 388,9	5 560,6	6 906,2
3. Tabacs fabriqués	21 624,7	25 748,9	44 773,2	50 792,5	66 235,5	57 832,9	58 685,1	62 064,3	55 597,6	67 195,8
4. Autres produits ⁽²⁾	5 699,4	36 332,4	80 920,1	90 154,4	99 558,9	149 350,7	161 260,6	194 812,7	236 649,4	197 644,8
5. Amendes	368,2	409,6	100,5	295,3	363,1	25,3	25,2	78,0	100,0	359,6
C. SOCIETES PETROLIERES ⁽³⁾	82 831,7	41 025,0	59 959,5	91 751,9	99 517,9	98 208,0	77 319,7	47 303,0	20 063,4	42 908,0
D. IMPÔTS SUR VEH. ⁽⁴⁾	2 248,1	10 997,8	18 135,5	3 622,6	2 513,4	2 353,4	1 499,8	16 526,4	41 431,1	24 352,7
TOTAL	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Cfr note 2, tableau II.11.

(2) Cfr note 3, tableau II.14.

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(4) Cfr note 4, tableau II.14.

Tableau II.16 Budget des dépenses courantes de l'Etat :
Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
I. Institutions politiques	48 989,9	69 158,7	169 907,7	192 297,5	318 510,0	308 747,9	345 889,1	341 929,2	205 727,4	271 744,3
Présidence de la République.	13 320,0	16 542,7	29 539,0	31 370,7	50 000,0	53 000,0	63 191,5	65 694,7	43 028,5	50 694,7
Assemblée Nationale & Sénat	24 349,6	32 133,3	104 810,3	99 654,7	122 850,0	132 098,9	142 809,9	148 161,3	91 711,0	112 368,3
Primature ⁽¹⁾	3 600,0	11 422,9	17 278,6	17 806,6	19 380,0	17 827,7	19 140,6	19 814,9	12 078,9	23 812,9
Organismes auxiliaires ⁽²⁾	2 925,0	3 151,2	7 244,9	3 713,4	7 200,0	8 500,0	15 656,9	15 822,1	-	-
Autres ⁽³⁾	2 389,2	2 205,9	5 461,9	23 889,5	48 080,0	27 746,0	3 273,6	15 822,1	12 947,7	32 754,6
Magistrature, Cours & Tribunaux	2 406,1	3 702,7	5 572,9	15 862,6	71 000,0	69 575,4	101 816,6	76 614,2	45 961,3	52 113,8
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	76 378,7	89 363,9	225 859,4	344 006,5	525 191,8	607 815,5	628 670,5	662 699,6	461 070,9	501 494,0
Administration du territoire.	12 179,8	13 220,0	25 190,8	59 940,0	76 416,0	92 376,4	102 571,6	108 277,9	77 584,3	78 326,7
Affaires Etrangères	3 359,6	4 216,8	11 960,1	14 404,4	14 713,0	19 928,6	2 300,0	23 300,0	15 862,6	14 911,0
Commerce	192,4	261,0	541,7	631,4	700,0	635,1	3 800,0	2 126,7	1 239,1	4 696,8
Défense Nationale	14 915,3	21 869,9	44 297,4	76 376,6	131 544,1	204 475,3	212 469,6	214 078,0	140 206,6	134 312,7
Anciens Combattants	126,0	217,5	487,6	515,0	621,0	744,1	800,0	801,8	563,7	1 163,7
Justice	839,9	869,9	3 683,8	6 052,2	25 000,0	18 977,8	21 750,0	23 119,1	13 832,7	13 075,6
Finances	6 808,3	6 524,7	10 743,7	15 315,2	20 000,0	23 640,8	25 517,4	25 849,6	13 753,9	12 861,7
Economie Nationale	252,0	435,0	1 083,4	3 338,6	3 000,0	2 915,0	3 050,0	3 015,5	2 415,7	3 023,5
Education Nationale ⁽⁴⁾	8 875,9	8 350,5	10 293,0	40 150,0	91 661,0	86 366,7	90 200,0	92 741,0	63 899,7	65 790,8
Information et presse	839,9	869,9	2 007,5	2 047,4	2 500,0	2 235,5	2 377,0	2 036,4	1 344,3	1 952,1
Agriculture , Pêche & Elevage	1 266,0	1 565,7	3 250,4	7 816,0	10 000,0	10 164,6	10 850,0	9 745,5	10 164,0	17 989,5
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	755,9	869,8	3 792,2	4 328,7	3 000,0	3 488,0	3 708,0	8 473,8	6 030,3	5 801,9
Mines & Hydrocarbure	671,9	1 000,4	3 423,0	3 818,0	7 780,0	7 942,4	8 286,1	8 139,5	5 359,6	6 575,2
Transports et Communications.	839,9	869,9	1 733,5	1 785,5	1 900,0	2 766,8	3 500,0	3 519,7	2 051,4	2 659,2
Fonction Publique	1 679,8	1 739,8	3 250,6	5 367,2	7 000,0	6 248,8	6 976,0	6 981,9	5 294,2	5 902,0
Affaires sociales	1 416,0	1 304,8	1 625,2	1 549,5	2 000,0	2 198,2	2 500,0	2 019,9	4 013,8	4 621,6
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	839,9	695,9	1 625,2	1 650,7	1 700,0	2 440,7	2 700,0	2 139,4	1 525,9	2 133,6
Santé Publique	2 525,9	2 609,4	8 103,9	18 201,0	27 870,0	31 219,4	30 000,0	31 413,6	24 897,0	25 504,8
Culture et Arts	839,9	698,5	2 007,5	1 999,5	1 762,5	1 625,1	2 180,0	3 197,4	2 061,7	2 669,5
Energie	252,0	393,2	1 083,5	1 085,2	1 200,0	1 389,7	1 450,0	1 513,6	4 599,2	5 207,0
Sports & Jeunesse	2 099,8	2 827,0	7 042,6	7 448,1	13 256,9	11 503,8	11 909,2	11 839,6	7 432,1	8 681,9
Affaires Foncières.	420,0	448,0	1 083,5	1 115,1	1 476,9	1 353,2	1 450,0	1 609,2	1 250,6	1 998,3
Travail et Prévoyance Sociales.	671,9	956,9	2 102,5	2 032,4	2 500,0	2 363,5	4 286,2	4 145,6	2 234,3	4 117,6
Portefeuille	420,0	435,0	1 679,4	1 713,8	2 000,0	1 740,3	1 860,0	1 870,9	1 697,2	2 304,9
Environnement	420,0	448,0	1 733,6	2 791,7	4 250,0	4 484,6	4 700,0	3 905,3	2 859,4	3 467,2
Développement rural	383,5	435,0	2 706,7	4 910,2	5 949,9	6 000,8	6 400,0	7 882,7	8 843,9	9 451,7
Plan	1 343,9	1 913,7	3 250,4	5 650,7	6 000,0	5 114,7	5 841,3	5 816,8	4 696,4	5 304,2
Recherche scientifique	329,7	782,9	1 625,2	1 815,8	1 900,0	1 697,6	2 000,0	3 235,8	2 209,4	2 817,2
Condition Féminine & Famille	563,6	1 000,0	2 166,9	1 830,2	2 350,0	1 903,5	2 100,0	1 667,1	3 635,8	4 243,6
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	178,1	500,0	1 081,8	1 109,2	1 400,0	1 204,0	1 300,0	1 122,0	1 030,9	3 003,6
Budget	4 315,3	4 349,1	10 237,9	12 134,6	25 000,0	24 114,6	23 514,6	22 960,9	13 870,3	12 928,1
Urbanisme et Habitat	545,9	522,0	4 002,8	4 598,8	4 608,7	4 369,5	4 500,0	-	-	3 223,9
Reconstruction	83,0	130,5	270,9	261,2	264,0	229,6	250,0	249,7	403,0	1 003,0
Coopération internationale	84,0	826,4	3 723,0	11 269,2	10 458,9	10 901,0	11 850,0	11 955,2	7 281,0	8 409,4
Relations avec le parlement	500,0	608,9	1 255,1	1 440,4	1 500,0	1 304,2	1 387,0	2 079,4	1 340,3	2 248,1
Réformes Institutionnelles	84,0	130,5	270,9	313,2	320,0	295,0	300,0	-	439,8	1 039,8
Relations avec partis politiques.	84,0	130,5	-	302,8	300,0	340,1	350,0	744,8	466,1	966,1
Petites et Moyennes Entreprises.	311,0	435,0	1 083,5	1 963,3	1 985,0	1 849,8	1 955,0	2 880,4	1 846,0	2 513,8
Tourisme et hôtellerie	262,0	261,0	541,7	568,2	600,0	532,9	600,0	1 788,8	1 415,1	2 022,9
Industrie	252,0	435,0	1 083,5	1 220,0	1 400,0	1 235,6	2 800,0	2 105,3	1 419,8	2 027,6
Ministères non identifiés	3 550,8	3 206,0	38 733,6	13 145,5	7 304,0	3 498,2	2 331,5	2 349,9	-	10 542,4
III. Autres services	1 373 068,7	1 830 771,9	2 452 217,6	3 934 420,8	3 583 607,2	3 008 937,8	3 627 879,0	3 716 632,5	3 521 120,3	5 021 017,6
Dette Publique	399 371,4	389 460,6	430 233,5	643 623,1	544 794,7	612 320,1	369 067,8	341 301,5	225 937,0	537 411,5
Villes et Provinces	106 953,9	455 880,9	497 402,0	833 040,0	973 221,0	212 400,0	212 400,0	241 698,1	212 400,0	240 000,0
Dépenses communes ⁽⁵⁾	511 418,3	619 600,2	858 899,7	1 200 100,5	1 439 432,1	1 526 913,8	1 694 425,3	2 055 684,9	2 030 189,5	2 577 543,2
Budgets annexes	92 998,2	127 823,7	140 670,0	171 458,2	293 069,8	376 731,2	437 326,1	364 841,3	221 235,6	71 000,0
Dépenses pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	68 943,9	216 236,2	332 773,8	434 555,5	285 789,6	247 272,7	864 383,7	203 637,8	323 200,0	1 202 950,6
Autres services	193 383,1	21 770,3	192 238,5	651 643,5	47 300,0	33 300,0	50 276,1	509 468,9	508 158,1	392 112,3
TOTAL	1 498 437,2	1 989 294,5	2 847 984,7	4 470 724,8	4 427 309,0	3 925 501,2	4 602 438,6	4 721 261,3	4 187 918,6	5 794 255,9

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme

Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

**Tableau II.17 Exécution des dépenses courantes de l'Etat :
Répartition par ministère et institution**

(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
I. Institutions politiques	79 625,0	93 959,3	210 690,9	319 585,1	398 452,3	374 288,6	329 974,7	306 351,8	347 482,4	429 890,7
Présidence de la Républ.	32 836,6	36 716,6	92 043,7	148 742,6	146 812,4	163 087,9	124 582,6	102 489,8	123 825,9	192 589,4
Assemblée Nationale & Sénat	13 577,9	33 314,0	84 373,6	110 146,7	129 889,8	108 832,8	114 111,8	105 938,9	92 941,2	120 482,8
Primature ⁽¹⁾	15 696,2	21 790,6	27 879,9	34 714,8	35 948,3	45 509,8	50 705,4	42 658,5	57 782,4	52 448,6
Organismes auxiliaires	17 514,3	2 138,1	6 393,8	25 981,0	5 005,6	12 662,4	17 499,8	20 435,6	-	-
Autres ⁽²⁾	-	-	-	-	72 053,2	28 532,9	2 862,2	1 332,9	49 879,0	37 906,3
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	-	8 742,9	15 662,8	20 213,0	33 496,2	23 053,8	26 463,6
II. Ministères	270 597,3	186 026,8	258 063,6	340 561,1	533 796,2	513 559,7	382 815,3	425 406,9	526 988,5	544 655,0
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	181,3	125,4	655,7	618,9	589,6	324,7	59,3	301,4	62,6	1 145,4
Intérieur	30 522,0	16 624,3	21 765,6	38 430,4	37 538,5	49 890,5	37 752,2	47 123,1	76 859,3	69 401,7
Affaires Etrangères	7 971,0	17 914,6	21 277,5	21 830,5	43 480,6	21 710,4	18 077,6	25 072,3	34 405,0	55 318,8
Défense Nationale	93 700,6	47 679,2	105 141,4	116 405,7	163 481,8	161 386,1	119 240,0	136 377,0	139 932,3	172 406,3
Anciens Combattants	14,8	0,0	29,3	0,0	91,3	15,8	49,2	39,1	39,8	79,7
Justice	3 356,2	3 831,9	2 882,2	7 947,0	8 085,2	9 491,9	11 952,5	15 090,1	17 679,0	12 271,6
Finances	77 663,5	53 945,7	33 032,7	49 875,3	79 070,8	121 845,7	71 176,8	50 135,8	67 115,0	56 949,1
Economie Nationale	233,0	55,8	680,6	363,7	339,9	2 132,7	2 018,9	2 064,7	1 011,4	812,1
Petites et moyennes entreprises	0,0	246,1	219,9	329,2	148,4	122,9	144,6	1 497,7	1 090,6	531,2
Education Nationale	19 856,3	1 042,2	9 190,2	7 862,9	26 700,4	11 384,5	24 807,2	12 648,4	14 544,3	7 911,5
Information et Presse	2 500,3	424,9	1 722,4	1 743,0	1 259,5	2 033,1	1 943,9	3 204,5	5 088,3	2 518,7
Agriculture	1 100,6	913,3	469,8	4 622,7	1 658,9	1 720,3	1 749,7	825,2	8 000,1	721,2
Travaux Publics ⁽³⁾	956,8	3 486,2	2 435,1	3 779,1	3 536,2	7 719,5	708,0	1 097,0	3 161,8	6 984,2
Mines, Industrie et Artisanat	1 160,8	63,3	468,0	1 257,8	1 326,7	1 430,3	1 212,8	2 376,2	491,6	474,9
Transports et Communications.	40,1	96,5	161,0	399,1	14 390,7	22 710,3	2 349,8	3 524,4	4 901,5	2 121,5
Fonction Publique	1 279,3	645,0	1 729,3	2 086,6	1 196,0	1 218,4	1 357,5	1 459,1	804,0	2 494,3
Postes, Téléphones Télégrammes.	2 189,1	9,3	2 613,8	484,5	672,2	990,2	950,8	1 526,8	343,8	722,9
Santé Publique	9 448,9	8 500,5	2 424,2	8 762,6	14 032,2	23 419,8	22 114,2	21 767,8	30 803,1	12 097,7
Développement rural	132,9	11,6	412,2	294,1	735,4	595,6	783,8	1 725,1	1 333,1	512,6
Culture et Arts	88,0	408,6	858,0	1 247,1	1 097,5	1 274,9	695,5	3 041,5	721,9	1 399,1
Travail et Prévoyance Sociale	444,5	600,0	269,1	512,6	824,6	1 855,0	1 794,1	1 040,2	379,2	1 021,8
Energie	541,4	14,9	76,4	201,2	812,9	1 928,8	2 312,6	2 677,0	1 485,2	1 839,6
Tourisme et hôtellerie	888,1	-	36,2	28,5	62,4	75,4	62,3	1 164,0	762,8	549,4
Sports, Loisirs et Jeunesse	1 180,1	12 228,9	13 584,3	17 798,8	16 675,5	18 989,5	11 646,4	22 801,9	25 933,3	35 102,1
Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières.	100,0	1 517,0	551,0	802,4	690,8	1 273,7	1 014,0	2 234,1	1 405,4	1 658,0
Plan	609,8	2 566,4	766,1	2 485,5	2 601,2	2 921,1	2 390,0	2 185,1	6 674,9	2 257,9
Reconstruction	43,6	2 274,9	12,3	8,7	6,3	3,7	16,6	34,8	3,3	4,7
Portefeuille	708,7	8,6	353,4	919,0	1 349,9	633,7	467,3	265,2	137,2	115,8
Commerce	22,7	1,2	136,7	116,7	258,3	808,6	78,7	675,1	462,5	1 403,9
Environnement	384,2	258,8	266,3	427,2	890,2	952,7	1 098,7	972,5	1 522,5	811,6
Affaires sociales	110,3	1 088,9	390,2	292,0	1 954,2	704,1	670,4	990,9	643,1	995,2
Recherche scientifique	125,1	26,5	367,5	654,8	230,3	349,9	297,5	1 315,4	576,5	290,5
Condition Féminine	0,0	0,0	1 677,3	485,2	773,6	1 011,9	773,9	961,4	342,7	1 219,4
Budget	11 643,8	6 051,1	15 125,9	34 092,5	49 711,4	25 546,9	25 605,4	42 744,0	76 328,4	79 853,1
Coopération internationale	120,2	726,3	5 749,5	8 007,9	51 166,8	9 647,7	8 892,7	4 194,0	384,2	-
Relations avec le Parlement	43,7	106,8	407,7	280,9	223,1	219,6	108,0	1 349,3	1 347,4	2 235,4
Réformes institutionnelles	0,7	0,0	0,0	26,1	15,0	11,2	14,7	45,9	0,9	-
Rélation avec les Partis Politiques	0,3	4,6	0,0	104,1	82,8	90,2	99,5	150,6	0,8	-
Ministères non identifiés	1 234,6	2 527,4	10 124,8	4 976,8	6 035,3	5 118,4	6 328,1	8 708,2	209,7	8 422,1
III. Autres services	776 733,7	1 299 486,7	1 074 018,9	1 959 103,8	1 905 851,5	2 792 593,8	3 284 012,8	3 267 291,4	2 671 024,0	3 256 715,5
Villes et Provinces	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	203 963,1	170 100,4	236 283,1	164 904,2	134 712,4
Dette Publique	59 138,9	224 840,6	111 457,4	244 088,0	160 451,0	372 917,6	255 656,2	266 267,3	204 100,1	353 621,2
Dépenses communes ⁽⁴⁾	494 017,2	603 596,0	604 270,1	1 111 170,0	1 293 459,0	1 463 767,0	1 609 074,7	2 384 279,0	1 987 697,2	2 261 275,4
Dépenses à ventiler	19 196,5	53 668,7	83 879,8	91 640,7	14 204,5	492 921,0	694 497,1	152 914,7	72 121,9	-
Subventions et transferts	62 797,0	99 140,6	97 163,6	104 361,9	176 820,0	246 056,3	303 989,0	177 883,4	198 044,5	186 084,2
Budget pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 210,60
Dépenses exceptionnelles	74 694,0	180 526,7	75 655,7	59 274,8	90 476,0	12 968,8	250 695,4	49 664,0	44 156,1	295 811,7
Autres services (PPTE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(3) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées, et le TVA remboursable

Tableau II.18 Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
I. Biens et services	859 821,6	891 197,6	894 073,8	2 086 980,1	2 215 632,5	2 912 557,9	3 399 221,6	3 403 022,6	3 014 862,4	3 025 477,3
1. Rémunérations	461 300,3	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8	1 802 647,6	1 957 119,0	2 083 863,0
2. Autres biens et services	398 521,3	349 773,9	289 803,7	1 025 810,1	959 497,5	1 502 811,5	1 821 340,8	1 600 375,0	1 057 743,4	941 614,3
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	173 446,1	65 727,2	80 223,7	106 465,7	209 639,6	111 729,2	167 808,8	196 565,3	153 497,5	152 037,4
Frais généraux et divers	81 242,9	75 182,2	79 706,6	78 710,5	104 338,4	64 874,1	108 244,7	121 984,9	251 592,9	378 562,2
Dépenses extérieures ⁽²⁾	5 845,7	-	-	-	18 066,0	11 582,1	12 109,8	11 978,1	8 288,4	15 374,4
Provinces et villes	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	199 774,2	170 100,4	236 283,1	162 529,2	137 094,7
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	4 157,0	10 350,3	7 327,9	29 114,6	28 440,1	45 937,1	61 546,9	49 248,6	59 962,6	38 462,9
A ventiler	66 939,5	60 800,1	20 953,3	462 950,9	428 572,4	1 068 914,8	1 301 530,1	984 315,1	421 872,8	220 082,7
II. Versements d'intérêts	41 015,4	63 111,0	51 512,4	126 625,4	160 780,8	243 168,9	139 559,1	156 078,5	259 582,1	89 882,4
1. Sur dette intérieure	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0
Découvert journalier ⁽³⁾	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4
Dette financière	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	226 119,0	625 164,2	597 187,2	405 644,5	461 686,7	524 715,3	470 320,4	439 949,0	271 050,6	1 115 901,6
1. Organismes publics ⁽⁴⁾	196 956,2	601 288,8	539 647,1	363 774,6	408 179,0	450 019,4	405 650,0	360 860,5	195 040,7	1 012 342,5
2. Entreprises	8 262,4	-	-	-	-	21 033,4	16 949,5	17 113,6	11 721,7	12 054,0
3. Ménages	15 303,0	15 954,9	42 685,6	29 630,4	35 118,8	34 017,5	30 448,0	49 893,9	46 333,6	58 285,3
Bourses d'études	2 146,1	1 183,1	-	-	-	22,9	-	168,6	429,5	72,9
Pensions civiles et militaires	4 942,8	4 827,6	6 998,0	8 397,6	11 810,9	17 633,0	17 514,6	24 155,1	25 808,7	26 824,2
Soins médicaux	3 956,3	3 729,3	17 214,4	16 102,5	12 691,7	8 641,9	7 855,9	13 707,4	15 463,5	20 400,5
Divers ⁽⁵⁾	4 257,9	6 214,9	18 473,2	5 130,3	10 616,2	7 719,7	5 077,5	11 862,8	4 632,0	10 987,8
4. A l'étranger ⁽⁶⁾	5 597,4	7 920,5	14 854,5	12 239,5	18 388,9	19 645,0	17 273,0	12 080,9	17 954,5	33 219,8
Total	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	4 009 101,1	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau II.19 Budget des dépenses en capital de l'Etat :
Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
I. Institutions politiques	4 670,0	857,3	32 581,6	11 095,5	41 739,0	15 962,7	32 960,5	12 305,2	17 406,4	11 631,1
Présidence de la République.	3 240,0	857,3	21 269,5	5 727,5	38 641,7	2 689,9	6 746,7	2 726,2	6 996,8	3 338,9
Assemblée Nationale & Sénat	680,0	-	8 460,4	3 379,5	2 615,2	501,4	10 772,5	5 434,2	9 395,3	2 553,2
Primature ⁽¹⁾	750,0	-	0,0	1 988,5	76,3	2 175,6	3 979,3	2 144,8	1 014,3	4 150,0
Organismes auxiliaires ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres ⁽³⁾	-	-	2 851,8	-	405,9	10 595,8	11 462,0	2 000,0	-	1 589,0
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	271 645,6	930 130,1	2 280 620,1	2 183 592,5	2 023 745,2	1 584 115,8	1 496 914,1	1 718 376,1	1 292 146,6	574 998,3
Administration du territoire.	5 696,3	2 712,9	63 300,8	44 951,4	157 161,2	169 252,9	10 643,5	316 797,3	43 649,8	10 051,9
Affaires Etrangères	200,7	-	-	-	-	237,1	3 252,0	3 700,0	2 223,9	237,4
Commerce	500,0	-	2 069,3	275,1	159,0	500,0	1 943,0	7 909,1	1 956,0	495,8
Défense Nationale	2 150,0	-	43 401,3	22 882,8	11 006,1	7 115,2	72 569,4	21 688,6	10 452,9	2 784,0
Anciens Combattants	150,0	-	983,3	511,6	390,7	744,1	516,0	-	70,3	313,7
Justice	750,0	-	14 916,4	8 667,6	5 968,7	5 714,3	8 074,3	9 958,3	4 985,8	5 840,6
Finances	40 279,3	2 658,2	22 530,8	123 984,2	75 389,6	59 253,2	149 078,5	38 219,6	107 130,5	960,6
Economie Nationale	450,0	-	-	-	343,4	2 760,3	934,2	911,0	3 211,6	204,5
Education Nationale ⁽⁴⁾	16 753,6	66 983,9	124 894,0	153 351,4	117 164,0	120 287,4	76 004,8	47 191,8	82 744,3	95 879,6
Information et presse	1 433,1	77,3	950,6	400,0	305,2	8 542,2	243,4	797,3	71 847,6	50,0
Agriculture , Pêche & Elevage	3 656,0	12 601,6	37 119,4	66 246,6	216 722,2	47 722,2	182 970,4	57 406,5	265 113,2	14 431,5
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	105 817,0	545 874,5	524 630,9	1 114 598,2	315 408,3	532 306,3	88 419,9	231 415,5	181 565,4	122 328,5
Mines & Hydrocarbone	1 546,1	0,0	7 595,8	3 669,3	12 187,6	1 000,0	27 743,1	74 925,9	6 068,6	1 010,3
Transports et Communications.	8 578,3	15 200,1	199 689,2	360 050,2	140 147,2	108 357,8	77 883,2	332 045,5	63 513,8	5 806,7
Fonction Publique	615,0	0,0	0,0	2 729,0	114,5	85,9	97 600,7	45 578,8	14 102,7	1 879,0
Affaires sociales	4 057,4	0,0	17 079,1	8 459,4	16 169,3	4 894,5	19 555,0	6 855,5	9 346,4	6 104,6
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	3 094,5	5 000,0	1 090,2	4 284,9	1 409,0	1 893,9	70 278,1	86 820,4	24 832,0	0,0
Santé Publique	12 236,1	104 917,4	245 424,0	111 874,9	344 923,9	125 208,0	328 211,3	132 115,5	147 623,4	53 018,6
Culture et Arts	500,0	0,0	0,0	300,0	1 576,9	1 500,0	1 294,5	1 799,0	1 463,9	862,9
Energie	37 302,0	64 356,9	707 432,2	1 382,5	367 381,0	246 035,2	0,0	162 601,9	119 265,6	3 954,7
Sports & Jeunesse	800,0	-	-	1 000,0	1 232,1	5 092,2	1 398,8	3 602,1	4 355,8	24 185,4
Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail et Prévoyance Sociales.	689,0	0,0	702,0	261,4	199,9	5 015,9	4 818,6	3 624,0	3 199,8	4 717,1
Portefeuille	425,0	3 780,8	23 705,0	1 331,9	11 617,6	7 561,6	7 063,7	3 598,3	5 693,8	888,8
Environnement	3 475,8	39 219,0	68 890,1	80 057,9	31 567,6	10 362,9	47 543,8	0,0	70 902,1	2 227,4
Développement rural	2 164,0	64 728,6	43 903,4	38 657,5	30 939,4	25 497,7	165 991,5	42 187,6	12 953,3	136 352,7
Plan	12 898,5	1 918,0	80 493,6	11 441,5	124 713,4	53 378,5	31 185,8	12 317,4	10 808,0	4 510,1
Recherche scientifique	0,0	-	1 500,0	3 602,1	1 294,3	2 403,6	2 414,9	3 154,5	4 465,1	1 218,6
Condition Féminine & Famille	300,0	-	12 467,1	1 900,0	25 600,0	11 931,5	8 969,6	42 427,6	14 641,4	1 516,5
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Budget	1 957,8	100,9	25 722,6	8 182,1	3 890,8	4 555,7	5 000,0	4 739,9	3 819,7	9 287,8
Urbanisme et Habitat	2 900,0	-	1 098,4	8 443,1	8 660,8	13 525,9	4 812,1	21 084,8	-	456,1
Reconstruction	0,0	-	-	95,9	101,6	1 379,8	0,0	1 630,6	140,0	50,0
Coopération internationale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations avec le parlement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réformes Institutionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations avec partis politiques.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Petites et Moyennes Entreprises.	270,0	-	9 030,7	-	-	-	500,0	1 271,7	-	63 373,0
Tourisme et hôtellerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ministères non identifiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Autres services	6 662,4	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2
Villes et Provinces	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Budgets annexes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres services	6 662,4	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2
TOTAL	282 978,0	933 099,4	2 759 532,9	2 275 599,3	2 181 862,2	2 509 163,4	2 846 565,7	2 864 957,6	1 309 553,0	4 429 056,7

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme
Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau II.20 Exécution des dépenses en capital de l'Etat
Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
I. Institutions politiques	7 659,0	16 746,9	16 724,3	18 426,9	3 944,3	29 317,0	17 217,5	3 026,8	2 909,2	1 036,3
Présidence de la République.	3 221,9	3 513,7	6 751,4	4 565,1	1 814,2	27 751,2	9 677,2	1 850,2	2 857,1	1 036,3
Assemblée Nationale & Sénat	0,0	0,0	3 884,9	12 847,5	0,0	617,5	0,0	905,3	0,0	0,0
Primature ⁽¹⁾	4 437,1	13 233,2	6 088,0	1 014,3	2 130,1	948,3	7 540,3	271,2	52,1	0,0
Organismes auxiliaires ⁽²⁾										
Autres ⁽³⁾										
Magistrature, Cours & Tribunaux										
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II. Ministères	87 461,7	460 950,7	526 070,7	261 651,8	355 176,7	323 436,2	281 515,5	502 893,6	539 254,9	999 216,0
Intérieur et Administration du territoire.	0,0	2 483,4	1 578,7	2 420,3	12 044,0	3 262,7	6 277,0	19 290,0	28 013,3	64 358,7
Affaires Etrangères	899,7	53,9	1 500,1	4 013,1	933,2	0,0	120,1	537,5	1 705,2	154,4
Commerce	0,0	0,0	0,0	22 688,4	665,0	0,0	0,0	2 184,6	601,8	0,0
Défense Nationale	2 955,1	7 280,8	6 313,5	4 801,9	31 201,8	12 275,2	13 290,7	4 975,6	5 911,8	11 739,0
Anciens Combattants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Justice	0,0	0,0	136,9	268,9	135,6	321,1	297,1	4 071,7	12 830,8	8 203,9
Finances	29 421,6	29 092,9	37 576,2	44 116,2	4 605,4	58 944,5	33 855,1	10 059,1	33 729,9	28 942,9
Economie Nationale										
Education Nationale ⁽⁴⁾	3 481,0	26 760,5	3 104,3	5 148,1	2 379,1	18 925,5	30 603,1	33 968,4	30 360,2	20 523,5
Information et presse	4 399,7	0,0	6 246,7	8 510,5	23,7	0,0	0,0	1 081,5	574,5	0,0
Agriculture , Pêche & Elevage	12 427,1	43 595,9	11 617,9	3 980,1	27 082,4	33 471,4	73 157,2	27 467,8	9 995,2	6 282,0
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	20 060,8	269 510,4	416 211,2	160 237,0	41 870,7	119 848,0	32 810,3	131 282,9	67 128,1	138 463,3
Mines & Hydrocarbone	0,0	0,0	0,0	0,0	212,8	1 130,9	120,0	2 978,0	0,0	15 510,8
Transports et Communications.	231,0	20 244,7	0,0	973,1	15 599,5	32 974,9	41 426,8	102 657,8	258 638,7	54 193,6
Fonction Publique	81,2	52,3	440,7	0,0	0,0	40,1	644,3	11 835,6	6 977,9	47 967,8
Affaires sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	468,9	0,0
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	0,0	1 810,8	31,6	690,2	0,0	6 518,0	672,1	801,8	5 415,8	7 288,2
Santé Publique	5 739,9	20 496,0	8 579,6	1 381,1	17 478,2	31 356,2	33 324,3	10 337,4	12 874,7	204 335,8
Culture et Arts	0,0	0,0	8,0	61,9	146,1	168,1	1 364,5	1 414,6	339,3	30,0
Energie	4 131,7	12 871,8	8 120,3	51,7	192 066,2	0,0	0,0	99 966,0	17 065,3	271 662,4
Sports & Jeunesse	0,0	0,0	233,4	11,0	66,7	0,0	6 170,8	4 807,4	5 362,5	0,0
Affaires Foncières.										
Travail et Prévoyance Sociales.										
Portefeuille										
Environnement	0,0	938,4	0,0	115,3	0,0	0,0	0,0	5 088,9	11 805,6	20 255,9
Développement rural	1 129,6	15 622,9	3 709,8	0,0	38,3	645,7	57,1	7 968,1	9 102,8	46 213,6
Plan	1 063,3	10 104,8	13 168,2	1 104,5	7 238,6	1 698,5	6 029,1	3 575,4	10 425,2	17 957,6
Recherche scientifique	500,0	0,0	6,1	111,8	528,2	709,6	0,0	0,0	566,9	0,0
Condition Féminine & Famille	0,0	0,0	0,0	0,0	66,7	0,0	356,7	1 465,5	7 621,6	15 529,9
Droits et libertés du Citoyen.										
Droits humains										
Budget	365,9	31,1	7 487,5	966,7	794,5	1 080,0	814,2	2 306,9	650,5	1 634,9
Urbanisme et Habitat	574,1	0,0	0,0	0,0	0,0	65,8	125,0	12 771,0	1 088,2	17 968,1
Reconstruction										
Coopération internationale										
Relations avec le parlement										
Réformes Institutionnelles										
Relations avec partis politiques.										
Petites et Moyennes Entreprises.										
Tourisme et hôtellerie										
Industrie										
Ministères non identifiés										
III. Autres services	65 634,3	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4
Villes et Provinces										
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	65 634,3	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4
TOTAL	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme

Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau II.21 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A. Auprès des institutions monétaires	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	-53 175,0	-74 715,0
Banque Centrale du Congo	124 575,0	107 828,2	-661 280,0	-394 023,0	-699 115,0	-635 903,0	-631 259,0	-436 790,0	71 973,0	21 271,0
Banques de dépôts	-22 010,1	-49 426,1	-54 084,0	-92 625,0	-226 026,0	-184 389,0	-136 577,0	-114 898,0	-125 148,0	-95 986,0
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux ¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	-53 175,0	-74 715,0

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

En 2017, les relations économiques extérieures ont principalement été marquées par l'amélioration de la situation de la balance des paiements, laquelle a induit une relative hausse des moyens de financement. Cette évolution est restée soutenue par le bon comportement des cours des principales matières premières exportées par la RDC. Ainsi, les pressions sur le marché des changes ont été globalement contenues, particulièrement au second semestre 2017, permettant de dégager un niveau de dépréciation légèrement moindre par rapport à celui de 2016. Dans ce contexte, l'action de la politique de change a été essentiellement orientée vers la reconstitution des réserves de change tout en veillant à contenir les fluctuations du taux de change, à travers quelques cessions de devises.

En ce qui concerne la dette extérieure, la situation à fin décembre 2017 révèle la quasi-stagnation de son stock à 12,2 % du PIB, en dépit de quelques nouveaux emprunts contractés au cours de cette année. En outre, l'analyse de la dette extérieure révèle le niveau relativement bas de son coût. De ce fait, le pays demeure faiblement exposé au risque du taux d'intérêt et modérément à celui de refinancement.

S'agissant des donations extérieures, il y a lieu de noter leur contraction tant au niveau multilatéral que bilatéral, suite au non versement intégral de l'enveloppe prévue par les bailleurs de fonds.

Quant à la coopération régionale, les activités des banques centrales ont été marquées par la tenue de la réunion notamment de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA). Cette réunion a adopté le rapport révisé sur l'affinement des critères de convergence macroéconomique, notamment la nouvelle structure des critères de convergence, les nouvelles étapes du processus et la nouvelle échéance proposée pour le lancement d'une monnaie unique pour l'Afrique, à savoir l'année 2042.

CHAPITRE I

COMMERCE DES BIENS

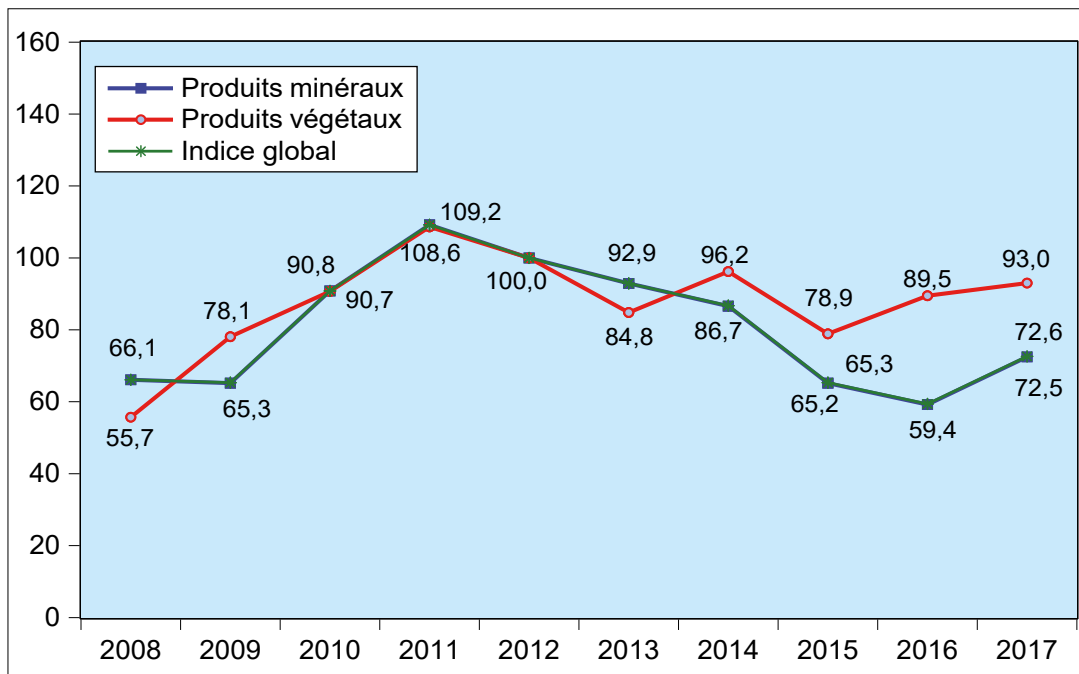
En 2017, le volume des échanges commerciaux entre la RDC et le reste du monde a régressé comparativement à 2016. En effet, ce volume a été de 22,9 milliards de USD contre 24,0 milliards en 2016. En proportion du PIB, il a représenté 60,9 % en 2017 contre 64,7 %, une année avant, en raison de la forte dépréciation du taux de change. Ces échanges ont été dominés par les exportations, lesquelles se sont chiffrées à 11,5 milliards de USD, portant le taux de couverture des importations par les exportations à 101,8 % contre 97,8 % observé une année plus tôt.

I.1. COURS DES PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

Il s'est observé en 2017 un accroissement de l'indice global des cours mondiaux des principaux produits exportés par la RDC. En effet, celui-ci s'est fixé à 72,6 points contre 59,4 points en 2016, suite à la hausse aussi bien de l'indice des produits minéraux que celui des produits végétaux.

Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits

(Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

I.1.1. Produits miniers et hydrocarbures

Les principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC, à l'exception de l'argent, ont vu leurs cours s'améliorer en 2017, portant leur indice global à 72,5 points contre 59,2 points en 2016.

Tableau III.1 Evolution des cours moyens de produits miniers et hydrocarbures

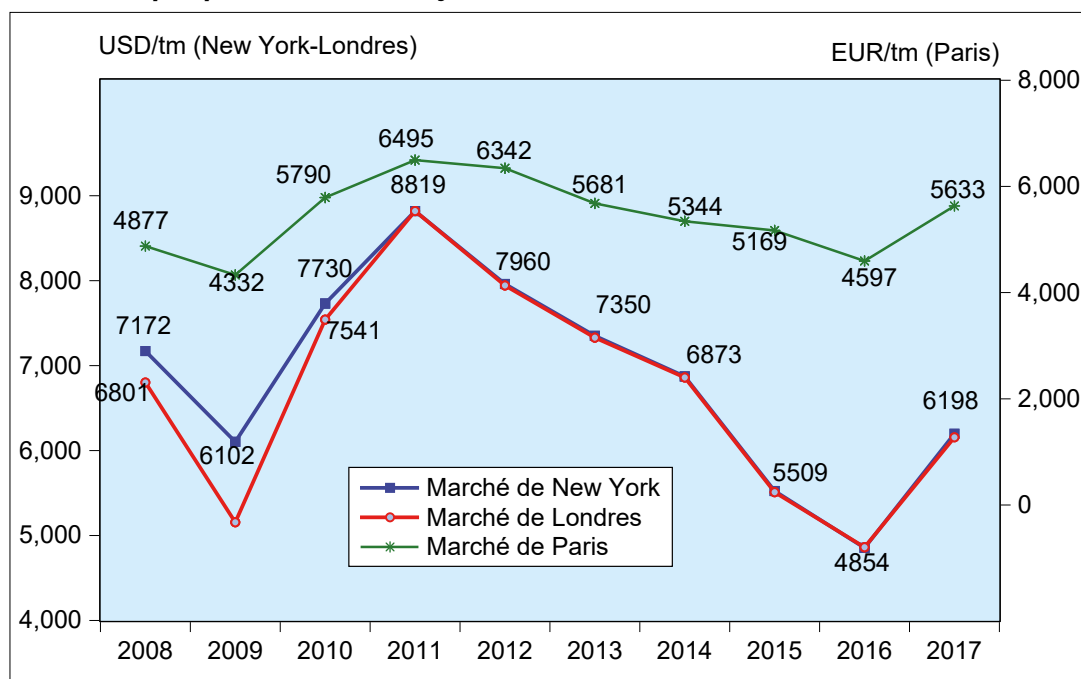
Produits et Marchés		Cotation	2013	2014	2015	2016	2017
Cuivre	Londres	USD/tm	7 329,5	6 859,9	5 509,0	4 861,8	6 155,0
Etain	Londres	USD/tm	22 341,0	21 897,2	16 085,7	17 953,2	20 120,6
Zinc	Londres	USD/tm	1 909,9	2 160,9	1 933,0	2 084,4	2 889,2
Diamant	Kinshasa (CEEC) ⁽¹⁾	USD/carat	14,4	14,5	15,0	15,6	25,4
Cobalt	Londres	USD/lb	13,0	14,7	13,5	11,7	26,0
	Londres	USD/tonne	28 697,6	32 538,6	29 823,4	25 805,7	57 372,2
Coltan	Londres	USD/lb	115,0	92,3	78,0	59,6	69,4
Or	New York	USD/o.t.	1 411,7	1 266,4	1 161,1	1 247,7	1 258,1
Pétrole	New York	USD/baril	97,9	93,4	48,9	43,6	51,3
Argent	New York	Cts/o.t.	2 389,2	1 908,8	1 572,0	1 708,4	1 705,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse via Les Echos et de la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport de la valeur sur le volume exporté.

Cfr tableau III.20.

La hausse de 26,6 % du cours de cuivre, sur le marché de Londres, a été soutenue par la reprise de la croissance de l'économie mondiale couplée aux perspectives encourageantes, notamment en Chine. Dans ce contexte, il s'est observé une hausse de la demande de cuivre et de tous les autres métaux industriels, incontournables dans la production des téléphones mobiles, des moteurs d'automobiles électriques ainsi que des énergies solaires. L'offre a en revanche fait face à plusieurs contraintes dont les conflits géopolitiques.

Graphique III.2 Cours moyens du Cuivre sur les marchés mondiaux

Source : Banque centrale du Congo.

S'agissant de l'étain, la hausse de 12,1 % de son cours a résulté de l'accroissement de la demande de ce produit dans le cadre des innovations technologiques, nécessitant de plus en plus le recours à ces genres des produits non autre fois utilisés.

Concernant le diamant, le cours moyen auquel la RDC a vendu ce produit, rapproché à l'année précédente, a enregistré une hausse de 62,8 %. Cette évolution a notamment résulté de l'amélioration de la demande de principaux consommateurs dont les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, tous attirés par la bonne qualité du diamant congolais.

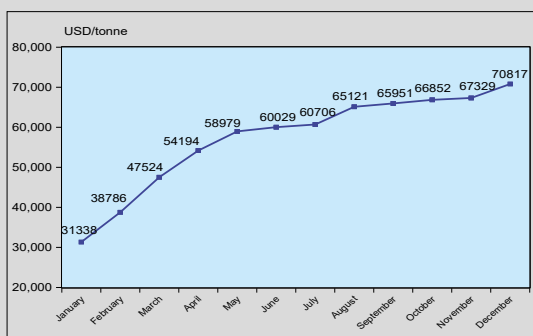
Pour ce qui est du zinc, la progression de 38,6 % observée dans l'évolution de son cours fait principalement suite au déficit de l'offre mondiale face au maintien de la demande. En effet, la fermeture de certaines mines en fin de cycle d'exploitation dans les grandes zones de production, couplée aux effets de la décision prise par certains producteurs, de baisser leurs productions, craignant une réduction de la consommation de la Chine qui avait adopté une politique visant à limiter la pollution, ont sensiblement réduit l'offre mondiale de ce métal.

En ce qui concerne le cobalt, son cours a progressé de 122,3 % sur le marché de Londres en 2017, bénéficiant du bon comportement des ventes des véhicules électriques.

Encadré 2. Le Cobalt, nouvelle source des recettes pour l'économie congolaise

L'économie congolaise connaît une légère mutation en ce qui concerne les sources de mobilisation des ressources en devises. En effet, après les phases de l'histoire marquées par la prédominance du diamant, du pétrole ou du cuivre, le cobalt est entrainé de captiver l'attention, sous l'effet de la hausse sensible de son cours sur le marché international.

Graphique III.3 Evolution mensuelle du cours du cobalt sur le marché de Londres en 2017



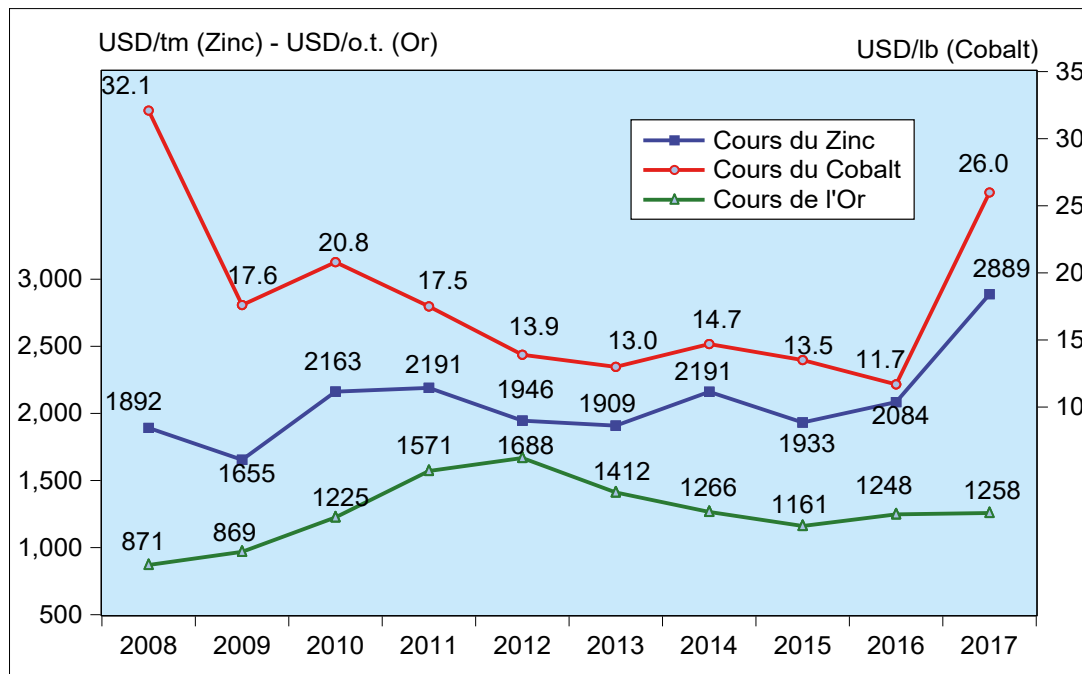
Source : Banque centrale du Congo.

En effet, bon nombre de pays, dans le cadre de

la protection de l'environnement, prévoient d'abandonner progressivement les véhicules à essence et diesel au profit notamment des véhicules électriques peu polluants. Ainsi, plusieurs constructeurs automobiles se focalisent, de plus en plus, dans la production de ces véhicules dont les batteries à base de cobalt sont plus résistantes et plus légères. C'est dans ce contexte que la demande de ce produit a sensiblement augmenté, tirant à la hausse son cours sur le marché international. Ce dernier est passé de 25.805,7 USD en 2016 la tonne à 57.372,2 USD en 2017. Par ailleurs, l'essor des industries de l'automobile électrique et de la téléphonie mobile, a également entraîné la hausse de la demande de plusieurs minerais qu'elles utilisent, notamment le cuivre, le lithium, l'uranium et le coltan.

Cette situation devrait inciter le pays à développer les stratégies nécessaires pouvant permettre de tirer profit de cette embellie du cours sur le marché international. Un respect strict des prescrits du nouveau code minier devrait contribuer à plus de mobilisation des ressources en devises pour le bien du pays.

Graphique III.4 Cours moyens du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres



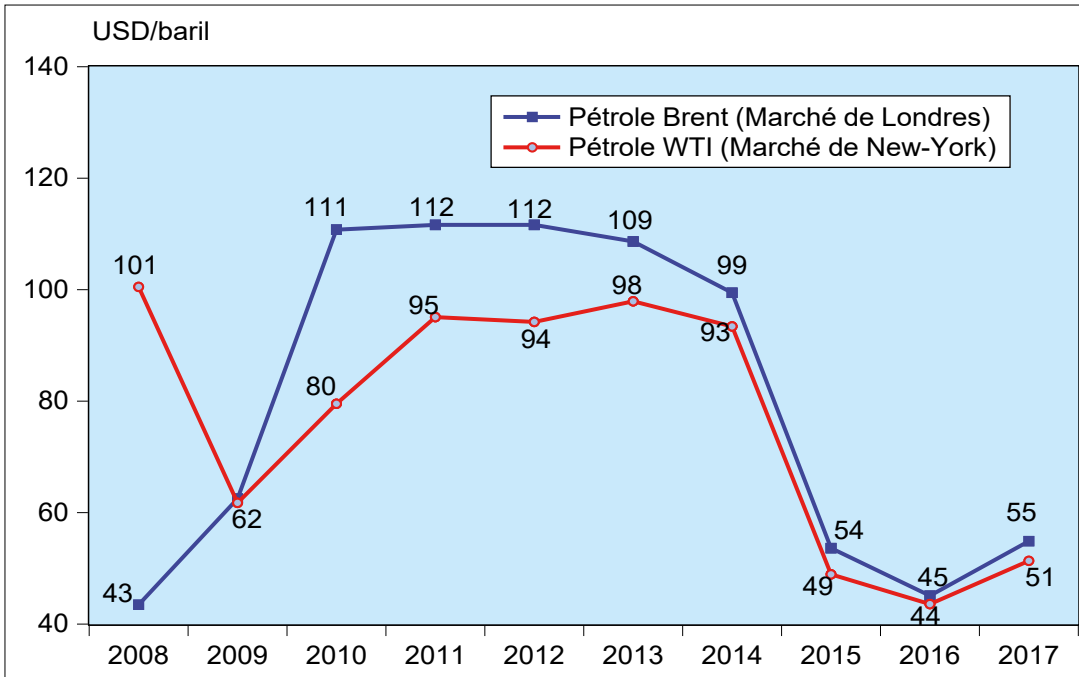
Source : Banque centrale du Congo.

Le cours moyen de l'or, en hausse annuelle de 0,8 %, a bénéficié principalement des incertitudes du marché, notamment au cours des premiers jours de la nouvelle

administration aux Etats-Unis et des taux bas de la Fed qui ont fait baisser l'attractivité des obligations américaines, valeur refuge concurrente de l'or.

Le cours du pétrole a, quant à lui, enregistré une hausse de 17,7 % par rapport à 2016, s'établissant à 51,3 USD le baril, suite à la contraction de l'offre sur le marché international.

Graphique III.5 Cours moyens du pétrole brut sur les marchés internationaux



Source : Banque centrale du Congo.

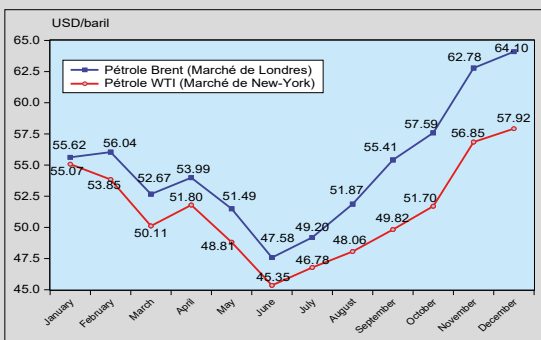
Encadre 3. Focus sur le cours du pétrole en 2017

L'évolution du cours de l'or noir en 2017 permet de distinguer deux périodes :

- la première, de janvier à juin 2017, marquée par la baisse du cours du baril, suite à l'abondance de l'offre mondiale, alimentée par la forte production du pétrole de schiste américain.

- la deuxième, de juillet à décembre 2017, caractérisée par la hausse du cours du baril, à la suite (i) de l'entrée en vigueur de l'accord de limitation de la production conclu entre les pays membres de l'OPEP et alliés en juin 2016, en vue de réduire le stock mondial du brut et ainsi relever les cours, (ii) de la réduction de la production libyenne après l'explosion d'un de ses oléoducs et (iii) des tensions politiques notamment en Irak.

Graphique III.6 Evolution mensuelle du cours du pétrole brut sur les marchés internationaux en 2017



Source : Banque centrale du Congo.

Il sied de noter qu'au cours de l'année sous analyse, l'accord d'encadrement de la production par les pays membres de l'OPEP et alliés a été prolongé jusqu'à fin 2018.

Cette évolution devrait contribuer à l'amélioration des exportations congolaises de ce produit, et par voie de conséquence, une hausse de l'offre des devises nécessaires pour tempérer les pressions sur le marché des changes, notamment en 2018.

I.1.2. PRODUITS VEGETAUX

En 2017, l'indice des cours de principaux produits végétaux exportés par la RDC s'est fixé à 93,0 points contre 89,5 points observé l'année précédente. Cette hausse découle de l'accroissement des cours de l'ensemble de produits agricoles intéressant l'économie congolaise, à l'exception de ceux du café arabica et du cacao.

Tableau III.2 Evolution des cours moyens des produits végétaux

Produits et Marchés		Cotation	2013	2014	2015	2016	2017
Café							
Robusta	Londres	USD/tonne	1 850,6	2 004,5	1 714,2	1 730,9	2 034,7
Arabica	New York	Cts/lb	126,0	176,4	132,9	136,4	133,0
Cacao	New York	USD/tonne	2 210,0	2 210,0	2 918,7	3 163,0	2 831,3
Huile							
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	517,6	611,8	441,0	528,9	552,2
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	901,7	894,5	774,6	639,8	707,2
Coton	New York	Cts/lb	83,3	76,6	63,3	65,6	73,6
Caoutchouc	Londres C.I.F.	Cts/Kg	279,7	196,5	155,6	163,9	199,6
Bois Sapelli							
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	311,2	282,0	246,0	299,0	384,2
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	782,5	897,9	833,3	738,9	786,1

Sources : BCC sur base des données de la Bourse, Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.
Cfr tableau III.21.

Les baisses respectives de 2,5 % et 10,5 % des cours moyens annuels du café arabica et du cacao, s'expliquent principalement par l'abondance de l'offre de ces produits, suite aux conditions météorologiques favorables dans les zones de production.

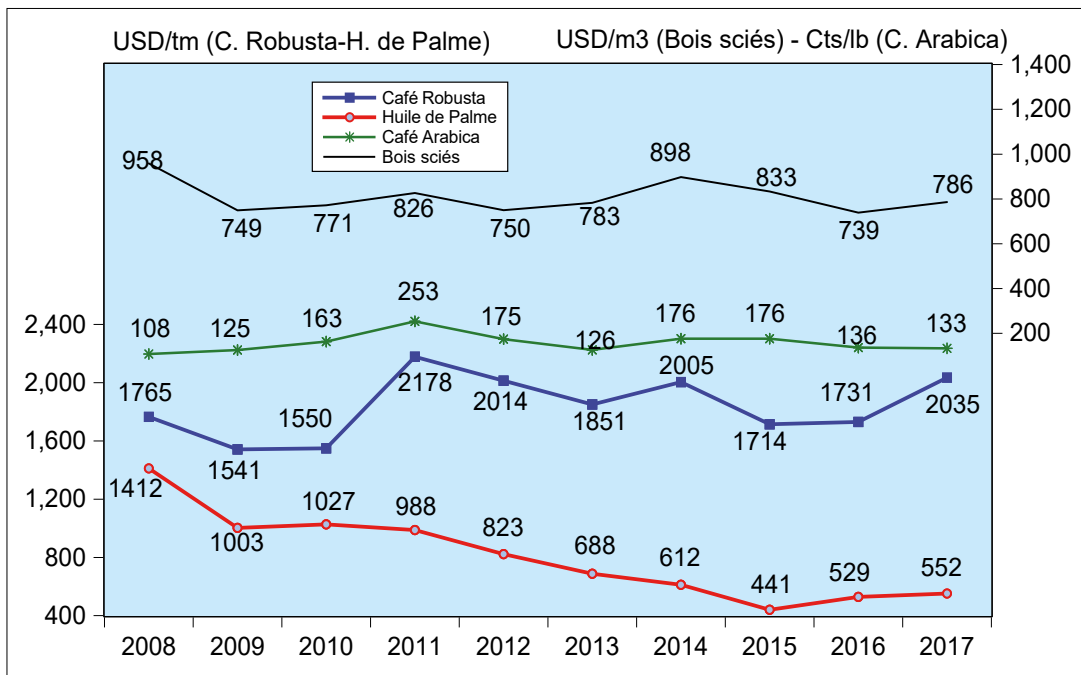
Par contre, l'accroissement du cours moyen annuel du café robusta, soit 17,6 %, a été impulsé par la hausse observée, aux sept premiers mois de l'année 2017, consécutive à la baisse de l'offre mondiale, résultant des mauvaises récoltes enregistrées en 2016. Pour le reste de l'année, le cours a enregistré une tendance baissière, à la suite de l'abondance de la production soutenue par l'amélioration des conditions météorologiques.

Par ailleurs, tout au long de l'année 2017, le marché de l'huile de palme a été marqué par la décision d'une réduction de la demande de deux principaux importateurs mondiaux. Il s'agit de l'Inde, qui a décidé de doubler ses taxes à l'importation pour soutenir sa production intérieure d'huile de colza et de soja ainsi que de l'Europe qui a pris la résolution de réduire le taux d'incorporation du biodiesel dans les carburants. En dépit de cette situation, le cours moyen de l'huile de palme s'est accru de 4,4 %, par rapport à l'année précédente.

Le cours du coton sur le marché de New-York, a également bénéficié, comme toutes les matières premières libellées en dollar, de la faiblesse de la monnaie américaine induite par les incertitudes entourant l'administration américaine. Cette faiblesse a principalement réconforté la demande de ce produit alors que l'offre a été sujette à des perturbations liées à la qualité de la récolte, notamment en Inde, deuxième producteur mondial.

Enfin, la hausse de 21,8 % du cours moyen annuel du caoutchouc naturel est consécutive à la baisse de la production observée en Thaïlande, frappée par des inondations alors que la demande de la pneumatique, surtout chinoise demeure robuste.

Graphique III.7 Cours moyens de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque centrale du Congo.

I.2. DESTINATIONS DES EXPORTATIONS

En 2017, les exportations de la RDC, en baisse de 2,8 % par rapport à 2016, ont atteint 11,5 milliards de USD. Les trois premiers clients de la RDC sont restés la Chine, l'Afrique du Sud et l'Union Européenne. Leurs parts dans les exportations totales ont représenté respectivement 28,2 %, 21,3 % et 4,9 %.

Tableau III.3 Exportations de la RDC par destination*(en pourcentage du total)*

Pays	2013	2014	2015	2016	2017 (P)
Chine	23,8	22,9	25,7	20,0	28,2
Afrique du Sud	7,8	16,3	20,5	18,5	21,3
Union Européenne	21,2	4,6	4,4	4,4	4,9
Autres	47,3	56,2	49,5	57,1	45,6

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr tableau III.23.

I.3. ORIGINES DES IMPORTATIONS

Les importations des biens ont atteint une valeur de 11,3 milliards de USD en 2017, en baisse de 6,7 % comparativement à l'année précédente. Dans ces approvisionnements, 19,4 % ont été effectués auprès de l'Union Européenne, 8,6 % en Chine et 8,5 % en République Sud-Africaine.

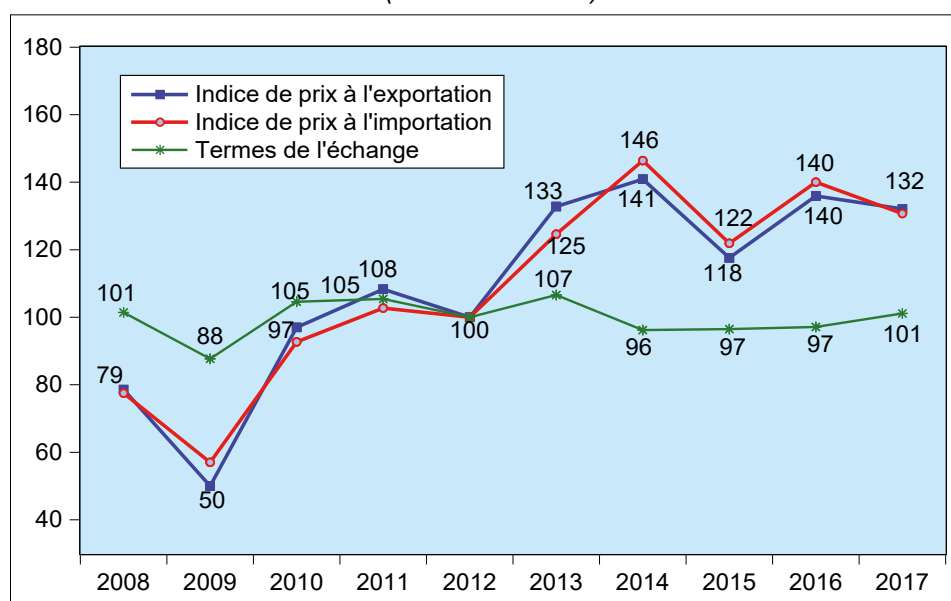
Tableau III.4 Importations de la RDC par pays ou région de provenance*(en pourcentage du total)*

Pays	2013	2014	2015	2016	2017 (P)
Union Européenne	22,8	23,2	23,5	17,7	19,4
Chine	18,0	10,7	13,4	10,9	8,6
Afrique du Sud	11,8	10,6	12,3	9,7	8,5
Autres	47,4	55,4	50,9	61,7	63,6

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr tableau III.24.

I.4. TERMES DE L'ÉCHANGE

Les termes de l'échange de la RDC se sont améliorés, au cours de l'année sous analyse, passant de 97,1 points, une année plus tôt, à 101,1 points.

Graphique III.8 Evolution des termes de l'échange*(Base 2009=100)*

Source : Banque centrale du Congo.

CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

En 2017, la politique de change a été menée dans un contexte économique marqué par le relèvement des cours des matières premières au niveau mondial après les faibles niveaux enregistrés en 2016. Cette situation a contribué à soutenir les exportations à l'effet d'induire une relative amélioration de l'offre des devises. Cette dernière a permis un léger recul du rythme de dépréciation du franc congolais, tant à l'indicatif que sur le marché parallèle. En effet, comparativement à fin 2016, il a été enregistré des taux de dépréciation, en moyenne mensuelle, de 2,20 % et 1,98 % respectivement à l'indicatif et au parallèle, en 2017, contre des niveaux de 2,21 % et 2,47 %.

Dans ce contexte, l'action de la Banque Centrale du Congo a visé le relèvement du niveau des réserves internationales, tout en veillant à la stabilité du taux de change sur le marché.

II.1. CADRE DE SUIVI ET D'ORIENTATION DE LA POLITIQUE DE CHANGE

Les actions de politique de change, à l'instar de l'année 2016, ont été orientées, suivies et contrôlées par le Comité de Politique Monétaire à travers ses rencontres mensuelles, sous l'autorité du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo.

II.2. OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE DE CHANGE

En 2017, la politique de change mise en œuvre par la Banque Centrale du Congo a poursuivi ses objectifs habituels, à savoir :

- le lissage des fluctuations du taux de change ; et
- le relèvement du matelas des réserves de change légèrement au-dessus de son niveau de fin décembre 2016.

Pour ce faire, l'Institut d'Emission a eu principalement recours aux interventions sur le marché de changes par la cession ou l'acquisition des devises.

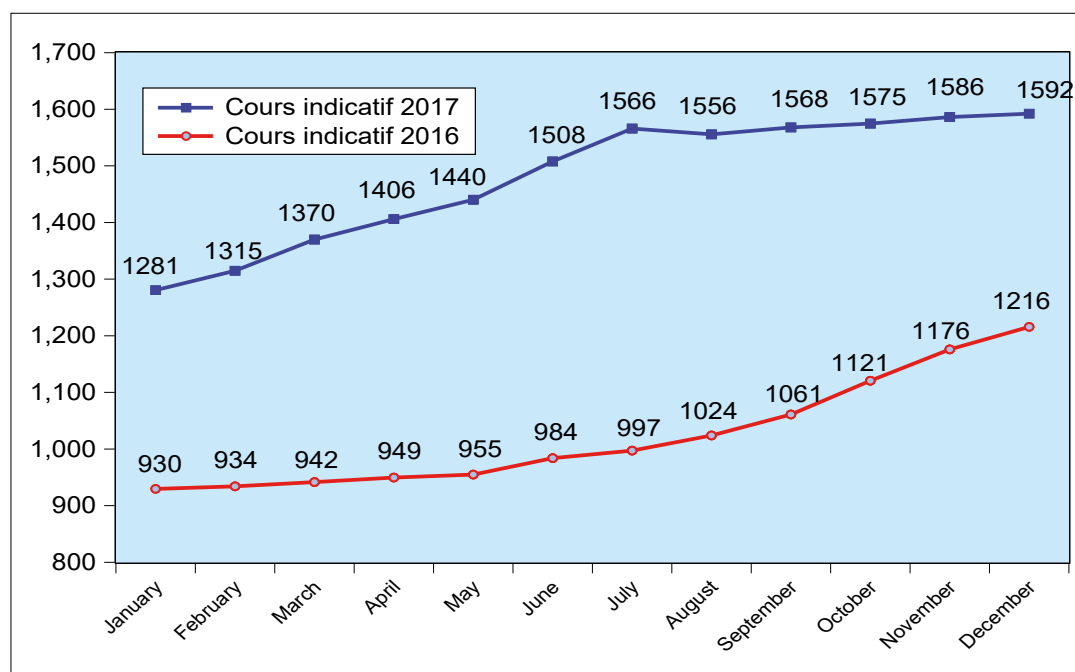
II.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE

II.3.1. Lissage des fluctuations

Au cours de l'année 2017, le marché des changes a été caractérisé par la poursuite de la dépréciation du taux de change. En effet, sur le marché officiel, il a été enregistré

un taux de dépréciation de la monnaie nationale de 23,65 % contre 23,67 %, une année auparavant.

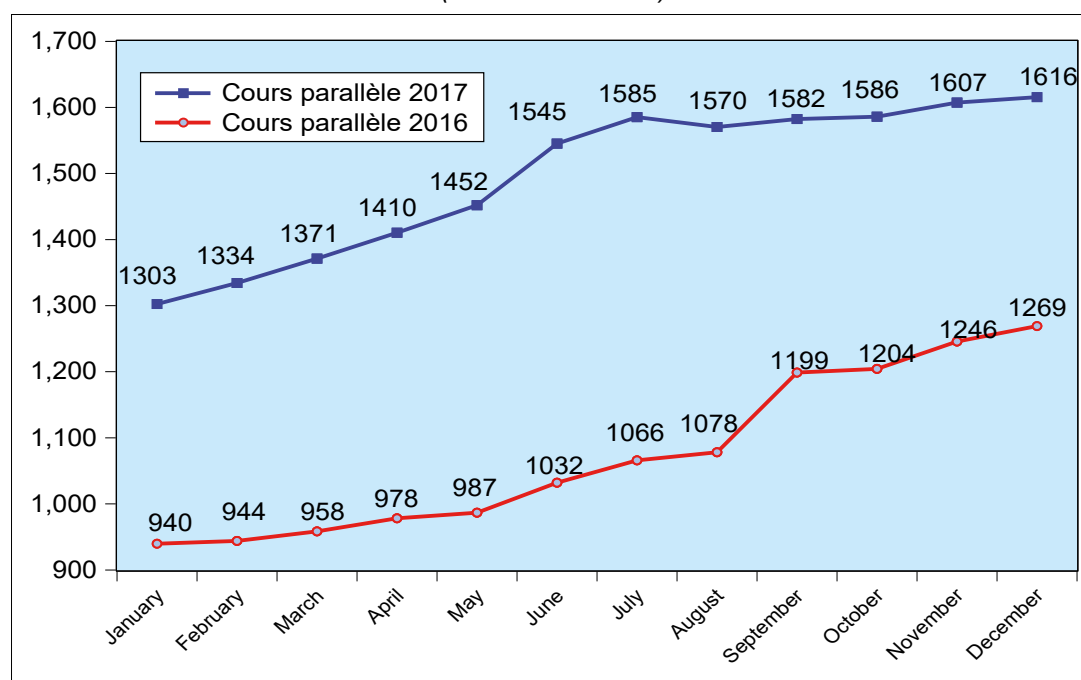
Graphique III.9 Evolution du Taux de change indicatif
(CDF le dollar US, données à fin période)



Source : Banque Centrale du Congo.

Sur le marché parallèle, la monnaie nationale s'est dépréciée de 21,44 %, à fin 2017 contre 26,23 % en 2016.

Graphique III.10 Evolution du taux de change parallèle
(CDF le dollar US)



Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré 4. Incidences de financement monétaire des déficits publics infra mensuels sur le taux de change

Le marché des changes se ressent directement des pressions induites par le financement des déficits infra mensuels. Cette situation est clairement démontrée s'agissant de l'évolution du taux de change en 2017. En effet, deux périodes peuvent être mises en exergue dans le comportement du taux de change au cours de cette année.

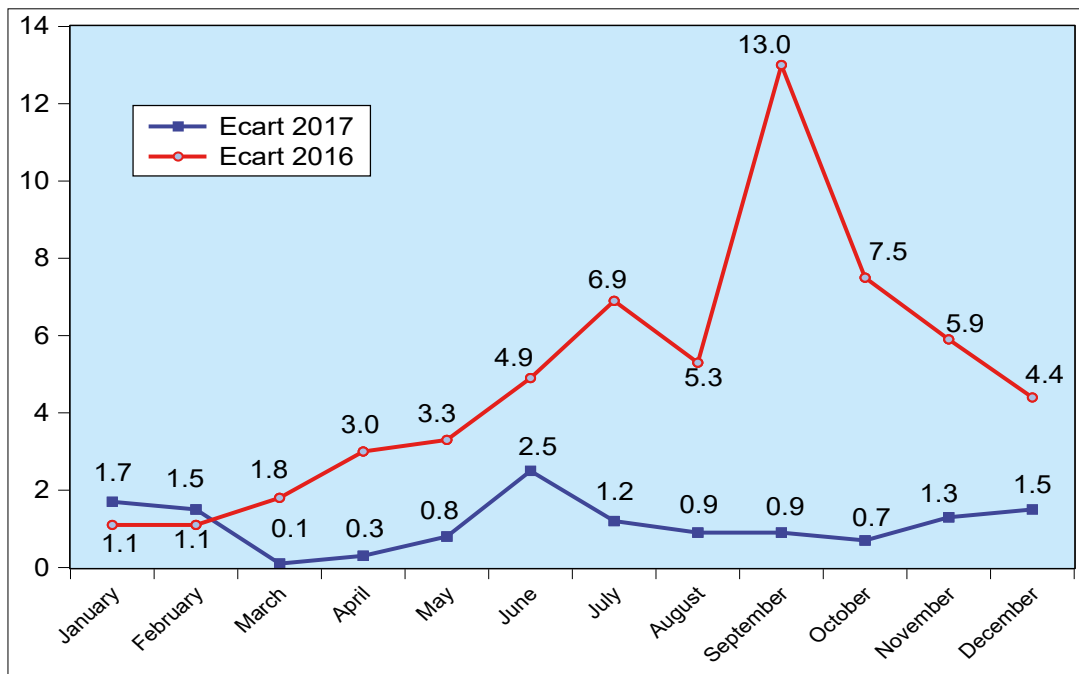
- la première, de janvier à juillet 2017, marquée par des fortes pressions sur le marché des changes, à la suite notamment du financement monétaire des déficits publics en infra mensuel. A cet effet, le taux de change indicatif s'est déprécié de 22,4 %
- la deuxième, du mois d'août à décembre 2017, marquée par la baisse des tensions résultant des effets des mesures de riposte mises en œuvre par le Gouvernement et la Banque Centrale. Il s'agit notamment de la campagne de sensibilisation sur le rapatriement des devises par les miniers, le durcissement des dispositifs réglementaires en matières de rapatriement des recettes d'exportations, la vente des devises d'un import de 117,9 millions de USD sur le marché des changes et la mise en œuvre d'une gestion des finances publiques sur base caisse. Ainsi, la baisse de la fréquence des déficits infra mensuels au cours de cette période a également contribué à tempérer sensiblement les tensions sur le marché. A cet effet, le taux de change ne s'est déprécié que de 1,6 % à l'indicatif, au cours de cette période.

Pour éviter les pressions sur le taux de change, nuisibles à la stabilité du cadre macroéconomique, une gestion orthodoxe des finances publiques s'impose.

Il sied de relever que l'écart entre le taux indicatif et celui parallèle s'est relativement rétréci, se situant en moyenne mensuelle à 1,1 % en 2017 contre 4,8 % en 2016.

Graphique III.11 Evolution de l'écart entre les taux parallèle et indicatif

(en pourcentage)



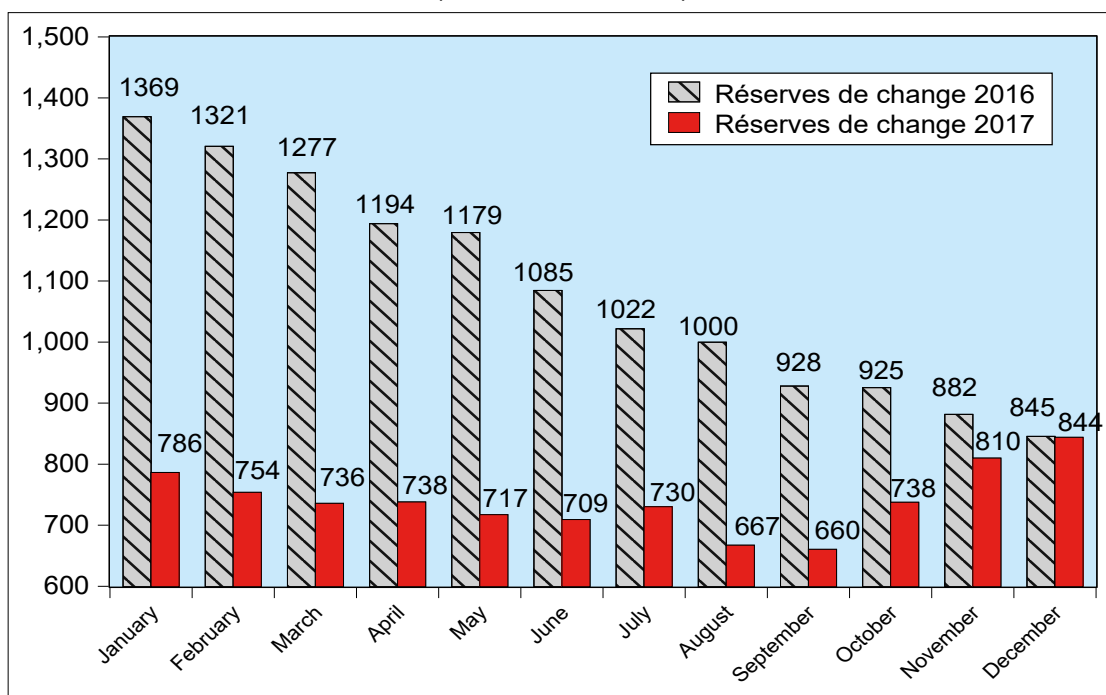
Source : Banque Centrale du Congo.

II.3.2. Niveau des réserves de change

En 2017, le niveau des réserves internationales a repris un trend haussier, essentiellement au dernier trimestre, suite à la mise en œuvre efficace des mesures de riposte. A cet effet, il a été réalisé des réserves d'un import de 844,0 millions de USD, après un creux de 660,4 millions en septembre 2017, contre 845,4 millions en 2016.

Graphique III.12 Evolution des réserves de change

(en millions de USD)

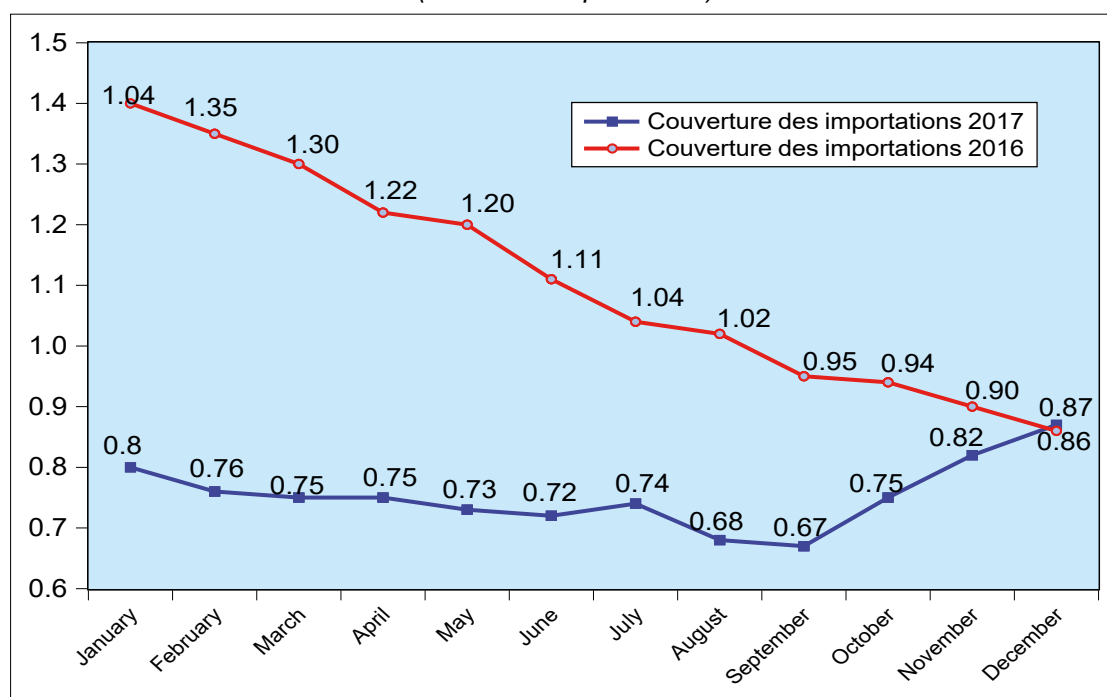


Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, en dépit d'une baisse tendancielle des réserves enregistrée aux neuf premiers mois de l'année, l'Institut d'émission a su préserver, à la fin de 2017, le même niveau de couverture d'importations des biens et services sur ressources propres, soit 0,9 mois.

Graphique III.13 Evolution des réserves de change

(en mois d'importations)



Source : Banque centrale du Congo.

En outre, la situation des réserves internationales résulte d'un déficit de 1,4 million de USD, au niveau du budget en devises contre un déficit de 558,1 millions en 2016.

Ce déficit est consécutif à un niveau de recettes de 880,6 millions de USD, sous l'impulsion des opérations de change, dont les recettes minières de 506,1 millions, et des dépenses globales de 882,0 millions de USD, lesquelles sont tirées principalement par les dépenses du Trésor à concurrence de 600,0 millions.

CHAPITRE III

BALANCE DES PAIEMENTS

La Balance des paiements a connu une amélioration considérable, d'une année à l'autre, avec un solde passant d'un déficit de 0,5 milliard de USD en 2016, à un excédent de 0,8 milliard en 2017. Rapproché au PIB, cet excédent a représenté 2,2 % contre un déficit de 1,4 % du PIB en 2016.

Cette évolution résulte essentiellement de l'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières dans un contexte de l'atténuation du déficit courant.

Tableau III.5 Composantes de la Balance des paiements
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)
Compte des transactions courantes	-3 108,8	-1 722,6	-1 483,8	-1 504,1	-1 096,9
- Biens nets	804,5	-385,1	-289,8	-263,3	208,2
- Services nets	-2 299,2	-2 767,4	-2 018,3	-1 961,5	-1 701,7
- Revenus nets	-2 879,8	-603,1	-1 080,5	-613,5	-1 072,5
- Transferts courants nets	1 265,7	2 032,9	1 904,9	1 334,1	1 469,1
Compte de capital et d'opérations financières	3 188,7	1 851,8	1 513,8	917,3	2 294,2
- Capitaux publics nets	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4
- Capitaux privés nets	79,3	-190,3	-53,7	-47,2	-12,8
- ACANFNP nettes ⁽¹⁾	66,3	-9,2	176,3	-0,7	-20,3
- Opérations financières nettes	2 996,0	1 531,2	1 261,6	963,6	1 828,9
Erreurs et omissions	-18,2	-12,3	-283,2	85,4	-378,3
Solde global	61,7	116,8	-253,2	-501,4	819,0
Financement ⁽²⁾	-61,7	-116,8	253,2	501,4	-819,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.

(2) Capacité de financement (-)/besoin de financement (+).

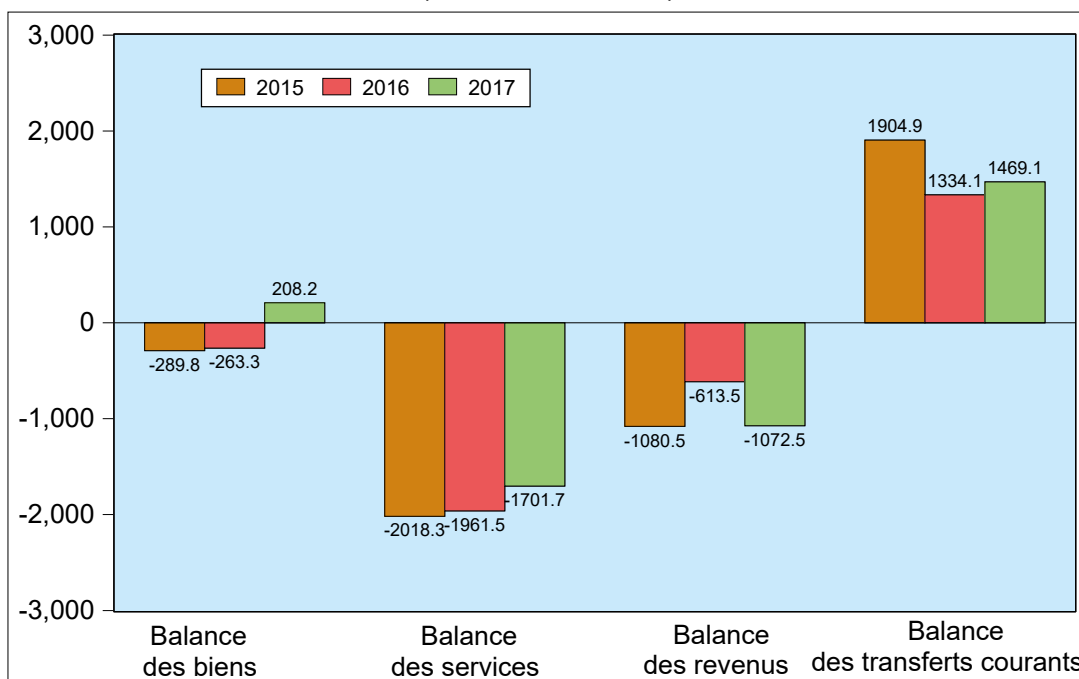
Cfr tableau III.29.

III.1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte courant, situé à 4,0 % du PIB en 2016, s'est établi à 2,9 %, soit 1.1 milliard de USD en 2017. La diminution de ce déficit a résulté principalement de l'amélioration de la balance des biens et celle des transferts courants.

Graphique III.14 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes

(en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr tableau III.5.

III.1.1. Compte des biens

La balance des biens s'est soldée par un excédent de 0,2 milliard de USD en 2017 contre un déficit de 0,3 milliard en 2016. Cette évolution est justifiée par une baisse des exportations moins que proportionnelle à celle des importations.

III.1.1.1. Exportations des biens

Les exportations des biens ont enregistré une baisse de 2,8 % en 2017, après avoir connu un accroissement de 15,6 % en 2016. Cette chute a été principalement tirée par celle des exportations des produits agricoles.

Tableau III.6 Structure des exportations
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2013		2014		2015		2016		2017 ^(p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	11 261,4	97,0	11 766,4	95,5	10 083,8	98,0	8 736,2	73,5	11 468,4	99,3
Cuivre	7 938,4	68,4	7 531,0	61,1	5 762,0	56,0	4 982,9	41,9	6 272,6	54,3
Cobalt	1 963,7	16,9	2 302,2	18,7	2 484,6	24,2	1 807,2	15,2	3 368,8	29,2
Zinc	23,0	0,2	26,8	0,2	24,7	0,2	27,7	0,2	22,0	0,2
Or	184,6	1,6	816,2	6,6	1 072,3	10,4	1 219,5	10,3	1 086,8	9,4
Diamant	207,3	1,8	228,3	1,9	254,2	2,5	246,8	2,1	207,4	1,8
Pétrole brut	866,8	7,5	770,4	6,3	403,0	3,9	332,3	2,8	383,2	3,3
Autres ⁽¹⁾	77,6	0,7	91,5	0,7	83,0	0,8	119,9	1,0	127,6	1,1
PRODUITS AGRICOLES	234,9	2,0	547,5	4,4	196,7	1,9	500,5	4,2	74,3	0,6
Café	51,1	0,4	246,2	2,0	31,0	0,3	41,8	0,4	27,0	0,2
Caoutchouc	87,9	0,8	238,2	1,9	0,5	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0
Bois	85,4	0,7	45,6	0,4	102,6	1,0	401,1	3,4	32,0	0,3
Cacao	7,3	0,1	17,4	0,1	43,7	0,4	44,8	0,4	11,1	0,1
Autres ⁽²⁾	3,2	0,0	0,1	0,0	19,0	0,2	12,8	0,1	3,8	0,0
PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	116,6	1,0	7,3	0,1	4,3	0,0	16,0	0,1	5,5	0,0
Ciment	7,4	0,1	4,9	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité	6,6	0,1	2,4	0,0	4,0	0,0	4,3	0,0	4,2	0,0
Autres ⁽³⁾	102,6	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	11,7	0,1	1,3	0,0
AJUSTEMENT ⁽⁴⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 632,9	22,2	0,0	0,0
TOTAL	11 613,0	100,0	12 321,2	100,0	10 284,8	100,0	11 885,5	100,0	11 548,2	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Notamment Coltan, Plomb, et Cassitérite.

(2) Notamment thé et quinquina.

(3) Bouteilles vides, mitrilles ferreuses.

(4) Il prend en compte notamment le complément des données de l'enquête et les exportations frauduleuses.

Cfr tableau III.30.

a. Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et hydrocarbures se sont chiffrées à 11,5 milliards de USD contre 8,7 milliards en 2016, dans un contexte de remontée des cours au niveau mondial.

Ainsi, les exportations du cuivre en 2017 ont enregistré une hausse de 25,9 %, d'une année à l'autre, principalement justifiée par la hausse du cours de ce produit sur le plan international, lequel est passé, en moyenne, de 4.861,8 USD la tonne métrique en 2016 sur le marché de Londres à 6.155,0 USD la tonne en 2017.

S'agissant du pétrole brut, la hausse de 15,3 % de la valeur des exportations de ce produit a été occasionnée, à la fois, par un accroissement du volume exporté et un rebond du prix sur le marché de New York. En effet, le prix moyen annuel est passé de 43,6 USD le baril en 2016 à 51,3 USD en 2017 et le volume exporté a augmenté de 32,8 %, se situant à 10,7 millions de barils.

Quant au cobalt, la forte progression de 86,4 % des exportations de ce produit, par rapport à 2016, résulte exclusivement de la croissance du prix de ce produit, lequel a augmenté de 122,3 %, s'établissant en moyenne à 57.372,2 USD en 2017. Cette situation résulte principalement des perturbations autour de l'offre face à une demande croissante de la part des investisseurs et des groupes miniers ayant ciblé de nouveaux usages potentiels de ce minerai, notamment, dans la fabrication des batteries des véhicules électriques.

Tableau III.7 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbure
(Variation en %)

	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)
Produits miniers et hydrocarbures	30,6	4,5	-14,3	-13,4	31,3
Cuivre	75,2	-5,1	-23,5	-13,5	25,9
Cobalt	-26,2	17,2	7,9	-27,3	86,4
Zinc	12,0	16,5	-7,7	12,3	-20,6
Diamant	-29,3	10,1	11,3	-2,9	-15,9
Plomb	-	-	-24,1	-85,8	-100,0
Or	79,4	342,1	31,4	13,7	-10,9
Cassitérite	13,6	-100,0	12 517,7	1 002 179,9	35,9
Pétrole brut	-8,4	-11,1	-47,7	-17,6	15,3
Autres ⁽¹⁾	17,4	1 008,5	-9,1	-32,0	-27,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Notamment le coltan.

Cfr tableau III.30.

b. Exportations des produits agricoles

En 2017, la valeur globale des exportations des produits agricoles a baissé de 85,2 % par rapport en 2016, se situant à 0,1 milliard de USD. Cette situation est consécutive à la diminution des exportations du café, du bois et du cacao respectivement de 35,3 %, 92,0 % et 75,3 %.

Par ailleurs, d'une année à l'autre, les quantités exportées de bois sont passées de 1.529,7 milliers de m³ à 134,8 milliers de m³. Celles de café ont été de 10.332,0 tonnes en 2017 contre 11.413,0 tonnes en 2016. Concernant les exportations de cacao, le volume est passé de 15.421,7 tonnes en 2016 à 7.510,6 tonnes en 2017.

c. Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques ont connu un repli de 65,6 % en 2017, s'établissant à 0,01 milliard de USD. Cette situation tient du recul des exportations des « autres produits », notamment les mitrilles ferreuses.

III.1.1.2. Importations des biens

Les importations ont enregistré une baisse de 6,7 % en 2017, après avoir progressé de 14,9 %, l'année d'avant. Cette évolution est due à la contraction des importations des biens de consommation ainsi que des matières premières et semi-produits, respectivement de 22,4 % et 27,5 %.

Tableau III.8 Structure des importations

(en millions USD, sauf indication contraire)⁽¹⁾

	2013		2014		2015		2016		2017	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
BIENS DE CONSOMMATION	2 452,9	22,7	3 758,8	29,6	2 811,9	26,6	4 050,6	33,3	3 144,1	27,7
Alimentations et boissons	1 588,2	14,7	2 407,0	18,9	1 794,2	17,0	1 621,5	13,3	1 725,3	15,2
Tabacs, textiles et habillements	864,7	8,0	1 351,8	10,6	1 017,7	9,6	2 429,1	20,0	1 418,8	12,5
ENERGIE	1 896,3	17,5	1 081,1	8,5	632,0	6,0	56,5	0,5	62,2	0,5
Produits chimiques et colorants	405,9	3,8	221,6	1,7	116,9	1,1	49,5	0,4	57,9	0,5
Autres instruments et appareils	1 490,4	13,8	859,5	6,8	515,1	4,9	7,0	0,1	4,4	0,0
MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	582,0	5,4	411,3	3,2	305,8	2,9	3 998,4	32,9	2 898,5	25,6
Cuir, Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	303,8	2,8	216,0	1,7	162,3	1,5	1 619,0	13,3	823,4	7,3
Produits chimiques, colorants et autres	163,2	1,5	113,7	0,9	84,3	0,8	759,9	6,3	881,4	7,8
Agriculture, matériaux de construction et métalliques	115,0	1,1	81,6	0,6	59,1	0,6	1 619,5	13,3	1 193,8	10,5
BIENS D'EQUIPEMENT	5 877,2	54,4	7 455,1	58,7	6 824,9	64,5	4 043,3	33,3	5 235,2	46,2
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	1 766,4	16,3	2 477,9	19,5	2 664,2	25,2	809,4	6,7	357,0	3,1
Matériels de transport	147,7	1,4	184,6	1,5	186,2	1,8	1 619,4	13,3	1 119,0	9,9
Machines pour industries spécialisées	1 061,5	9,8	1 670,9	13,2	1 260,3	11,9	811,7	6,7	3 261,3	28,8
Autres instruments et appareils	2 901,6	26,8	3 121,7	24,6	2 714,2	25,7	802,7	6,6	497,8	4,4
TOTAL	10 808,4	100,0	12 706,3	100,0	10 574,6	100,0	12 148,8	100,0	11 340,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

Cfr Tableau III.31.

La contraction des biens de consommation est essentiellement localisée au niveau de tabacs, textiles et habillements dont la baisse a été de 41,6 %. En ce qui concerne les matières premières et semi-produits, le recul des importations est lié au comportement des approvisionnements en « cuir, caoutchouc et ouvrages en caoutchouc » et « Agriculture, Matériaux de construction et métalliques », lesquels se sont contractés respectivement de 49,1 % et 26,3 %.

III.1.2. Compte des services

Le déficit du compte des services s'est légèrement amoindri, d'une année à l'autre, passant de 5,3 % du PIB en 2016 à 4,5 % en 2017. En effet, cette évolution a été notamment tributaire de la baisse des déficits des rubriques « Services fournis ou reçus par les Administrations Publiques », « Services des bâtiments et travaux publics » et de l'amélioration de la balance des services de communication.

Tableau III.9 Répartition des opérations sur les services
(en millions USD)

	2013	2014	2015	2016	2017 ^(P)
Transports	-1 161,2	-1 466,5	-918,4	-708,5	-901,3
Voyages	-161,6	-237,2	-127,3	-55,5	-61,5
Services de communication	-18,3	-46,3	-7,9	-429,0	5,5
Services bâtiments et travaux publics	-99,5	-20,0	-16,6	-19,4	-18,1
Services d'assurances	-438,2	-474,2	-405,0	-311,2	-373,1
Services financiers	-28,7	-1,0	-29,4	-32,1	-20,3
Services d'informatique et d'information	-14,2	-7,0	-5,0	0,0	0,0
Redevances et droits de licence	-20,3	-10,7	0,0	0,0	0,0
Autres services aux entreprises	-197,7	-217,1	-282,4	-181,7	-201,3
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-2,3	-2,7	-2,4	-2,5	-2,2
Services fournis ou reçus par les adm. Pub.	-157,1	-284,6	-223,9	-221,5	-129,3
TOTAL	-2 299,2	-2 767,4	-2 018,3	-1 961,5	-1 701,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Cfr tableau III.29.

La diminution du déficit des services des Administrations Publiques est liée à la baisse de 3,1 % des importations des services spécialisés sur les aides extérieures, revenant de 0,3 milliard de USD en 2016, dont le niveau est dicté par la tendance du montant décaissé au titre des donations extérieures.

S'agissant du déficit des services des bâtiments et travaux publics, il se rapporte à la baisse des importations de ces services de 6,9 %, correspondant à 0,02 milliard de USD en 2017, suite notamment à l'arrêt de plusieurs chantiers.

Quant à l'amélioration des services de communication, il est tributaire de la baisse des importations de télécommunication de 99,6 %, lesquelles se sont fixées à 0,002

milliard de USD en 2017, suite notamment à l'utilisation des appels téléphoniques internationaux via les réseaux sociaux en lieu et place des appels ordinaires.

III.1.3. Compte des revenus

Le compte des revenus s'est soldé par un déficit représentant 2,9 % du PIB en 2017 contre celui de 1,7 % observé en 2016. Cette situation est essentiellement le fait de l'aggravation du déficit des revenus des investissements, soit 78,5 % par rapport à son niveau de l'année précédente.

Tableau III.10 Evolution des opérations sur les revenus

(en millions USD)

	2013	2014	2015	2016	2017 (P)
Rémunération des salariés	-102,8	-72,7	-286,5	-12,5	0,2
Revenus des investissements	-2 777,0	-530,4	-794,0	-600,9	-1 072,8
TOTAL	-2 879,8	-603,1	-1 080,5	-613,5	-1 072,5

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr tableau III.29.

III.1.4. Compte des transferts courants

L'excédent du compte des transferts sans contrepartie s'est amélioré, en proportion du PIB, passant de 3,6 % à 3,9 %, d'une année à l'autre. Cette évolution résulte de la hausse des excédents des transferts privés de 395,9 %.

Tableau III.11 Evolution des transferts courants

(en millions USD)

	2013	2014	2015	2016	2017 (P)
Transferts publics	1 081,6	1 654,5	1 303,0	1 178,5	697,4
Transferts privés	184,1	378,4	601,9	155,6	771,8
TOTAL	1 265,7	2 032,9	1 904,9	1 334,1	1 469,1

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr tableau III.29.

En outre, les transferts publics reçus au titre des dons ont enregistré une régression de 33,2 %, après avoir atteint 1,3 milliard de USD en 2016. Quant aux transferts privés reçus à titre personnel via les messageries financières, ils se sont accrus, se situant à 1,1 milliard de USD en 2017 contre 0,3 milliard, une année auparavant.

III.2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières s'est soldé par un excédent de 2,3 milliards de USD contre 0,9 milliard en 2016. Rapproché au PIB, cet excédent a représenté 6,1 % contre 2,5 % en 2016. Ce résultat découle du bon comportement observé dans les deux composantes de ce compte.

III.2.1. Compte de capital

En 2017, le compte de capital a enregistré un solde excédentaire de 0,5 milliard de USD, soit 1,2 % du PIB, contre un déficit de 0,05 milliard soit 0,1 % du PIB en 2016. Cette situation a résulté de l'accroissement considérable des « autres transferts de capitaux publics ».

III.2.2. Compte d'opérations financières

Le compte des opérations financières a enregistré un excédent de 1,8 milliard de USD contre 1,0 milliard en 2016. L'évolution de ce solde est tributaire essentiellement de l'accroissement des recettes au titre des préfinancements d'exportations reçus, suite à la reprise du cours du cuivre et la hausse sensible de celui du cobalt sur le marché international, au second semestre 2017. Rapportés au PIB, ces excédents représentent respectivement 4,9 % contre 2,6 % une année plus tôt.

Tableau III.12 Evolution du compte de capital et d'opérations financières

(en millions USD)

	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)
COMPTE DE CAPITAL	192,7	320,5	252,2	-46,3	465,3
Transferts des capitaux	126,4	329,8	75,9	-45,7	485,6
Capitaux publics	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4
Remise de dettes	-	-	-	-	-
Autres transferts	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4
Capitaux privés	79,3	-190,3	-53,7	-47,2	-12,8
Transferts des migrants	-	-	-	-	-
Remise de dettes	-	-	-	-	-
Autres transferts	79,3	-190,3	-53,7	-47,2	-12,8
Acquisition et cession ANFNP ⁽¹⁾	66,3	-9,2	176,3	-0,7	-20,3
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	2 996,0	1 531,2	1 261,6	963,6	1 828,9
Investissements directs	1 697,6	1 499,6	1 165,7	932,4	1 048,0
Investissements de portefeuille	-3,4	-13,6	-94,1	-13,2	9,7
Autres investissements	1 301,8	45,3	190,0	44,4	771,2
TOTAL	3 188,7	1 851,8	1 513,8	917,3	2 294,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(2) Actifs non financiers non produits.

Cfr tableau III.29.

III.3. FINANCEMENT

En 2017, le solde de la balance des paiements a été créditeur de 0,8 milliard de USD. Ce solde a ainsi permis de conforter davantage les avoirs extérieurs du système bancaire.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

Au 31 décembre 2017, le stock de la dette publique extérieure, situé à 4,6 milliards de USD, a représenté 12,2 % du PIB, comme à fin décembre 2016, et 71,6 % de l'endettement public du pays. Ce niveau serait soutenable au regard du seuil d'endettement d'environ 60 % du PIB tel que retenu dans les critères de convergence de la plupart des Communautés Economiques Régionales en Afrique.

Par ailleurs, il ressort de l'analyse de la dette extérieure que son coût est à un niveau relativement bas, grâce à la forte concessionnalité du portefeuille. Le pays est faiblement exposé au risque du taux d'intérêt et modérément à celui de refinancement. Cependant, le portefeuille continue de comporter un risque majeur de change.

IV.1. NOUVEAUX EMPRUNTS EXTERIEURS

En 2017, la République Démocratique du Congo a contracté neuf nouveaux emprunts concessionnels à long terme d'un montant global de 0,6 milliard de USD, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau III.13 Répartition des emprunts extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2017

Objet du prêt	Date de signature	Nature du prêt	Créanciers	Montant de l'emprunt en monnaie de contrat	Montant de l'emprunt en millions de USD
Financement du Projet d'appui à la gouvernance et à l'amélioration du secteur électrique (PAGASE)	10.03.2017	concessionnel 57,88 %	FAD	UC 66,22	92,33
Financement du Projet d'entrepreneariat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	10.03.2017	concessionnel 57,88 %	FAD	UC 40,22	56,08
Financement additionnel du Projet de développement de système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile PDSS-FA	19.04.2017	concessionnel 53,26 %	IDA	DTS 88,40	126,12
Financement additionnel du Projet d'appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole (PARRSA-FA)	19.04.2017	concessionnel 53,26%	IDA	DTS 55,80	79,61
Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE)	10.03.2017	concessionnel 53,26 %	IDA	DTS 19,90	28,39
Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE) (Don)	10.03.2017	concessionnel 100,00 %	IDA	DTS 86,90	123,98
Financement additionnel du Projet de développement urbain (PDU)	10.03.2017	concessionnel 53,26 %	IDA	DTS 66,50	94,88
Financement additionnel du Projet d'appui à la consolidation du tissu économique (PACTE)	23.06.2017	concessionnel 57,88 %	FAD	UC 2,42	3,38
Financement du Projet d'appui à la gouvernance et à l'amélioration du secteur électrique (PAGASE)	10.03.2017	concessionnel 57,88 %	FAD	UC 66,23	49,54
TOTAL					654,31

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

Ces nouveaux emprunts ont été contractés auprès du Fonds Africain de Développement (FAD) pour un montant de 0,2 milliard de USD, représentant

30,8 % du total et de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour 0,5 milliard, correspondant à 69,2 %.

IV.2. TIRAGES

A fin 2017, l'ensemble de tirages effectués par la République Démocratique du Congo s'est chiffré à 0,1 milliard de USD et se présentent comme suit :

Tableau III.14 Tirages effectués en 2017
(en millions de USD)

Désignation	Montant
CLUB DE KINSHASA	2,4
EXIM BANK OF INDIA	2,4
- Construction du barrage hydroélectrique de Katende II	0,7
- Construction du barrage hydroélectrique de Katende II	0,3
- Construction du barrage hydroélectrique de Katende II	0,5
- Construction du barrage hydroélectrique de Katende II	0,9
INSTITUTIONS MULTILATERALES	88,5
BADEA	1,6
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement des centres de santé à travers le pays	0,4
- Financement du Projet de développement de la riziculture de Masina	1,0
- Financement du Projet de réhabilitation et de bitumage de quelques artères dans la ville de Kinshasa	0,2
FAD	0,5
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba - Tshikapa, section Lovua - Tshikapa	0,2
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) Projet n° P-CD-E00-002	0,3
IDA	83,7
- Financement additionnel du Projet développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	20,3
- Greats Lakes Trade Facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs (Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	1,7
- Deuxième financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	51,6
- Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	6,8
- DRC Eastern recovery project and additional financing for the eastern recovery project (Projet de relèvement de l'est et	

Désignation	Montant
financement additionnel pour la relance de l'Est)	3,3
OFID	2,7
- Financement du Projet de développement de la riziculture de Masina (Kinshasa)	0,6
- Financement du Projet intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du Maniema (PIRAM)	1,7
- Financement du Projet de construction, Réhabilitation et équipement des centres de santé, à travers le pays	0,4
TOTAL GENERAL	90,9

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

Ces tirages ont été effectués auprès du Club de Kinshasa et des institutions multilatérales à concurrence respectivement de 2,6 % et 97,4 % du montant total.

IV.3. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE

Le service de la dette publique extérieure payé en 2017 s'est situé à 0,2 milliard de USD contre 0,3 milliard, une année avant.

Tableau III.15 Service de la dette extérieure
(en millions de USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	126,3	143,8	113,8
dont : - FMI	46,3	93,0	200,7
- Autres ⁽¹⁾	79,9	50,8	63,5
Club de Londres	0,0	-	-
Club de Kinshasa	35,5	48,4	136,4
Club de Paris	58,1	20,0	34,4
Total	219,9	212,1	96,5

Source : DGDP et Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit de : BAD, BDGEL, BEI, FAD, FIDA et OFID.
Cfr tableau III.32.

IV.4. STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE

Au 31 décembre 2017, le stock de la dette extérieure de la République Démocratique du Congo s'est chiffré à 4,6 milliards de USD, en hausse de 1,1 % par rapport à son niveau de l'année précédente.

Tableau III.16 Stock de la dette
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)
Dette à moyen et long terme	5 198,5	4 923,1	4 791,9	4 537,5	4 588,5
- Club de Paris	292,3	196,2	109,4	52,2	38,5
- Club de Kinshasa	1 075,7	1 099,6	1 274,6	1 248,2	1 300,3
- Club de Londres	80,8	18,0	18,0	18,0	18,0
- Institutions multilatérales	2 484,4	2 339,1	2 121,3	1 913,5	1 926,1
- Passifs conditionnels	1 265,3	1 270,2	1 268,6	1 305,6	1 305,6
Dette à court terme	5,4	0,2	4,9	4,7	5,0
- Divers BCC	5,4	0,2	4,9	4,7	5,0
TOTAL GENERAL	5 203,9	4 923,3	4 796,8	4 542,2	4 593,5

Source : DGDG et Banque Centrale du Congo.

IV.5. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

IV.5.1. Autres créanciers multilatéraux

IV.5.1.1. Club de Paris

Après la signature de l'accord global sur la restructuration de la dette entre la RDC et les créanciers membres du Club de Paris, au terme des négociations de Paris, le Brésil qui était le dernier créancier membre de ce Club à n'avoir pas conclu l'accord de restructuration en bilatéral de sa créance vis-à-vis de la RDC, a signé ledit accord en date du 28 mars 2017.

IV.5.1.2. Club de Londres

Le dossier judiciaire entre Thémis-Des Moines et la RDC s'est négocié à l'amiable entre les parties. En effet, les deux parties ont convenu du règlement de cette créance d'un montant de 0,01 milliard de USD.

IV.5.1.3. Club de Kinshasa

Plusieurs créanciers relevant de ce Club ont été régulièrement payés. Certains ont vu leurs dettes totalement apurées en 2017.

S'agissant des créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris, le stock de leur dette a été porté à 1,1 milliard de USD à fin 2017, suite à la conclusion de l'accord de réaménagement de la dette vis-à-vis des Emirats-Arabes Unis (Abu Dhabi) en date du 27 septembre 2017. La RDC, après négociation de cet accord, a procédé à un paiement de bonne foi de 0,55 million de USD.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

L'apport des partenaires extérieurs à l'effort de développement de la RDC s'est chiffré à 0,9 milliard de USD en 2017 contre 1,3 milliard, l'année précédente, représentant respectivement 2,3 % et 3,5 % du PIB. Cette évolution est consécutive à la contraction des ressources en provenance de donateurs multilatéraux et bilatéraux.

Tableau III.17 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017 (p)
Donations Multilatérales	930,3	1 253,4	782,0	910,8	685,9
dont : - Banque Mondiale	542,1	807,4	418,9	500,3	363,7
- Commission Européenne	183,3	129,3	176,7	152,1	194,1
Donations Bilatérales	654,1	540,3	607,8	381,8	177,6
dont : - Royaume Uni	229,8	304,8	205,3	167,0	96,1
- USA	181,1	0,0	185,2	110,2	0,0
Total	1 584,4	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère du Plan (Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements).

Cfr tableau III.33.

V.I. ASSISTANCE MULTILATERALE

Les donations d'origine multilatérale ont totalisé 0,7 milliard de USD en 2017, soit une baisse de 33,2 % par rapport à 2016. Cette intervention a essentiellement porté sur le volet «Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

Tableau III.18 Types de donations d'origine multilatérale
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2016	2017 (p)	2016	2017 (p)	2016	2017 (p)
Total	773,9	605,5	55,2	78,4	81,6	2,0
Nations Unies	20,1	68,2	5,7	-	81,1	-
Commission Européenne	149,8	172,6	2,3	20,5	-	1,0
Banque Mondiale	463,2	321,6	37,0	42,2	-	-
BAD	102,3	43,2	10,1	15,7	0,6	1,0
Autres	38,6	-	-	-	-	-

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

V.I.I. Nations-Unies

Les donations en provenance des Agences de Nations Unies se sont élevées à 0,1 milliard de USD en 2017, accusant une baisse 36,2 %. Ces ressources ont été totalement orientées au financement du volet «coopération technique, projets d'investissements et autres ».

V.I.2. Commission Européenne

Les appuis de la Commission Européenne, évalués à 0,2 milliard de USD, sont en hausse de 27,6 % par rapport à leur niveau de 2016. L'essentiel de cette assistance soit 88,9 % ont été dirigés vers les projets ayant trait à la «Coopération technique, projets d'investissements et autres ».

V.I.3. Banque Mondiale

En 2017, l'assistance apportée par la Banque Mondiale s'est élevée, au total, à 0,4 milliard de USD, représentant une baisse de 27,3 % par rapport à 2016, Cette intervention a concerné, à 88,4 %, le volet «Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.I.4. Banque Africaine de Développement

L'apport de la Banque Africaine de Développement en faveur de la RDC a baissé de 47,0 %, se situant à 0,1 milliard de USD. Cette aide a été orientée à 72,1 % à la rubrique «Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.2. ASSISTANCE BILATERALE

En 2017, l'aide bilatérale a globalement régressé de 53,5 %, se situant à 0,2 milliard de USD. Excepté la Belgique et l'Allemagne, cette évolution s'explique par la baisse de décaissements en faveur de la RDC par tous ses partenaires bilatéraux.

Tableau III.19 Types de donations d'origine bilatérale*(en millions de USD)*

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2016	2017 ^(p)	2016	2017 ^(p)	2016	2017 ^(p)
Total	317,3	156,6	3,8	9,6	60,7	11,4
Belgique	10,5	34,3	3,5	8,8	0,0	-
USA	108,0	0,0	0,0	-	2,1	0,0
Royaume-Uni	141,0	85,6	-	-	26,0	10,6
Canada	3,7	0,0	0,3	0,0	7,2	0,0
Chine	0,0	-	0,0	-	-	-
Autres pays	54,1	36,7	0,0	0,8	25,3	0,9

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

CHAPITRE VI

COOPERATION INTERNATIONALE

Les activités des banques centrales ont été caractérisées, au plan de la coopération régionale, par la tenue des réunions de l'Association des Banques Centrales Africaines, du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC et du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA.

VI.1. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)

En 2017, l'ABCA a tenu sa 40ème Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs le 16 août 2017 à Pretoria, en Afrique du Sud, laquelle, précédée par le Symposium des Gouverneurs le 15 août 2017.

VI.1.1 Symposium des Gouverneurs

Le thème principal du symposium 2017 a été : « Perspectives d'intégration monétaire en Afrique : leçons tirées de l'expérience d'intégration monétaire et financière de l'Europe ». Les échanges ont été organisés en quatre sessions réparties respectivement en sous-thèmes suivants : (i) intégration monétaire : expérience européenne et expérience Africaine, (ii) coordination et fusion de blocs monétaires et non monétaires en Afrique pour une intégration monétaire, (iii) réformes bancaires et financières dans une période d'après crise financière internationale : quelques enseignements pour l'Afrique et (iv) échanges d'expériences sur les perspectives d'intégration monétaire dans les Sous-région africaines.

Les échanges ont révélé que l'intégration monétaire est un processus complexe et difficile, qui s'accompagne, en sus de critères de convergence macroéconomique, de nombreuses autres exigences pour les pays qui y participent et pour la communauté dans son ensemble. Les obstacles et les défis étant énormes, le projet de création d'une monnaie commune doit impérativement être soutenu par une forte volonté politique, la promotion d'un esprit communautaire et de la solidarité.

C'est dans ce cadre que la communication sur le projet d'intégration monétaire et sur les dividendes possibles sont fondamentales pour susciter l'appropriation au sein des décideurs et l'adhésion des peuples. Dans le processus de communication, il est recommandable de ne pas exagérer les avantages de l'union monétaire ou de sous-estimer ses risques et ses coûts potentiels. Les règles communes doivent également être crédibles.

Par ailleurs, la coordination des politiques, l'intégration des systèmes des paiements et la mise en œuvre des réformes-clés devraient être réalisée de façon progressive, sans précipitation, avec une séquence bien adaptée aux réalités de l'environnement.

VI.1.2. Réunion du Conseil des Gouverneurs

Au cours de cette activité, les Gouverneurs ont examiné plusieurs rapports, dont les principaux sont :

VI.1.2.1. Rapport d'étape sur la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) en 2016

L'examen de la mise en œuvre du PCMA en 2016 a indiqué une détérioration plus prononcée en termes de respect des critères de convergence, comparé à la situation en 2015. En effet, aucun pays n'a satisfait simultanément aux quatre critères de premier rang contre un pays sur quarante-huit en 2015. Cette situation est principalement imputable à la persistance, dans de nombreux pays, des effets de la baisse des cours des produits de base et au ralentissement continue de l'économie chinoise, laquelle est la principale destination des exportations africaines.

Le Conseil des Gouverneurs a encouragé les banques centrales à sensibiliser les décideurs politiques sur les critères de convergence ainsi que sur les conditions de leur réalisation. Cette action requerrait un dialogue régulier sur la coordination des politiques économiques et la mise en œuvre des réformes structurelles.

VI.1.2.2. Rapport du Groupe d'experts sur l'affinement des critères de convergence du PCMA

Au cours de sa 39^{ème} réunion ordinaire tenue à Abuja en août 2016, le Conseil des Gouverneurs avait recommandé au Groupe d'experts chargé de l'affinement des critères de convergence du PCMA de procéder à une révision du rapport intérimaire en tenant comptes des observations des banques centrales.

A Pretoria, le Conseil des Gouverneurs a adopté le rapport révisé, notamment la nouvelle structure des critères de convergence, les nouvelles étapes et la nouvelle échéance proposée pour le lancement de la monnaie commune, à savoir l'année 2042.

VI.1.2.3. Evaluation des activités du Comité conjoint CUA-ABCA

Cette évaluation a porté sur l'état de la mise en œuvre de la stratégie de création des institutions financières panafricaines, à savoir (i) la Banque Centrale Africaine (BCA), (ii) la Banque Africaine d'Investissement (BAI), (iii) le Fonds Monétaire Africain (FMA) et (iv) l'Institut Africain pour les Transferts de Fonds (AIR).

S'agissant particulièrement de la création des institutions financières de l'Union Africaine, notamment la Banque Centrale Africaine (BCA), la CUA a indiqué que cette institution est l'un des 12 projets phares à mettre en œuvre dans le cadre des dix premières années d'application de l'Agenda 2063.

La stratégie commune de création de la BCA propose que l'Institut Monétaire

Africain (IMA) soit créé pour entreprendre les travaux préparatoires menant à l'Union Monétaire Africaine. A cet égard, des ressources sont prévues dans le budget de l'UA pour l'année 2018 pour la création de l'IMA.

Quant à la création de l'Institut Africain des Transferts des Fonds (AIR), le Conseil des Gouverneurs a convenu que, le Président et le Vice-Président de l'ABCA siègeraient au conseil d'administration de l'AIR et les cinq (5) représentants de l'Association seraient membres du Forum Consultatif de l'Institut, avec un (1) représentant par sous-région (Président de la Sous-région).

VI.2. COMITE DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES (CCBG) DE LA SADC

Au cours de leur 45^{ème} Réunion, tenue aux îles Seychelles, en septembre 2017, le CCBG a discuté des points saillants ci-après :

1. Développements économiques récents et évaluation des critères de convergence de la SADC en 2016.

Comparativement à l'année 2015, la situation économique de la région SADC s'est détériorée davantage en 2016, suite notamment à la baisse de cours des produits de base exportés par les économies des pays membres et aux conditions climatiques moins favorables. En conséquence, les critères de convergence ont été plus difficiles à réaliser.

S'agissant du secteur réel, le ralentissement de la croissance économique s'est poursuivi en 2016, avec un taux moyen de 2,9%, venant de 3,5% en 2015 après celui de 4,9% enregistré en 2014 et ce, en deçà de la cible de 7,0 %. Dans ce contexte de baisse de recettes d'exportation, les monnaies nationales de la région se sont fortement dépréciées, induisant une accélération de l'inflation qui s'est établie à 11,1% contre 6,4% en 2015, dépassant l'intervalle acceptable de 3 à 7%.

Quant aux finances publiques, à cause du faible niveau de recettes budgétaires conjugué à la hausse des dépenses publiques dans plusieurs pays membres, le critère d'un déficit public de 3,0% du PIB n'a pas été respecté.

Quant à la couverture des importations, la moyenne régionale de la SADC est restée inchangée à 5,1 mois en 2016, niveau en-deçà de la cible de 6 mois.

2. Domaines prioritaires de la Session Stratégique

Les gouverneurs ont approuvé les cinq domaines prioritaires suivants, qui devraient servir de base à la stratégie du CCBG pour les trois prochaines années, tels que décidé lors de la session de planification stratégique tenue en Afrique du Sud les 30 et 31 janvier 2017 :

- (i) la promotion de la convergence macroéconomique ;

- (ii) l'intégration du marché financier ;
- (iii) la surveillance de la stabilité financière ;
- (iv) la promotion de l'intégrité financière ; et
- (v) la promotion de l'inclusion financière.

En plus, quatre autres questions transversales avaient été identifiées pour appuyer les cinq domaines cités ci-dessus. Il s'agit de : (i) la promotion des intérêts de la SADC dans les forums internationaux, (ii) la gouvernance des banques centrales, (iii) le développement des technologies de l'information et de la communication et (vi) la gestion des ressources humaines.

3. Rapports des sous-comités du CCBG

Le Comité des Gouverneurs a approuvé les rapports d'activité des différents Sous-comité et les programmes de travail qui tiennent compte des cinq domaines prioritaires de la session stratégique.

S'agissant des Systèmes de paiement de la SADC, le projet de loi type a été approuvé par les Gouverneurs, ce qui permettra d'accélérer le processus des réformes dans ce domaine.

En outre, le Comité des Gouverneurs a également instruit le Sous-comité des Technologies de l'Information et de la Communication d'élaborer des lignes directrices de la cyber-sécurité, compte tenu de la prévalence accrue des cyberattaques des systèmes informatiques des institutions financières et des banques centrales.

VI.3. COMITE DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES DU COMESA

Les activités des banques centrales du COMESA ont été marquées par la tenue de la 22ème Réunion du Comité des Gouverneurs, du 27 au 30 mars 2017, à Bujumbura, au Burundi.

Les points essentiels de ses assises ont concerné :

1. Mise en œuvre du système de paiement et de règlement régional (REPSS)

Les Gouverneurs ont noté que 9 banques centrales sont en mode production et la valeur des transactions traitées à travers le système, a atteint, à fin février 2017, la somme de 18,5 millions de USD et 1,0 million d'euros, sur une période de deux ans. Toutefois, 88 % de la valeur des transactions en dollars est attribuable à la Banque Centrale du Kenya et 18 % de la valeur des transactions en euros à celle de l'Ouganda.

Après échanges, les Gouverneurs ont demandé à la Chambre de Compensation du COMESA de travailler avec le Groupe de Travail mis en place par le Secrétariat Général afin de trouver les voies et moyens pour parvenir à canaliser tous les flux des

transactions intra-COMESA vers le REPSS avec la participation active des opérateurs économiques et des banques commerciales de la région.

2. Activités de l'Institut Monétaire du COMESA (IMC)

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail du Sous-comité politique monétaire et de change, les experts des banques centrales ont bénéficié des formations suivantes en 2016 :

- Modélisation et prévision macroéconomiques en collaboration avec la Banque d'Angleterre ;
- Analyse des données de panel avancée avec une application spéciale sur (i) les canaux du mécanisme de transmission monétaire et (ii) les écarts de taux d'intérêt ;
- Gestion des risques de liquidités, taux d'intérêt et taux de change pour les Banques centrales, en collaboration avec la Banque centrale d'Egypte.

Ainsi, les Gouverneurs ont décidé que l'IMC organise encore des formations pratiques sur base des théories acquises en 2017 toujours en collaboration avec les banques partenaires.

Quant aux développements macroéconomiques au sein de la région, les Gouverneurs ont noté les difficultés pour tous les pays d'atteindre les cibles de convergence macroéconomique.

Les Gouverneurs ont recommandé au Secrétariat d'entrevoir la possibilité de revoir les différentes cibles en tenant compte des réalités économiques auxquelles les pays font face. Il devra également veiller à ce que les critères révisés soient conformes aux critères révisés dans le cadre du programme de coopération monétaire pour l'Afrique, au niveau de l'Association des Banques Centrales Africaines.

Les Gouverneurs ont examiné le rapport de la 11^{ème} réunion du sous-comité développement et stabilité du système financier. Ils ont noté les progrès significatifs accomplis par les pays membres et ont décidé d'encourager les pays à s'acquitter de leurs obligations sur la mise œuvre du cadre de stabilité financière préconisé par le COMESA.

Ils ont noté également les actions de formation suivantes réalisées en 2016 :

- Modélisation et prévision de la volatilité des marchés financiers dans un cadre multivarié ;
- Modèles de systèmes d'alerte précoce pour les superviseurs des banques et les praticiens de la stabilité financière ;
- Bâle III et la surveillance macro-prudentielle ;
- Application du test de résistance du système financier.

Le symposium sur l'évolution du Programme d'intégration monétaire du COMESA a porté sur deux thèmes, à savoir : (i) progrès, défis et plan de travail quinquennal pour la mise en œuvre du programme d'intégration monétaire du COMESA et (ii) expérience de l'Union Monétaire Européenne et les leçons à tirer de l'intégration monétaire du COMESA.

S'agissant du premier thème, étant donné les grands défis que pose la réalisation de l'Union monétaire du COMESA, les Gouverneurs ont décidé, après débats, que :

- l'IMC fournisse un document technique sur la manière d'harmoniser les critères de convergence macroéconomiques entre le COMESA, la SADC et la CEA ;
- l'IMC évalue en permanence la performance des Etats membres par rapport aux objectifs de convergence macroéconomique du COMESA, tout en proposant des pistes de solution aux pays qui ne parviennent pas à respecter ces objectifs ;
- le Conseil de convergence soit rapidement opérationnel ;
- le plan de travail quinquennal du programme de coopération monétaire proposé soit revu par le Sous-comité politique monétaire et de change avant d'être soumis au Comité des Gouverneurs.

Pour le deuxième thème, les Gouverneurs ont pris note de la présentation faite par le Secrétariat en stigmatisant le fait que les pays du COMESA doivent absolument améliorer la qualité des statistiques et leurs fiabilités. En effet, les données de qualité garantissent une évaluation comparable et cohérente des critères de convergence.

TABLEAUX ANNEXES

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

Tableau III.20 Cours moyens de principaux produits miniers et hydrocarbure intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Cuivre	New York	USD/tm	7 172,2	6 102,0	7 730,1	8 819,1	7 960,3	7 349,8	6 873,0	5 523,0	4 854,0	6 197,7
	Londres	USD/tm	6 801,3	5 155,2	7 540,7	8 818,8	7 943,6	7 329,5	6 859,9	5 509,0	4 861,8	6 155,0
	Paris ⁽¹⁾	EUR/tm	4 877,1	4 331,8	5 790,4	6 494,7	6 341,9	5 680,9	5 344,2	5 169,4	4 596,9	5 632,9
Etain	Londres	USD/tm	18 085,2	14 855,2	21 281,5	26 094,9	21 104,1	22 341,0	21 897,2	16 085,7	17 953,2	20 120,6
Zinc	Londres	USD/tm	1 892,4	1 655,1	2 162,7	2 190,5	1 946,0	1 909,9	2 160,9	1 933,0	2 084,4	2 889,2
Diamant	Kinshasa (CEEC)	USD/carat	26,5	13,7	18,4	20,0	13,2	14,4	14,5	15,0	15,6	25,4
Cobalt	Londres ⁽²⁾	USD/lb	32,1	17,6	20,8	17,5	13,9	13,0	14,7	13,5	11,7	26,0
	Londres ⁽²⁾	USD/tonne	70 860,9	38 830,0	45 982,3	38 653,4	30 706,4	28 697,6	32 538,6	29 823,4	25 805,7	57 372,2
Coltan	Londres	USD/lb	...	39,6	61,9	125,4	117,1	115,0	92,3	78,0	59,6	69,4
Or	New York	USD/o.t.	871,0	968,8	1 225,2	1 570,8	1 668,0	1 411,7	1 266,4	1 161,1	1 247,7	1 258,1
Pétrole	New York	USD/baril	100,5	61,7	79,5	95,1	94,2	97,9	93,4	48,9	43,6	51,3
Argent	New York	Cts/o.t.	1 086,9	1 466,0	2 014,6	3 515,8	3 120,5	2 389,2	1 908,8	1 572,0	1 708,4	1 705,3

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et du CEEC.

(1) Avant 2009, la cotation est celle de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles.

(2) Avant de 2009, la cotation est celle sur le Marché de Bruxelles.

Tableau III.21 Cours moyens de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Café												
Robusta	Londres	USD/tonne	1 765,0	1 541,4	1 549,6	2 178,4	2 013,8	1 850,6	2 004,5	1 714,2	1 730,9	2 034,7
Arabica	New York	Cts/lb	108,0	125,5	163,3	253,4	174,6	126,0	176,4	132,9	136,4	133,0
Cacao	New York	USD/tonne	2 548,3	2 801,2	2 928,0	2 929,1	2 237,7	2 210,0	2 210,0	2 918,7	3 163,0	2 831,3
Huile ⁽¹⁾												
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	962,1	682,5	734,9	743,2	640,0	517,6	611,8	441,0	528,9	552,2
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	1 135,0	694,2	923,5	917,6	864,1	901,7	894,5	774,6	639,8	707,2
Coton	New York	Cts/lb	64,4	57,0	93,7	137,1	79,9	83,3	76,6	63,3	65,6	73,6
Caoutchouc ⁽²⁾	Londres C.I.F.	Cts/Kg	194,9	190,9	250,2	483,3	336,2	279,7	196,5	155,6	163,9	199,6
Bois Sapelli												
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	292,2	286,4	340,0	306,2	287,4	311,2	282,0	246,0	299,0	384,2
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	958,3	748,8	771,4	826,2	750,0	782,5	897,9	833,3	738,9	786,1

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) Avant 2009, la cotation est celle du marché de Bruxelles.

(2) Avant 2011, Pence/kg.

Tableau III.22 Evolution des indices des cours des matières premières ⁽¹⁾

(Base 2012 = 100)

Périodes	Indice de produits minéraux	Indice de produits végétaux	Indice global ⁽²⁾
2008	66,1	55,7	66,1
2009	65,2	78,1	65,3
2010	90,8	90,7	90,8
2011	109,2	108,6	109,2
2012	100,0	100,0	100,0
2013	92,9	84,8	92,9
2014	86,6	96,2	86,7
2015	65,2	78,9	65,3
2016	59,2	89,5	59,4
2017 ^(p)	72,5	93,0	72,6

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Calculés sur base des données exprimées en USD.

(2) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.23 Répartition des exportations par principaux pays de destination ⁽¹⁾
(en millions de USD)

PAYS	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(e)
1. Union Européenne	936,2	1 230,0	1 884,6	1 971,3	1 887,3	2 456,9	562,9	448,2	521,4	561,8
Belgique et Luxembourg	408,8	362,1	751,9	740,0	730,2	967,8	330,2	283,2	360,9	415,6
France	51,4	125,4	189,3	177,9	179,7	262,7	16,2	13,7	10,8	5,0
Italie	17,6	19,6	36,8	36,0	35,6	50,4	5,2	3,4	6,9	4,0
Allemagne	12,7	15,1	25,5	25,9	25,1	34,8	35,1	23,1	30,3	29,5
Pays-Bas	36,4	60,0	77,1	84,3	79,0	100,0	2,7	6,9	7,6	6,8
Royaume-Uni	4,5	7,8	8,5	10,1	9,1	16,3	151,2	95,8	87,8	91,8
Irlande, Danemark et Grèce	2,1	3,7	4,2	4,9	4,5	8,5	2,3	0,7	3,0	0,8
Portugal	37,0	48,4	66,9	74,0	68,9	84,9	3,2	2,7	2,3	1,6
Espagne	-	3,5	7,7	8,2	7,8	12,3	5,6	8,4	11,0	3,9
Autres pays de l'U.E.	365,6	584,3	716,7	809,9	747,3	919,3	11,2	10,1	0,9	2,8
2. Amérique du Nord	243,7	293,2	445,2	477,3	451,5	612,5	522,9	462,0	492,5	477,3
3. Japon	22,2	42,5	41,3	51,5	45,5	64,4	0,7	0,3	0,7	0,2
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	8,8	10,8	13,2	16,0	14,3	23,9	755,6	675,3	599,1	561,0
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	1 210,8	1 576,6	2 384,3	2 516,0	2 398,5	3 157,8	1 842,1	1 585,9	1 613,7	1 600,3
5. Destinations diverses	5 659,0	2 794,4	6 093,6	6 955,9	6 344,8	8 455,2	10 479,1	8 698,9	10 271,8	9 947,9
Chine ⁽²⁾	411,3	456,2	1 392,5	2 164,6	2 833,4	2 760,0	2 823,0	2 647,0	2 379,4	3 260,0
Brésil ⁽³⁾	93,7	76,4	193,5	203,5	193,0	270,7	-	-	-	-
Afrique du Sud ⁽³⁾	498,1	368,8	552,8	602,3	700,5	902,5	2 007,9	2 103,4	2 194,4	2 457,8
Autres pays	4 655,9	1 893,0	3 954,8	3 985,5	2 617,8	4 522,1	5 648,3	3 948,5	5 698,0	4 230,1
Total	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E. et du système bancaire (ISYS-DDR).

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de l'ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau III.23 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

PAYS	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(e)
1. Union Européenne	525 293,7	991 974,7	1 707 140,1	1 812 468,1	1 735 118,3	2 259 575,8	520 796,9	415 024,8	526 775,1	823 609,0
Belgique et Luxembourg	229 400,6	291 991,1	681 065,8	680 389,8	671 330,9	890 052,7	305 489,2	262 239,2	364 585,6	609 304,7
France	28 827,3	101 135,5	171 441,9	163 554,3	165 214,2	241 566,0	15 009,7	12 662,0	10 910,8	7 363,3
Italie	9 896,8	15 829,3	33 328,2	33 090,4	32 751,6	46 324,6	4 839,1	3 192,0	7 009,2	5 844,0
Allemagne	7 145,9	12 141,4	23 076,8	23 800,0	23 112,1	31 969,6	32 494,4	21 397,0	30 620,7	43 262,1
Pays-Bas	20 417,2	48 418,1	69 870,6	77 548,4	72 663,6	91 979,3	2 499,6	6 400,4	7 632,3	9 945,7
Royaume-Uni	2 511,6	6 317,0	7 717,5	9 306,6	8 388,7	14 993,2	139 865,0	88 748,1	88 675,3	134 579,9
Irlande, Danemark et Grèce	1 163,7	3 019,6	3 838,6	4 493,0	4 105,9	7 803,3	2 130,2	684,1	3 040,3	1 168,5
Portugal	20 775,1	39 043,8	60 556,6	68 045,3	63 385,6	78 077,2	2 930,5	2 526,8	2 278,7	2 346,7
Espagne	-	2 858,1	6 986,3	7 544,3	7 162,9	11 355,9	5 183,8	7 789,9	11 115,8	5 745,9
Autres pays de l'U.E.	205 155,5	471 220,8	649 257,8	744 695,9	687 002,8	845 454,0	10 355,4	9 385,3	906,3	4 048,1
2. Amérique du Nord	136 731,0	236 468,2	403 269,3	438 809,4	415 095,3	563 300,2	483 820,5	427 846,6	497 557,0	699 625,9
3. Japon	12 447,2	34 284,6	37 450,5	47 379,8	41 793,1	59 255,9	603,3	281,8	729,5	240,9
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	4 944,4	8 729,6	11 949,6	14 668,1	13 115,1	21 975,4	699 115,9	625 353,8	605 302,8	822 413,0
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	679 416,2	1 271 457,1	2 159 809,6	2 313 325,4	2 205 121,8	2 904 107,3	1 704 336,6	1 468 507,0	1 630 364,4	2 345 888,9
5. Destinations diverses	3 175 362,2	2 253 571,6	5 519 903,0	6 395 523,4	5 833 199,8	7 775 999,8	9 695 561,4	8 055 038,7	10 377 631,7	14 582 674,7
Chine ⁽²⁾	230 796,3	367 923,9	1 261 373,6	1 990 228,2	2 604 964,2	2 538 290,5	2 611 913,8	2 451 082,2	2 403 867,5	4 778 865,6
Brésil ⁽³⁾	52 575,8	61 608,3	175 285,7	187 132,0	177 475,6	248 909,3	-	-	-	-
Afrique du Sud ⁽³⁾	110 700,9	65 727,0	181 869,6	231 814,0	644 023,8	829 957,9	1 857 728,4	1 947 700,7	2 217 029,9	3 602 842,2
Autres pays	2 781 289,1	1 758 312,4	3 901 374,1	3 986 349,3	2 406 736,2	4 158 842,1	5 225 919,2	3 656 255,8	5 756 734,2	6 200 966,9
Total	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6
Taux de change moyen USD/CDF	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E. et du système bancaire (ISYS-DDR).

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau III.24 Répartition des importations par principaux pays de provenance ⁽¹⁾
(en millions de USD)

PAYS	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(e)
1. Union Européenne	1 091,5	1 438,0	1 898,9	2 015,3	2 007,3	2 462,8	2 949,0	2 480,5	2 152,5	2 198,9
Belgique et Luxembourg	427,4	524,5	686,2	740,7	731,7	897,8	938,4	832,8	692,7	662,8
France	198,8	232,0	345,8	351,2	357,4	438,5	516,7	438,0	500,5	469,3
Italie	100,2	131,4	169,2	181,2	179,7	220,5	123,5	75,2	92,0	75,2
Allemagne	129,4	152,8	208,4	221,8	220,6	270,7	257,3	190,5	154,5	138,7
Pays-Bas	141,5	176,2	222,6	244,3	239,4	293,8	491,8	349,1	252,2	208,7
Royaume-Uni	27,4	35,4	47,9	50,1	50,2	61,6	100,6	117,2	156,8	152,8
Irlande, Danemark et Grèce	6,4	9,0	28,2	19,7	24,5	30,1	79,1	194,4	91,9	107,0
Portugal	10,2	15,9	19,8	20,7	20,8	25,5	39,4	21,1	23,0	25,5
Espagne	-	21,4	35,6	38,6	38,0	46,7	144,3	85,3	57,8	51,6
Autres pays de l'U.E.	50,2	139,4	135,3	146,9	144,8	177,6	258,0	177,0	131,1	307,4
2. Amérique du Nord	152,3	207,8	272,3	285,9	286,3	351,2	348,3	323,9	419,0	371,5
3. Japon	40,6	53,6	63,2	71,2	68,9	84,5	47,0	41,5	19,7	42,8
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	14,7	103,3	89,9	94,0	94,3	115,7	546,4	420,3	540,0	509,0
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	1 299,1	1 802,7	2 324,3	2 466,4	2 456,8	3 014,3	3 890,8	3 266,2	3 131,2	3 122,2
5. Provenances diverses	5 426,7	3 146,3	5 718,1	6 449,2	6 220,5	7 794,2	8 815,5	7 308,4	9 017,6	8 217,8
Chine ⁽²⁾	1 150,7	646,7	1 194,0	1 825,4	1 543,6	1 950,0	1 362,0	1 413,0	1 319,1	970,0
Brésil ⁽³⁾	55,8	54,4	78,9	77,7	80,0	98,5	72,6	36,9	56,6	61,3
Afrique du Sud ⁽³⁾	656,6	573,8	881,0	955,7	1 226,3	1 272,3	1 349,8	1 298,8	1 176,0	964,3
Autres pays	3 563,6	1 871,3	3 564,3	3 590,4	3 370,5	4 473,3	6 031,1	4 559,7	6 465,8	6 222,2
Total	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E. et du système bancaire (ISYS-DDR).

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau III.24bis Répartition des importations par principaux pays de provenance ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

PAYS	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(e)
1. Union Européenne	612 476,4	1 159 700,5	1 720 160,6	1 852 949,7	1 845 415,2	2 264 960,9	2 728 521,3	2 296 943,0	2 174 653,7	3 223 419,4
Belgique et Luxembourg	239 851,4	422 981,0	621 596,4	681 049,8	672 739,2	825 683,0	868 245,7	771 149,1	699 851,2	971 543,7
France	111 573,6	187 131,4	313 244,0	322 901,6	328 605,9	403 312,7	478 024,6	405 601,2	505 647,8	687 887,5
Italie	56 219,7	105 929,8	153 270,3	166 607,2	165 202,6	202 760,5	114 231,7	69 674,4	92 995,1	110 207,1
Allemagne	72 582,5	123 250,1	188 779,8	203 956,9	202 835,7	248 949,3	238 103,1	176 371,2	156 070,1	203 386,4
Pays-Bas	79 391,5	142 124,5	201 642,9	224 635,5	220 133,8	270 180,1	454 996,4	323 266,6	254 840,5	305 985,1
Royaume-Uni	15 379,3	28 586,0	43 390,4	46 045,6	46 193,8	56 695,8	93 059,2	108 524,3	158 366,2	224 040,9
Irlande, Danemark et Grèce	3 596,2	7 225,4	25 499,8	18 092,6	22 549,0	27 675,4	73 157,1	179 988,4	92 869,5	156 805,8
Portugal	5 714,8	12 818,0	17 935,9	19 073,9	19 115,5	23 461,3	36 454,0	19 554,8	23 226,9	37 355,3
Espagne	-	17 228,4	32 203,1	35 492,0	34 959,7	42 907,6	133 498,7	78 942,8	58 366,6	75 651,5
Autres pays de l'U.E.	28 167,4	112 425,9	122 598,2	135 094,5	133 080,1	163 335,2	238 750,7	163 870,1	132 419,8	450 556,1
2. Amérique du Nord	85 450,0	167 563,2	246 663,8	262 901,1	263 186,9	323 021,1	322 257,5	299 944,0	423 365,9	544 561,6
3. Japon	22 786,5	43 231,1	57 249,9	65 444,5	63 354,4	77 757,7	43 515,7	38 395,0	19 879,3	62 688,5
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	8 234,8	83 317,1	81 436,2	86 428,5	86 702,4	106 413,7	505 561,3	389 180,5	545 572,6	746 159,3
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	728 947,6	1 453 811,9	2 105 510,5	2 267 723,7	2 258 658,9	2 772 153,4	3 599 855,7	3 024 462,5	3 163 471,5	4 576 828,9
5. Provenances diverses	3 045 050,9	2 537 355,0	5 179 794,6	5 929 640,3	5 718 864,1	7 168 054,0	8 156 344,3	6 767 466,8	9 110 502,2	12 046 601,3
Chine ⁽²⁾	645 685,1	521 575,5	1 081 548,5	1 678 337,3	1 419 147,3	1 793 357,4	1 260 158,2	1 308 416,8	1 332 736,0	1 421 932,4
Brésil ⁽³⁾	31 333,2	43 903,4	71 462,2	71 411,3	73 584,9	90 591,5	67 129,2	34 161,3	57 204,0	89 890,4
Afrique du Sud ⁽³⁾	61 112,7	90 004,6	118 196,8	136 495,4	1 127 429,1	1 170 133,6	1 248 883,4	1 202 641,1	1 188 099,7	1 413 586,6
Autres pays	2 306 920,0	1 881 871,5	3 908 587,1	4 043 396,3	3 098 702,8	4 113 971,6	5 580 173,5	4 222 247,6	6 532 462,5	9 121 191,9
Total	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2
Taux de change moyen USD/CDF	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E. et du système bancaire (ISYS-DDR).

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau III.25 Balance des biens

Périodes	Millions de CDF courants			Millions de USD		
	Exportations F.O.B. ⁽¹⁾	Importations F.O.B.	Solde	Exportations F.O.B. ⁽¹⁾	Importations F.O.B.	Solde
2008	3 854 778,4	3 773 998,6	80 779,8	6 869,8	6 725,8	144,0
2009	3 525 028,7	3 991 167,0	-466 138,3	4 371,0	4 949,0	-578,0
2010	7 679 712,6	7 285 305,1	394 407,4	8 477,9	8 042,5	435,4
2011	8 708 848,8	8 197 364,0	511 484,8	9 471,9	8 915,6	556,3
2012	8 038 321,5	7 977 523,0	60 798,6	8 743,4	8 677,2	66,1
2013	10 680 107,0	9 940 207,4	739 899,6	11 613,0	10 808,4	804,5
2014	11 399 897,9	11 756 200,0	-356 302,0	12 321,2	12 706,3	-385,1
2015	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8
2016	12 007 996,1	12 273 973,7	-265 977,6	11 885,5	12 148,8	-263,3
2017 ^(e)	16 928 563,6	16 623 430,2	305 133,4	11 548,2	11 340,0	208,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Avant de 2009, les exportations au prix C.I.F.

Tableau III.26 Evolution des termes de l'échange*(Base : 2012 = 100)*

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2008	78,6	77,5	101,4	48,0	47,3	101,4
2009	50,0	57,0	87,7	43,9	50,0	87,7
2010	97,0	92,7	104,6	95,5	91,3	104,6
2011	108,3	102,7	105,4	108,3	102,8	105,4
2012	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2013	132,8	124,6	106,6	132,9	124,6	106,6
2014	140,9	146,4	96,2	141,8	147,4	96,2
2015	117,6	121,9	96,5	118,5	122,7	96,5
2016	135,9	140,0	97,1	149,4	153,9	97,1
2017 ^(p)	132,1	130,7	101,1	210,6	208,4	101,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.27 Cours interbancaires des devises
(Moyennes mensuelles en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 DTS	1 EUR	1 ZAR	1 AUD
2008										
Décembre	606,04	905,30	491,30	529,92	664,21	124,43	918,67	816,19	60,88	...
2009										
Décembre	904,53	1 469,33	857,13	879,35	968,34	201,61	1 433,51	1 322,47	120,77	...
2010										
Décembre	911,78	1 422,43	902,84	937,12	1 092,26	183,53	1 398,59	1 203,86	133,49	...
2011										
Décembre	898,12	1 401,74	797,47	964,11	1 164,80	180,02	1 393,90	1 184,20	111,53	...
2012										
Décembre	914,93	1 459,66	928,71	1 003,21	1 003,21	182,96	1 408,10	1 200,17	105,82	...
2013										
Janvier	915,96	1 462,42	922,86	991,81	1 030,76	185,63	1 406,68	1 217,62	104,28	961,41
Février	917,84	1 425,50	910,79	998,50	986,65	187,32	1 403,07	1 228,75	103,27	947,96
Mars	917,22	1 383,08	894,72	970,49	965,87	181,43	1 369,82	1 190,12	99,89	948,08
Avril	917,47	1 403,40	900,24	978,39	940,84	181,86	1 380,05	1 192,94	100,29	953,15
Mai	918,85	1 406,25	901,66	962,55	911,91	182,01	1 377,92	1 193,93	98,76	912,83
Juin	918,44	1 421,56	891,06	982,14	942,31	184,57	1 390,14	1 210,71	91,76	867,99
Juillet	918,05	1 393,29	879,30	970,28	920,61	182,92	1 379,59	1 199,88	92,61	842,16
Août	917,98	1 423,92	880,67	987,05	939,57	186,48	1 394,67	1 223,20	91,30	830,35
Septembre	919,26	1 454,89	885,27	993,44	926,02	186,89	1 398,86	1 225,94	92,14	852,02
Octobre	923,24	1 486,29	891,42	1 023,08	944,51	192,00	1 421,09	1 259,39	93,11	877,90
Novembre	925,13	1 485,17	882,86	1 013,02	926,39	190,25	1 415,90	1 247,97	90,74	864,06
Décembre	926,63	1 516,42	871,40	1 038,00	894,88	193,68	1 425,39	1 270,45	89,36	829,29
2014										
Janvier	927,77	1 527,15	849,36	1 026,72	892,79	192,73	1 424,67	1 264,21	85,73	825,71
Février	927,37	1 534,60	838,85	1 035,95	908,39	192,94	1 427,66	1 265,61	84,32	831,63
Mars	926,01	1 539,84	833,50	1 051,64	905,15	195,21	1 433,05	1 280,48	86,16	838,78
Avril	924,29	1 547,04	840,55	1 046,75	901,50	194,54	1 430,74	1 276,09	87,71	860,96
Mai	924,77	1 557,99	848,57	1 041,17	908,51	193,70	1 430,50	1 270,60	88,80	859,41
Juin	925,03	1 561,42	853,15	1 031,75	905,91	188,34	1 425,25	1 255,19	86,65	865,42
Juillet	924,07	1 577,88	862,03	1 030,28	908,74	190,84	1 424,66	1 251,85	86,74	867,87
Août	924,58	1 545,68	845,85	1 015,97	897,98	187,73	1 411,36	1 231,44	86,63	860,19
Septembre	924,29	1 507,99	840,86	989,21	863,93	182,12	1 387,71	1 194,64	84,46	840,32
Octobre	925,05	1 485,97	825,22	970,91	857,28	178,76	1 375,24	1 172,58	83,51	813,69
Novembre	924,34	1 458,20	816,70	957,37	797,29	175,79	1 356,43	1 152,76	83,38	799,74
Décembre	925,14	1 433,39	800,82	949,54	775,13	174,06	1 347,96	1 155,82	80,64	766,50
2015										
Janvier	925,40	1 406,68	773,63	943,26	783,52	165,18	1 319,94	1 083,54	80,02	751,10
Février	925,29	1 417,87	739,49	989,59	779,61	161,05	1 306,96	1 050,34	79,87	720,25
Mars	925,58	1 387,06	734,33	946,30	769,37	152,99	1 283,15	1 003,88	76,66	716,43
Avril	925,46	1 383,30	748,80	964,21	774,44	153,00	1 279,73	999,40	77,20	715,24
Mai	924,77	1 429,18	760,26	993,01	766,55	157,40	1 298,69	1 032,50	77,33	730,58
Juin	925,61	1 437,99	748,68	991,93	747,05	158,18	1 299,72	1 050,53	75,09	713,98
Juillet	925,50	1 440,57	721,88	971,80	750,50	155,28	1 291,31	1 018,59	74,40	687,17
Août	925,57	1 443,61	704,67	957,10	751,76	157,13	1 297,69	1 030,68	71,88	675,94
Septembre	926,26	1 421,59	698,75	952,70	770,39	158,47	1 301,97	1 039,50	67,98	654,01
Octobre	927,33	1 404,27	709,05	957,44	772,49	158,78	1 303,79	1 041,54	68,83	643,19
Novembre	927,75	1 391,64	699,13	920,56	757,58	152,04	1 282,31	997,34	65,78	662,52
Décembre	927,31	1 391,54	677,75	930,56	761,03	153,75	1 285,11	1 008,53	62,15	671,68
2016										
Janvier	928,25	1 340,94	654,63	923,09	784,18	153,70	1 282,85	1 008,19	57,22	655,55
Février	930,02	1 330,73	671,91	935,08	807,83	157,14	1 295,99	1 030,74	58,88	662,03
Mars	936,15	1 330,45	705,79	952,30	828,96	158,48	1 305,27	1 039,53	60,05	699,84
Avril	945,33	1 351,89	735,96	981,14	860,58	163,40	1 331,78	1 071,81	64,59	724,51
Mai	951,92	1 383,93	736,42	974,70	875,19	164,25	1 343,75	1 077,39	95,82	697,51
Juin	963,75	1 387,83	763,84	993,55	904,48	165,15	1 358,67	1 083,38	63,75	712,55
Juillet	990,98	1 304,32	760,54	1 008,91	952,01	167,19	1 377,93	1 096,70	68,56	746,90
Août	1 010,48	1 323,79	777,19	1 041,08	626,39	172,69	1 413,96	1 132,76	73,48	771,46
Septembre	1 033,91	1 360,13	788,18	1 060,48	1 012,72	176,62	1 446,66	1 158,56	73,16	782,29
Octobre	1 087,72	1 344,35	822,39	1 102,06	1 048,64	182,91	1 502,00	1 194,93	77,99	828,60
Novembre	1 144,80	1 421,09	851,12	1 150,09	1 060,63	188,58	1 563,64	1 236,98	82,22	862,81
Décembre	1 200,33	1 499,39	898,11	1 176,24	1 034,42	192,92	1 616,90	1 265,44	86,52	883,07
2017										
Janvier	1 249,08	1 540,42	943,01	1 236,26	1 083,73	201,94	1 686,26	1 324,63	92,04	928,75
Février	1 299,03	1 621,57	992,12	1 297,74	1 148,68	210,89	1 760,75	1 378,33	98,40	990,40
Mars	1 339,97	1 654,15	1 001,77	1 337,67	1 186,33	214,40	1 815,79	1 432,04	103,87	1 021,92
Avril	1 385,24	1 747,79	1 032,58	1 384,32	1 257,51	226,08	1 884,95	1 483,20	103,17	1 044,71
Mai	1 418,18	1 832,98	1 042,19	1 435,21	1 263,14	238,73	1 949,40	1 565,98	106,98	1 054,20
Juin	1 461,65	1 869,83	1 095,71	1 508,99	1 320,37	250,05	2 021,58	1 640,21	113,01	1 102,46
Juillet	1 569,81	2 037,12	1 234,00	1 635,07	1 394,98	275,30	2 189,29	1 805,81	119,37	1 221,96
Août	1 548,27	2 005,54	1 232,03	1 603,61	1 410,34	278,58	2 184,13	1 827,38	109,70	1 225,33
Septembre	1 561,44	2 076,39	1 270,08	1 622,75	1 411,63	283,73	2 217,37	1 861,16	89,44	1 245,29
Octobre	1 570,84	2 074,27	1 248,10	1 602,36	1 391,86	281,78	2 214,38	1 848,35	87,00	1 224,26
Novembre	1 579,06	2 085,47	1 234,81	1 591,64	1 399,12	282,38	2 224,18	1 852,28	84,77	1 204,08
Décembre	1 589,67	2 130,01	1 244,55	1 609,16	1 408,64	286,73	2 249,52	1 880,82	90,09	1 213,84

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.28 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles

(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles ⁽¹⁾		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2008						
Décembre	639,32	905,07	657,45	-	2,8	-
2009						
Décembre	902,66	1292,00	904,60	-	0,2	-
2010 ⁽¹⁾						
Décembre	915,13	1202,05	931,67	1 214,07	1,8	1,0
2011						
Décembre	910,82	1 173,90	914,00	1 178,00	0,3	0,3
2012						
Décembre	915,17	1 214,23	923,33	1 211,75	0,9	-0,2
2013						
Décembre	925,50	1 266,42	938,00	1 173,38	1,4	-7,3
2014						
Janvier	926,74	1 255,62	938,25	1 197,15	1,2	-4,7
Février	929,39	1 274,02	937,25	1 196,48	0,8	-6,1
Mars	921,93	1 271,32	934,50	1 191,44	1,4	-6,3
Avril	924,00	1 280,32	933,75	1 191,94	1,1	-6,9
Mai	925,87	1 255,29	931,25	1 235,56	0,6	-1,6
Juin	926,12	1 260,99	931,25	1 188,94	0,6	-5,7
Juillet	924,16	1 235,65	931,00	1 165,30	0,7	-5,7
Août	922,66	1 219,04	932,25	1 165,95	1,0	-4,4
Septembre	925,80	1 174,06	932,25	1 161,61	0,7	-1,1
Octobre	925,54	1 169,67	928,75	1 142,96	0,3	-2,3
Novembre	925,32	1 154,86	931,50	1 137,96	0,7	-1,5
Décembre	924,51	1 127,80	932,25	1 138,27	0,8	0,9
2015						
Janvier	925,32	1 044,50	932,00	1 105,01	0,7	5,8
Février	924,13	1 050,46	931,50	1 086,65	0,8	3,4
Mars	925,19	1 004,62	932,00	1 049,33	0,7	4,5
Avril	926,62	1 028,96	932,00	1 058,66	0,6	2,9
Mai	926,06	1 010,56	932,00	1 026,03	0,6	1,5
Juin	925,79	1 035,30	932,25	1 026,30	0,7	-0,9
Juillet	924,23	1 010,89	931,75	1 016,43	0,8	0,5
Août	927,65	1 041,32	933,00	1 016,97	0,6	-2,3
Septembre	925,45	1 038,58	932,25	1 016,97	0,7	-2,1
Octobre	928,02	1 014,27	931,25	1 016,43	0,3	0,2
Novembre	925,73	979,70	931,75	1 002,44	0,7	2,3
Décembre	927,92	1 018,29	936,25	1 005,06	0,9	-1,3
2016						
Janvier	929,51	1 014,39	939,63	1 012,45	1,1	-0,2
Février	933,97	1 023,76	943,88	1 019,39	1,1	-0,4
Mars	941,58	1 069,73	958,43	1 060,03	1,8	-0,9
Avril	949,49	1 076,18	978,33	1 091,82	3,0	1,5
Mai	954,95	1 063,85	986,63	1 091,22	3,3	2,6
Juin	983,76	1 084,83	1 032,00	1 137,26	4,9	4,8
Juillet	997,17	1 105,60	1 065,87	1 174,59	6,9	6,2
Août	1 024,00	1 138,35	1 078,03	1 195,54	5,3	5,0
Septembre	1 060,98	1 183,52	1 198,83	1 334,30	13,0	12,7
Octobre	1 120,56	1 225,20	1 204,37	1 319,99	7,5	7,7
Novembre	1 175,91	1 240,51	1 245,67	1 354,04	5,9	9,2
Décembre	1 215,59	1 270,92	1 269,13	1 365,59	4,4	7,4
2017						
Janvier	1280,59	1 361,87	1302,50	1 400,19	1,7	2,8
Février	1314,94	1 390,46	1334,17	1 400,88	1,5	0,7
Mars	1370,01	1 465,57	1371,17	1 453,44	0,1	-0,8
Avril	1405,89	1 525,75	1410,33	1 537,26	0,3	0,8
Mai	1440,37	1 610,70	1451,97	1 604,42	0,8	-0,4
Juin	1507,78	1 707,75	1545,30	1 746,19	2,5	2,3
Juillet	1565,97	1 934,31	1585,33	1 846,91	1,2	-4,5
Août	1555,62	1 852,76	1570,33	1 860,85	0,9	0,4
Septembre	1568,04	1 861,16	1582,33	1 859,24	0,9	-0,1
Octobre	1574,64	1 828,01	1586,00	1 839,76	0,7	0,6
Novembre	1586,28	1 877,42	1607,30	1 896,61	1,3	1,0
Décembre	1592,19	1 902,10	1615,53	1 914,41	1,5	0,6

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change parallèle moyen observé sur les principales places de référence de la Ville Province de Kinshasa.

Tableau III.29 Balance des paiements ⁽¹⁾

(en millions de USD)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(a)
I. COMPTE COURANT OU DES TRANSACTIONS COURANTES	-1 049,8	-1 123,0	-2 042,2	-1 280,6	-1 260,5	-3 108,8	-1 722,6	-1 483,8	-1 504,1	-1 096,9
1. Biens et services	-1 127,6	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 977,8	-1 494,7	-3 152,5	-2 308,1	-2 224,7	-1 493,5
A. Biens	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	804,5	-385,1	-289,8	-263,3	208,2
- Exportations	6 869,8	4 371,03	8 477,9	9 471,90	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2
* Marchandises générales	6 862,9	4 365,0	8 472,0	9 461,8	8 640,4	11 428,4	11 505,0	9 212,5	10 666,1	10 461,4
* Or non monétaire	6,9	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8
- Importations	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0
* Marchandises générales	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0
* Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Services	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 299,2	-2 767,4	-2 018,3	-1 961,5	-1 701,7
- Crédit	828,1	650,0	388,6	739,4	287,7	296,1	314,8	173,3	127,8	108,1
* Transports	37,0	52,4	88,7	114,5	91,3	91,8	131,7	90,3	63,9	34,6
* Voyages	0,7	24,0	10,7	11,4	6,9	8,4	45,4	0,1	4,3	6,0
* Services de communications	101,4	92,5	67,4	74,4	44,5	17,4	10,9	8,1	5,8	6,6
* Services de bâtiment et travaux publics	-	27,2	-	-	-	-	-	-	-	-
* Service d'assurance	-	20,0	-	5,8	-	-	-	-	-	-
* Services financiers	67,9	69,7	45,1	49,6	29,8	11,6	7,3	5,4	3,9	4,4
* Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Redevances et droits de licence	125,0	108,5	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres services aux entreprises	117,0	103,1	77,7	69,5	51,4	37,2	38,1	9,3	6,7	7,6
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,8	24,8	1,2	1,0	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	377,4	127,7	97,8	413,2	63,0	129,4	81,1	60,0	43,1	48,9
- Débit	2 099,6	1 817,0	2 662,7	2 889,3	2 331,6	2 595,3	3 082,2	2 191,6	2 089,3	1 809,8
* Transports	995,2	800,0	1 513,1	1 412,6	921,5	1 253,0	1 598,2	1 008,7	772,4	935,9
* Voyages	126,7	121,2	149,6	298,3	107,5	170,0	282,6	127,4	59,8	67,5
* Services de communications	1,4	33,5	0,9	1,2	3,0	35,7	57,2	15,9	434,8	1,1
* Services de bâtiment et travaux publics	28,1	51,2	14,1	18,8	47,2	99,5	20,0	16,6	19,4	18,1
* Service d'assurance	249,6	197,1	326,1	338,3	401,7	438,2	474,2	405,0	311,2	373,1
* Services financiers	46,7	72,0	33,3	42,4	75,5	40,4	8,3	34,8	36,0	24,7
* Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	14,2	7,0	5,0	-	-
* Redevances et droits de licence	2,6	34,3	-	-	-	20,3	10,7	0,0	-	-
* Autres services aux entreprises	402,7	348,5	458,1	519,1	380,9	234,9	255,2	291,7	188,4	208,9
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,9	34,5	1,9	2,5	6,3	2,6	2,9	2,5	2,6	2,3
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	243,7	124,8	165,6	255,9	388,0	286,4	365,7	283,9	264,7	178,2
2. Revenus	-918,1	-778,9	-1 046,2	-1 097,9	-1 047,5	-2 879,8	-603,1	-1 080,5	-613,5	-1 072,5
- Crédit	17,7	26,0	48,3	168,2	18,3	144,8	109,4	142,5	16,7	12,3
* Rémunérations des salariés	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	22,4	141,9	16,0	12,0
* Revenus des investissements	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	111,7	87,0	0,6	0,8	0,2
- Débit	935,8	805,0	1 094,5	1 266,1	1 065,8	3 024,7	712,5	1 223,1	630,2	1 084,8
* Rémunérations des salariés	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	135,9	95,1	428,4	28,5	11,8
* Revenus des investissements	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 888,7	617,4	794,7	601,7	1 073,0
3. Transferts courants	995,9	1 401,1	842,7	1 410,9	1 764,8	1 265,7	2 032,9	1 904,9	1 334,1	1 469,1
- Crédit	1 738,3	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 709,6	2 369,0	2 527,7	2 414,5	1 870,0	2 151,2
* Transferts publics	1 243,0	1 385,9	906,5	1 417,5	1 865,9	1 400,8	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5
* Transferts privés	495,4	318,4	781,5	1 012,9	843,7	968,2	734,0	1 024,7	577,5	1 287,7
- Débit	742,5	303,2	845,2	1 019,5	944,7	1 103,3	494,8	509,6	535,9	682,1
* Transferts publics	202,8	76,0	212,7	246,5	330,3	319,2	139,2	86,8	114,1	166,1
* Transferts privés	539,6	227,2	632,6	773,0	614,4	784,1	356,6	422,8	421,9	516,0
II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	401,6	458,0	678,1	1 325,8	1 831,8	3 188,7	1 851,8	1 513,8	917,3	2 294,2
4. Capital	110,0	144,0	-160,6	932,6	486,4	192,7	320,5	252,2	-46,3	465,3
- Crédit	170,5	403,8	333,6	1 240,5	645,1	206,6	570,9	306,5	1,6	498,5
* Transferts des capitaux	170,5	401,0	333,6	1 240,1	645,1	136,9	570,2	129,6	1,6	498,5
Capitaux publics	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4
Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres transferts	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4
Capitaux privés	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	-	0,1	0,04
Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres transferts	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	-	0,1	0,04
* cessions d'actifs non financiers non produits	-	2,9	-	0,4	0,1	69,7	0,7	176,9	-	-
- Débit	60,5	259,8	494,2	307,9	158,7	13,9	250,4	54,4	48,0	33,2
* Transferts des capitaux	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8
Capitaux publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux privés	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8
Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres transferts	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	0,6	0,3	1,2	47,0	7,3	3,4	9,9	0,6	0,7	20,3
5. Opérations financières	291,5	314,0	838,7	393,1	1 345,4	2 996,0	1 531,2	1 261,6	963,6	1 828,9
- Crédit	3 274,6	2 554,5	5 180,4	3 493,2	6 061,3	4 232,3	2 827,6	3 144,9	1 746,4	2 467,5
* Investissements directs	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2	1 843,2	1 673,5	1 204,7	1 340,2
* Investissements de portefeuille	0,1	-	0,3	2,9	-	-	-	-	0,02	10,2
* Autres investissements	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	2 134,0	984,4	1 471,4	541,7	1 117,1
- Débit	2 983,0	2 240,5	4 341,7	3 100,1	4 715,9	1 236,3	1 296,4	1 883,3	782,8	638,5
* Investissements directs	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7	343,6	507,8	272,3	292,2
* Investissements de portefeuille	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1	13,2	0,4
* Autres investissements	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	832,3	939,1	1 281,4	497,3	345,9
III. SOLDE AVANT ERREURS ET OMISSIONS	-648,2	-665,0	-1 364,1	45,2	571,3	79,9	129,1	30,0	-586,8	1 197,3
6. Erreurs et omissions	16,0	-247,0	166,1	30,1	29,9	-18,2	-12,3	-283,2	85,4	-378,3
IV. SOLDE GLOBAL	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	61,7	116,8	-253,2	-501,4	819,0
V. FINANCEMENT	632,2	912,0	1 198,0	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2	501,4	-819,0
7. Financement traditionnel	121,3	469,0	771,8	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2	501,4	-819,0
1. Arriérés (réduction -)	-	123,7	197,0	-	-	-	-	-	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	121,3	345,3	574,8	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2	501,4	-819,0
- Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)	82,0	790,6	807,0	166,4	-347,2	-43,8	30,3	258,2	486,5	-13,1
* Crédit net du FMI	-9,5	-526,4	-421,4	157,6	-0,2	-2,2	-40,5	-28,3	111,5	100,6
- FMI compte spécial en DTS	-2,8	126,4	69,1	-2,6	0,7	2,0	30,9	59,7	225,5	135,6
- Crédit FMI	-6,7	-652,8	-490,5	160,2	-0,8	-4,2	-71,4	-87,9	-114,0	-34,9
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	91,5	-264,2	-385,7	8,8	-347,1	-41,7	70,8	286,5	375,0	-113,8
- Autres avoirs en devises	105,9	-134,9	-376,2	7,8	-347,8	-38,3	74,8	285,0	377,5	-114,1
- Autres engagements	-14,4	-129,3	-9,4	1,0	0,7	-3,4	-4,0	1,5	-2,5	0,3
- Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)	39,3	-445,3	-232,3	-91,1	-254,0	-17,9	-147,1	-5,0	14,9	-805,8
* Avoirs	-36,7	-401,6	-216,4	-80,7	-304,1	-130,3	-111,3	-72,4	13,0	-679,3
* Engagements	76,0	-43,7	-15,8	-10,4	50,2	112,5	-35,8	67,4	1,9	-126,5
8. Financement exceptionnel	510,9	443,0	426,3	-	-	-	-	-	-	-
1. Consolidation des arriérés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Allègement de la dette	510,9	443,0	426,3	-	-	-	-	-	-	-
- Rééchelonnement dette extérieure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remise de la dette	510,9	443,0	426,3	-	-	-	-	-	-	-

Tableau III.29bis Balance des paiements (1)
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (2)
I. COMPTE COURANT OU DES TRANSACTIONS COURANTES	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 859 074,5	-1 593 808,4	-1 373 938,9	-1 519 562,9	-1 607 959,1
1. Biens et services	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 816 271,8	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,9	-2 247 648,1	-2 189 377,3
A. Biens	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	-356 302,0	-268 383,7	-265 977,6	305 133,4
- Exportations	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6
* Marchandises générales	3 850 912,3	3 520 143,3	7 674 370,6	8 699 593,2	7 943 694,8	10 510 327,8	10 644 765,1	8 530 621,7	12 007 996,1	16 928 563,6
* Or non monétaire	3 866,1	4 885,4	5 341,9	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	-	-
- Importations	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2
* Marchandises générales	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2
* Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Services	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-2 114 507,4	-2 560 475,9	-1 868 909,2	-1 981 670,5	-2 494 510,6
- Crédit	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 125,1	158 517,2
* Transports	20 740,8	42 281,0	105 275,9	83 930,7	84 468,1	121 878,4	83 647,4	64 596,8	50 673,9	58 739,6
* Voyages	383,0	19 337,0	9 719,8	10 481,6	6 340,6	7 735,4	41 999,8	91,0	4 300,7	8 810,8
* Services de communications	56 887,7	74 589,9	61 054,3	68 406,4	40 932,8	15 980,3	10 084,1	7 464,5	5 855,3	9 627,8
* Services de bâtiment et travaux publics	-	21 935,5	-	-	-	-	-	-	-	-
* Service d'assurance	-	16 129,0	-	5 332,8	-	-	-	-	-	-
* Services financiers	38 101,6	56 243,0	40 881,0	45 604,3	27 415,5	10 703,1	6 754,0	4 999,5	3 921,7	6 448,4
* Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Redevances et droits de licence	70 121,2	87 514,0	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres services aux entreprises	65 648,8	83 146,2	70 357,4	63 901,1	47 236,7	34 167,7	35 292,5	8 614,1	6 757,0	11 110,6
* Soes personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 021,7	20 030,1	1 087,0	919,4	735,2	287,0	181,1	134,1	105,2	172,9
* Soes fournis ou reçus par les admin. publiques	211 745,2	102 966,1	88 592,2	379 912,8	57 901,6	118 962,5	75 069,3	55 588,0	43 588,5	71 672,7
- Débit	1 178 128,8	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 386 811,6	2 851 734,8	2 029 427,6	2 110 795,6	2 653 027,9
* Transports	558 449,7	645 153,1	1 370 642,9	1 298 783,0	847 198,8	1 152 370,6	1 478 726,4	934 043,4	780 373,1	1 371 968,9
* Voyages	71 090,9	97 771,8	135 515,3	274 315,1	98 831,7	156 382,8	261 429,0	117 975,2	60 381,0	98 978,0
* Services de communications	781,5	27 003,5	815,3	1 134,4	2 797,2	32 817,8	52 912,4	14 758,9	439 296,1	1 638,4
* Services de bâtiment et travaux publics	15 792,1	41 320,8	12 772,5	17 265,9	43 354,7	91 548,6	18 514,8	15 389,8	19 635,3	26 533,6
* Service d'assurance	140 081,5	158 949,7	295 397,9	311 075,3	369 287,5	402 991,4	438 749,9	375 056,8	314 390,9	546 979,9
* Services financiers	26 189,9	58 056,5	30 164,8	39 017,4	69 437,8	37 130,5	7 724,5	32 257,8	36 368,4	36 156,5
* Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	13 059,3	6 519,8	4 615,0	-	-
* Redevances et droits de licence	1 438,5	27 630,2	-	-	-	18 669,3	9 933,6	-	-	-
* Autres services aux entreprises	225 953,6	281 031,7	414 970,3	477 295,5	350 177,7	216 006,0	236 149,6	270 141,2	190 336,3	306 249,2
* Soes personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 607,8	27 791,6	1 721,1	2 333,7	5 754,5	2 429,9	2 718,0	2 316,3	2 624,4	3 370,6
* Soes fournis ou reçus par les admin. publiques	136 743,3	100 650,1	150 008,9	235 321,6	356 723,4	263 405,2	338 356,7	262 873,2	267 390,1	261 152,8
2. Revenus	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 648 501,9	-557 958,6	-1 000 538,2	-619 733,7	-1 572 208,7
- Crédit	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7
* Rémunérations des salariés	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	20 705,0	131 404,3	16 147,6	17 649,4
* Revenus des investissements	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	102 731,6	80 514,1	583,8	759,5	333,3
- Débit	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 680,8	1 590 191,4
* Rémunérations des salariés	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	124 994,7	87 944,7	396 691,7	28 796,5	17 299,4
* Revenus des investissements	504 113,9	624 254,1	939 675,3	1 127 693,8	929 008,9	2 656 690,3	571 233,0	735 834,6	607 884,3	1 572 892,0
3. Transferts courants	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 164 035,2	1 880 928,2	1 763 892,2	1 347 859,0	2 153 626,9
- Crédit	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 235 736,7	2 235 517,0	1 889 314,2	3 153 511,7
* Transferts publics	697 448,3	1 117 634,8	821 153,8	1 303 307,0	1 715 458,5	1 288 245,6	1 659 591,0	1 286 930,7	1 305 867,0	1 265 841,3
* Transferts privés	277 969,3	256 756,5	707 896,2	931 301,3	775 623,1	890 468,1	679 145,7	948 820,4	583 447,2	1 887 670,4
- Débit	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 455,3	999 884,8
* Transferts publics	113 810,3	61 251,1	192 629,2	226 642,1	303 671,3	293 547,2	128 774,4	30 973,1	115 251,2	243 548,7
* Transferts privés	302 803,3	183 257,0	573 032,2	710 727,5	564 892,5	721 131,4	329 034,1	391 486,8	426 204,1	756 336,2
II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	225 318,9	369 333,7	614 212,1	1 218 983,3	1 684 087,4	2 932 578,2	1 713 294,0	1 401 714,8	926 735,9	3 363 112,5
4. Capital	61 733,6	116 125,9	-145 506,8	857 509,6	447 159,7	177 251,8	296 574,1	233 505,3	-46 812,7	682 085,1
- Crédit	95 679,4	325 680,7	302 191,8	1 140 566,0	593 105,0	190 012,8	190 012,8	283 856,4	1 656,9	730 684,4
* Transferts des capitaux	95 679,4	323 356,1	302 191,8	1 140 198,2	593 049,2	125 904,1	527 610,1	120 039,5	1 656,9	730 684,4
* Capitaux publics	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	1 534,4	730 627,4
* Remise de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres transferts	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	1 534,4	730 627,4
* Capitaux privés	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	-	-	-
* Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Remise de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres transferts	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	-	-	-
- Acquisitions d'actifs non financiers non produits	-	2 324,6	-	367,8	55,9	64 108,7	631,2	163 816,9	122,6	57,0
- Débit	33 945,8	209 554,7	447 698,6	283 056,4	145 945,3	12 761,0	231 667,3	50 351,1	48 469,7	48 599,3
* Transferts des capitaux	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,4	18 774,8
* Capitaux publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Remise de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Capitaux privés	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,4	18 774,8
* Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Remise de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres transferts	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,4	18 774,8
* Cessions d'actifs non financiers non produits	346,3	222,9	1 060,8	43 223,3	6 743,4	3 135,3	9 161,9	584,9	689,3	29 824,5
5. Opérations financières	163 585,3	253 207,8	759 719,0	361 473,8	1 236 927,7	2 755 326,5	1 416 719,9	1 168 209,5	973 548,7	2 681 027,4
- Crédit	1 837 428,9	2 060 087,5	4 692 687,6	3 211 789,7	5 572 525,1	3 892 311,2	2 616 170,6	2 912 160,1	1 764 404,8	3 617 081,9
* Investissements directs	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	1 705 352,3	1 549 635,9	1 217 120,4	1 964 618,2
* Investissements de portefeuille	56,1	271,8	2 717,8	2 666,4	-	-	-	15,8	14 883,6	-
* Autres investissements	868 404,7	1 524 762,2	2 029 875,8	1 658 119,1	2 527 467,3</					

Tableau III.30 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit
(en millions de USD)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(a)
Produits miniers et hydrocarbures	6 623,9	4 240,1	8 335,2	9 335,2	8 622,4	11 261,4	11 766,4	10 083,8	8 736,2	11 468,4
Cuivre	2 458,1	1 648,7	3 107,0	4 103,3	4 530,7	7 938,4	7 531,0	5 762,0	4 982,9	6 272,6
Cobalt	2 540,9	1 710,3	3 793,5	3 692,7	2 660,5	1 963,7	2 302,2	2 484,6	1 807,2	3 368,8
Zinc	24,9	31,3	20,4	41,5	20,5	23,0	26,8	24,7	27,7	22,0
Diamant	674,5	233,7	310,5	364,6	293,2	207,3	228,3	254,2	246,8	207,4
Plomb	-	-	-	-	-	-	1,6	1,2	0,2	-
Or	6,9	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8
Cassitérite	136,2	113,5	134,4	134,5	61,2	69,5	0,0001	0,00064	64,1	87,2
Pétrole brut	772,2	486,5	655,9	983,1	946,4	866,8	770,4	403,0	332,3	383,2
Autres	10,1	10,1	307,6	5,4	6,9	8,1	89,9	81,7	55,6	40,5
Produits agricoles	178,4	77,3	111,0	105,8	91,5	234,9	547,5	196,7	500,5	74,3
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	89,0	37,3	46,7	31,4	18,5	51,1	246,2	31,0	41,8	27,0
Thé	0,0	-	-	-	-	-	0,1	0,3	0,2	0,2
Cacao	0,2	0,0	0,0	0,2	0,1	7,3	17,4	43,7	44,8	11,1
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	16,3	-	-	9,0	4,7	87,9	238,2	0,5	-	0,4
Bois	73,0	40,0	64,3	65,2	66,8	85,4	45,6	102,6	401,1	32,0
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	8,3	7,5	1,1
Autres	0,0	-	0,0	-	1,4	3,2	-	10,4	5,1	2,5
Produits industriels	67,5	53,6	31,7	31,0	29,5	116,6	7,3	4,3	16,0	5,5
Ciment	12,3	15,7	13,4	12,6	8,2	7,4	4,9	0,3	-	-
Produits chimiques	0,8	0,8	-	-	-	0,0	-	-	-	-
Sucre de canne	7,8	7,8	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers	46,6	29,3	18,4	18,3	21,3	109,2	2,4	4,0	16,0	5,5
Ajustement⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	2 632,9	0,0
Total	6 869,8	4 371,00	8 477,9	9 471,90	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2

Source : Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) Il s'agit des données de l'enquête et des exportations frauduleuses.

Tableau III.30bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)
Produits miniers et hydrocarbures	3 716 786,8	3 434 884,1	7 550 445,5	8 583 093,7	7 927 148,0	10 356 797,7	10 886 538,1	9 337 406,6	8 826 163,9	16 811 632,3
Cuivre	1 379 307,9	1 335 569,5	2 814 496,8	3 772 693,0	4 165 310,1	7 300 717,1	6 967 870,7	5 335 532,4	5 034 194,6	9 195 021,5
Cobalt	1 425 733,5	1 385 503,9	3 436 324,1	3 395 224,4	2 445 988,2	1 805 948,0	2 130 044,6	2 300 722,8	1 825 775,3	4 838 382,9
Zinc	13 961,0	25 343,2	18 503,9	38 181,7	18 854,1	21 128,2	24 760,4	22 867,6	28 025,3	32 300,6
Diamant	378 484,0	189 336,9	281 246,5	335 241,2	269 592,3	190 667,0	211 250,3	235 372,3	249 301,2	304 057,9
Plomb	-	-	-	-	-	-	1 493,1	1 134,1	175,2	-
Or	3 866,1	4 907,5	5 341,9	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 232 052,4	1 593 086,6
Cassitérite	76 447,7	91 923,7	121 734,0	123 632,2	56 296,5	63 953,0	0,0	5,9	64 795,6	127 768,8
Pétrole brut	433 325,7	394 129,6	594 124,6	903 940,7	870 129,2	797 147,3	712 817,6	373 169,1	335 674,2	561 672,9
Autres	5 660,9	8 169,8	278 673,7	4 924,8	6 350,8	7 458,0	83 168,4	75 678,2	56 170,1	59 341,2
Produits agricoles	100 131,5	62 609,4	100 548,6	97 256,1	84 094,0	216 055,0	506 598,7	182 142,6	505 701,3	108 871,9
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	49 917,9	30 215,3	42 261,7	28 885,5	16 971,8	47 008,3	227 818,3	28 679,5	42 221,4	39 628,7
Thé	0,5	-	-	-	-	-	102,0	246,7	198,0	280,7
Cacao	120,0	24,3	37,5	159,0	47,4	6 737,3	16 102,4	40 504,8	45 236,2	16 201,7
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	9 132,5	-	-	8 251,0	4 363,1	80 833,8	220 430,5	433,8	-	552,2
Bois	40 941,5	32 369,8	58 231,4	59 960,6	61 458,4	78 532,7	42 145,4	94 972,1	405 282,9	46 867,2
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	7 643,6	1 645,4
Autres	19,08	-	18,12	-	1 253,2	2 942,9	-	-	5 180,5	3 695,9
Produits industriels	37 860,2	27 535,2	28 718,4	28 498,9	27 106,8	107 254,3	6 761,2	3 996,5	16 130,5	8 059,3
Ciment	6 889,7	12 722,1	12 096,0	11 627,1	7 553,6	6 814,1	4 562,5	323,1	-	-
Produits chimiques	474,3	684,8	-	-	-	0,0	-	-	-	-
Sucre de canne	4 359,9	6 294,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers	26 136,2	7 833,8	16 622,4	16 871,9	19 553,2	100 440,2	2 198,6	3 673,4	16 130,5	8 059,3
Ajustement⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	2 660 000,5	0,0
Total	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 348,8	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) Il s'agit des données de l'enquête et des exportations frauduleuses.

Tableau III.31 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations ⁽¹⁾

(en millions de USD)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ⁽⁶⁾
Biens de consommation	1 450,6	1 303,9	1 342,4	2 024,0	1 871,5	2 452,9	3 758,8	2 811,9	4 050,6	3 144,1
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres ⁽²⁾	864,6	777,1	800,1	1 174,5	1 100,8	1 436,6	2 197,8	1 647,8	812,0	1 178,4
Boissons ⁽³⁾	36,3	32,6	33,6	56,3	145,5	151,6	209,2	146,4	809,5	546,9
Tabacs ⁽⁴⁾	166,8	149,9	154,4	258,9	305,4	372,7	554,8	404,3	809,5	403,6
Textiles ⁽⁵⁾	383,0	344,2	354,4	534,3	319,8	492,0	797,0	613,4	809,5	376,8
Habilllements	...	...	...	...	...	...	...	...	810,1	638,4
Energie	1 094,2	678,9	755,1	1 016,9	2 929,8	1 896,3	1 081,1	632,0	56,5	62,2
Produits chimiques et colorants ⁽⁶⁾	2,2	1,4	1,5	2,0	789,6	405,9	221,6	116,9	49,5	57,9
Autres instruments et appareils ⁽⁷⁾	1 092,0	677,6	753,6	1 014,8	2 140,3	1 490,4	859,5	515,1	7,0	4,4
Matières premières et semi-produits	306,8	203,4	235,3	360,8	775,4	582,0	411,3	305,8	3 998,4	2 898,5
Cuir ⁽⁸⁾	143,6	95,2	110,1	168,6	379,4	281,7	198,6	147,2	809,4	341,5
Destinés à l'agriculture	7,1	4,7	5,4	8,6	9,3	8,7	6,4	5,0	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc ⁽⁹⁾	35,3	23,4	27,1	36,5	14,0	22,1	17,4	15,1	809,5	481,9
Produits chimiques, colorants	70,3	46,6	53,9	67,9	173,4	125,2	87,8	65,7	759,9	881,4
Matériaux de construction	15,3	10,2	11,8	40,2	98,3	71,6	50,3	35,2	810,1	389,0
Métalliques ⁽¹⁰⁾	23,0	15,3	17,6	26,2	43,2	34,8	24,9	19,0	809,4	804,7
Autres	12,3	8,1	9,4	12,8	57,9	38,0	26,0	18,6	-	-
Biens d'équipement	3 874,3	2 762,8	5 709,7	5 513,9	3 100,4	5 877,2	7 455,1	6 824,9	4 043,3	5 235,2
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	348,7	248,6	513,9	494,0	568,9	873,4	995,1	850,2	809,4	357,0
Véhicules routiers non domestiques	2 030,1	1 447,7	2 991,9	1 847,3	135,6	893,0	1 482,8	1 814,0	809,5	532,3
Autres matériels de transport	143,3	102,2	211,3	130,4	80,6	147,7	184,6	186,2	809,9	586,8
Machines pour industries spécialisées	131,7	93,9	194,1	1 931,5	249,0	1 061,5	1 670,9	1 260,3	811,7	3 261,3
Autres instruments et appareils ⁽¹¹⁾	1 220,4	870,3	1 798,6	1 110,5	2 066,3	2 901,6	3 121,7	2 714,2	802,7	497,8
Total	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau III.31bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations (1)

(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (a)
Biens de consommation	813 960,4	1 051 514,6	1 216 052,2	1 860 959,0	1 720 603,9	2 255 855,8	3 477 772,8	2 603 773,5	4 092 355,0	4 608 930,6
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres (2)	485 120,4	626 702,7	724 767,1	1 079 869,9	1 012 063,4	1 321 195,7	2 033 447,9	1 525 872,2	820 374,4	1 727 376,3
Boissons (3)	20 349,0	26 287,9	30 401,3	51 749,3	133 742,6	139 421,9	193 574,6	135 567,1	817 881,3	801 689,6
Tabacs (4)	93 605,4	120 924,2	139 846,0	238 046,7	280 799,9	342 761,7	513 322,4	374 366,7	817 857,3	591 695,2
Textiles (5)	214 885,5	277 599,8	321 037,8	491 293,2	293 997,9	452 476,4	737 427,8	567 967,4	817 820,9	552 370,7
Habillements	...	...	...	...	...	...	...	...	818 421,2	935 798,7
Energie	613 956,5	547 522,5	684 009,8	934 951,7	2 693 569,7	1 743 996,5	1 000 258,6	585 242,1	57 106,2	91 219,1
Produits chimiques et colorants (6)	1 227,9	1 095,0	1 368,0	1 869,9	725 905,0	373 286,8	204 998,4	108 263,7	50 006,0	84 837,4
Autres instruments et appareils (7)	612 728,6	546 427,5	682 641,7	933 081,8	1 967 664,7	1 370 709,7	795 260,2	476 978,4	7 100,2	6 381,8
Matières premières et semi-produits	172 161,9	164 062,9	213 144,4	331 772,1	712 888,7	535 252,8	380 543,9	283 163,4	4 039 595,2	4 249 006,8
Cuir (8)	80 571,8	76 781,4	99 751,6	154 992,9	348 807,4	259 054,4	183 744,1	136 306,0	817 782,0	500 542,3
Destinés à l'agriculture	3 959,7	3 773,4	4 902,3	7 907,3	8 580,7	7 956,1	5 887,7	4 593,1	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc (9)	19 798,6	18 867,2	24 511,6	33 602,5	12 828,1	20 317,2	16 076,9	14 012,6	817 855,9	706 436,3
Produits chimiques, colorants	39 425,1	37 570,4	48 810,1	62 475,8	159 432,6	115 172,3	81 190,6	60 854,9	767 769,5	1 292 061,1
Matériaux de construction	8 608,1	8 203,1	10 657,2	36 987,0	90 332,1	65 869,5	46 532,2	32 588,3	818 412,2	570 290,4
Métalliques (10)	12 912,1	12 304,7	15 985,8	24 071,0	39 709,0	31 976,3	23 064,2	17 567,6	817 775,5	1 179 676,7
Autres	6 886,5	6 562,5	8 525,8	11 735,8	53 198,8	34 907,0	24 048,3	17 240,9	-	-
Biens d'équipement	2 173 919,8	2 228 067,0	5 172 098,8	5 069 681,2	2 850 460,7	5 405 102,2	6 897 624,7	6 319 750,4	4 084 917,3	7 674 273,7
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	195 652,8	200 526,0	465 488,9	454 243,4	523 012,2	803 254,1	920 655,7	787 281,7	817 775,7	523 392,7
Véhicules routiers non domestiques	1 139 133,9	1 167 507,1	2 710 179,8	1 698 530,7	124 649,0	821 254,8	1 371 968,7	1 679 699,5	817 853,6	780 237,7
Autres matériels de transport	80 435,0	82 438,5	191 367,7	119 934,4	74 131,4	135 853,0	170 753,2	172 435,6	818 242,7	860 139,1
Machines pour industries spécialisées	73 913,3	75 754,3	175 851,4	1 775 909,3	228 952,7	976 214,9	1 545 999,6	1 167 025,2	820 105,5	4 780 784,3
Autres instruments et appareils (11)	684 784,7	701 841,1	1 629 211,1	1 021 063,3	1 899 715,4	2 668 525,5	2 888 247,5	2 513 308,5	810 939,7	729 719,9
Total	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2
Taux de change moyen USD/CDF	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau III.32 Dette extérieure*(en millions de USD)*

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)
Stock	10 878,8	12 467,7	4 783,4	4 652,2	4 939,7	5 203,9	4 923,3	4 796,8	4 542,2	4 593,5
FMI	653,4	1 602,4	321,5	476,4	476,0	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5
Club de Paris	5 972,3	6 679,3	353,2	346,5	354,9	292,3	196,2	109,4	52,2	38,5
Club de Kinshasa	540,3	609,2	1 452,0	1 497,6	1 776,8	1 075,7	1 099,6	1 274,6	1 248,2	1 300,3
Club de Londres	41,4	41,4	80,8	80,8	80,8	80,8	18,0	18,0	18,0	18,0
Institutions multilatérales	3 501,7	3 371,8	2 570,0	2 245,0	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6
Autres ⁽¹⁾	169,7	163,7	5,9	6,0	5,4	1 270,7	1 270,4	1 273,5	1 310,3	1 310,6
Encours	10 383,9	10 764,7	4 197,4	4 089,7	4 455,0	4 694,7	4 474,2	4 287,1	4 022,6	4 236,9
FMI	653,4	796,9	321,5	476,4	476,4	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5
Club de Paris	5 640,0	5 944,9	352,5	345,4	354,8	292,3	196,2	109,4	42,5	1,8
Club de Kinshasa	396,9	463,9	1 025,2	1 095,3	1 372,7	719,9	735,7	849,9	823,5	1 065,4
Club de Londres	28,6	28,6	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions multilatérales	3 500,2	3 371,6	2 492,3	2 166,8	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6
Autres ⁽¹⁾	164,9	158,8	5,91	6,0	5,4	1 198,2	1 203,3	1 206,4	1 243,2	1 243,5
Service de la dette										
Service dû	1 751,9	2 538,1	192,6	168,0	172,9	191,5	188,0	180,4	222,9	219,9
FMI	146,4	156,9	66,3	2,6	1,0	-	-	-	65,3	46,3
Club de Paris	807,2	1 736,2	33,5	4,5	12,8	43,7	75,5	72,0	55,9	58,1
Club de Kinshasa	400,8	403,3	36,1	108,0	64,2	57,1	33,8	32,1	31,4	35,5
Club de Londres	41,4	41,4	-	0,0	-	-	-	2,0	2,0	-
Institutions multilatérales	186,4	28,9	56,6	52,9	95,0	90,7	78,8	74,3	68,3	79,9
Autres ⁽¹⁾	169,7	171,4	-	-	-	-	-	-	-	-
Service effectué	378,7	208,0	158,9	184,1	172,9	191,5	209,4	220,5	259,9	212,1
FMI	135,4	134,3	53,2	3,6	1,0	-	0,7	38,8	78,5	93,0
Club de Paris	-	-	33,5	3,3	12,8	43,7	74,9	69,4	57,9	20,0
Club de Kinshasa	55,3	15,3	22,2	124,2	64,2	57,1	31,0	29,5	37,6	48,4
Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions multilatérales	188,0	51,5	50,0	53,0	95,0	90,7	102,7	82,9	85,9	50,8
Autres ⁽¹⁾	-	6,9	-	-	-	-	-	-	-	-
Arriérés ⁽²⁾	1 373,2	2 330,1	33,7	-16,2	-	-	-21,3	-40,1	-37,0	7,8
FMI	10,9	22,6	13,1	-1,0	-	-	-0,7	-38,8	-13,2	-46,6
Club de Paris	807,2	1 736,2	0,0	1,2	-	-	0,5	2,7	-2,0	38,1
Club de Kinshasa	345,5	388,0	14,0	-16,3	-	-	2,8	2,6	-6,2	-12,9
Club de Londres	41,4	41,4	-	-	-	-	-	2,0	2,0	-
Institutions multilatérales	-1,6	-22,6	6,7	-0,1	-	-	-23,9	-8,6	-17,6	29,2
Autres ⁽¹⁾	169,7	164,5	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources: DGDP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

(2) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau III.32bis Dette extérieure
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(a)
Stock	6 955 046,5	11 254 040,2	4 377 457,9	4 237 321,0	4 520 651,9	4 816 208,1	4 551 588,9	4 445 484,8	5 521 410,5	7 313 673,5
FMI	417 713,9	1 446 385,4	294 241,6	433 878,6	435 659,8	439 114,3	413 791,7	361 844,4	366 512,1	359 103,1
Club de Paris	3 818 182,0	6 029 078,5	323 205,4	315 572,1	324 795,5	270 478,3	181 351,7	101 396,9	63 441,6	61 251,7
Club de Kinshasa	345 455,9	549 897,4	1 328 786,3	1 364 063,6	1 626 064,1	995 591,7	1 016 599,3	1 181 221,1	1 517 310,0	2 070 264,5
Club de Londres	26 448,7	37 342,9	73 942,5	73 594,3	73 946,1	74 780,7	16 641,2	16 681,7	21 880,6	28 659,5
Institutions multilatérales	2 238 736,1	3 043 572,2	2 351 873,7	2 044 792,9	2 055 226,1	1 860 206,1	1 748 718,0	1 604 101,9	1 959 468,2	2 707 682,9
Autres ⁽¹⁾	108 510,0	147 763,7	5 408,4	5 419,4	4 960,2	1 176 037,0	1 174 487,0	1 180 238,8	1 592 798,0	2 086 711,8
Encours	6 638 631,7	9 716 869,5	3 841 182,9	3 725 011,6	4 077 121,6	4 344 951,1	4 140 886,9	3 973 068,6	4 889 790,6	6 745 881,6
FMI	417 713,9	719 356,3	294 241,6	433 878,6	435 989,2	439 114,3	414 236,8	360 965,3	366 512,1	359 103,1
Club de Paris	3 605 788,8	5 366 240,3	322 601,5	314 588,4	324 713,1	270 478,3	181 546,7	101 150,5	51 613,9	2 929,6
Club de Kinshasa	253 715,6	418 726,6	938 190,8	997 594,8	1 256 232,9	666 223,6	680 865,0	785 767,9	1 000 976,5	1 696 306,2
Club de Londres	18 265,4	25 788,9	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions multilatérales	2 237 745,1	3 043 380,6	2 280 740,6	1 973 530,3	2 055 226,1	1 860 206,1	1 750 598,7	1 600 204,9	1 959 468,2	2 707 682,9
Autres ⁽¹⁾	105 402,9	143 376,8	5 408,4	5 419,4	4 960,2	1 108 928,8	1 113 639,6	1 115 327,7	1 511 219,9	1 979 859,8
Service de la dette										
Service dû	1 120 023,9	2 291 064,7	176 260,2	152 984,2	158 233,7	177 224,6	173 816,9	167 187,6	270 943,0	350 055,1
FMI	93 585,0	141 667,7	60 675,7	2 328,7	906,0	-	0,0	0,0	79 341,9	73 786,3
Club de Paris	516 068,5	1 567 207,3	30 698,9	4 115,1	11 695,9	40 481,5	69 772,7	66 745,3	67 963,6	92 531,6
Club de Kinshasa	256 238,9	364 045,9	33 061,8	98 330,4	58 726,8	52 827,7	31 220,7	29 749,0	38 157,3	56 457,3
Club de Londres	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-	0,0	1 853,5	2 431,2	0,0
Institutions multilatérales	119 172,9	26 114,5	51 823,8	48 210,0	86 905,0	83 915,4	72 823,6	68 839,8	83 049,0	127 279,9
Autres ⁽¹⁾	108 510,0	154 686,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Service effectué	242 110,5	187 796,3	145 385,9	167 700,3	158 233,7	177 224,6	193 551,9	204 387,8	315 968,0	337 697,0
FMI	86 591,4	121 267,9	48 679,9	3 242,5	906,0	-	670,7	35 958,3	95 411,6	148 060,7
Club de Paris	-	-	30 687,0	3 005,7	11 695,9	40 481,5	69 270,3	64 270,8	70 431,2	31 810,0
Club de Kinshasa	35 340,7	13 822,7	20 285,7	113 142,2	58 726,8	52 827,7	28 668,4	27 339,4	45 718,3	76 987,3
Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions multilatérales	120 178,3	46 514,3	45 733,3	48 309,9	86 905,0	83 915,4	94 942,5	76 819,2	104 406,9	80 839,0
Autres ⁽¹⁾	-	6 191,4	-	-	-	-	-	-	-	-
Arriérés ⁽²⁾	877 913,4	2 103 268,4	30 874,3	-14 716,1	-	-	-19 734,9	-37 200,2	-45 025,0	12 358,2
FMI	6 993,5	20 399,8	11 995,7	-913,8	-	-	-670,7	-35 958,3	-16 069,7	-74 274,4
Club de Paris	516 068,5	1 567 207,3	11,9	1 109,4	-	-	502,4	2 474,5	-2 467,6	60 721,6
Club de Kinshasa	220 898,2	350 223,2	12 776,1	-14 811,8	-	-	2 552,3	2 409,6	-7 561,0	-20 529,9
Club de Londres	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-	0,0	1 853,5	2 431,2	0,0
Institutions multilatérales	-1 005,5	-20 399,8	6 090,5	-99,9	-	-	-22 118,9	-7 979,4	-21 357,9	46 440,9
Autres ⁽¹⁾	108 510,0	148 494,9	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	639,3	902,7	915,1	910,8	915,2	925,5	924,5	926,8	1 215,6	1 592,2

Sources: DGGP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

(2) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau III.33 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)
Donations Multilatérales	768,2	939,4	752,0	939,0	941,8	930,3	1 253,4	782,0	910,8	685,9
Nations Unies	225,7	144,0	108,7	40,7	174,9	125,5	153,8	69,1	106,9	68,2
Commission Européenne	221,4	204,6	215,9	313,3	241,6	183,3	129,3	176,7	152,1	194,1
Banque mondiale	243,8	358,1	290,2	443,5	411,6	542,1	807,4	418,9	500,3	363,7
BAD	33,1	206,4	110,6	77,3	91,6	79,3	162,9	116,2	113,0	59,9
ACBF ⁽¹⁾	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pooled Fund/ GAVI ⁽³⁾	44,1	26,4	26,7	64,1	22,1	-	-	-	38,6	-
Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	-	-	-	1,0	-	-
Donations Bilatérales	804,8	724,7	988,2	781,6	1 151,0	654,1	540,3	607,8	381,8	177,6
Belgique	183,7	171,7	176,0	157,4	133,7	67,4	36,9	79,9	14,0	43,1
France	18,3	43,6	28,6	20,4	-	-	35,4	45,1	-	-
Allemagne	20,4	51,0	44,0	1,4	170,2	10,3	-	1,9	21,0	38,4
Italie	20,7	-	5,7	-	-	-	-	1,0	-	-
Finlande	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	31,8	49,9	27,9	34,2	35,9	42,5	34,9	-	11,1	-
Japon	59,8	53,0	134,1	36,7	90,7	-	-	-	16,9	-
Pays-Bas	65,8	73,4	57,2	56,2	22,8	73,7	2,3	-	-	-
Espagne	31,6	6,7	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	41,0	20,1	23,2	78,1	88,9	36,1	30,6	19,4	41,5	-
Suisse	4,7	0,0	-	-	-	-	-	20,9	-	-
Royaume-Uni	143,4	103,9	362,5	219,4	204,1	229,8	304,8	205,3	167,0	96,1
USA	147,8	78,2	85,4	128,6	208,8	181,1	-	185,2	110,2	-
Chine	8,9	65,7	18,6	36,7	134,2	13,0	88,5	49,0	-	-
Inde	13,7	7,5	25,0	12,5	61,7	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	4,1	-	-	-	0,0	0,1	-	-	-	-
Autres	8,9	-	-	-	-	-	6,9	-	-	-
ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 573,0	1 664,1	1 740,1	1 720,6	2 092,9	1 584,4	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA)/ Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.

Tableau III.33bis Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2 016	2017 ^(p)
Donations Multilatérales	431 025,6	757 589,4	681 173,2	863 360,8	865 867,6	855 527,1	1 159 686,0	724 133,6	920 176,1	1 005 445,1
Nations Unies	126 660,9	116 098,1	98 433,4	37 421,7	160 767,2	115 443,5	142 292,4	64 027,4	107 973,1	99 909,0
Commission Européenne	124 217,0	165 002,9	195 549,2	288 100,3	222 086,8	168 620,7	119 674,3	163 649,9	153 682,5	284 543,7
Banque mondiale	136 823,1	288 809,3	262 899,1	407 809,6	378 436,9	498 541,4	747 016,6	387 921,0	505 445,1	533 171,1
BAD	18 560,9	166 413,7	100 149,0	71 084,2	84 242,0	72 921,6	150 702,7	107 609,4	114 124,9	87 821,3
ACBF ⁽¹⁾	35,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pooled Fund/ GAVI ⁽³⁾	24 728,6	21 265,4	24 142,5	58 945,0	20 334,7	-	-	-	38 950,5	-
Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	-	-	-	926,0	-	-
Donations Bilatérales	451 606,7	584 464,1	895 129,3	718 598,8	1 058 223,0	601 571,2	499 904,4	562 797,0	385 690,9	260 396,3
Belgique	103 086,0	138 479,9	159 404,4	144 711,0	122 872,9	62 002,3	34 169,5	73 958,0	14 161,6	63 160,3
France	10 256,9	35 178,4	25 943,3	18 764,3	-	-	32 782,6	41 801,4	-	-
Allemagne	11 459,7	41 135,5	39 857,1	1 312,1	156 444,2	9 492,8	-	1 740,7	21 258,7	56 335,5
Italie	11 632,2	-	5 126,4	-	-	-	-	926,0	-	-
Finlande	144,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	17 815,7	40 271,8	25 283,1	31 479,2	33 010,3	39 101,6	32 302,4	-	11 199,9	-
Japon	33 564,0	42 711,3	121 468,6	33 720,4	83 398,9	-	-	-	17 101,7	-
Pays-Bas	36 940,9	59 173,3	51 818,7	51 629,1	21 000,9	67 761,3	2 130,8	-	-	-
Espagne	17 739,8	5 397,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	23 013,6	16 172,5	21 006,1	71 850,8	81 691,6	33 227,7	28 288,8	17 947,8	41 894,3	-
Suisse	2 628,0	25,0	-	-	-	-	-	19 353,1	-	-
Royaume-Uni	80 461,1	83 825,8	328 363,5	201 702,5	187 651,6	211 355,0	281 970,1	190 135,0	168 759,1	140 900,5
USA	82 910,7	63 092,3	77 333,3	118 226,3	191 997,9	166 557,8	-	171 517,9	111 315,6	-
Chine	4 987,0	52 974,1	16 888,5	33 704,5	123 360,5	12 000,8	81 889,9	45 417,1	-	-
Inde	7 715,2	6 026,8	22 636,3	11 498,7	56 761,7	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	2 283,2	-	-	-	32,5	71,7	-	-	-	-
Autres	4 968,5	-	-	-	-	-	6 370,2	-	-	-
ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	882 632,3	1 342 053,5	1 576 302,5	1 581 959,6	1 924 090,6	1 457 098,3	1 659 590,4	1 286 930,7	1 305 867,0	1 265 841,3
Taux de change moyen USD/CDF	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.

TITRE IV

MONNAIE ET CREDIT

En 2017, le secteur monétaire a été marqué essentiellement par l'expansion des agrégats monétaires, dans un contexte d'une forte accélération de l'inflation couplée de la dépréciation monétaire induite par des déficits budgétaires sur fond des incertitudes liées aux échéances électorales.

Face à cette situation, la Banque centrale a durci les dispositifs de sa politique monétaire. En effet, il a été procédé au relèvement du taux directeur, de 2,0 % en 2016 à 20,0 % en 2017. Cependant, les coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés et la manipulation du Bon BCC a été flexible suivant le comportement de la liquidité.

Sur le marché monétaire, un regain d'activités a été noté à la faveur notamment de la reprise de l'activité économique intérieure dopée par une conjoncture internationale propice.

Ainsi, ce quatrième titre présente et analyse (i) la politique monétaire, (ii) l'évolution des agrégats monétaires, (iii) le marché monétaire et (iv) la dynamique de l'activité bancaire.

CHAPITRE I

POLITIQUE MONETAIRE

En 2017, la conduite de la politique monétaire a été menée dans un environnement économique marqué globalement par la poursuite des pressions enregistrées sur les marchés des biens et services ainsi que des changes. Dans ces conditions, l'action de la politique monétaire a été orientée dans le sens du durcissement.

En effet, la Banque Centrale a réalisé deux relèvements de son taux directeur, passant de 7,0 % à 14,0 % en janvier, ensuite à 20,0 % au mois de juin. Pour leur part, les coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés dans la mesure où ils opéraient déjà une ponction de la liquidité dans le système bancaire. Quant au Bon de la Banque Centrale du Congo (Bon BCC), son rôle dans la gestion de la liquidité a été considérable.

I.1. CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2017, le cadre opérationnel de la politique monétaire est resté le même qu'en 2016. En effet, les instruments sont constitués du taux d'intérêt sur le refinancement, des coefficients de la réserve obligatoire et des adjudications du Bon BCC.

Quant au suivi, le Comité de Politique Monétaire a assuré la surveillance et pris des décisions en matière de conduite de la politique monétaire à travers ses réunions hebdomadaires et mensuelles.

I.2. EVALUATION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE

A fin 2017, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection de 336,9 milliards de CDF alors qu'il était attendu un flux de 140,2 milliards. L'essentiel de cette injection a été réalisé par les facteurs autonomes avec un import net de 367,6 milliards.

Tableau IV.1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire
(flux en milliards de CDF)

	1er Semestre			2ème Semestre			2017		
	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart
Facteurs autonomes (hors Circulation fiduciaire) (A)	-61,33	113,7	175,04	235,94	253,85	17,91	174,61	367,55	192,95
Facteurs Institutionnels (B)	24,48	33,73	9,26	9,93	-3,05	-12,98	34,41	30,69	-3,72
(A) - (B)	-85,81	79,97	165,78	226,01	256,9	30,89	140,2	336,87	196,67

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Facteurs autonomes de la liquidité

Les facteurs autonomes ont été à la base d'une injection excédentaire de 192,9 milliards de CDF, par rapport à un niveau attendu de 174,6 milliards. Cette injection supplémentaire a été globalement le fait des avoirs intérieurs nets hors refinancement et bon BCC qui ont injecté 488,4 milliards.

Tableau IV.2 Evolution des facteurs autonomes de la liquidité
(flux en milliards de CDF)

	1er Semestre			2ème Semestre			2017		
	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart
Facteurs autonomes (hors circul fiduc.)	-61,3	113,7	175,0	235,9	253,9	17,9	174,6	367,6	192,9
a) Avoirs extérieurs nets	-133,1	-265,7	-132,6	12,8	144,9	132,1	-120,3	-120,8	-0,5
b) Avoirs intérieurs nets	71,8	379,4	307,7	223,1	109	-114,2	294,9	488,4	193,5
. Crédits intérieurs	221,6	183,8	-38,1	256,7	68,7	-188	478,6	252,5	-226
* Crédit net à l'Etat	161,8	71,8	-90	281,7	-118,6	-400,3	443,5	-46,8	-490,3
* Créances sur BCM (RME)	60,1	111	50,9	-25	182,1	207,2	35	293,1	258,1
* Créances sur secteur privé	0	1	1	0	5,2	5,2	0	6,2	6,2
. APN hors Bons BCC	-150,1	195,6	345,7	-33,6	40,2	73,8	-183,7	235,9	419,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Toutefois, deux périodes ont marqué le comportement des facteurs autonomes de la liquidité en 2017, à savoir :

- la première, de janvier à juin, caractérisée par une injection de la liquidité de 113,7 milliards de CDF par les facteurs autonomes alors qu'il était attendu un retrait de 61,3 milliards. Cette situation est expliquée par une expansion des AIN de 379,4 milliards de CDF, soit 307,7 milliards de plus que prévu. Par ailleurs, les AEN ont induit une ponction de 265,7 milliards de CDF contre celle programmée de 133,1 milliards.
- la seconde, de juillet à décembre, marquée par une injection de la liquidité au-delà du niveau programmé. Ainsi, les facteurs autonomes ont injecté de la liquidité pour 253,9 milliards de CDF. Cette injection a été expliquée par une expansion des AEN de 144,9 milliards. Il sied de rappeler que le CNE a reculé de 118,6 milliards de CDF, suite principalement aux mesures d'ajustement budgétaire prises conjointement par le Gouvernement et la Banque Centrale, à partir du mois de juillet.

I.2.2. Réaction de la Politique monétaire

I.2.2.1. Comportement des facteurs institutionnels

En réaction à l'injection de la liquidité opérée par les facteurs autonomes, les facteurs institutionnels ont réalisé une ponction bien qu'inférieure à celle programmée. En

effet, ces facteurs de politique monétaire ont retiré 30,7 milliards de CDF contre un objectif de 34,4 milliards. Cette situation tient de retraits de la liquidité via la réserve obligatoire et le bon BCC avec des ponctions respectives de 27,0 milliards de CDF et 26,5 milliards alors que le refinancement a injecté 22,8 milliards.

Tableau IV.3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité
(flux en milliards de CDF)

	1 ^{er} Semestre			2 ^{ème} Semestre			2017		
	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart
Facteurs Institutionnels	24,5	33,7	9,3	9,3	-3,1	-12,4	34,4	30,7	-3,7
Encours Bons BCC	54,5	-4,46	-59	17	31	14	71,5	26,5	-45
Réserve Obligatoire	20,9	87,8	66,9	75,2	-60,8	-136	96	27	-69,1
Encours refinancement	50,9	49,6	-1,34	82,2	-26,8	-109	133,1	22,8	-110,3

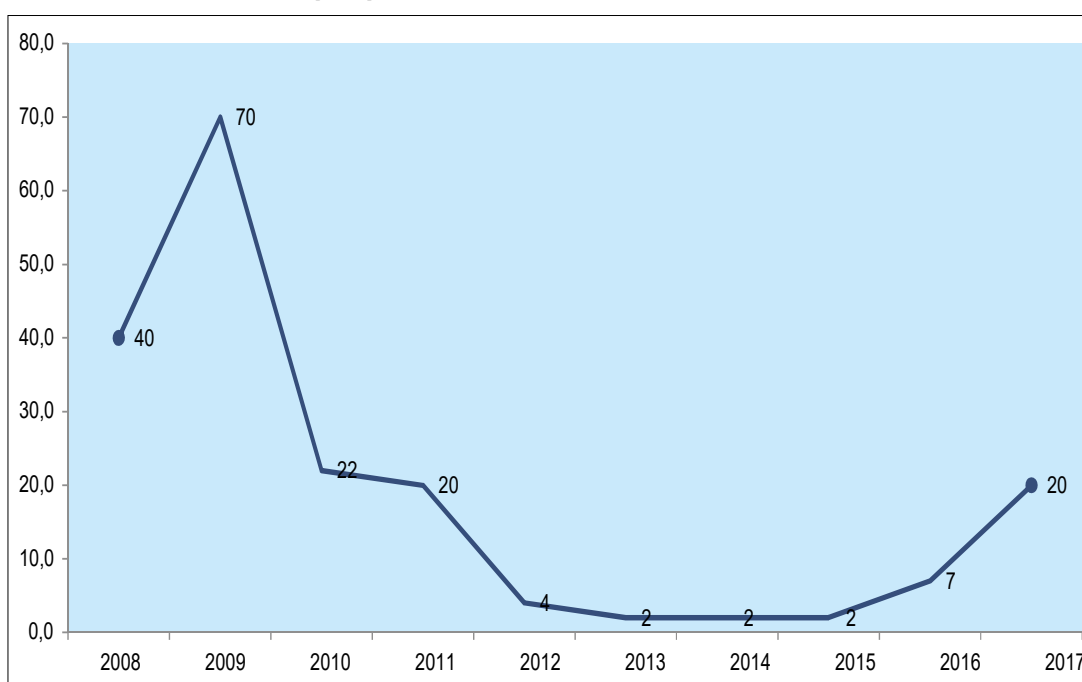
Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2.2. Manipulation des instruments de la politique monétaire

a. Taux directeur

Le taux directeur a fait l'objet de deux révisions au cours de l'année 2017. La première est intervenue le 13 janvier 2017, portant le taux à 14,0 % venant de 7,0 %. La seconde a eu lieu le 26 juin, situant le taux à 20,0 %. Ce durcissement a été dicté par la volonté de contrer les tensions inflationnistes, suite notamment à la dépréciation de la monnaie nationale. L'objectif du dernier relèvement était notamment, d'améliorer l'attractivité du Bon BCC.

Graphique IV.1 Evolution du taux directeur

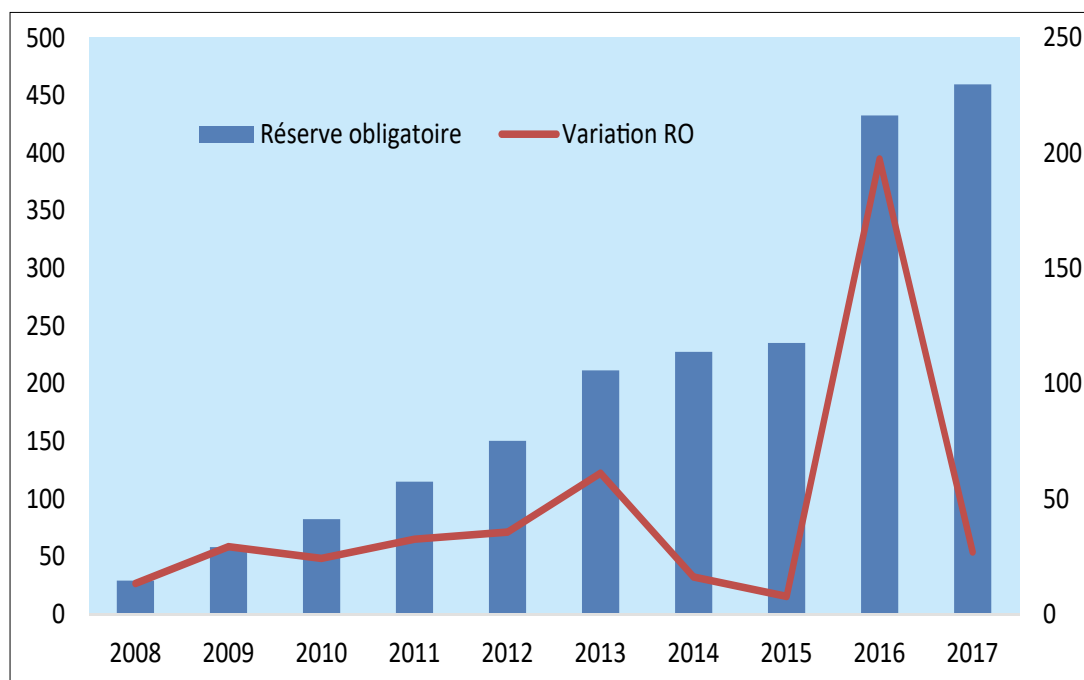


Source : Banque Centrale du Congo.

b. Coefficients de la réserve obligatoire

Les coefficients de la réserve obligatoire, au cours de l'année 2017, n'ont pas connu des modifications par rapport à leurs niveaux de 2016. Le comportement de la réserve obligatoire a occasionné une ponction de la liquidité en-deçà du flux programmé. En effet, sur un flux programmé de 96,0 milliards de CDF, cet instrument a épongé de la liquidité à concurrence de 27,0 milliards.

Graphique IV.2 Evolution de la réserve obligatoire
(en milliards de CDF)



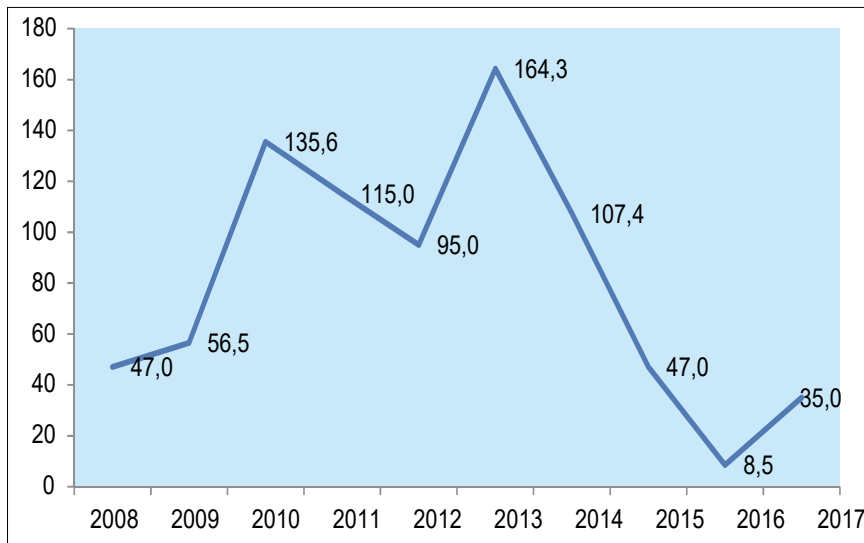
Source : Banque Centrale du Congo.

Dans ce contexte, le flux de liquidité ponctionné par la réserve obligatoire au cours de l'année 2017 tient essentiellement de la dépréciation du franc congolais. En effet, la réserve obligatoire étant constituée en monnaie nationale, la dépréciation du Franc congolais a automatiquement entraîné la hausse du montant à constituer pour les dépôts en devises.

c. Bon BCC

En 2017, le Bon BCC a ponctionné moins que le niveau programmé. En effet, l'encours du Bon BCC a atteint 35,0 milliards de CDF contre celui de 71,5 milliards attendus. Comparativement à la réalisation de 2016, cet encours traduit une injection de 26,5 milliards de CDF.

Graphique IV.3 Evolution annuelle de l'encours du Bon BCC
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

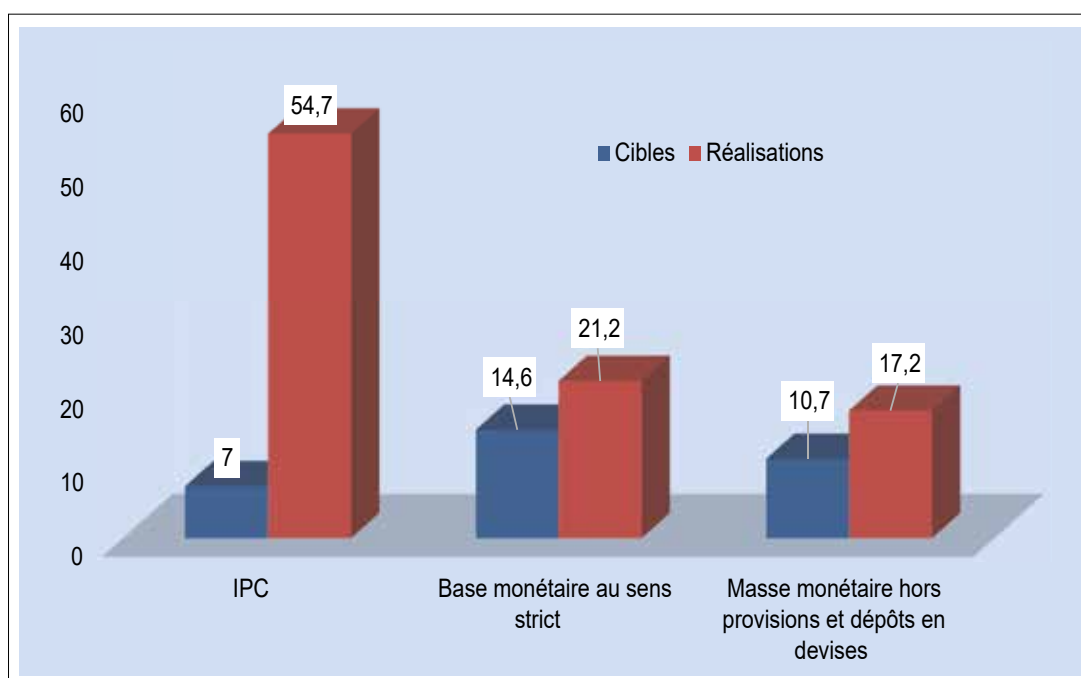
L'analyse de l'évolution de l'encours du bon BCC en 2017 révèle trois phases, à savoir :

- la première, allant de décembre 2016 à février 2017 : marquée par une ponction de 5,5 milliards de CDF ;
- la deuxième, de février à septembre : caractérisée par la chute de l'encours jusqu'à 4,5 milliards de CDF revenant de 14,0 milliards ; et
- la dernière, d'octobre à décembre : marquée par une forte ponction de 30,5 milliards de CDF.

I.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2017, tous les trois objectifs de la politique monétaire n'ont pas été atteints à l'instar de l'année 2016. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 54,7 % contre 23,6 % en 2016, face à un objectif à moyen terme de 7,0 %. Cette accélération de l'inflation est expliquée par la forte dépréciation de la monnaie résultant notamment du financement monétaire du déficit public.

Graphique IV.4 Objectifs de la politique monétaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

De même, les objectifs intermédiaire et opératoire ont évolué au-delà de leur niveau programmé. Ainsi, la base monétaire au sens strict s'est accrue de 21,2 % contre une croissance programmée de 14,6 %. Pour sa part, la masse monétaire hors provisions et dépôt en devises a progressé de 17,2 %, en dépassement par rapport à son objectif de 10,7 %.

CHAPITRE II

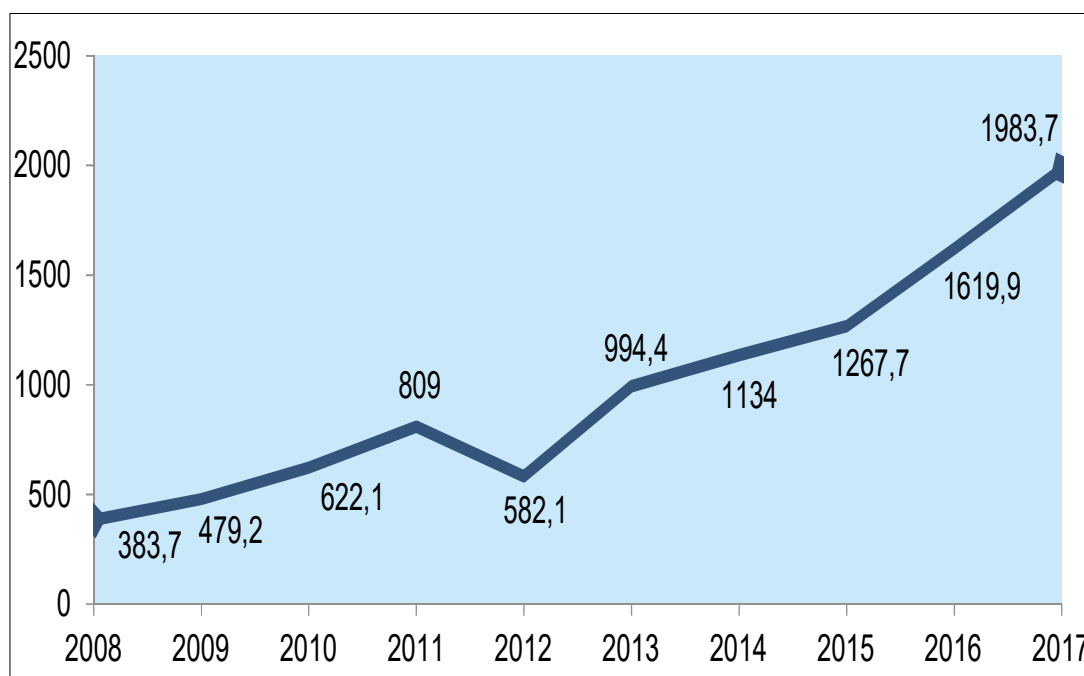
EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

En 2017, il s'est observé globalement une évolution haussière des agrégats monétaires. La hausse de la base monétaire a été expliquée par l'augmentation des avoirs intérieurs nets, tandis que celle de la masse monétaire était portée principalement par la forte croissance des avoirs extérieurs nets. Ainsi, le multiplicateur monétaire s'est légèrement accru, s'écartant de sa trajectoire baissière observée à partir de 2015.

II.1. BASE MONETAIRE

La base monétaire au sens large a connu une croissance annuelle de 22,5 %, s'établissant à 1.983,7 milliards de CDF contre un niveau programmé de 1.849,9 milliards. Cette situation est expliquée principalement par le comportement des créances sur les banques et des autres postes nets, lesquels se sont accrus respectivement de 91,1 % et 16,1 %, se situant à 662,7 milliards et 1.510,3 milliards, d'une année à l'autre.

Graphique IV.5 Evolution de la Base monétaire
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

II.1.1. Composantes de la base monétaire

La hausse de la base monétaire a été localisée au niveau de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 26,1 %, représentant 82,9 % de la croissance totale de la base monétaire en 2017, pour s'établir à 1.454,8 milliards. Dans les mêmes perspectives, les dépôts des banques ont enregistré une croissance de 8,8 %, représentant 10,7 % de la croissance totale, contre une hausse de 17,2 % observée en 2016.

Concernant la structure de la base monétaire, la circulation fiduciaire est demeurée la composante la plus importante, représentant 73,3 % de la base monétaire.

Tableau IV.4 Composantes de la base monétaire ⁽¹⁾
(en milliards de CDF)

	2013	2014	2015	2016	2017
Base monétaire	994,4	1 134,0	1 267,7	1 619,9	1 983,7
Base monétaire sens strict	988,3	1 110,3	1 262,3	1 610,7	1 952,0
Circulation fiduciaire	760,5	817,4	868,1	1 153,3	1 454,8
Dépôt des banques	210,5	272,3	374,4	438,8	477,6
Dépôts en devises	2,0	20,1	2,2	5,1	25,6
Provision pour importation	4,1	3,6	3,3	4,1	6,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau IV.12.

S'agissant des dépôts en devises et des provisions pour importation, ils ont progressé respectivement de 404,9 % et 49,7 %, d'une année à l'autre. La forte croissance des dépôts en devises est liée en partie à la dépréciation de la monnaie nationale. Par ailleurs, le faible poids de ces deux composantes ne les ont pas permis d'impacter significativement l'offre de la monnaie centrale.

II.1.2. Contreparties de la base monétaire

L'expansion de la monnaie centrale en 2017 était consécutive à la progression des avoirs intérieurs nets. Cet accroissement a été atténué par le recul des avoirs extérieurs nets. En effet, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 23,5 % par rapport à l'année précédente, se chiffrant à 2.551,3 milliards de CDF. Cette évolution a été tributaire de la hausse des créances sur les banques et des autres postes nets.

Les accroissements de ces deux facteurs de liquidité ont représenté respectivement 86,8 % et 57,5 % de la variation totale de la base monétaire. Par ailleurs, le crédit net à l'Etat avait reculé de 11,5 % d'une année à l'autre, suite notamment à l'application des mesures de gestion des finances publiques sur base caisse adoptées par le Trésor.

Tableau IV.5 Contreparties de la base monétaire (1)
(en milliards de CDF)

	2013	2014	2015	2016	2017
Avoir extérieurs nets	381,5	353,1	111,3	-446,8	-567,6
Avoir intérieurs nets	612,8	780,9	1 156,4	2 066,7	2 551,3
Crédits Intérieurs	-265,2	-135,6	123,6	753,8	1 022,9
Crédit Net à l'Etat	-312,9	-298,0	-103,6	407,0	360,2
Créances sur les banques	47,7	162,4	227,3	346,8	662,7
Autres postes nets	871,5	905,6	1 020,9	1 301,0	1 510,3

Source : Banque Centrale du Congo.

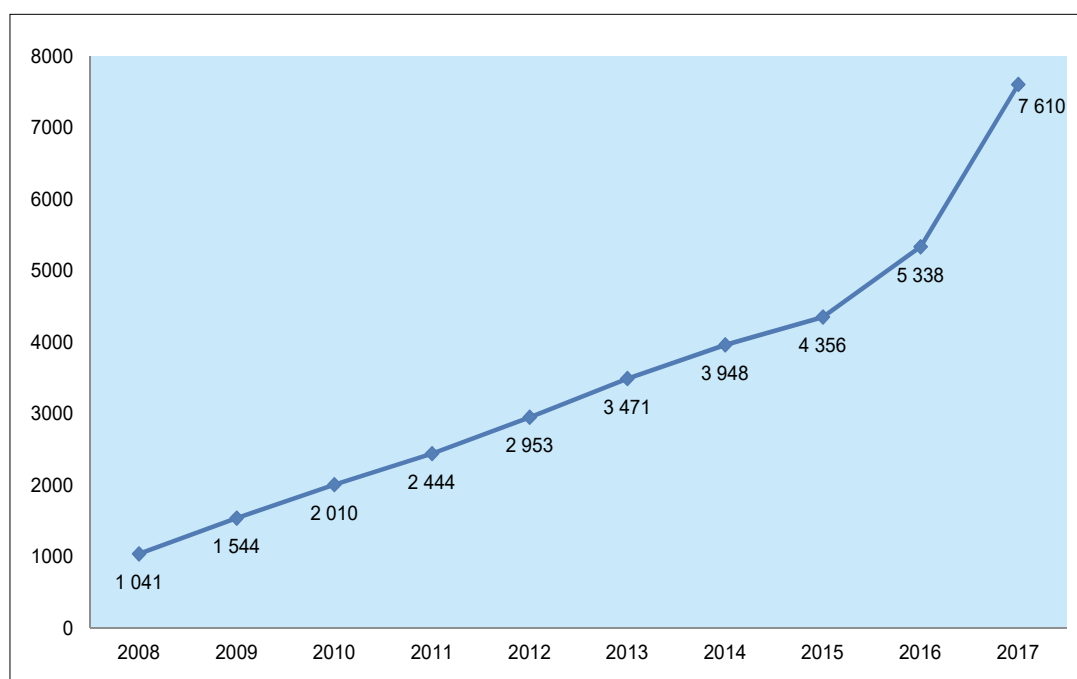
(1) Cfr tableau IV.12.

Quant aux avoirs extérieurs nets, ils ont enregistré une baisse de 27,0 %, liée aux interventions de la banque centrale pour soutenir la monnaie nationale.

II.2. MASSE MONETAIRE

En 2017, la masse monétaire s'est accrue de 42,6 %, s'établissant à 7.609,9 milliards de CDF. Cette hausse de l'offre monétaire est consécutive principalement à l'accroissement des avoirs extérieurs nets.

Graphique IV.6 Evolution de la masse monétaire
(En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.1. Composantes de la masse monétaire

En 2017, la structure de la masse monétaire est restée dominée par la quasi-monnaie avec une part de 73,5 %, laquelle a enregistré une progression de 53,9 %, d'une année à l'autre. Cet accroissement a été essentiellement tiré par les dépôts en devises qui se sont accrus de 55,1 % et dont la part dans la quasi-monnaie est passée de 98,4 % à 99,2 % d'une année à l'autre.

Par ailleurs, les dépôts à terme en monnaie nationale ont sensiblement baissé de 21,3 %, d'une année à l'autre, au profit des dépôts en devises. Cette situation s'explique principalement par la dépréciation du franc congolais, faisant du dollar américain la monnaie de refuge pour les déposants.

Quant au stock de monnaie, dont la part dans la masse monétaire a été de 26,1 %, elle a enregistré un accroissement de 18,5 % contre 26,4 % en 2016. L'évolution de cet agrégat a été principalement tributaire de celle de la circulation fiduciaire. Le poids de cette dernière dans le stock de monnaie a progressé, passant de 64,1 % à 68,3 % d'une année à l'autre. Toutefois, son rythme d'accroissement a ralenti, passant de 37,3 % en 2016 à 26,3 % une année après. Il sied d'indiquer la faible hausse des dépôts à vue de 4,8 % contre 10,7 % en 2016.

Tableau IV.6 Composantes de la masse monétaire ⁽¹⁾
(en milliards de CDF)

	2013	2014	2015	2016	2017
Masse monétaire M2	3 470,7	3 948,0	4 355,8	5 337,8	7 609,9
Masse monétaire (sens strict)	1 072,6	1 181,6	1 324,9	1 674,9	1 985,3
Circulation fiduciaire	692,9	742,5	781,9	1 073,4	1 355,2
Dépôts à vue	379,7	67,0	543,1	601,4	630,1
Quasi-monnaie	2 398,1	2 766,4	3 015,0	3 636,3	5 594,5
Dépôts à terme en MN	30,4	35,6	72,8	58,2	45,8
Dépôts en devises	2 367,7	2 730,8	2 942,2	3 578,1	5 548,7
Provision pour importation	21,7	17,6	15,9	26,6	30,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau IV.12.

II.2.2. Contreparties de la masse monétaire

L'expansion de la masse monétaire en 2017 est tiré tant par les avoirs extérieurs nets que les avoirs intérieurs nets. En effet, les avoirs extérieurs nets, dont la croissance annuelle s'est établie à 147,4 %, ont représenté 69,3 % du total de la croissance monétaire. De leur part, les avoirs intérieurs nets ont connu une augmentation de 16,3 % comparés à leur niveau de 2016.

Tableau IV.7 Contre parties de la masse monétaire
(En milliards de CDF)

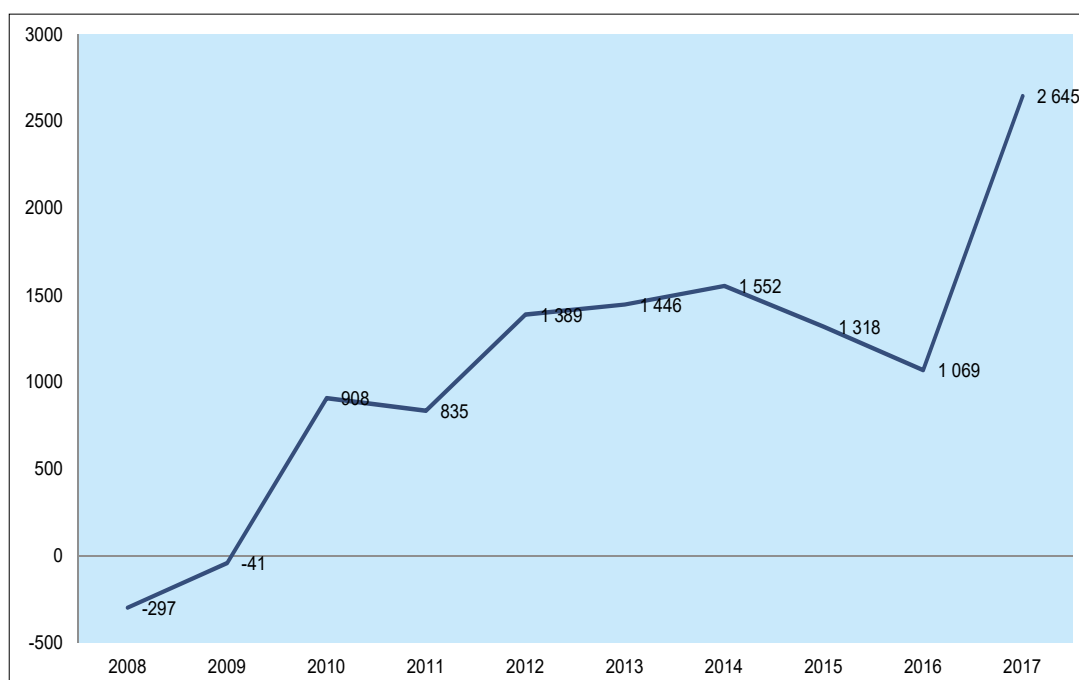
	2013	2014	2015	2016	2017
Avoir extérieurs nets	1 445,9	1 552,3	1 318,0	1 069,1	2 644,8
Avoir intérieurs nets	1 911,6	2 291,2	3 037,8	4 268,7	4 965,1
Crédits Intérieurs	938,4	1 344,8	1 869,6	2 812,5	3 082,9
Créances nettes sur l'Etat	-506,2	-434,5	-218,5	281,8	264,2
Crédit au secteur privé	1 444,6	1 779,3	2 088,2	2 530,7	2 818,8
Autres postes nets	973,2	946,4	1 092,0	1 321,9	1 680,7

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Cfr tableau IV.12.

II.2.2.1 Evolution des avoirs extérieurs nets

En 2017, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont enregistré une hausse de 147,4 % par rapport à 2016 pour s'établir à 2.644,8 milliards de CDF. Cette forte croissance est justifiée notamment par l'amélioration de l'offre des devises induite par le solde créditeur de la balance des paiements.

Graphique IV.7 Evolution des avoirs extérieurs nets
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

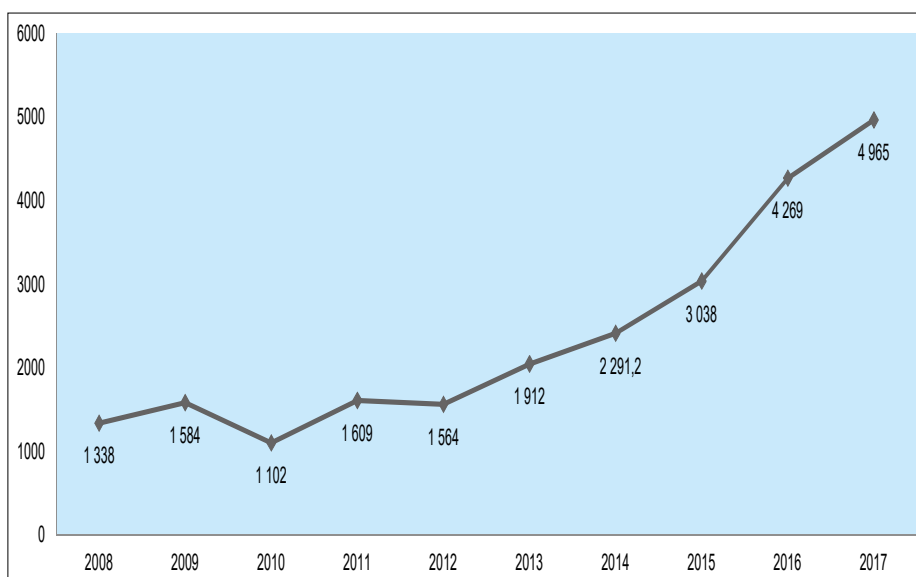
II.2.2.2 Evolution des avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 16,3 % en 2017, s'établissant à 4.965,1 milliards de CDF. Cette progression a été portée par l'augmentation des autres postes nets et celle de la créance sur le secteur privé qui ont enregistré des croissances respectives de 27,1 % et 11,4 %, d'une année à l'autre. Par ailleurs, le crédit net

à l'Etat a reculé de 6,3 %, suite à une gestion équilibrée des finances publiques instaurée par le Gouvernement.

Graphique IV.8 Evolution des avoirs intérieurs nets

(En milliards de CDF)

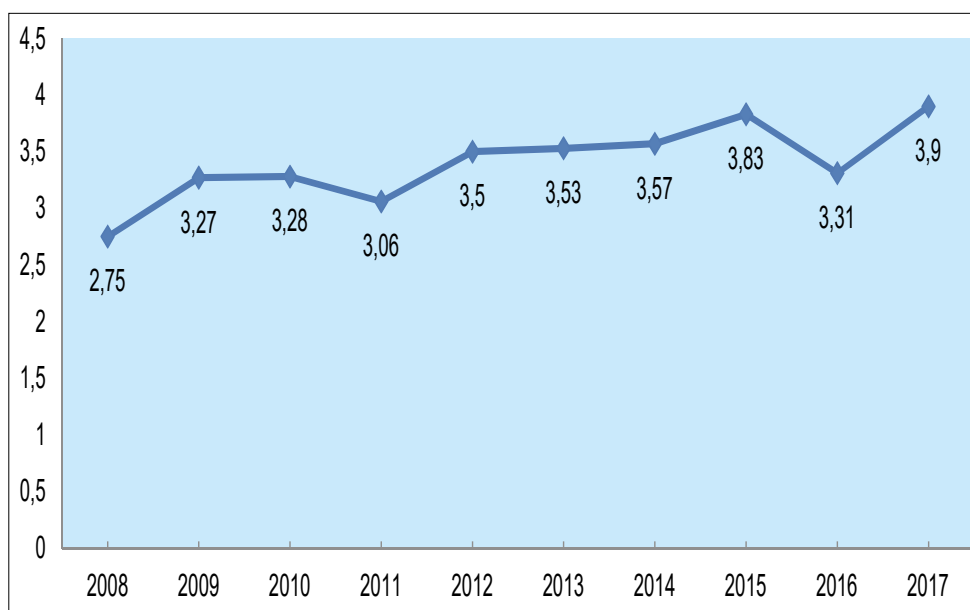


Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE

En 2017, le multiplicateur monétaire s'est relevé à 3,9 rentrant ainsi dans sa trajectoire haussière amorcée à partir de 2012. Cette situation a été justifiée par une augmentation plus que proportionnelle de la masse monétaire par rapport à la base monétaire.

Graphique IV.9 Evolution du multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

MARCHE MONETAIRE

Le marché monétaire a été marqué par un regain de l'activité économique intérieure en 2017, comparativement à l'année précédente. En effet, après la chute observée en 2016, les transactions sur le marché monétaire ont augmenté à la faveur notamment de la reprise de l'activité économique impulsée par une conjoncture internationale favorable.

Quant aux taux d'intérêt, ils ont enregistré une hausse par rapport à 2016, en raison de l'accélération de l'inflation induite notamment par la dépréciation de la monnaie nationale dans un contexte d'une économie dollarisée.

III.1. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

L'analyse de la profondeur du marché monétaire révèle une dilatation du poids des transactions par rapport à 2016. En effet, le poids de ses transactions par rapport au PIB a augmenté de 5,2 points de pourcentage, se situant à 17,2 % du PIB en 2017.

Cette évolution provient essentiellement du dynamisme du marché interbancaire dont le poids en pourcentage du PIB a été de 11,9 % contre 3,6 % en 2016. Les deux autres compartiments, à savoir : le marché en Banque et celui du Bon BCC, ont connu des baisses, représentant 4,3 % et 0,9 % en 2017 contre 6,5 % et 2,0 % du PIB en 2016.

Graphique IV.10 Profondeur du marché monétaire
(en pourcentage du PIB)

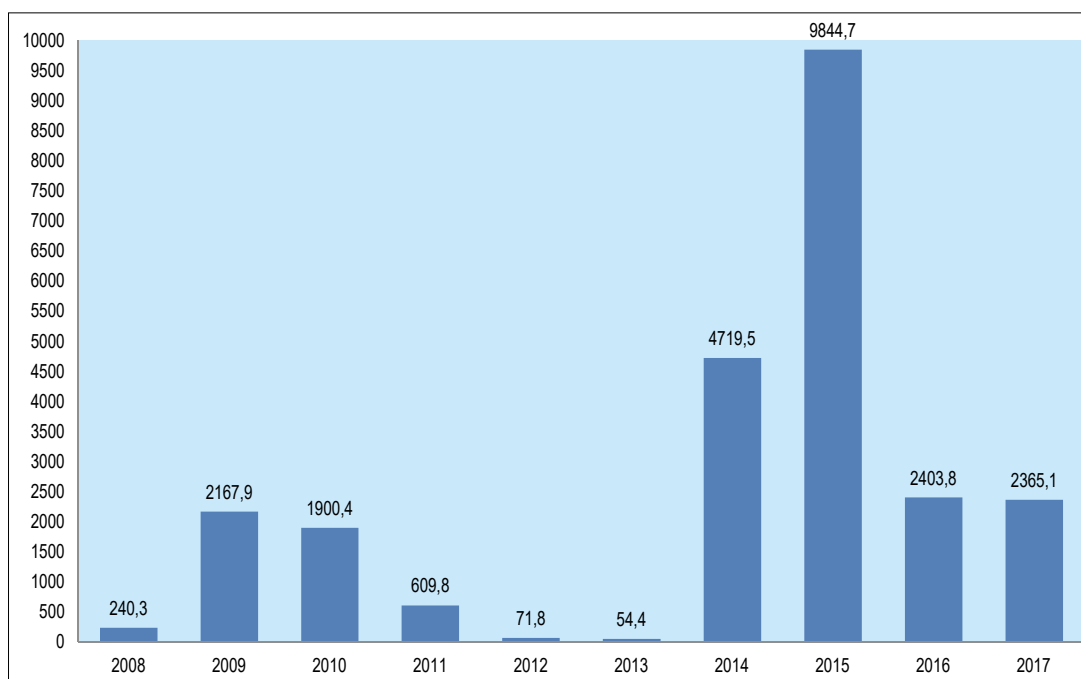


Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.1. Marché en Banque

En 2017, le refinancement des banques a atteint un volume de transaction de 2.365,1 milliards, affichant une légère baisse de 1,6 % par rapport à l'année 2016. Ces opérations ont été réalisées à concurrence de 69,1 % dans le guichet des prêts à court terme et de 30,9 % dans celui des facilités permanentes.

Graphique IV.11 Evolution du volume annuel du refinancement
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

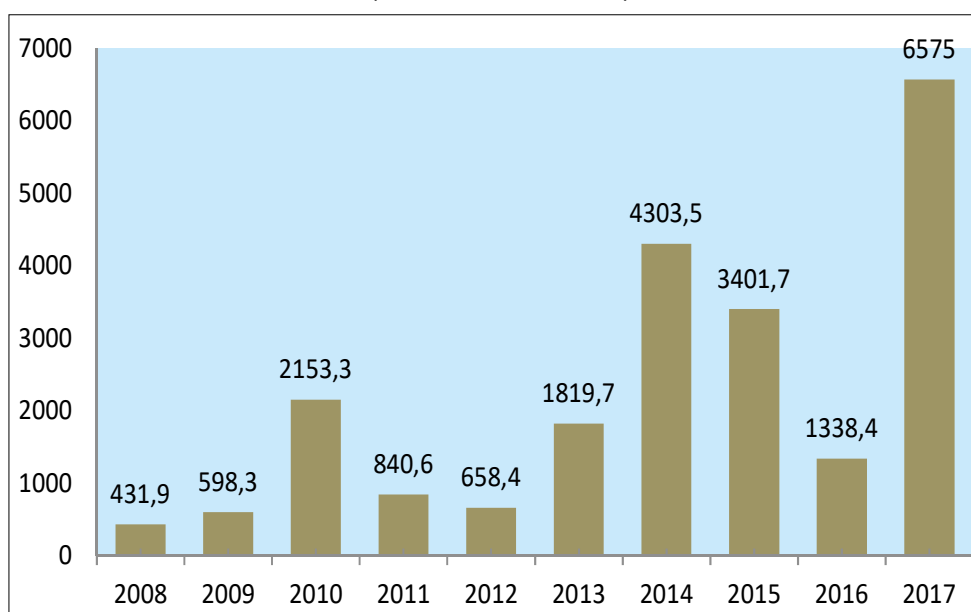
S'agissant du guichet des prêts à court terme, il a enregistré des transactions d'un volume global de 1.635,1 milliards contre 551,1 milliards en 2016, attestant un besoin accru de liquidité. Quant à celui des facilités permanentes, il n'a été dynamique qu'au premier trimestre, avec un volume de transactions de 388,3 milliards de CDF, et au mois d'août où les opérations ont atteint 341,7 milliards.

Il sied d'indiquer qu'au terme de l'année 2017, l'encours des prêts à court terme a été de 8,0 milliards et nul pour les facilités permanentes.

III.1.2. Marché interbancaire

Le guichet interbancaire a été très dynamique au cours de l'année sous analyse, enregistrant un volume global des transactions de 6.575,0 milliards de CDF contre 1.338,4 milliards à fin décembre 2016.

Graphique IV.12 Volume annuel des transactions interbancaires
(en milliards de CDF)

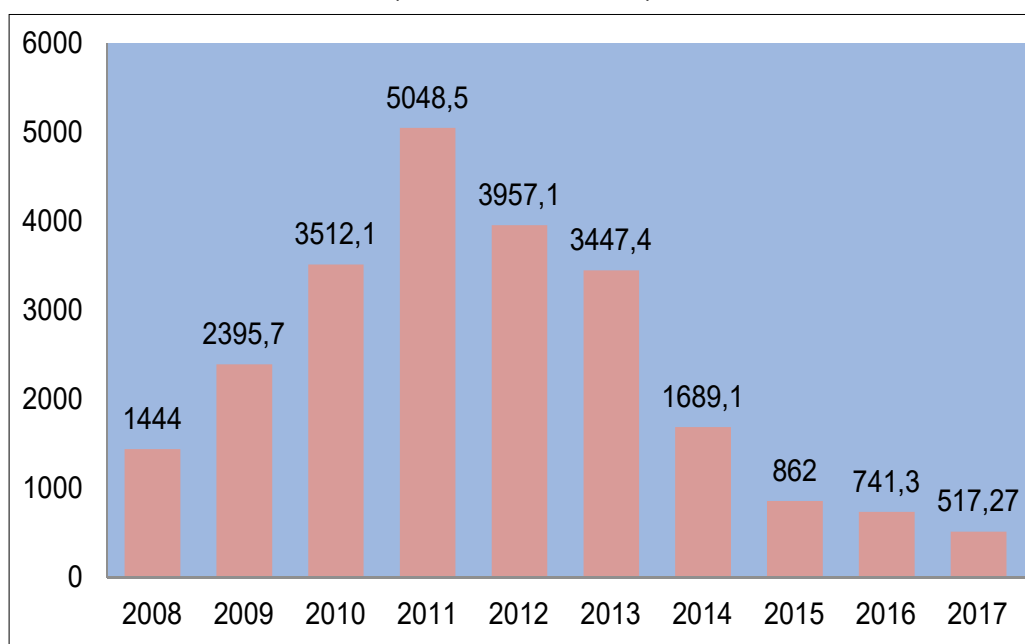


Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.3. Marché du Bon BCC

En 2017, le volume des transactions sur le Bon BCC s'est chiffré à 517,3 milliards venant de 741,3 milliards de CDF en 2016. Le resserrement des fourchettes d'appels d'offres malgré la hausse du taux directeur explique cette évolution.

Graphique IV.13 Volume annuel des ventes du Bon BCC
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

A fin décembre 2017, l'encours s'est établi à 35,0 milliards de CDF, enregistrant une ponction de 26,5 milliards par rapport à fin 2016.

Tableau IV.8 Evolution de l'encours du Bons BCC
(en milliards de CDF)

	2013	2014	2015	2016	2017
Soumissions retenues	3447,4	1689,1	862	741,3	517,3
Encours Bon BCC (1)	164,3	107,4	47	8,5	35

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau IV.12.

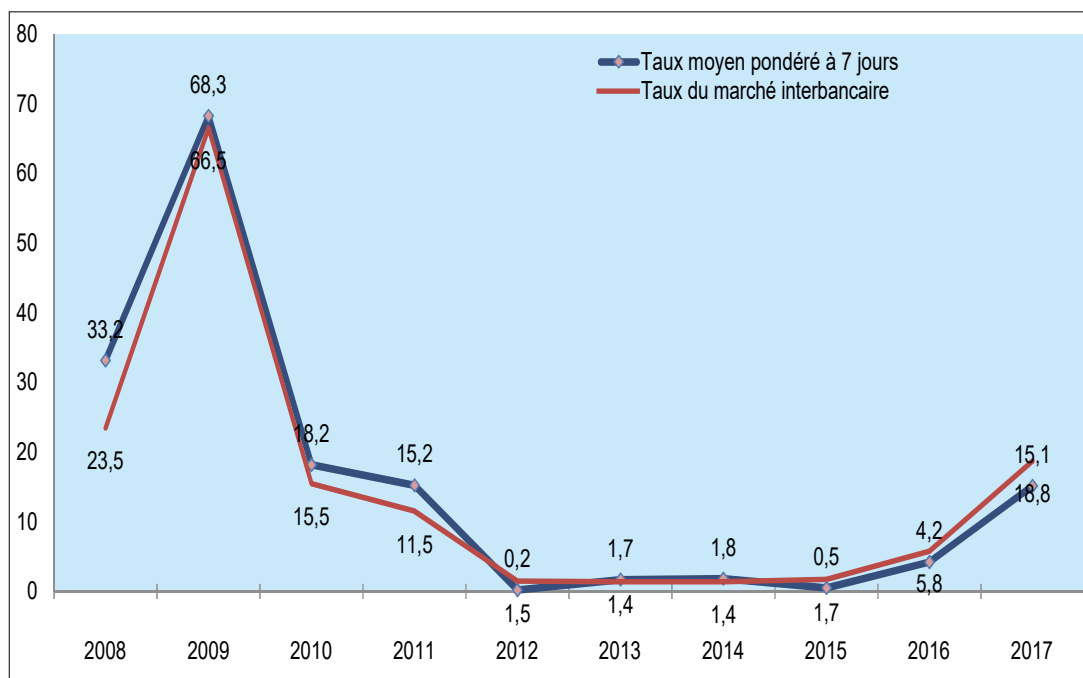
III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET

III.2.1. Evolution des taux d'intérêt nominaux

Après son relèvement à 7,0 % en septembre 2016, le taux directeur a été ajusté à deux reprises en 2017, passant de 7 % à 14,0 % en janvier, puis à 20,0 % en juin, dans un contexte de surchauffe sur les principaux marchés.

Le taux moyen pondéré du Bon BCC est passé de 4,2 % à fin décembre 2016 à 15,1 % à fin décembre 2017, dans un environnement marqué par la hausse du taux directeur.

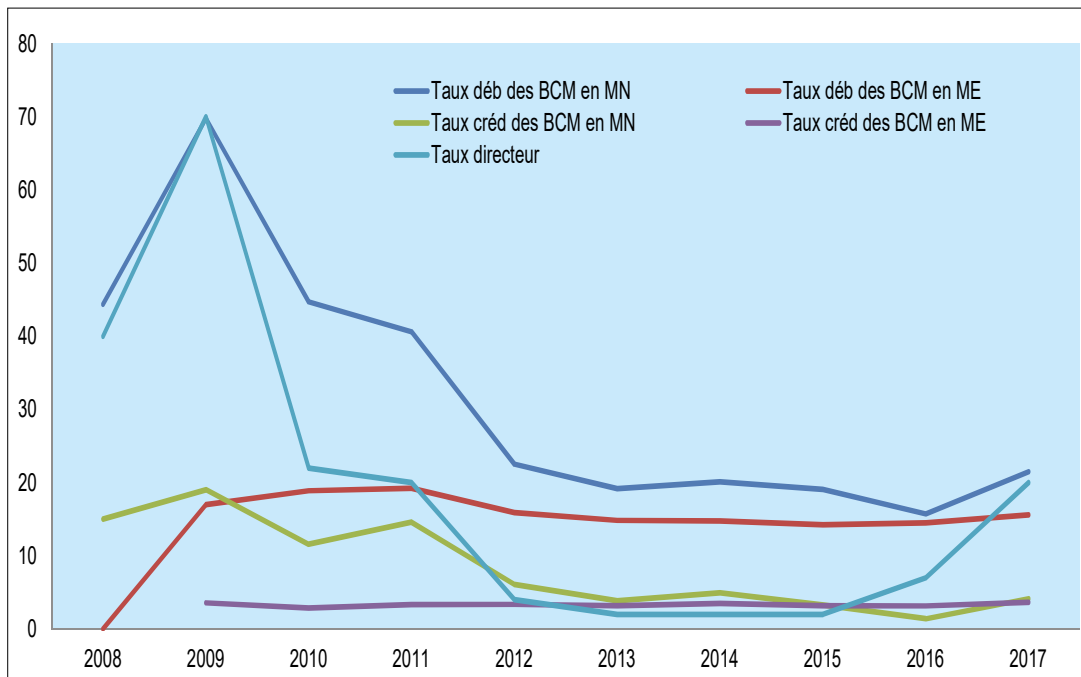
Graphique IV.14 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

De même, le taux sur le marché interbancaire a suivi la tendance du taux directeur, s'établissant en moyenne autour de 14,4 % contre 3,5 % une année auparavant.

Graphique IV.15 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales
(en pourcentage)

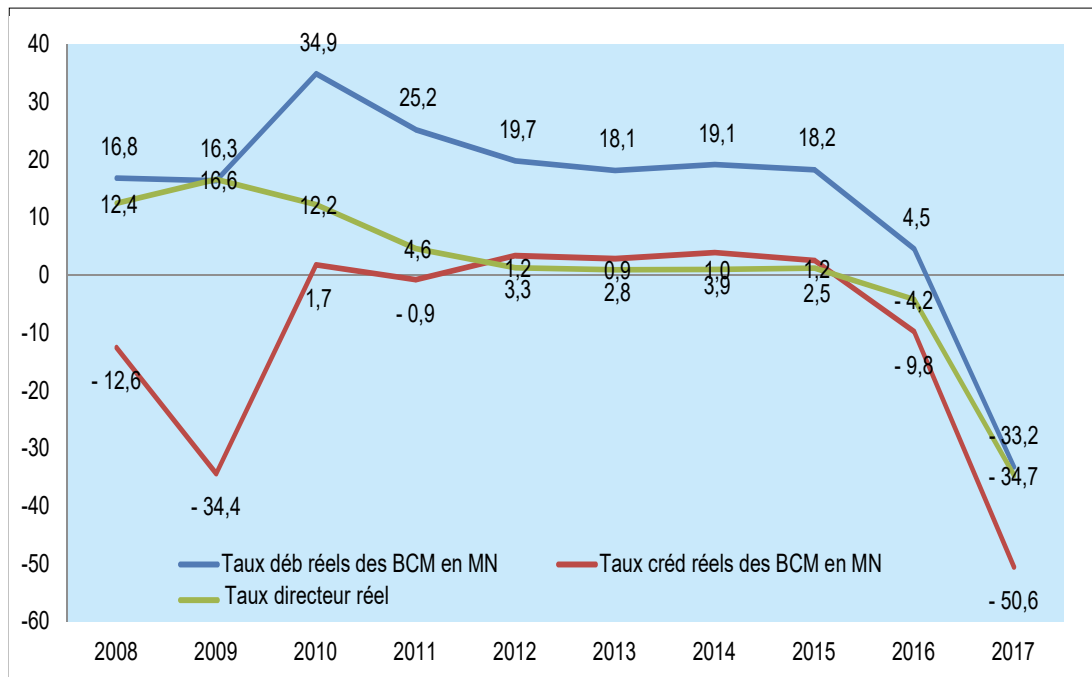


Source : Banque Centrale du Congo.

3.2.2. Taux réels

Excepté au mois de janvier, le taux directeur réel est demeuré négatif sur le reste de l'année 2017. Il en a été de même pour les taux moyens pondérés réels du Bon BCC ainsi que pour les taux débiteurs et créditeurs réels des banques. La forte accélération de l'inflation a été le principal facteur explicatif de ce comportement.

Graphique IV.16 Taux d'intérêt réels
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE IV

ACTIVITE BANCAIRE

En 2017, l'activité bancaire a été plus dynamique qu'en 2016 attestée par l'expansion des crédits et dépôts, en dépit de l'environnement économique morose marqué par une forte dépréciation du franc congolais.

Ainsi, l'encours global des crédits à l'économie s'est accru de 11,8 % par rapport à l'année précédente, représentant 7,1 % du PIB contre 9,4 % en 2016. En outre, l'encours global des dépôts bancaires a augmenté de 46,6 % contre un accroissement de 19,2 % en 2016. Comme l'année précédente, les dépôts à vue et en monnaies étrangères sont demeurés prépondérants.

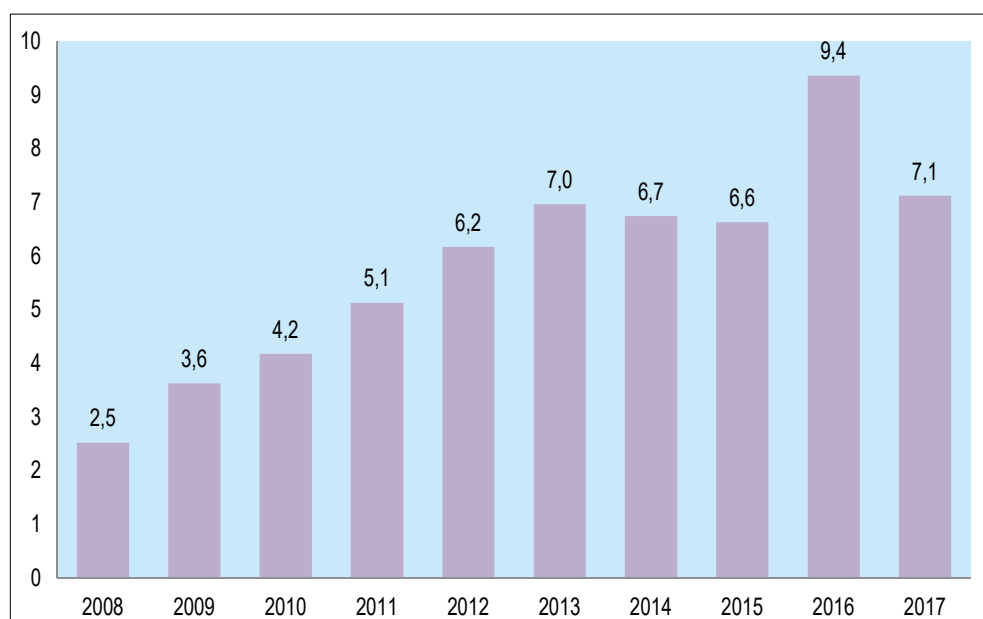
Par ailleurs, quoique demeurant positif, la variation de l'encours global des crédits à l'économie a été faible par rapport à celle des dépôts. Dans ce contexte, l'institut d'émission a procédé notamment à la création de la centrale des risques, l'introduction du crédit-bail et des facilités des prêts spéciaux.

IV.1 EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS

Au terme de l'année 2017, l'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 3.925,2 milliards de CDF, soit une augmentation de 11,8 % par rapport à l'année précédente. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie n'a représenté que 7,1 % contre 9,4 % en 2016.

Graphique IV.17 Evolution de l'encours des crédits

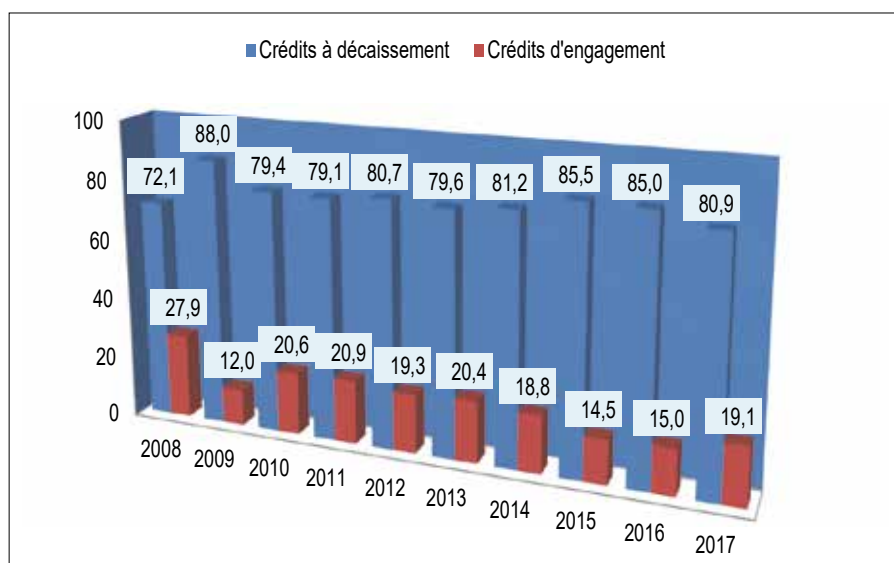
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

Le crédit à décaissement s'est établi à 3.175,3 milliards de CDF, soit 80,9 % du total contre 85,0 %, une année plus tôt.

Graphique IV.18 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire
(en pourcentage)

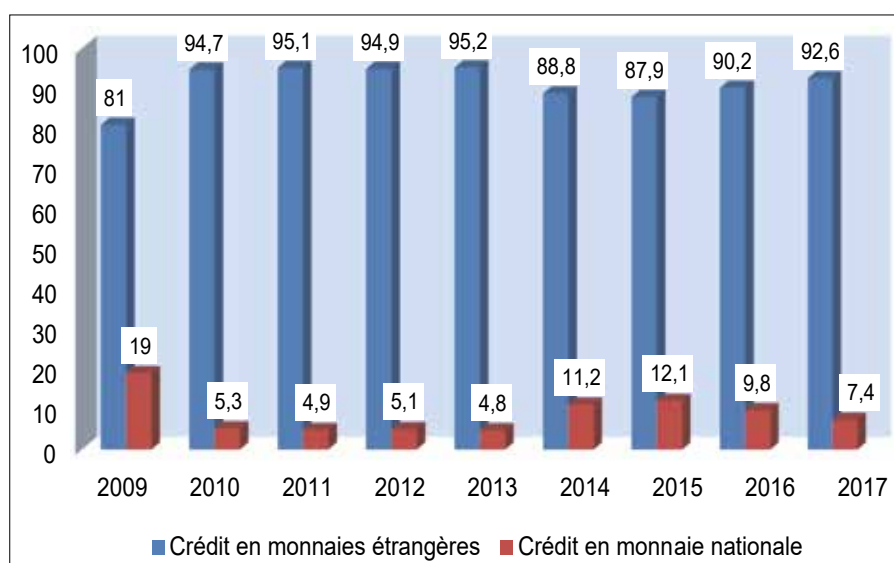


Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1. Crédit à décaissement

En raison de la forte dollarisation de l'économie congolaise, le crédit à décaissement alloué aux entreprises privées et ménages est resté essentiellement dominé par le crédit en monnaies étrangères dont la part a été de 92,6 % de l'encours total, soit une hausse de 2,4 points de pourcentage par rapport à 2016.

Graphique IV.19 Structure du crédit suivant la monnaie
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1.1. Crédit à décaissement aux entreprises et aux particuliers

Le crédit à décaissement aux entreprises et aux ménages a atteint 3.175,3 milliards de CDF en 2017, enregistrant un accroissement de 6,3 % par rapport à 2016. Rapporté au PIB, il a baissé de 2,7 points de pourcentage, se situant à 5,8 %.

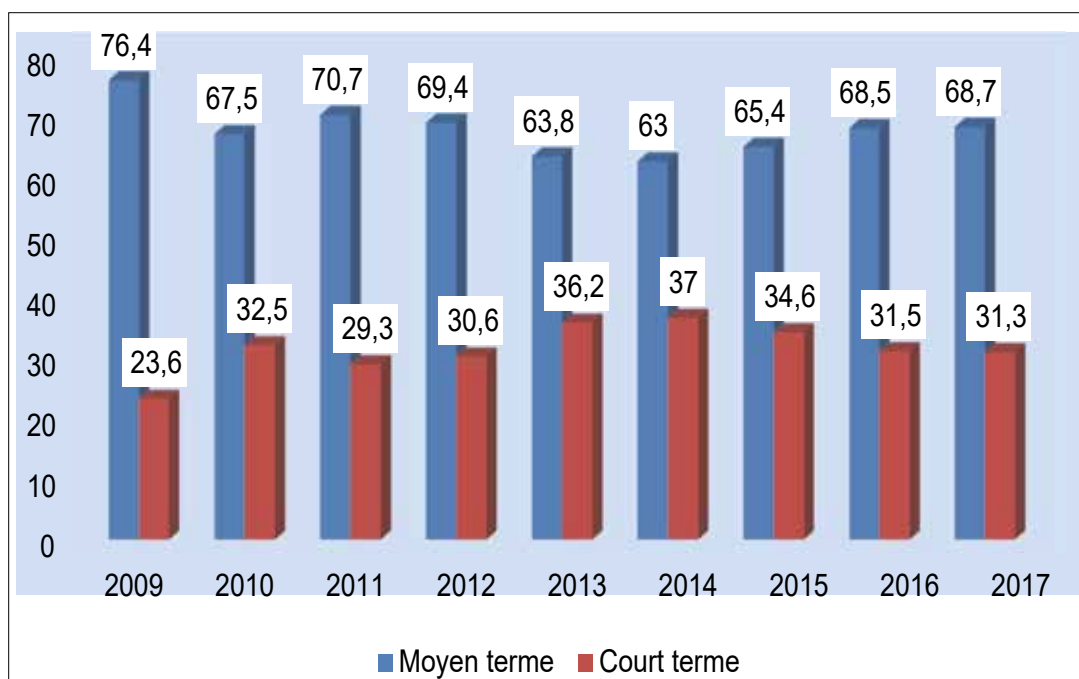
a. Ventilation selon la maturité

Suivant la maturité, le crédit à décaissement accordé aux entreprises et aux ménages est resté dominé par celui à court terme, lequel s'est accru de 6,6 % par rapport à l'année précédente, s'établissant à 2.180,9 milliards de CDF et représentant 55,6 % du total en 2017 contre 58,3 % en 2016. Cette prépondérance du crédit à court terme s'explique par l'aversion des banques aux risques élevés auxquels sont liés les prêts à moyen et long termes.

Pour ce qui est des prêts bancaires à moyen et long termes, ils ont augmenté de 5,8 %, d'une année à l'autre, atteignant 994,4 milliards de CDF. Ces derniers ont représenté 25,3 % du total contre 26,8 % en 2016.

Graphique IV.20 Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme

(en pourcentage)

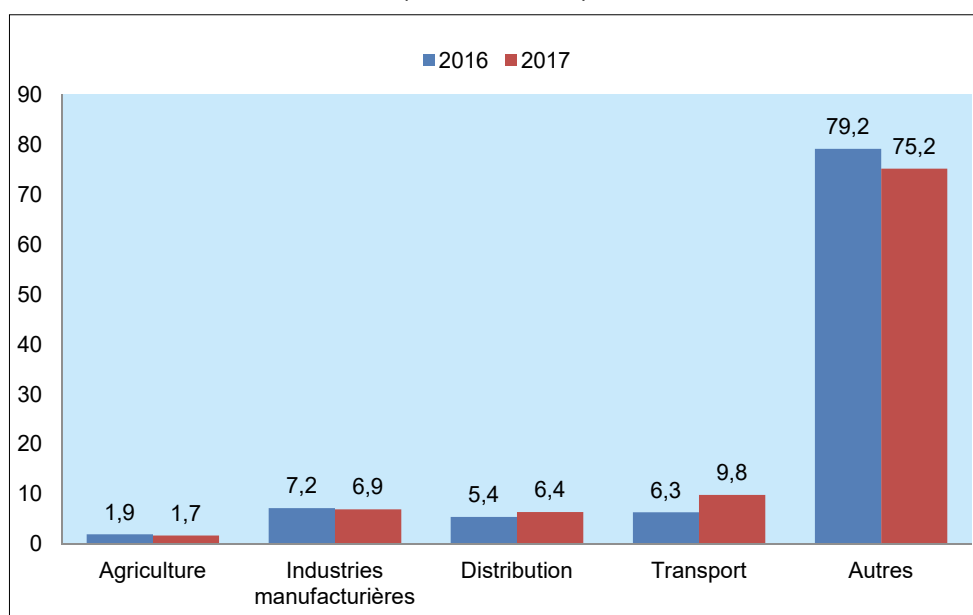


Source : Banque Centrale du Congo.

b. Ventilation par secteur d'activités

A fin 2017, l'encours du crédit a été largement prédominé par celui octroyé au secteur «Autres », lequel a représenté 75,2 % du total.

Graphique IV.21 Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes
(en variation %)

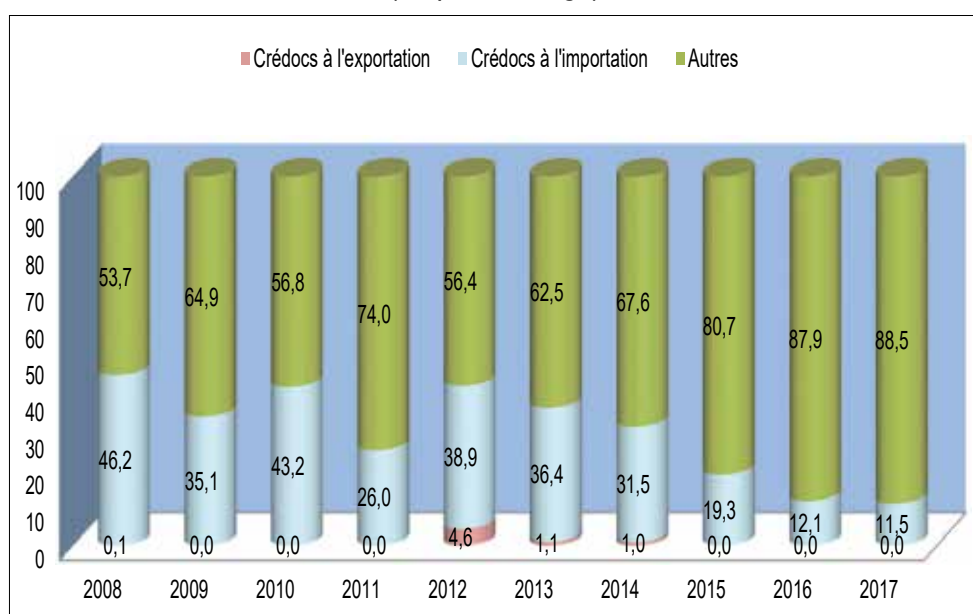


Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.2. Crédit d'engagement

Le crédit d'engagement s'est chiffré à 749,8 milliards de CDF en 2017, soit une hausse de 42,6 % contre celle de 56,1 % enregistrée en 2016. Le volume de ce crédit dans le total s'est établi à 19,1 % en 2017 contre 15,0 % une année plus tôt. Le crédit documentaire à l'importation a augmenté de 34,6 %, s'établissant à 86,0 milliards de CDF.

Graphique IV.22 Structure des crédits d'engagement
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.9 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers (1)
(en millions de CDF)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
I. Crédits à décaissement	647,5	963,3	1 340,90	1665,7	1820,3	1990,1	2986	3175,3
Crédits à court terme	436,9	681	930,9	1062,4	1146,1	1300,6	2046,4	2180,9
Agriculture	43	19	34,3	25,8	10	21,8	39	38
Industrie	31,1	78	95	172,9	51,3	40,6	146	150
Distribution	56,5	124,2	322,2	387,5	741,5	450,2	110	141
Transport	66,3	96,3	128	82,2	53,4	69,2	130	213
Autres	240	363,5	351,4	394	290	718,8	1 621	1 640
Crédits à M.T.	210,6	282,3	410	603,3	674,2	689,5	939,6	994,4
Investissements productifs	85,5	107	131,2	297,2	217,3	330,3	450	476
Prêts spéciaux	0	0	0	0	24,5	72,8	99	105
Autres	125,1	175,3	278,8	306,1	432,3	286,5	390	413
II. Crédits d'engagement	167,8	254,5	320,7	427,7	420,1	336,9	525,9	749,8
Crédocs à l'import	72,6	66,1	124,9	155,7	132,1	64,9	63,9	86
Crédocs à l'export	0	0	14,8	4,7	4,1	0	0	0
Autres (1)	95,2	188,4	181	267,3	283,9	272	462	663,9
III. Total crédits des BCM	815,3	1217,8	1661,6	2093,4	2240,4	2327	3511,9	3925,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau IV.20.

IV.2. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS

L'encours global des dépôts bancaires, caractérisé par la prépondérance de ceux à vue et en monnaies étrangères, s'est accru de 46,6 %, atteignant 6.179,4 milliards de CDF contre un accroissement de 19,2 % en 2016.

IV.2.1. Encours des dépôts par catégorie des déposants

Les dépôts, du point de vue de catégorie des déposants, sont dominés par ceux des particuliers, lesquels ont représenté 41,3 % du total. Ceux des pouvoirs publics subordonnés et des entreprises privées ont représenté respectivement 27,6 % et 19,3 %.

Tableau IV.10 Encours des dépôts par catégorie des déposants (1)
(en millions de CDF)

	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
Catégorie de déposants					
Particuliers	1 074,5	1 403,0	1 500,3	1 790,9	2 626,1
Entreprises privées	1 396,1	1 308,1	665,2	817,2	1 198,2
Entreprises publiques	172,1	237,8	254,3	304,5	446,5
Organismes financiers non monétaires	11,7	23,8	21,8	27,2	39,8
Pouvoirs publics subordonnés	53,6	157,1	996,9	1 160,9	1 702,3
Organismes publics à caractère administratif	79,4	35,2	97,4	113,5	166,4
Total	2 787,8	3 164,9	3 536,0	4 214,1	6 179,4

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableaux IV.17 et IV.18.

IV.2.2. Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

En 2017, les dépôts à vue, chiffrés à 2.935,2 milliards de CDF, ont représenté 79,6 % du volume total des dépôts bancaires. D'une année à l'autre, ils se sont accrus respectivement de 4,6 % et 17,0 %.

Tableau IV.11 Evolution des dépôts bancaires
(en millions de CDF)

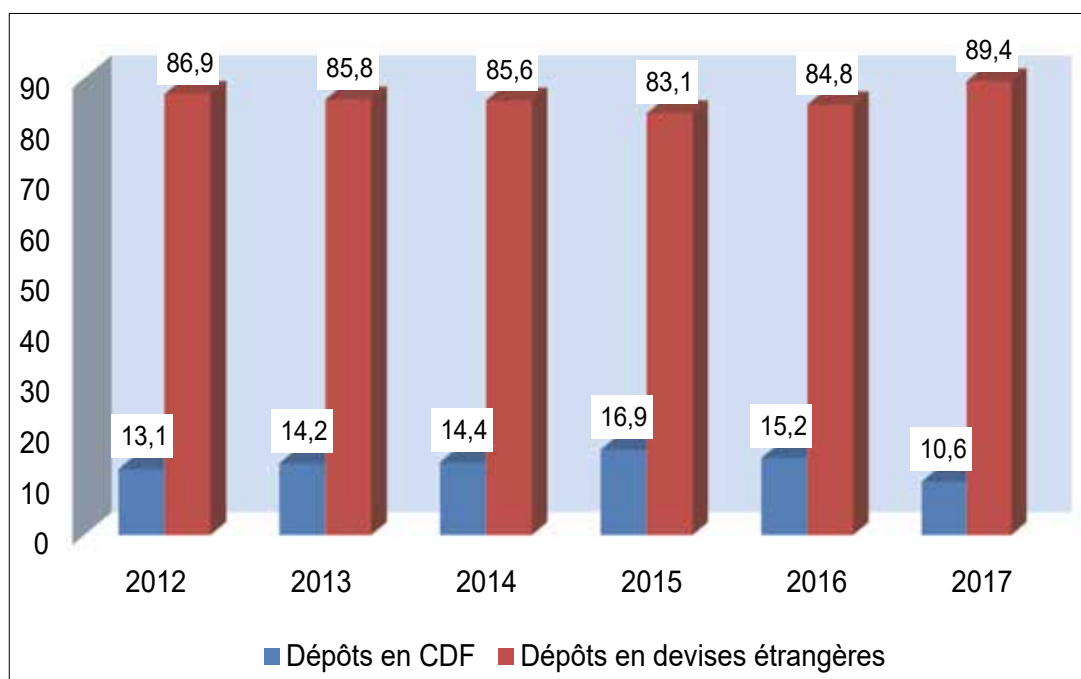
Dépôts à vue et à terme	2013	2014	2015	2016	2017
Dépôts à vue	2 495,9	2 834,2	3 041,9	2 805,3	2 935,2
Dépôts à terme	291,8	491,7	582,6	642,7	752,2
Total	2 787,7	3 325,9	3 624,4	3 448,0	3 687,4

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.3. Encours de dépôts suivant la monnaie de constitution

Selon la monnaie de constitution, les dépôts restent dominés par ceux en devises. En effet, les dépôts en devises ont représenté 89,4 % du total en 2017 contre 84,8 % en 2016. Il se dégage ainsi une hausse du taux de dollarisation de l'économie nationale de 5,4 points.

Graphique IV.23 Structure des dépôts suivant la monnaie
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

TABLEAUX ANNEXES

MONNAIE ET CREDIT

Tableau IV.12 Situation monétaire intégrée

(En millions de CDF)

	Dec-08	Dec-09	Dec-10	Dec-11	Dec-12	Dec-13	Dec-14	Dec-15	Dec-16	Dec-17
Situation Monétaire Intégrée										
Avoirs extérieurs nets	-210 999	-40 957	907 868	834 878	1 389 151	1 445 872	1 552 286	1 317 994	1 069 064	2 644 782
BCC	-390 062	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	111 292	-446 794	-567 615
BCM	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702	1 515 858	3 212 397
Avoirs intérieurs nets	1 252 376	1 581 898	1 101 741	1 604 255	1 561 074	2 046 490	2 413 361	3 037 831	4 268 700	4 965 114
Crédits intérieurs	724 068	859 427	424 913	792 282	700 847	1 073 299	1 466 916	1 945 815	2 946 752	3 284 402
Crédit net à l'Etat	248 674	172 818	-390 073	-169 761	-603 677	-506 184	-434 533	-218 547	281 818	264 188
BCC	272 219	200 233	-335 989	-77 136	-377 651	-312 898	-297 956	-103 649	406 967	360 174
BCM	-23 546	-27 415	-54 084	-92 625	-226 026	-193 287	-136 577	-114 898	-125 148	-95 986
Créances sur les entreprises publiques	3 130	28 900	32 359	48 716	157 333	134 887	122 151	76 168	134 226	201 457
Créances sur le secteur privé	466 011	657 694	782 626	913 327	1 147 191	1 444 597	1 779 299	2 088 194	2 530 707	2 818 757
Créances sur le reste de l'Economie	6 253	15	0	-	-	-	0	0	0	0
Autres postes nets	528 308	722 472	676 828	811 973	860 227	973 192	946 445	1 092 015	1 321 948	1 680 712
M2 avec Provisions	1 041 377	1 540 941	2 009 609	2 439 133	2 950 224	3 492 362	3 965 647	4 355 824	5 337 764	6 609 896
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	998 445	1 499 274	1 964 597	2 413 934	2 927 433	3 470 710	3 948 007	4 339 891	5 311 187	6 579 828
Monnaie (M1)	392 484	479 875	706 164	790 059	883 844	1 072 635	1 181 584	1 324 936	1 674 868	1 985 284
Circulation fiduciaire	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 355 225
Dépôts à vue	87 916	98 389	216 787	174 714	288 680	379 690	439 076	543 068	601 437	630 059
Quasi-monnaie	605 961	1 019 399	1 258 433	1 623 875	2 043 589	2 398 076	2 766 424	3 014 955	3 636 319	5 594 544
Dépôts à terme en monnaie nationale	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841
Dépôts en devises	604 656	1 015 902	1 249 968	1 606 331	2 017 848	2 367 721	2 730 802	2 942 180	3 578 075	5 548 703
Provisions pour Importations	42 932	41 667	45 012	25 199	22 791	21 652	17 640	15 933	26 577	30 068
Bilan monétaire de la Banque Centrale du Congo										
Avoirs extérieurs nets	-390 062	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	111 292	-446 794	-567 615
Avoirs extérieurs	49 733	902 154	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 138 302	759 327	956 210
Engagements extérieurs	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462	1 027 010	1 206 121	1 523 825
Avoirs intérieurs nets	773 772	1 034 256	450 571	785 339	512 288	612 844	780 860	1 156 407	2 066 661	2 551 327
Crédits intérieurs	294 962	274 740	-322 261	-62 836	-355 926	-258 660	-124 702	1 335 468	765 683	1 041 002
Crédit net à l'Etat	272 219	200 233	-335 989	-77 136	-377 651	-312 898	-297 956	-103 649	406 967	360 174
Dépôts de l'Etat	4 225	117 881	661 300	401 844	711 257	646 273	631 259	436 790	82 507	111 383
Créances sur l'Etat ; y compris déficit BCC	276 444	318 114	325 311	324 708	333 606	333 375	333 303	333 141	489 474	471 557
Créances sur les Banques commerciales	19 714	70 948	9 040	8 897	11 548	47 681	162 368	227 279	346 808	662 703
Dont Refinancement	14 327	64 343	5 528	4 758	75	3	69 503	59 237	3 003	25 794
Comptes RME	5 387	6 604	3 511	4 139	11 473	47 678	92 866	168 042	343 805	636 908
Créances sur les entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Créances sur le secteur privé	3 028	3 560	4 687	5 403	10 177	6 556	10 886	11 838	11 907	18 124
Autres postes nets	478 811	759 516	772 832	848 175	868 214	871 505	905 561	1 020 938	1 300 978	1 510 325
Encours Bons BCC	47 005	56 728	135 582	115 000	95 003	164 263	107 357	47 000	8 500	35 000
Base monétaire	383 711	476 646	622 105	804 517	849 423	994 367	1 133 978	1 267 699	1 619 867	1 983 712
Base monétaire (sens strict)	378 098	471 722	613 259	798 750	844 597	988 316	1 110 251	1 262 265	1 610 716	1 952 017
Circulation fiduciaire	320 274	394 659	510 071	647 487	642 560	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809
Hors système bancaire	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 355 225
En banque	15 706	13 173	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	86 189	79 871	99 583
Dépôts des banques commerciales	56 232	69 711	99 310	142 649	198 462	210 476	272 344	374 384	438 823	477 581
Avoirs excédentaires	27 288	11 545	17 029	27 894	48 131	-922	44 871	139 255	6 340	18 120
RO	28 943	58 166	82 281	114 756	150 330	211 398	227 473	235 130	432 483	459 462
Dépôts des entreprises publiques	678	2 407	1 357	1 541	2 378	2 483	2 157	3 987	2 274	2 907
Dépôts du secteur privé	914	4 944	2 521	7 073	1 197	14 899	18 327	15 838	16 318	16 720
Dépôts en devises	2 705	772	4 984	1 995	925	1 982	20 103	2 175	5 067	25 584
Provisions pour importations	2 908	4 151	3 862	3 772	3 901	4 069	3 624	3 258	4 084	6 112
Bilan monétaire des Banques commerciales										
Avoirs extérieurs nets	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702	1 515 858	3 212 397
Avoirs extérieurs	299 478	647 239	854 229	923 525	1 206 276	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 614 061
Engagements extérieurs	120 415	130 585	117 895	107 824	154 261	276 173	242 797	305 880	388 108	401 664
Réserves	74 272	98 401	146 145	241 262	313 499	341 494	375 576	488 253	531 162	582 014
Encaisses	15 706	13 173	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	86 189	79 871	99 583
Dépôts à la BCC	58 565	85 227	125 451	209 120	266 103	273 980	300 661	402 065	451 291	482 431
Réserve obligatoire	28 870	55 363	81 197	104 375	34 159	11 679	728	883	2 093	12 562
Réserve libre	29 695	29 864	44 254	104 745	231 944	262 301	299 933	401 182	449 198	469 869
Avoirs intérieurs nets	492 965	615 192	703 734	812 515	1 001 224	1 371 959	1 617 150	1 879 015	2 450 511	2 643 637
Crédits intérieurs	448 819	655 633	756 214	864 014	1 068 320	1 379 640	1 753 986	2 037 626	2 527 877	2 906 103
Crédit net à l'Etat	-23 546	-27 416	-54 084	-92 625	-226 026	-193 287	-136 577	-114 898	-125 148	-95 986
Créances sur l'Etat	13 888	17 849	6 428	5 544	9 124	16 530	23 806	25 588	21 936	27 751
Memo: CADECO créance, (-)	17 168	17 168	17 168	-	-	-	0	0	0	0
Dépôts de l'Etat	37 435	45 265	60 511	98 169	235 150	209 817	160 384	140 486	147 084	123 737
Créances sur le secteur privé	462 983	654 135	777 939	907 924	1 137 014	1 438 041	1 768 413	2 076 357	2 518 800	2 800 633
Créances sur les entreprises publiques	3 129	28 900	32 359	48 715	157 332	134 886	122 150	76 168	134 225	201 456
Créances sur le reste de l'économie	6 253	15	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres postes nets	44 145	-40 441	-52 480	-51 499	-67 096	-7 681	-136 836	-158 611	-77 366	-262 466
Dépôts de la clientèle des banques commerciales	689 581	1 109 664	1 466 358	1 787 980	2 327 770	2 758 402	3 164 912	3 536 024	4 214 097	6 179 393
Dépôts en monnaie nationale	87 630	94 535	221 374	183 644	310 846	392 662	454 213	596 019	641 089	656 273
Dépôts à vue	86 324	91 037	212 909	166 100	285 105	362 308	418 591	523 244	582 846	610 432
Dépôts à terme	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841
Dépôts en devises étrangères	601 951	1 015 129	1 244 984	1 604 336	2 016 924	2 365 740	2 710 698	2 940 005	3 573 008	5 523 120
Dépôts à vue	484 834	865 331	1 011 880	1 252 278	1 537 314	1 750 701	1 882 689	2 023 586	2 382 523	3 738 028
Dépôts à terme	117 117	149 798	233 104	352 058	479 610	615 038	828 009	916 419	1 190 485	1 785 092
Crédit de la BCC	16 694	83 065	78 704	60 070	20 080	1 818	12 966	25 272	260 940	234 699
Provisions pour Importations	40 024	37 516	41 150	21 427	18 890	17 583	14 016	12 675	22 493	23 957

Tableau IV.13 Liquidités monétaires
(En millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 *	2017 ^(p)
Circulation fiduciaire hors banques (A)	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 355 225
Circulation fiduciaire hors BCC (1)	320 274	394 659	510 071	647 487	642 560	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809
Encaisses Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encaisses Banques Commerciales	-15 706	-13 173	-20 694	-32 142	-47 396	-67 513	-74 915	-86 189	-79 871	-99 583
Monnaie scripturale (B)	736 809	1 162 050	1 520 232	1 828 270	2 357 736	2 800 271	3 223 139	3 573 957	4 264 333	6 254 671
Dépôts à vue en MN	87 916	98 389	216 787	174 714	288 680	379 690	439 076	543 068	601 437	630 059
Banque Centrale du Congo	1 592	7 352	3 878	8 614	3 575	17 382	20 484	19 824	18 592	19 626
Banques Commerciales	86 324	91 037	212 909	166 100	285 105	362 308	418 591	523 244	582 846	610 432
Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	605 961	1 021 994	1 258 433	1 628 356	2 046 264	2 398 929	2 766 424	3 014 955	3 636 319	5 594 544
Dépôts à terme en MN	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841
Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques Commerciales	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841
Dépôts en devises des résidents	604 656	1 018 497	1 249 968	1 610 812	2 020 524	2 368 575	2 730 802	2 942 180	3 578 075	5 548 703
Banque Centrale du Congo	2 705	3 368	4 984	6 476	3 600	2 835	20 103	2 175	5 067	25 584
Banques Commerciales	601 951	1 015 129	1 244 984	1 604 336	2 016 924	2 365 740	2 710 698	2 940 005	3 573 008	5 523 120
Provision pour paiements des importations	42 932	41 667	45 012	25 199	22 791	21 652	17 640	15 933	26 577	30 068
Banque Centrale du Congo	2 908	4 151	3 862	3 772	3 901	4 069	3 624	3 258	4 084	6 112
Banques Commerciales	40 024	37 516	41 150	21 427	18 890	17 583	14 016	12 675	22 493	23 957
Total (A) + (B)	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 952 900	3 493 216	3 965 647	4 355 824	5 337 764	7 609 896

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007, ancien poste «Émissions monétaires»

* Avec les données du Bilan certifié de la BCC

Tableau IV.14 Contribution à la croissance de la masse monétaire
(En millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 *	2017 (p)
Origine des variations	382 543	502 160	466 073	434 006	509 285	540 316	472 432	390 177	981 939	2 272 133
Avoirs extérieurs nets	-124 191	255 835	948 825	-72 989	554 272	56 721	106 414	-234 292	-248 930	1 575 718
Avoirs intérieurs nets	506 734	246 324	-482 752	506 995	-44 987	483 595	366 018	624 469	1 230 869	696 415
Créances nettes sur l'État	72 687	-76 062	-562 890	228 715	-439 096	104 835	96 854	180 197	500 365	-17 630
Crédits à l'économie	278 256	211 215	128 377	147 057	342 481	274 960	321 966	262 913	500 571	355 281
Autres postes nets	155 791	111 172	-48 239	131 222	51 627	103 800	-52 802	181 359	229 933	358 764
Variations de la masse monétaire	382 543	502 160	466 073	434 006	509 285	540 316	472 432	390 177	981 939	2 272 133
Monnaie fiduciaire	92 211	87 391	226 289	83 895	93 786	188 790	108 949	143 352	349 932	310 416
Monnaie scripturale	290 332	414 768	239 784	350 111	415 500	351 526	363 483	246 825	632 007	1 961 717

Source : Banque Centrale du Congo.

* Avec les données du Bilan certifié de la BCC

Tableau IV.15 Contribution à la croissance de la masse monétaire
(En pourcentage)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*	2017 (p)
Origine des variations	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Avoirs extérieurs nets	-32,5	50,9	203,6	-16,8	108,8	10,5	22,5	-60,0	-25,4	69,3
Avoirs intérieurs nets	132,5	49,1	-103,6	116,8	-8,8	89,5	77,5	160,0	125,4	30,7
Créances nettes sur l'État	19,0	-15,1	-120,8	52,7	-86,2	19,4	20,5	46,2	51,0	-0,8
Crédits à l'économie	72,7	42,1	27,5	33,9	67,2	50,9	68,2	67,4	51,0	15,6
Autres postes nets	40,7	22,1	-10,4	30,2	10,1	19,2	-11,2	46,5	23,4	15,8
Variations de la masse monétaire	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Monnaie fiduciaire	24,1	17,4	48,6	19,3	18,4	34,9	23,1	36,7	35,6	13,7
Monnaie scripturale	75,9	82,6	51,4	80,7	81,6	65,1	76,9	63,3	64,4	86,3

Source : Banque Centrale du Congo.

* Avec les données du Bilan certifié de la BCC

Tableau IV.16 Ventilation du stock des émissions monétaires en franc congolais
(en millions de CDF)

BILLETS	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
20000 FC	0	0	0	0	12 000	51 600	77 200	114 800	178 000	298 600
10000 FC	0	0	0	0	14 200	72 400	106 100	146 600	226 100	364 600
5000 FC	0	0	0	0	20 900	64 900	110 650	162 150	255 650	329 350
1000 FC	0	0	0	0	14 740	69 940	167 390	246 970	380 850	570 400
500 FC	279 666	420 246	515 716	603 936	673 436	711 236	764 311	797 036	823 256	909 631
200 FC	45 883	48 643	72 549	100 389	101 397	106 197	118 817	127 257	140 907	158 977
100 FC	64 917	80 778	95 059	107 959	108 699	109 299	114 849	118 817	123 097	124 987
50 FC	22 073	25 540	29 579	41 561	45 571	45 571	47 608	50 473	53 339	54 715
20 FC	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759
10 FC	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143
5 FC	371	371	371	371	371	371	371	371	371	371
1 FC	41	41	41	41	41	41	41	41	41	41
50 CC	49	49	49	49	49	49	49	49	49	49
20 CC	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
10 CC	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
5 CC	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
1 CC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	420 928	583 596	721 291	862 233	999 331	1 239 531	1 515 313	1 772 491	2 189 587	2 819 648

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.17 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces (1)

(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A. Secteur d'activités (2)	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460
Agriculture	3 515	8 176	10 268	48 947	46 189	47 922	44 185	48 899	56 935	83 490
Sylviculture et exploitation forestière	167	213	678	2 641	2 249	2 496	2 301	2 547	2 965	4 348
Élevage et pêche	958	1 642	466	3 246	4 498	4 919	5 966	4 584	5 338	7 827
Industries extractives	23 544	41 140	40 447	123 513	179 956	199 676	169 102	211 642	246 422	361 357
Industries manufacturières	23 781	31 268	38 491	115 559	212 450	224 636	197 115	229 215	266 883	391 361
Eau, gaz, électricité	8 102	17 989	15 286	104 808	118 732	99 838	92 051	70 038	81 548	119 583
Industries du bâtiment et travaux publics	7 762	14 936	14 745	39 757	62 494	54 960	59 038	58 832	68 500	100 449
Commerce	55 541	84 323	82 593	172 666	214 922	349 205	301 598	356 556	415 152	608 784
Transports	12 498	25 585	27 575	69 747	95 978	60 234	60 342	80 480	93 706	137 411
Entreprises immobilières et d'assurances	2 912	3 253	4 432	8 885	10 223	7 659	7 454	10 287	11 978	17 565
Autres services	221 074	341 781	329 084	738 887	1 015 175	1 126 425	1 038 568	1 149 306	1 338 180	1 962 327
Divers	288 724	489 861	511 328	208 584	286 579	317 985	323 559	324 444	377 763	553 957
B. Catégorie de déposants	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460
Particuliers	255 744	408 624	410 891	628 307	917 623	962 027	973 746	1 051 350	1 224 126	1 795 076
Entreprises privées	325 574	531 063	543 637	823 899	811 472	1 250 285	965 768	230 336	268 189	393 277
Entreprises publiques	28 304	64 500	61 332	96 492	275 644	151 852	167 021	168 822	196 565	288 247
Organismes financiers non monétaires	19 686	31 056	39 689	54 193	0	3 114	3 341	3 661	4 263	6 251
Pouvoirs publics subordonnés	10 584	21 352	15 818	28 528	22 432	50 268	156 567	995 944	1 159 614	1 700 475
Organismes publics à caractère administratif	8 687	3 571	4 025	5 822	222 275	78 408	34 837	96 717	112 611	165 135
C. Provinces	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460
Kinshasa	465 799	756 884	798 588	1 192 347	1 713 076	1 781 938	1 577 609	1 784 039	2 077 222	3 046 070
Bas-Congo	16 645	24 455	24 078	37 212	45 002	57 574	66 736	72 129	83 982	123 153
Bandundu	111	111	111	171	608	262	2 177	3 823	4 451	6 528
Equateur	91	91	91	140	2 242	215	2 547	3 093	3 601	5 281
Orientale	3 635	7 371	6 509	10 647	38 791	17 353	36 869	39 384	45 856	67 244
Sud, Nord Kivu et Maniema	42 622	71 821	58 798	100 217	106 454	169 090	147 152	150 282	174 979	256 592
Katanga	111 952	190 553	181 110	285 004	332 016	448 620	448 935	473 273	551 049	808 066
Kasai Oriental	4 576	5 055	3 785	6 784	4 954	11 900	10 157	10 609	12 353	18 114
Kasai Occidental	3 146	3 824	2 320	4 719	6 302	9 003	9 098	10 198	11 874	17 412

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) À partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau IV.18 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance (1)

(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	en %	2010	2011 *	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A. Secteurs d'activités	98 499	97 816	100	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933
Agriculture	45	1	2	1	5 010	4 593	5 603	16 582	18 993	23 976	35 154
Sylviculture et exploitation forestière	0		0	0	270	224	292	864	989	1 249	1 831
Elevage et pêche	0	357	0	362	332	447	575	2 239	1 781	2 248	3 296
Industries extractives	2 324	7 326	8	1 941	12 643	17 893	23 345	63 461	82 202	103 769	152 151
Industries manufacturières	610	1 356	9	1 212	11 829	21 124	26 263	73 974	89 027	112 386	50 351
Eau, gaz, électricité	1 295	2 087	3	3 186	10 729	11 806	11 672	34 545	27 203	34 340	50 351
Industries du bâtiment et travaux publics	152	125	2	22	4 070	6 214	6 425	22 156	22 850	28 846	42 295
Commerce	7 457	17 185	14	16 524	17 675	21 370	40 826	113 185	138 487	174 822	256 331
Transports	213	2 441	3	2 039	7 140	9 543	7 042	22 645	31 259	39 460	172 291
Entreprises immobilières et d'assurances	77	58	0	58	910	1 016	895	2 797	3 996	5 044	7 396
Autres services	27 904	12 771	45	15 889	75 636	100 941	131 693	389 757	446 393	563 513	826 244
Divers	58 422	54 108	13	55 412	21 352	28 495	37 176	121 426	126 015	159 077	233 245
B. Catégorie de déposants	98 499	97 816	100	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933
Particuliers	40 175	52 621		55 978	93 616	102 143	112 473	429 232	449 000	566 804	831 069
Entreprises privées	50 644	42 144		36 650	67 882	100 521	146 174	342 311	434 886	548 987	804 945
Entreprises publiques	1 295	2 186		2 003	3 609	18 841	20 287	70 654	85 519	107 957	158 290
Organismes financiers non monétaires	6 384	535		535	922	0	8 548	20 501	18 141	22 901	33 578
Pouvoirs publics subordonnés	0			1 480	1 284	1 605	3 343	528	983	1 241	1 820
Organismes publics à caractère administratif	0	330		0	283	557	983	405	665	839	1 231
C. Province	98 499	97 816	100	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933
Kinshasa	82 619	65 141		62 180	109 719	162 468	208 331	463 784	483 838	610 782	895 552
Bas-Congo	463	569		569	981	5 000	6 731	47 011	49 369	62 322	91 379
Bandundu	0			0	0	68	31	1 990	2 739	3 457	5 069
Equateur	0			0	0	249	263	3 559	3 210	4 053	5 942
Orientale	62	114		118	200	4 310	2 029	12 700	17 914	22 614	33 157
Sud, Nord Kivu et Maniema	536	2 799		2 827	4 849	13 432	19 531	116 799	141 893	179 122	262 635
Katanga	14 607	28 436		30 331	50 659	36 891	52 449	208 466	281 943	355 916	521 858
Kasai Oriental	183	668		526	1 028	550	1 391	4 701	5 024	6 342	9 300
Kasai Occidental	28	88		96	159	700	1 053	4 620	3 264	4 120	6 041
D. Échéance	98 499	97 816	100	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933
15 jours	8 236	40	0	40	70	92	121	1 440	2 781	3 511	5 147
1 mois	5 142	12 748	19	9 134	18 841	24 964	32 804	130 489	184 015	232 295	340 600
3 mois	68 057	36 915	29	36 591	63 351	83 940	110 303	246 160	288 695	364 440	534 355
6 mois	5 498	20 747	26	21 016	35 997	47 696	62 675	223 835	258 696	326 570	478 829
1 an et plus	11 566	27 366	26	29 865	49 338	66 977	85 905	261 707	255 007	321 913	472 002

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

* A partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau IV.19 Crédits aux entreprises et aux ménages
(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*	2017
A. Banques	278 438	546 700	815 367	1 217 875	1 661 610	2 093 524	2 240 450	2 326 986	3 511 916	3 925 185
crédits à décaissement	200 833	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 820 285	1 990 135	2 985 982	3 175 340
crédits de signature	77 605	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	420 165	336 851	525 934	749 845
B. Institutions spécialisées	89 295	96 478	1 237	19 151	35 697	48 257	29 187	19 964	40 258	43 696
Total (A+B)	367 733	643 178	816 604	1 237 026	1 697 308	2 141 781	2 269 637	2 346 950	3 552 175	3 968 881

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.20 Crédits bancaires aux entreprises et aux ménages

(Utilisations des crédits, en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A. Crédits à court terme	412 259	367 471	436 917	681 043	930 926	1 062 353	1 146 124	1 300 610	2 046 360	2 180 934
Agriculture	15 195	69 246	43 001	19 014	34 339	25 757	9 995	21 774	39 239	37 703
Industries manufacturières	29 869	36 337	31 131	77 989	94 974	172 868	51 334	40 623	146 343	149 530
Distribution	79 806	53 441	56 456	124 248	322 172	387 515	741 484	450 217	110 062	140 554
Transport	34 353	37 365	66 325	96 304	128 016	82 189	53 355	69 194	129 877	213 133
Autres	253 036	171 081	240 003	363 488	351 425	394 024	289 956	718 801	1 620 838	1 640 014
Coton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fibres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vivres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits Banque Mondiale (86)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	78 151	113 376	210 631	282 303	409 978	603 366	674 161	689 525	939 622	994 406
Investissements productifs	9 847	17 890	85 525	106 998	131 193	297 214	217 334	330 318	450 127	476 371
Prêts spéciaux	8 638	-	-	-	-	-	24 525	72 757	99 147	104 928
Autres	59 666	95 487	125 106	175 305	278 785	306 152	432 302	286 450	390 348	413 107
I. Crédits à décaissement total (A+B)	490 411	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 820 285	1 990 135	2 985 982	3 175 340
II. Crédits d'engagement	108 073	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	420 165	336 851	525 934	749 845
Crédocs à l'exportation	81	-	-	-	14 814	4 700	4 112	0	0	0
Crédocs à l'importation	49 938	23 098	72 576	66 120	124 862	155 791	132 146	64 863	63 892	85 952
payables à l'embarquement	6 506	24	23 140	38 612	90 734	143 532	101 049	44 630	12 138	37 264
payables à délai d'embarquement	33 248	3 826	49 436	27 508	34 129	12 259	31 098	20 233	51 754	48 687
Autres	58 055	42 755	95 243	188 410	181 031	267 314	283 907	271 988	462 043	663 893
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	598 484	546 700	815 367	1 217 875	1 661 610	2 093 524	2 240 450	2 326 986	3 511 916	3 925 185

Source: Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.21 Crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité
(en millions de CDF)**

Secteurs d'activités économiques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Agriculture, forêts, élevage et pêche	18 490,61	12 419,96	20 400,23	19 013,95	53 086,75	38 127,00	37 387,54	49 246,37	71 288,96	63 485
Production minière	24 595,35	17 504,18	36 339,58	71 908,42	63 904,65	177 503,00	186 443,30	157 390,68	289 820,40	281 137
Production industrielle	26 344,44	13 930,57	51 188,91	87 648,51	85 377,59	56 428,00	68 916,40	93 239,18	146 343,46	149 530
Bâtiments et travaux publics	12 099,91	30 684,47	13 679,54	38 417,33	94 973,93	39 253,00	45 145,93	42 676,27	107 407,96	94 752
Énergie	2 406,61	7 625,28	15 464,52	21 230,34	46 277,74	82 768,00	50 469,13	65 155,96	91 310,65	118 742
Transports	37 236,61	22 115,81	62 215,65	62 354,37	128 015,75	113 318,00	101 800,10	110 003,31	129 877,39	213 133
Distribution	84 008,03	91 130,92	44 129,01	96 666,10	136 907,96	238 745,00	381 090,40	333 009,00	18 751,20	140 554
Commerce de gros, de détail, de consommation, Import et export des biens d'équipement et matières incorporées à la production, matières premières, produits finis ou semi-finis	5 207,95	83 240,81	247 091,85	225 677,39	275 894,41	346 952,00	451 128,52	473 327,77	710 660,36	719 590
Autres	280 021,15	202 195,06	157 038,20	340 428,76	456 464,53	572 625,00	497 903,90	666 086,31	1 420 521,94	1 394 416
Total	490 410,66	480 847,06	647 547,50	963 345,19	1 340 903,30	1 665 719,00	1 820 285,21	1 990 134,84	2 985 982,30	3 175 340

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.22 Crédits bancaires de signature par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production agricole	3 514	20	426	625	856	1 036	746	891	1 288	1 836
Traitement et conditionnement de la production agricole	7 660	8	21	32	3 549	6 593	6 303	5 448	7 876	11 229
Sylviculture et exploitation forestière	416	30	58	654	851	2 035	1 745	1 590	2 299	3 277
Élevage	8 155	1 246	3 579	5 412	8 321	9 563	8 983	7 001	10 121	14 430
Minerais métalliques	3 450	1 516	5 009	8 654	12 950	13 547	13 257	12 729	18 402	26 236
Minerais non métalliques	634	36	6 578	8 564	18 308	23 586	23 296	17 056	24 657	35 155
Alimentation	1 627	16	46	65	109	8 658	8 368	8 513	12 307	17 546
Boissons	5 757	10 794	35 678	26 547	39 077	42 365	42 075	42 220	61 035	87 021
Tabac	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	7 522	110	569	6 259	8 974	13 587	13 297	13 442	19 432	27 706
Industries chimiques	-	1 739	8 652	7 564	5 353	6 328	6 038	5 980	8 645	12 326
Matériaux de construction	2 572	447	3 026	2 035	8 479	13 578	13 285	13 432	19 417	27 684
Métallurgie et fabrications métalliques	3 634	469	2 154	2 036	3 258	5 369	5 079	3 327	4 810	6 857
Autres industries manufacturières	6 798	196	521	625	958	2 346	2 058	1 847	2 670	3 807
Eau, gaz, électricité	56 340	470	988	1 024	3 205	4 564	4 274	4 419	6 388	9 108
Industries du bâtiment et travaux publics	111 495	23 689	45 631	43 953	48 745	65 348	65 058	65 203	94 261	134 391
Commerce de gros et demi-gros	19 135	2 757	6 587	85 641	96 888	129 377	129 086	82 299	118 976	169 628
Commerce de détail	7 999	446	2 565	3 652	4 570	7 562	7 271	7 417	10 722	15 286
Compagnies pétrolières		1 133	321	486	658	2 457	2 166	2 312	3 342	4 764
Transports	11 337	3 412	7 854	8 652	10 579	18 369	18 079	18 224	26 346	37 562
Entreprises immobilières et d'assurances	28 621	-	-	-	-	5 634	5 345	5 490	7 936	11 315
Autres services	42 843	7 154	15 322	8 326	5 235	7 852	7 562	7 707	11 142	15 885
Divers	12 561	10 165	22 235	33 724	39 785	38 051	36 794	10 306	53 864	76 795
Total	342 071	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	420 165	336 851	525 934	749 845

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.23 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits
(en millions de CDF)

Formes des crédits	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	5 860	22 689	72 576	66 120	124 862	155 791	132 566	74 236	63 892	85 952
Crédits documentaires à l'exportation	863	-	-	-	14 814	4 699	4 112	-	-	-
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (lettre de garantie, cautions, avals)	245 680	43 163	95 243	188 410	181 031	267 315	283 487	262 615	462 043	663 893
Total	252 403	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	420 165	336 851	525 934	749 845

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.24 Crédits octroyés par les institutions spécialisées* de crédit par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production agricole	21 946	3 219	230	6 574	8 642	9 634	7 626	5 216	10 518	11 417
Traitement et conditionnement de la production agricole		944	32	125	325	587	235	161	325	352
Sylviculture et exploitation forestière	1 821	3 173	-	-	-	156	156	107	216	234
Élevage	3 624	973	-	-	124	547	0	568	1 145	1 243
Pêche		39	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries métalliques		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	2 248	12 639	124	564	8 940	12 476	7 472	5 111	10 307	11 187
Boissons	8 201	2 092	-	0	13	24	19	13	26	28
Tabac		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	8 100	1 055	86	166	199	357	187	-	-	-
Industries chimiques	1 925	3 166	21	325	424	687	268	128	258	280
Matériaux de construction	1 990	332	41	987	1 237	1 837	1 249	854	1 722	1 869
Métallurgie et fabrications métalliques	799	50	-	13	22	357	102	-	-	-
Autres industries manufacturières	1 796	6 646	76	325	393	1 578	1 251	70	141	153
Eau, gaz, électricité	1 469	2 195	-	647	569	973	739	856	1 726	1 874
Industries du bâtiment et travaux publics	3 402	2 388	-	0	124	546	562	505	1 018	1 105
Commerce de gros et demi-gros	4 231	14 548	237	569	865	2 374	1 370	937	1 890	2 051
Commerce de détail	2 220	9 759	12	25	136	367	145	99	200	217
Compagnies pétrolières	771	33	-	-	52	154	77	53	107	116
Transports	3 100	1 948	156	248	395	943	24	16	32	35
Autres services	5 019	11 121	54	325	5 674	6 574	2 427	1 660	3 347	3 633
Divers	16 633	20 158	168	8 259	7 565	8 086	5 278	3 610	7 280	7 901
Total	89 295	96 478	1 237	19 151	35 697	48 257	29 187	19 964	40 258	43 696

Source : Banque Centrale du Congo.

* Banques commerciales, Fonds de Promotion de l'Industrie, Société financière de Développement, Caisse générale d'épargne du Congo

Tableau IV.25 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire

(en pourcentage, au 31 décembre)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (c)	2017
TAUX DÉBITEUR BCC										
Banque centrale - Taux directeur	40,00	70,00	22,00	20,00	4,00	2,00	2,00	2,00	7,00	20,00
Banque centrale - Facilités permanentes	42,50	72,50	24,50	22,50	5,25	3,00	3,00	3,00	10,50	21,00
TAUX CRÉDITEUR BCC (1)										
à 7 jours	33,16	68,27	18,16	15,24	0,20	1,72	1,82	0,47	4,22	15,13
à 14 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
à 28 jours	25,50	65,00	19,10	17,32	2,13	1,63	1,58	0,51	0,00	20,00
à 84 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,72	0,38	0,00	0,00
TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE										
Taux moyen					5,22	1,88	1,61	1,69	2,59	15,17
Taux moyen pondéré					4,91	1,94	1,59	1,73	2,64	14,34
TAUX D'INTÉRÊT DÉBITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques commerciales - Taux crédits - MN	44,38	69,77	44,69	40,61	22,51	19,18	20,13	19,04	15,73	21,47
Banques commerciales - Taux crédits - ME	0,00	16,98	18,90	19,22	15,93	14,84	14,77	14,23	14,53	15,57
TAUX D'INTÉRÊT CRÉDITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques commerciales - Taux dépôts - MN	15,00	19,03	11,57	14,58	6,10	3,87	4,93	3,29	1,39	4,13
Banques commerciales - Taux dépôts - ME		3,55	2,87	3,30	3,35	3,19	3,47	3,18	3,15	3,64
DIFFÉRENCE ENTRE TAUX DÉBITEUR ET CRÉDITEUR EN MN	29,38	50,74	33,12	26,03	16,41	15,31	15,20	15,75	14,80	17,34
COEFFICIENT DE RÉSERVES OBLIGATOIRES										
Dépôts à vue MN	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	5,00	2,00	0,00	0,00
Dépôts à terme en MN	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	0,00	0,00	2,00	2,00
Dépôts à vue en ME	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	8,00	8,00	12,00	12,00
Dépôts à terme ME	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	13,00	13,00

(1) : Taux moyen pondéré du Bon BCC

Tableau IV.26 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 *	2017 ^(p)
A. Avoirs extérieurs bruts	349 210	1 549 602	2 047 759	2 106 483	2 712 617	2 897 474	2 899 544	2 650 883	2 663 293	4 570 272
Banque Centrale du Congo	49 733	902 363	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 138 302	759 327	956 210
Avoirs en or	-	210	-	-	-	-	-	-	-	-
F.M.I. compte spécial en DTS	3 860	550 944	495 319	495 278	497 026	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569
Avoirs en devises	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	720 722	485 680	813 641
Banques commerciales	299 478	647 239	854 229	923 525	1 206 276	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 614 061
B. Engagements extérieurs	560 210	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 323 467	1 451 602	1 347 259	1 341 182	1 594 229	1 925 489
Banque Centrale du Congo	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462	1 035 302	1 206 121	1 523 824
Crédit F.M.I.	422 260	719 352	294 249	433 874	435 657	439 119	413 789	369 866	366 512	359 047
Autres engagements	17 534	20 134	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142	5 465	7 461	9 423
FMI allocations DTS	-	720 278	716 421	717 756	720 706	726 433	684 530	659 972	832 148	1 155 354
Banques commerciales	120 415	130 585	117 895	107 824	154 261	276 173	242 797	305 880	388 108	401 664
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	-210 999	-40 747	907 868	834 878	1 389 151	1 445 872	1 552 286	1 309 701	1 069 064	2 644 783
Banque Centrale du Congo	-390 062	-557 400	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	103 000	-446 794	-567 615
Banques commerciales	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702	1 515 858	3 212 397

Source : Banque Centrale du Congo.

* Avec les données du Bilan certifié de la BCC

Tableau IV.27 Situation résumée de la société financière de développement
(en millions de CDF)

ACTIF	Dec-11	Dec-12	Dec-13	Dec-14	Dec-15	Dec-16	Dec-17
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	19,60	3 630,12	514,80	144,32	186,96	29,21	109,21
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 105,99	6 650,26	19 739,61	19 850,34	22 559,66	21 347,60	40 800,03
Dont	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	1 105,99	6 650,26	19 739,61	19 850,34	22 559,66	21 347,60	40 800,03
Crédits à long terme	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à Moyen terme	-	5 740,73	17 904,66	16 417,40	22 453,76	21 225,81	40 568,84
Crédits à court terme	1 098,16	909,53	1 834,95	3 432,94	105,90	121,79	231,19
Créances en souffrance	7,83	-	-	-	-	-	-
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	543,12	1 004,66	1 490,63	2 073,58	3 378,54	5 565,38	5 658,61
COMPTES DE VALEURS IMMOBILISÉES	361,41	22 701,09	23 026,63	22 899,03	22 746,05	22 762,97	25 930,12
SOMMES DÉDUCTIBLES DES CAPITAUX PERMANENTS	9,11	-	18 372,40	18 372,22	18 372,22	-	-
TOTAL ACTIF	2 039,23	33 986,13	63 144,07	63 339,49	67 243,44	49 705,16	72 497,97
PASSIF	Dec-11	Dec-12	Dec-13	Dec-14	Dec-15	Dec-16	Dec-17
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	-	-	-	-	4 623,71	4 708,94	-
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	-	-
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	905,77	785,26	1 315,35	1 071,89	1 113,50	1 533,61	3 545,40
CAPITAUX PERMANENTS	1 133,46	33 200,87	61 828,71	62 267,61	61 506,23	43 462,62	68 952,57
Dont	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres	1 030,48	33 041,98	61 677,15	61 983,75	61 450,04	43 206,63	53 241,39
Capital	2,03	2,03	58 880,00	58 880,00	58 880,00	22 080,00	22 080,00
Primes liées au capital et Réserves	256,21	8,43	8,51	13,36	22,42	31,14	69,36
Reportis à nouveau créditeur	220,47	269,43	327,84	641,34	951,97	1 293,03	1 574,81
Résultat de l'exercice en cours (bénéfice)	-	58,41	1 031,60	949,90	236,81	279,15	6 846,52
Plus values et provisions réglementées	445,06	22 696,11	618,14	828,39	828,39	828,39	4 123,23
Subventions d'équipement	106,72	811,07	811,07	670,76	530,46	294,92	147,46
Fonds affectés	-	9 196,52	-	-	-	18 400,00	18 400,00
Autres capitaux permanents	-	-	-	-	-	-	15 521,16
Emprunts et dettes à L & MT	-	-	-	-	-	-	15 521,16
Provision pour pertes, risques et charges	102,98	158,89	151,56	283,86	56,19	256,00	190,03
TOTAL PASSIF	2 039,23	33 986,13	63 144,07	63 339,49	67 243,44	49 705,16	72 497,97

Source : SOFIDE.

Tableau IV.28 Situation résumée de la société nationale d'assurances (1)*(en millions de CDF)*

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Trésorerie	1 238	5 006	8 003	3 543	1 406	1 755	1 526	1 727	2 517	3 844
Créances diverses	20 857	50 631	46 321	47 936	42 307	30 481	44 914	38 268	34 494	43 365
Réassurance	727	1 321	1 897	6 015	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706
Immobilisés nets ⁽²⁾	5 311	7 581	58 774	66 073	68 291	56 926	54 797	54 586	59 180	111 146
ACTIF = PASSIF	28 133	64 540	114 994	123 567	118 709	95 868	107 943	101 286	102 897	165 062
Fonds propres	2 030	3 339	77 641	85 375	77 505	45 424	44 758	33 253	39 694	90 627
Capital libéré ⁽³⁾	295	295	72 376	72 376	72 376	72 376	43 162	43 162	43 162	43 162
Bénéfices et réserves	1 735	3 044	5 264	12 999	5 129	7 471	15	41	45	84
Dettes diverses à LT	143	62	65	62	63	206	206	231	231	302
Provisions techniques	2 257	2 711	6 312	8 954	6 347	9 936	10 062	10 062	8 168	8 168
Provisions mathématiques	40	181	-	15	13	68	67	67	84	84
Engagements à court terme	23 690	58 219	30 977	29 161	32 264	40 508	52 849	57 674	54 720	65 881
Autres éléments nets	-28	27	-	0	2 517	-274	0	0	0	0

Source : SONAS.

(1) Les données des années 2011, 2014 à 2016 ont été corrigées

(2) Y compris le porte-feuille titres.

(3) À titre symbolique.

Tableau IV.29 Recettes et dépenses des différentes branches d'assurances (1)
(en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017
I. RECETTES	72 059	73 470	76 887	96 332
Primes et frais	71 536	72 914	76 455	95 626
Automobiles et cycles	50 178	53 137	58 955	70 990
Incendie	7 511	9 615	8 631	13 702
Transport	8 863	4 097	3 165	4 660
Risques divers ⁽¹⁾	4 281	5 121	4 467	5 304
Vie	611	796	1 026	692
Assurance voyage et autres produits	91	149	211	278
Autres recettes	523	556	432	706
II. DÉPENSES	22 259	25 223	26 915	35 181
Prestations et frais de règlements des sinistres	12 044	14 775	19 819	18 847
Automobiles et cycles	10 104	12 345	18 856	15 455
Incendie	449	300	177	294
Transport	700	690	50	306
Risques divers (2)	206	150	208	453
Vie	585	1 289	528	2 339
Autres charges techniques	10 215	10 448	7 096	16 333
III. SOLDE (I - II)	49 800	48 247	49 972	61 151

Source : SONAS.

(1) Données revues pour les années 2014 à 2016

(2) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

Tableau IV.30 Evolution du multiplicateur monétaire

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (r)	2017(p)
Circulation fiduciaire hors banques	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	682 300	1 072 177	1 355 225
Caisse des banques commerciales	15 706	13 173	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	81 696	81 124	99 583
Dépôts de banques commerciales	56 232	69 711	99 310	142 649	198 462	210 476	272 344	365 266	438 823	477 581
Dépôts des sociétés non financières publiques	678	2 407	1 357	1 541	2 378	2 483	2 157	4 183	2 274	2 907
Dépôts des autres sociétés non financières privées et des particuliers	914	4 944	2 521	7 073	1 197	14 899	18 327	2 558	16 318	16 720
Dépôts des institutions financières non monétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM) au sens strict	378 098	471 722	613 259	798 750	844 597	988 316	1 110 251	1 136 002	1 610 716	1 952 017
Masse monétaire (M2)	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 952 900	3 493 216	3 965 647	4 355 824	5 337 764	7 609 896
Multiplicateur monétaire (M2/BM)	2,75	3,27	3,28	3,06	3,50	3,53	3,57	3,83	3,31	3,90

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE V

PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES

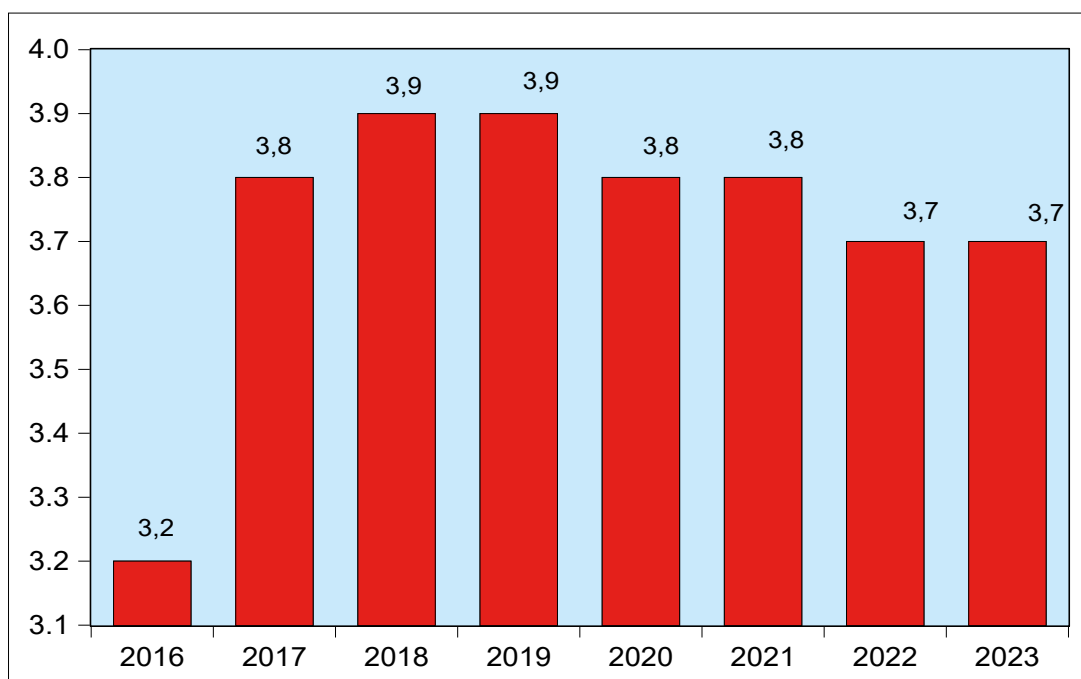
CHAPITRE I

PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES

Les perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI du mois, d'avril 2018, indiquent que la croissance mondiale devrait légèrement se raffermir durant les deux prochaines années. En effet, l'augmentation du PIB réel devrait progresser de 3,9 % en 2018 et 2019, contre une réalisation de 3,8 % en 2017.

Cette croissance serait portée par la progression du commerce et de l'investissement. Toutefois, ce dynamisme devrait ralentir après 2019, suite notamment au durcissement des conditions financières avec la normalisation des politiques monétaires et la réduction de l'écart de production. De ce fait, la croissance mondiale devrait se situer à 3,8 % en 2020 et 2021 et à 3,7 % en 2022 et 2023.

Graphique V.1 Profil de la croissance économique mondiale
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du FMI.

D'après la Banque Mondiale, la croissance économique pourrait se fixer à 3,1 %, 3,0 % et 2,9 % respectivement en 2018, 2019 et 2020. Néanmoins, nonobstant cette expansion, l'activité économique resterait inférieure à son niveau d'avant la crise économique et financière de 2008-2009.

S'agissant de l'inflation mondiale, elle devrait se situer à 3,5 % en 2018 et 3,4 % en 2019, contre une réalisation de 3,1 % en 2017. Cependant, au-delà de 2019, elle devrait tomber autour de 3,3 %, suite notamment aux effets de la stabilisation des prix de l'énergie.

I.1. PAYS AVANCES

I.1.1. Activité économique

La croissance économique des pays avancés devrait se situer à 2,5 % en 2018 et 2,2 % en 2019 contre un niveau réalisé de 2,3 % en 2017. Elle devrait être tirée notamment par une amélioration des perspectives de la zone euro et du Japon, suite aux effets de la politique budgétaire expansionniste des Etats-Unis.

Aux Etats-Unis, l'activité économique pourrait croître de 2,9 % en 2018, puis 2,7 % en 2019, suite à (i) une politique budgétaire expansionniste se traduisant par une baisse du taux d'imposition et une hausse des dépenses publiques ainsi qu'au (ii) raffermissement de la demande extérieure. A moyen terme, l'ajustement à mener pour le contrôle des déficits budgétaires devrait entraîner un fléchissement de la croissance.

Dans la Zone euro, l'expansion économique pourrait se situer à 2,4 % en 2018 et 2,0 % en 2019. Le regain attendu de l'activité économique en 2018 serait porté par une demande intérieure vigoureuse, une politique monétaire accommodante et une amélioration des perspectives de la demande extérieure.

Au Japon, la croissance économique devrait se situer à 1,2 % en 2018 et 0,9 % en 2019, suite notamment à des perspectives favorables pour la demande extérieure et une hausse des investissements privés. A moyen terme, les perspectives de croissance devraient rester ternes, du fait de l'évolution démographique défavorable, induisant une baisse de la population active.

I.1.2. Inflation

Le taux d'inflation dans les pays avancés devrait se situer à 1,7 % en 2018 et 2019, soit le même niveau que celui de 2017. Aux Etats-Unis, l'inflation globale pourrait se situer à 2,5 % en 2018 après s'être établie à 2,1 % en 2017, suite notamment au maintien d'un écart de production positif.

Pour les mêmes raisons, l'inflation globale de la Zone euro devrait se situer à 1,5 % en 2018 avant d'atteindre 1,6 % en 2019.

I.2. PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

I.2.1. Activité économique

Dans les pays émergents et en développement, il est attendu une croissance économique de 4,9 % en 2018 et 5,1 % en 2019, après un niveau de 4,8 % en 2017. Ce raffermissement de la croissance économique découlerait de bonnes perspectives

en Asie et dans les pays exportateurs des produits de base, lesquels devraient profiter de la bonne tenue des cours de ces produits.

En Chine, la croissance économique devrait se situer à 6,6 % et 6,4 %, respectivement en 2018 et 2019, après un niveau de 6,9 % en 2017. L'activité économique devrait notamment être portée par la demande extérieure. En Inde, la croissance économique pourrait s'établir à 7,4 % en 2018, puis à 7,8 % en 2019, portée notamment par l'investissement privé.

En Afrique Sub-saharienne, la croissance économique pourrait se fixer à 3,4 % en 2018 et 3,7 % en 2019, après s'être établie à 2,8 % en 2017. Cette croissance devrait essentiellement être le corollaire de la hausse des exportations due à l'envolée des cours des produits de base. En Afrique du Sud, la croissance atteindrait 1,5 % en 2018 et 1,7 % en 2019, après s'être fixée à 1,3 % en 2017, suite notamment au regain de la confiance des entreprises et à la réduction des incertitudes politiques.

Au Nigéria, l'expansion de l'activité économique se situerait à 2,1 % en 2018 et 1,9 % en 2019 contre 0,8 % en 2017. La reprise de l'activité économique serait notamment due à la hausse des cours de l'or noir sur le marché international.

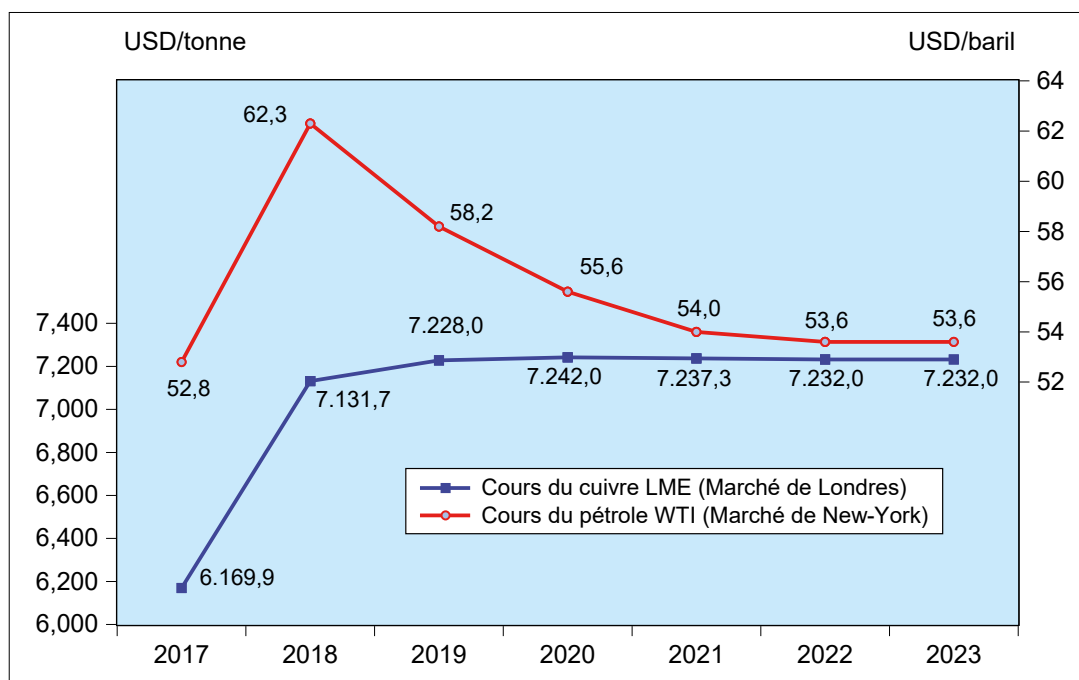
I.2.2. Inflation

L'inflation dans les pays émergents et en développement pourrait atteindre des niveaux de 4,6 % en 2018 et 4,3 % en 2019. Cette hausse des prix serait imputable à l'augmentation du prix de l'énergie.

En Chine, l'inflation globale se situerait à 2,5 % en 2018 et 2,6 % en 2019. En Afrique Sub-saharienne, il est attendu une légère désinflation en 2018 et 2019. Cependant, la hausse des prix devrait rester proche de 10,0 % à cause de la dépréciation des monnaies ainsi que des anticipations dues aux assouplissements monétaires.

I.3. MARCHES DES PRODUITS DE BASE

Le cours du cuivre devrait s'établir autour de 7.131,7 USD la tonne et 7.242,0 USD respectivement en 2018 et 2019. A contrario, après une hausse en 2018, le cours moyen du pétrole, représentant la moyenne des trois principaux marchés, devrait baisser à partir de 2019 et s'établirait autour de 55,0 dollars le baril. Ces prévisions des cours de l'or noir tiennent compte de l'augmentation de la production prévue par les Etats-Unis et le Canada.

Graphique V.2 Prévisions des cours du pétrole et du cuivre

Source : Banque Centrale du Congo sur base des données du FMI

S'agissant du cobalt dont la RDC produit plus de 50,0 % de l'offre mondiale, il est attendu un maintien des cours à des niveaux très élevés, suite à la poursuite de l'émergence de l'industrie des véhicules électriques.

I.4. PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

D'après le FMI et la Banque Mondiale, un certain nombre des risques planent sur les perspectives économiques mondiales, à savoir :

- le durcissement des conditions de financement, suite à la normalisation des politiques monétaires pour lutter contre les tensions inflationnistes ;
- la baisse du soutien à l'intégration mondiale ;
- l'escalade de protectionnisme commercial entre les USA et leurs principaux partenaires ;
- les incertitudes politiques et géopolitiques ;
- la décélération à moyen terme de l'activité économique mondiale, après une décennie de reprise.

Les pays émergents et en développement devraient être capables de faire face aux effets pervers liés à la normalisation des politiques monétaires des pays avancés et à la volatilité des marchés financiers. Les pays riches en ressources naturelles devraient mettre en place ou poursuivre les politiques de diversification de leurs économies.

CHAPITRE II

PERSPECTIVES INTERIEURES 2018-2019

II.1. SECTEUR REEL

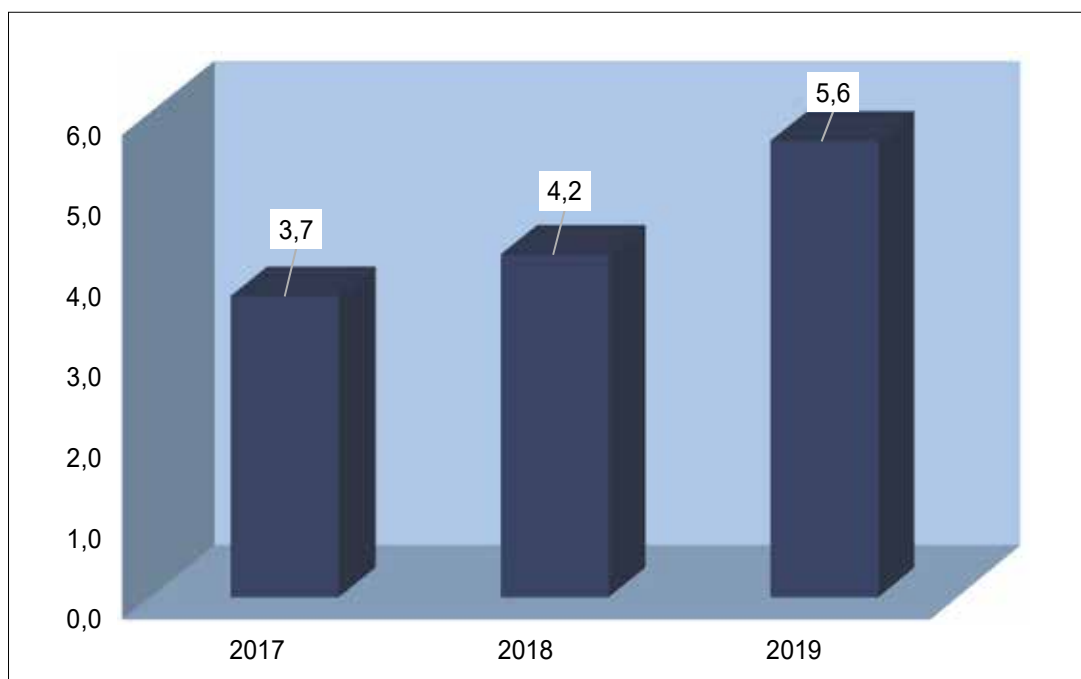
II.1.1. Perspectives de croissance économique

Le développement de l'activité économique en RDC, selon les projections du Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM), devrait se poursuivre sur la période prévisionnelle. La croissance, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires et de la bonne tenue des cours des matières premières, s'établirait à 4,2 % en 2018 et pourrait se situer à 5,6 % en 2019. En effet, l'affermissement de la croissance serait tributaire au bon comportement du secteur primaire, à travers la branche industries extractives impulsée par la mise en œuvre du plan stratégique du développement du secteur minier entraînant des nouveaux investissements.

Sur la période prévisionnelle 2018-2019, la contribution à la croissance du secteur primaire passerait de 2,4 points de croissance en 2018 à 2,6 points en 2019. Pour ce qui des secteurs tertiaire et secondaire, ils contribueraient respectivement de 1,5 point et 0,7 point en 2018 à 1,8 point et 1,1 point de croissance en 2019.

Graphique V.3 Croissance du PIB réel 2017-2019

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données tirées du CPCM.

Au niveau du secteur primaire, Il est attendu la relance de la production agricole et la poursuite de la reprise des activités extractives. En ce qui concerne la

production agricole, la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) permettrait de porter sa contribution à la croissance à 0,3 point en 2018 et 0,5 point de croissance en 2019. Dans le cadre de la relance de cette branche, certains projets devraient être financés avec l'appui des partenaires. Il s'agit notamment: (i) du Projet d'Appui à la Réhabilitation et à la Relance du Secteur agricole, 75 millions d'USD de financement additionnel (Banque mondiale) ; (ii) du Programme Intégré de croissance agricole dans la Région des Grands lacs, 152.7 millions d'USD (Banque mondiale et Japon).

Pour ce qui est de l'industrie extractive, la mise en œuvre du plan stratégique du développement du secteur minier, dans un contexte d'embellie des cours des matières premières, devrait permettre à cette branche, de contribuer à la croissance de 2,1 point en 2018 et 2,2 point en 2019. En effet, l'augmentation à partir de 2018 de la production, notamment du cuivre avec la relance de la production de Glencore en RDC, devrait passer de 1 265 205 tonnes en 2018 à un niveau supérieur à 1 363 373 tonnes en 2019; celle du cobalt serait, en moyenne, au-delà 90.000 tonnes sur la période 2018-2019. En termes d'investissements, il est attendu 800 millions d'USD de la firme chinoise CNMC dans le cadre du projet DEZIWA. D'autres projets d'envergure devraient voir le jour dans les prochaines années, notamment la réouverture de l'usine de la société Kamoto Copper Company (KCC).

Il est également attendu au niveau du secteur primaire, une amélioration des infrastructures de stockage, distribution et commercialisation des produits pétroliers par: (i) la construction du pipeline Banana – Matadi et (ii) la construction d'un ponton d'accostage au terminal SEP-Congo/Ango-Ango pouvant accueillir des tankers de haute mer inférieurs à 130 m de long.

Tableau V.1 Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel de 2017-2019
(en points de croissance, sauf indication contraire)

secteurs de productions	2017	2018	2019
Secteur primaire	2,22	2,38	2,62
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,27	0,26	0,46
Industrie extractive	1,96	2,11	2,16
Secteur secondaire	1,18	0,65	1,10
Industries manufacturières	0,30	0,27	0,49
Électricité, gaz et eau	0,03	0,12	0,12
Bâtiments et Travaux publics	0,85	0,26	0,49
Secteur tertiaire	1,19	1,45	1,84
Transports et communications	0,33	0,42	0,44
Commerce de gros et de détail	0,72	0,60	0,73
Autres services	0,14	0,43	0,67
PIB au prix de base	4,60	4,48	5,56
Taxes sur les produits	- 0,87	- 0,24	0,09
PIB à prix constants	3,73	4,24	5,65

Source: Banque Centrale du Congo, sur base des données tirées du CPCM.

S'agissant du secteur secondaire, les perspectives présagent principalement la poursuite de l'amélioration de l'industrie manufacturière et de bâtiments et travaux publics qui contribueraient autour de 0,5 point de croissance en 2019 contre 0,3 point en 2018. L'évolution de l'industrie manufacturière, dans un contexte d'amélioration de la production d'énergie électrique, résulterait notamment du renforcement de la gestion des Espaces Industriels (E.I.) productifs et des Corridors de développement, de l'opérationnalisation des Zones économiques spéciale à Maluku (Kinshasa), à Kasumbalesa (Haut-Katanga), à Kalemie (Tanganyika), à Kahemba (Kwango), à Isiro (Haut - Uélé) et à Beni (Nord-Kivu).

La branche « Bâtiment et travaux publics » devrait connaître une remontée progressive à la faveur d'une demande des matériaux en particulier le ciment, évaluée à environ trois millions de tonnes par an, provenant de la partie ouest du pays aussi bien des particuliers que de l'Etat. Ainsi, il est prévu de quintupler la production nationale de ciment en la faisant passer de 600 mille tonnes à 4 millions de tonnes par an.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, la croissance serait principalement portée par les branches « commerce » et « transports et communications ». En termes de contribution à la croissance pour le commerce, elle pourrait atteindre 0,7 point en 2019 venant de 0,6 point une année avant. Pour ce qui est des transports et communications, sa contribution se maintiendrait autour de 0,4 point, d'une année à l'autre. En effet, les perspectives de modernisation des aéroports internationaux (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Kolwezi) et de réhabilitation de ceux des nouvelles provinces et la construction projetée du port en eaux profondes à Banana sur l'océan atlantique et, la réhabilitation des bateaux des sociétés publiques ainsi que la rénovation des routes d'intérêt national devraient concourir à l'accroissement des infrastructures et des moyens de transport impactant positivement la mobilité des biens et personnes.

Le développement du trafic inter province et la modernisation des routes transfrontalières favoriseraient l'expansion du commerce de gros et de détails, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires. Il s'agit notamment de la réhabilitation de la Route de Lubumbashi-Kasumbalesa et celle qui permet de relier Lubumbashi à la Zambie.

Du côté de l'emploi, le comportement de la demande intérieure serait impulsé principalement par la consommation finale, dans un contexte d'amélioration des investissements publics et privés d'une année à une autre.

La consommation finale des ménages, composante la plus importante des emplois du PIB, y représenterait 78,9 % en 2018 et 72,5 en 2019 alors que la part de la consommation finale des Administrations publiques dans le PIB se situerait à 4,5 % en 2018 et 3,6 % en 2019 traduisant la faible évolution notamment des dépenses de salaires et de fonctionnement.

Les investissements bruts devraient connaître une progression de leur part, avec un niveau représentant 46,2 % du PIB en 2019 venant de 39,7 % en 2018, du fait de l'amélioration attendue au niveau des investissements publics et privés qui

devrait s'accroître sur la période projetée. La hausse de la part des investissements publics, passant de 0,4 % du PIB à 8 %, serait due notamment à la poursuite des investissements dans les infrastructures de base alors que la montée du rythme d'évolution de la formation brute du capital du secteur privé s'expliquerait, entre autre, par les nouveaux investissements provenant de certaines sociétés minières et l'accroissement dans les autres secteurs (construction ,etc...) des investissements directs étranger du fait de l'amélioration du climat des affaires et de la promulgation de la Loi sur les Partenariats Publics Privés.

Tableau V.2 Structure de l'emploi du PIB réel de 2017-2019
(en pourcentage)

Structure	2017	2018	2019
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0
Consommation	81,4	78,9	72,5
Secteur public	5,6	4,5	3,6
Secteur privé	75,8	74,5	68,9
Investissements bruts	30,3	39,7	46,2
Secteur public	0,8	0,4	8,0
Secteur privé	29,5	39,3	41,0
Exportations de biens et services	28,6	28,9	29,3
Produits miniers	24,2	25,1	25,6
Importations de biens et services	40,2	47,5	48,0
Consommations	8,8	9,8	10,5
Équipements	15,3	15,3	15,2
Intermédiaires	9,1	12,3	12,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données tirées du CPCM.

Les échanges extérieurs seraient caractérisés, de 2018 à 2019, par une légère hausse de la part des importations et des exportations dans le PIB. En pourcentage du PIB, les importations des biens et services représenteraient 47,5 % à 48,0 % tirées par les importations des biens d'équipements qui devraient représenter, en moyenne annuelle, 15,3 % du PIB. De même, l'accroissement modéré de la part des exportations, passant de 28,9 % du PIB à 29,3 %, serait impulsée par la demande des produits miniers.

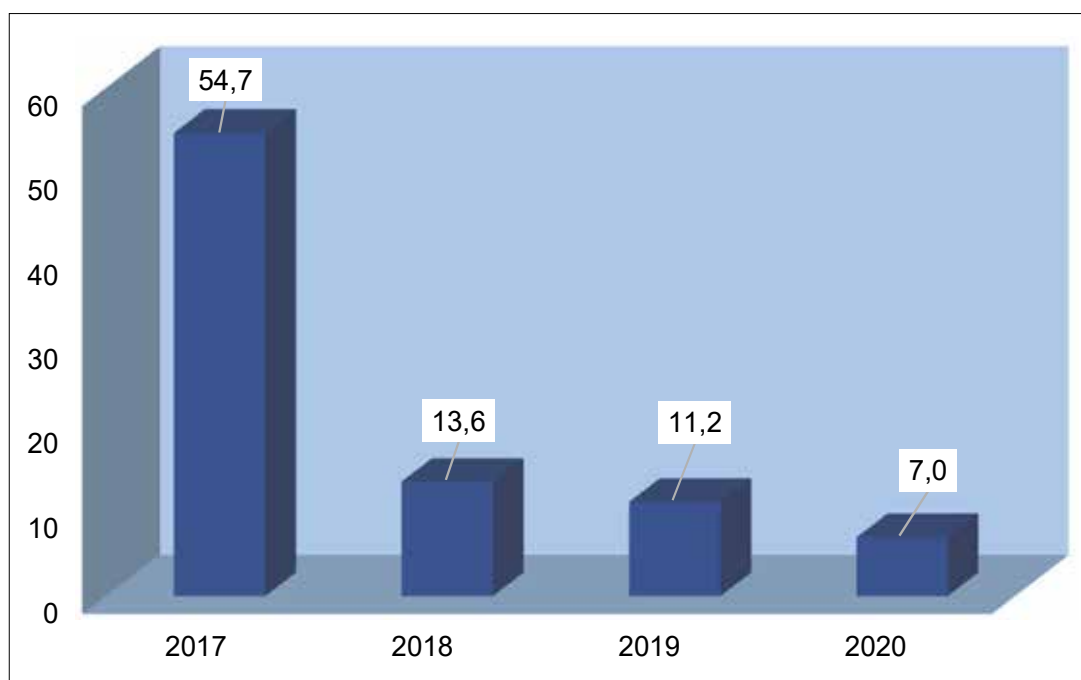
II.1.2. Prix intérieurs

Selon les prévisions de la Banque Centrale, sous tendant la loi des finances 2019, il est prévu une décélération du rythme des formations des prix sur le marché des biens et services en 2018 et 2019 comparativement à 2016 et 2017. En effet, venant de 54,7 % en 2017, le taux d'inflation à fin décembre 2018 s'établirait à 13,6 % et pourrait se situer à 11,2 % à fin décembre 2019, face à un objectif de moyen terme de 7,0 %.

Cette évolution favorable des prix à la consommation, dans un contexte de dollarisation de l'économie congolaise, serait consécutive au maintien de la stabilité

de la monnaie nationale qui résulterait de l'amélioration des conditions intérieures et de la poursuite de la coordination efficace des politiques macroéconomiques.

Graphique V.4 Prévisions annuelles de l'inflation et objectif de moyen de terme
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de l'INS.

II.2. SECTEUR PUBLIC

En 2018, les opérations financières de l'Etat devraient se clôturer avec un solde excédentaire de 165,0 milliards de CDF représentant 1,1 % du PIB. Ce solde positif attendu serait consécutif à une gestion prudente des finances publiques.

Par contre, en 2019, il est postulé un déficit de 2,4 % du PIB du fait de l'accroissement des dépenses en capital et des dépenses courantes orientées vers le secteur de la santé et de l'éducation en vue de soutenir la croissance économique.

Tableau V.3 Recettes et dépenses publiques 2017-19
(en % du PIB)

	2017	2018	2019
RECETTES ET DONS	9,6	11,1	12,6
RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	8,2	10,0	10,8
RECETTES FISCALES	6,4	8,1	8,5
RECETTES NON FISCALES	1,7	1,9	2,3
DONS (courants)	1,4	1,1	1,8
TOTAL DEPENSES	9,2	10,0	15,0
DEPENSES COURANTES	6,6	7,5	9,4
DEPENSES EN CAPITAL	1,9	1,5	4,8
SOLDE GENERAL CONSOLIDE	0,4	1,1	-2,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

III.2.1. Ressources publiques

Les recettes internes devraient se situer à 7 003 milliards de CDF en 2018 et pourrait atteindre 8 731 milliards en 2019. Cette évolution s'expliquerait principalement par l'élargissement de l'assiette fiscale, à travers la dématérialisation et la simplification des procédures ainsi que l'interconnexion des régies financières et le recours à l'emprunt intérieur par l'émission des bons et obligations du Trésor.

En pourcentage du PIB, les recettes fiscales en 2018 et en 2019 se situeraient respectivement à 8,1 % et à 8,5 % alors que les recettes non fiscales passeraient de 1,9 % à 2,3 %. Concernant particulièrement les recettes fiscales, il est attendu notamment : (i) la révision à la baisse du seuil des contribuables éligibles à la Direction des Grandes Entreprises (DGE) à 2 milliards de CDF, (ii) la mise en œuvre du nouveau code minier et du Règlement minier ainsi que (iii) l'introduction de la télé déclaration et du télépaiement y compris le relèvement des assignations faites aux Régies financières dans le cadre des contrats-programmes.

En ce qui concerne, les recettes non fiscales, des mesures additionnelles sont prévues pour renforcer leur administration à travers, notamment, (i) l'assainissement de la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central et (ii) l'intensification de l'informatisation de la DGRAD en provinces.

III.2.2. Dépenses publiques

Il est postulé que les dépenses publiques devrait se situer à 7 006,12 milliards de CDF en 2018 et pourrait atteindre 12 157 milliards en 2019. Rapporté au PIB, les dépenses publiques progresseraient de 10,0 % du PIB à 15,0 % sur la période prévisionnelle, impulsées principalement par le financement des investissements nécessaires à la diversification de l'économie (agriculture, infrastructure, etc.). Ainsi le poids de dépenses en capital dans la création de richesse national devrait significativement

s'améliorer. En effet, de 1,5 % du PIB en 2018, les dépenses publiques en capital pourraient se situer à 4,8 % à l'horizon 2019. Par ailleurs, une attention soutenue, à court et à moyen terme, devrait être portée sur les dépenses sociales en vue de favoriser l'accès aux services sociaux de base.

II.3. SECTEUR EXTERIEUR

Au cours des deux prochaines années, les relations économiques extérieures devraient connaître, à l'instar de l'année 2017, une accumulation des moyens des paiements extérieurs.

II.3.1. Evolution de la Balance des paiements

La balance des paiements devrait afficher un excédent de 0,7 % du PIB en 2018 et 1,3 % en 2019 résultant d'une réduction du déficit du compte des transactions courantes et d'une amélioration du solde du compte de capital et financier.

Tableau V.4 Balance des paiements 2017-2019
(en pourcentage du PIB)

	2017	2018	2019
COMPTE COURANT	-2,9	-3,0	-2,9
BALANCE DES BIENS	0,6	1,9	1,8
BALANCE DES SERVICES	-4,5	-4,6	-4,9
BALANCE DES REVENUS	-2,8	-2,0	-1,4
BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS	3,9	1,7	1,6
COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER	6,1	3,9	4,4
Investissement direct étranger	2,8	2,4	2,9
SOLDE GLOBAL	2,2	0,7	1,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

III.3.2.1 Balance courante

Le déficit du compte courant pourrait se situer à 3,0 % du PIB en 2018 et se réduirait légèrement à 2,9 % en 2019. L'atténuation de ce déficit se justifierait par l'évolution favorable attendue au niveau de la balance des revenus dont le déficit se réduirait à 1,4 % à l'horizon 2019.

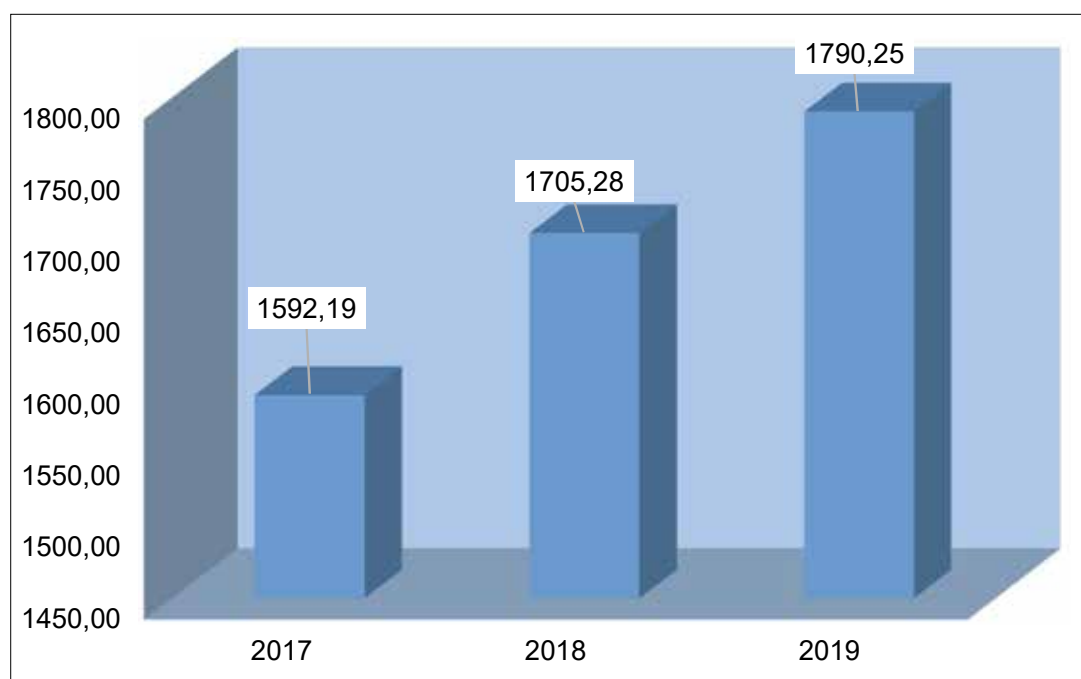
III.3.2.2 Compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières devrait rester excédentaire sur la période. En pourcentage du PIB, il passerait de 3,9 % en 2018 à 4,4 % en 2019. Les excédents de ce compte seraient consécutifs à l'amélioration des capitaux publics et privés, lesquels seraient tirés par les investissements directs étrangers qui se situeraient à 2,4 % du PIB en 2018 et pourraient se relever à 2,9 % en 2019.

II.3.2. Evolution du taux de change

L'action de la Banque Centrale du Congo devrait être orientée dans l'optique du maintien de la stabilité du cadre macroéconomique à court et moyen termes. Pour ce faire, elle devrait poursuivre le lissage des fluctuations du taux de change pour contenir le rythme de la dépréciation de la monnaie nationale, en moyenne annuelle, autour de 5,6 %. Ainsi, le cours de change fin période s'établirait à 1.705,3 CDF en 2018 et 1.790,3 CDF le dollar américain en 2019.

Graphique V.5 Evolution du taux de change de 2017 à 2019
(USD/CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.4. SECTEUR MONETAIRE

II.4.1. Conduite de la politique monétaire

La politique monétaire serait conduite dans un environnement caractérisé par le ralentissement du rythme de dépréciation de la monnaie nationale sur le marché des changes, couplé à une relative stabilité des prix sur le marché des biens et services.

Dans ce contexte, la Banque Centrale du Congo poursuivrait une politique monétaire prudente de manière à préserver la stabilité du cadre macroéconomique et à créer les conditions favorable pour soutenir la croissance économique à moyen terme.

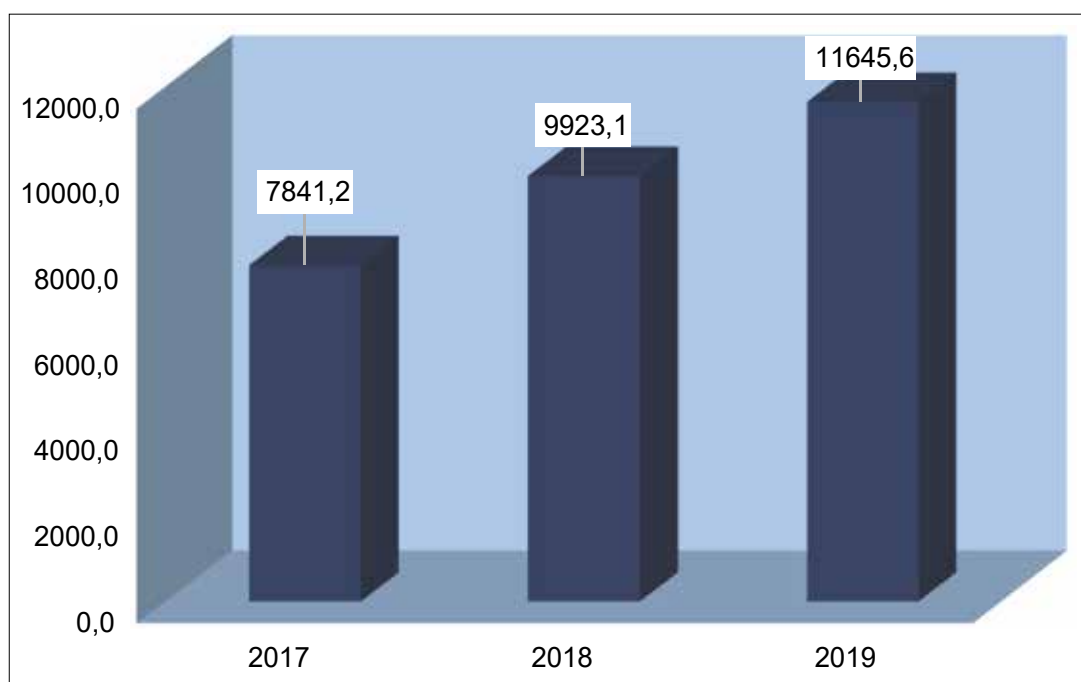
Dans ce cadre, l'Autorité monétaire, dans un contexte d'anticipation sur la poursuite de la baisse des poussées inflationnistes, postule pour 2018 et 2019, un niveau prévisionnel de croissance de la masse monétaire (M2) compatible avec l'atteinte de l'objectif de moyen terme de 7 % en 2020.

II.4.2. Evolution de la masse monétaire (M2)

Selon les projections du comité permanent du cadrage macroéconomique, la masse monétaire devrait se situer à 11.645,6 milliards de CDF à fin décembre 2019 contre un niveau programmé de 9.923,1 milliards attendu à fin décembre 2018. Ces niveaux prévisionnels seraient en adéquation avec l'évolution de l'activité économique.

En glissement annuel, la masse monétaire devrait s'accroître de 26,6% en 2018 et 17,4 % en 2019. La progression attendue s'expliquerait principalement par l'augmentation significative des avoirs intérieurs nets et, dans une moindre mesure, par une faible amélioration des avoirs extérieurs nets du système bancaire.

Graphique V.6 Evolution de la masse monétaire de 2017 à 2019
(en milliard de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.



DEUXIEME PARTIE

ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

TITRE I

**ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS
DE LA BANQUE**

CHAPITRE I

ADMINISTRATION

Les organes d'administration et de contrôle de la Banque Centrale du Congo sont : le Conseil de la Banque, le Gouverneur et le Collège des Commissaires aux comptes.

I.1. CONSEIL DE LA BANQUE

Le Conseil de la Banque est l'organe qui conçoit, oriente la politique de la Banque et en contrôle la gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

I.1.1. Activités

Suivant son Règlement Intérieur, le Conseil de la Banque a tenu plusieurs réunions en 2017. Elles ont permis de statuer sur les matières suivantes :

- Budget et Plan de Trésorerie de la BCC pour l'exercice 2018 ;
- Processus de dédollarisation ;
- Surchauffe sur le marché des changes ;
- Fermeture de l'Agence Autonome d'Isiro ;
- Augmentation des dépenses d'investissement liées à la poursuite des travaux de construction des bâtiments administratifs des Directions Provinciales de Lubumbashi, Matadi et Kindu ;
- Extension de l'Hôtel des Monnaies et l'acquisition de la nouvelle chaîne de production des billets de banque.

I.1.2. Organisation du Conseil

La structure organisationnelle du Conseil d'Administration, en 2017, se présente de la manière suivante :

Président :

- M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, Gouverneur ;

Membres :

- M. Jules BONDOMBE ASSANGO, Vice- Gouverneur ;
- M. Issa SELEMANI, Administrateur ;

- Mme Mireille SULIA KITAMBALA, Administrateur ;
- M. Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
- M. Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
- M. Albert YUMA MULIMBI, Administrateur.

I.2. GOUVERNEUR

La Banque Centrale est dirigée par le Gouverneur, assisté d'un Vice-Gouverneur. Dans ses prérogatives, le Gouverneur prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre de la politique monétaire. Le poste du Gouverneur est occupé par Monsieur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO et celui du Vice-Gouverneur est assumé par Monsieur Jules BONDONBE ASSANGO.

Par ailleurs, la Haute Direction est composée d'un cabinet :

Directeur de Cabinet:	M. N'SA ELONGO
Conseillers :	M. MAWAKANI SAMBA
	M. MALATA KAFUNDA
	M. EKETEBI MOYIDIBA NDJOLI
	M. BAGALWA MURHULA
	Mme ILUNGA KABUYA
	Mme N'KONDI NSALA
	Mme PUNGU LUAMBA
	M. N'KAMBUA MUKANKU
	M. PLANTE KIBADHI
	M. SANGWA LUMBU

I.3. STRUCTURES DE CONTROLE

Outre le collège des commissaires aux comptes prescrit par le législateur, la Banque Centrale dispose également d'autres structures de contrôle, à savoir: le Comité d'Audit et de gouvernance ainsi que la Direction de l'Audit Interne.

I.3.1. Collège des commissaires aux comptes

Le Collège des commissaires aux comptes exerce un contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Il est composé de :

M. MABATA NTANTU ;

M. NKUVU ;

M. FOKO TOMENA.

I.3.2. Comité d’audit et de gouvernance

I.3.2.1. Du rôle du Comité d’audit et de gouvernance

Le Comité d’Audit et de Gouvernance, en tant qu’organe d’appui au Conseil de la Banque, a la charge d’élaborer et de proposer les règles de gouvernance de la Banque Centrale du Congo ainsi que les politiques et les pratiques touchant l’éthique et la déontologie, devant guider les Administrateurs, les Hauts Dirigeants et l’ensemble du personnel, tout en veillant à leur respect afin de s’assurer que l’Institut d’Emission, en ce compris le Conseil, fonctionne de manière efficiente.

En outre, ce Comité est chargé d’assurer la surveillance des activités en rapport avec la gestion des risques.

I.3.2.2. De la composition du Comité d’audit et de gouvernance

Ce Comité est composé de quatre membres tous choisis parmi les administrateurs non actifs dont l’un est désigné pour en assurer la coordination, conformément à la décision du conseil numéro 018 du 11 juin 2010. Ainsi, les membres désignés sont :

Coordonnateur : M. YUMA MULIMBI ;
Membres : M. TSHIUNZA MBIYE ;
M. MASAMBA MAKELA ;
M. ISSA SELEMANI.

I.3.3 LA DIRECTION DE L’AUDIT INTERNE

L’Audit Interne est l’organe chargé de la prévention des risques et pertes en vue de garantir l’efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. A cet effet, il (i) exerce une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l’Institut d’Emission et (ii) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mauvaise gestion, à l’accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l’amélioration de la fiabilité de l’information financière.

CHAPITRE II

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE

A fin décembre 2017, la liste des Cadres dirigeants de la Banque se présente comme suit :

II.1. HAUTE DIRECTION

M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO : Gouverneur

M. Jules BONDONBE ASSANGO : Vice-Gouverneur

II.2. CABINET DU GOUVERNEUR

M. N'SA ELONGO	: Directeur du Cabinet
M. MAWAKANI SAMBA	: Conseiller en charge du Suivi des Relations avec le Gouvernement et les Institutions financières Multilatérales
M. MALATA KAFUNDA	: Conseiller en charge du Suivi de la Politique Monétaire
Mme N'KONDI NSALA	: Conseiller en charge de la Supervision bancaire et du Suivi des Institutions des Micro-Finances
M. EKETEBI MOYIDIBA NDJOLI	: Conseiller en charge des Questions de gestion administrative
M. BAGALWA MURHULA	: Conseiller en charge du Suivi des activités des Entités Provinciales et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie
Mme ILUNGA KABUYA	: Conseiller en charge de la Coopération régionale et du Suivi de l'assistance technique
M. N'KAMBUA MUKANKU	: Conseiller en charge du Suivi de la Maintenance du Système d'Information et de l'implémentation des projets informatique
M. PLANTE KIBADHI	: Conseiller en charge de la Communication
Mme PUNGU LUAMBA	: Conseiller en charge du Protocole et des Relations Publiques de la Haute Direction
M. SANGWA LUMBU	: Conseiller en charge du Suivi des activités des Directions opérationnelles et des projets autres que les projets informatiques

II.3. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

II.3.1. DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES

Direction Générale

M. KAYEMBE wa KAYEMBE : Directeur Général

Cellule de Coordination de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires

M. BORAUZIMA KABUNGU BOBO : Coordonnateur

Direction de la Trésorerie

M. MULAMBA MUSAFIRI : Responsable

Mme KAPIPA BIARUGA : Responsable-Adjoint

Direction des Analyses Economiques

M. MWANA NKWARA : Responsable

Direction de la Recherche et des Statistiques

M. DJAMBA TAMBWE ELUHU : Responsable

Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

M. MUGANZA BEYA : Responsable

Sous-Direction des Opérations Bancaires

Mme MULENGEZI CHICHIBANJI : Responsable

Sous-Direction des Marchés

M. MBOMA NDONGO : Responsable

Direction des Systèmes de Paiement

M. SIAZO GINI : Responsable

M. LUBOA NGOVO : Responsable-Adjoint

Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

M. KALUBI KAYEMBE: Responsable

Sous-Direction de Contrôle permanent des banques et autres intermédiaires financiers

M. KAVULA MUHETA: Responsable

Sous-Direction de Contrôle sur place

M. KALOMBO NSENDA: Responsable

Sous-Direction de Contrôle permanent de la Micro-finance

Mme NDAYA ILUNGA: Responsable

II.3.2. DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES

Direction Générale

M. MOSEI NSAMBI: Directeur Général

Cellule de Coordination de la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques

M. KAFUMBA WA KISUMBULE: Coordonnateur

Direction des Ressources Humaines

Mme KAHAMBA SALIMA: Responsable

Mme EBAMBA NYALIWANGA: Responsable-Adjoint

Direction de la Comptabilité et du Budget

M. OKENDE NGONGO: Responsable

M. UNYON PEWU ALI NEGA: Responsable-Adjoint

Direction de l'Administration Générale

M. MUKINAYI TSHIMANGA: Responsable

M. MUNTU MAKUMBU: Responsable-Adjoint

Sous-Direction des Approvisionnements

M. MASANGU ILUNGA : Responsable

Direction de l'Informatique

M. BOLIPOMBO MBOMBO : Responsable

Sous-Direction du Développement et Maintenance

M. BOSONGA EKILA : Responsable

Sous-Direction de l'Infrastructure

M. BOFALA BEKANGA : Responsable

Direction Juridique

M. RAMAZANI MWAMBO : Responsable

Mme LUNDULA SIFA : Responsable-Adjoint

II.3.3. STRUCTURES AUTONOMES**Audit Interne**

Mme SHABANI ANIFA : Auditeur Général

Sous-Direction de Contrôle et Conformité

M. MPUNGA TSHIYOMBO : Responsable

Sous-Direction de la Gestion des Risques

M. GERE KWAGALEME : Responsable

Direction du Changement

Mme LEBUGHE NKOBAFILI : Responsable

Cellule Technique d'Appui au Réseau des Entités Provinciales

M. NTAMBUKA ZABIKA : Responsable

Sous-Direction de la Sécurité du Siège et des Entités provinciales

M. BISIMWA NYUNDA : Responsable

Caisse de Retraite

M. MUKIZA MUHIMA : Coordonnateur

Hôtel des Monnaies

M. IPANGA MUNENGE : Directeur Responsable

Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies

M. MUAMBA KABOTO

Direction Technique

M. NGONGO NGOYI BOSADI : Responsable

Sous-Direction de la Production des Billets de banque

M. KABEYA SOSOLO : Responsable

Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité

M. MASUMBUKO NGUEMA : Responsable

Sous-Direction de la Maintenance

M. MBANGU KASALUMUNA : Responsable

Direction Commerciale

M. ILUNGA KAHIMBA : Responsable

II.3.4. DIRECTIONS PROVINCIALES

Direction Provinciale de Lubumbashi

M. SANGWA MULOBEWA : Responsable

M. MPOY BONGWALA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbuji- Mayi

M. IMIDY PENE MALEMBA : Responsable

M. KALOMBO NTUMBA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kananga

M. LENGWE BIN KAUMBA : Responsable
M. SAKUNGU KAKOLA : Responsable Adjoint

Direction Provinciale de Matadi

M. YUMA BIN YUMA : Responsable
M. KABASELE TSHIPAMBA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bandundu

M. ESSAMBO LUKYE : Responsable
M. KANDOLO DIAMAWA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbandaka

M. MABAKU KINSUMUNA : Responsable
M. UMBA DIBWE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kisangani

M. TSHILIATA TSHAHWA : Responsable
M. BOPASA BOKONGE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bukavu

Mme MUBALAMA MUKUZO : Responsable
M. AISSI YUMA MWANA : Responsable Adjoint

Direction Provinciale de Goma

M. MULONGO KIBAWA : Responsable
M. ESSIMBO NUMAYEME : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kindu

M. NTAHONSIGAYE RUGIRA : Responsable
M. EKOLA BOMBWAMBWA : Responsable-Adjoint

II.4.5. AGENCES AUTONOMES

Agence de Boende

M. BOKABA SILA : Chef d'Agence

Agence de Boma

M. MATONDO MBWANGI : Chef d'Agence

Agence de Bumba

M. KALALA NKUNZA MESU : Chef d'Agence

Agence de Gbadolite

M. KOYAKONZI AHONZIALA : Chef d'Agence

Agence d'Ilebo

M. NKASHAMA MULAMI : Chef d'Agence

Agence d'Inongo

M. NGOIE KAKESSE : Chef d'Agence

Agence de Kabinda

M. KAMPANGA KATEMBWE : Chef d'Agence

Agence de Kalemie

M. KABANGE NGOIE : Chef d'Agence

Agence de Kamina

M. KAHAMBO BWAMBA : Chef d'Agence

Agence de Kasumbalesa

M. BWANGA KALEMBWE : Chef d'Agence

Agence de Kikwit

M. MUYEBA KANDENGA : Chef d'Agence

Agence de Kongolo

M. MUYUMBA KAHOZI : Chef d'Agence

Agence de Lodja

M. ILUNGA MUTSHIPAYI : Chef d'Agence

Agence de Tshikapa

M. LAVU TALA TULA : Chef d'Agence

Agence de Zongo

M. SAKUNGU KAKOLA : Chef d'Agence

Agence de Mwene-Ditu

M. MALEMP-A-BOSHABO : Chef d'Agence

Agence de Buta

M. ADEITO KEMISA : Chef d'Agence

TITRE II

ACTIVITES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

GESTION FIDUCIAIRE

L'année 2017 a été caractérisée par une forte demande de monnaie fiduciaire aux guichets de la Banque Centrale, dans un contexte de baisse de recyclage auxdits guichets. Ce contexte justifie l'expansion des émissions monétaires en vue de rencontrer les besoins en cash de l'économie.

En ce qui concerne les destructions des billets impropres à la circulation, elles se sont inscrites à la baisse durant l'exercice, suite à des difficultés d'ordre logistique auxquelles la Banque Centrale a été confrontée. De ce fait, le niveau des émissions monétaires nettes de la période a donc augmenté, les émissions brutes ayant été plus importantes en 2017 qu'en 2016.

Quant aux mouvements aux guichets, ils se sont traduits par des diminutions des retraits et des versements.

I.1. EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES

Au terme de l'année 2017, les émissions monétaires nettes se sont élevées à 518,6 milliards de CDF, résultant des émissions brutes de 625,4 milliards de CDF et des destructions des billets impropres à la circulation de 106,8 milliards.

I.1.1. Emissions monétaires brutes

En 2017, les émissions monétaires brutes ont atteint le niveau record de 625,4 milliards de CDF, traduisant une augmentation de 48,1 % par rapport à 2016. La baisse des versements aux guichets de la Banque, laquelle a induit un amenuisement des disponibilités en billets recyclés, explique le recours à une couverture en billets neufs plus importante pour rencontrer les besoins des paiements auxdits guichets.

Tableau II.1 Evolution des émissions monétaires
(en milliards de CDF)

Année	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2017	25,8	69,9	26,5	94,1	25,3	78,5	24	89,5	11,5	82,2	14,1	83,8	625,4
2016	5,4	43,3	9,2	52,2	6,2	34,1	8,9	58,4	23,8	65,9	72,5	42,6	422,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Dans l'utilisation des billets neufs en 2017, la part destinée aux paiements au Siège est passée de 39,2 % à 35,1 %, d'une année à l'autre, tandis que celle affectée aux envois en provinces a été portée à 64,9 % venant de 60,8 %.

Tableau II.2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2017	Paiements au Siège	13,8	19,3	26,5	24,6	18,3	14,7	24	16,8	11,5	12,9	14,1	22,8	219,4
	Envois en provinces	12	50,7	-	69,5	7	63,8	-	72,7	-	69,3	-	1	406
	Total	25,8	69,9	26,5	94,1	25,3	78,5	24	89,5	11,5	82,2	14,1	83,8	625,4
2016	Paiements au Siège	5,4	9,7	9,2	11,4	6,2	7,3	8,9	9,5	19,8	16,5	25,8	36,1	165,7
	Envois en provinces	-	33,6	-	40,8	-	26,8	-	49	4	49,3	46,7	6,5	256,6
	Total	5,4	43,3	9,2	52,2	6,2	34,1	8,9	58,4	23,8	65,9	72,5	42,6	422,3

Source : Banque Centrale du Congo.

En examinant les paiements effectués en billets neufs aux guichets du Siège de la Banque Centrale, il ressort que la part des paiements en faveur des banques agréées est restée dominante bien qu'en baisse par rapport à 2016. En effet, cette part s'est située à 74,6 % du total contre 84,7 % une année plus tôt.

En moyenne mensuelle, 18,3 milliards de CDF ont été retirés en billets neufs en 2017 contre 13,8 milliards en 2016.

Tableau II.3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2017	du Trésor	2,8	1,5	4,6	7,5	0,5	0,9	0,7	0	0,1	-	-	0	18,6
	de la BCC	3	1,7	3,6	2,5	3,9	3,7	4,9	2,9	1,8	1,2	1,7	5,2	36
	des Banques	8,1	15,7	17,7	14,6	13,9	10,1	18,4	13,9	9,5	11,7	12,4	17,6	163,7
	des Particuliers	0	0,4	0,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,2
	Total	13,8	19,3	26,5	24,6	18,3	14,7	24	16,8	11,5	12,9	14,1	22,8	219,4
2016	du Trésor	0	0	0	-	0	-	-	0	-	-	-	5,9	5,9
	de la BCC	0,7	0,4	1	2	1,9	1,3	2,1	1,6	1,5	1,2	2,2	3,1	18,9
	des Banques	4,7	9,3	8,1	9,2	4,3	6	6,8	7,9	18,2	15,3	23,6	27,1	140,4
	des Particuliers	0	0	0	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0,4
	Total	5,4	9,7	9,2	11,4	6,2	7,3	8,9	9,5	19,8	16,5	25,8	36,1	165,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la ventilation par coupure des émissions monétaires réalisées en 2017 révèle la prédominance de la coupure de 1.000 FC, avec des injections atteignant 32,5 % du montant annuel de ces émissions. Ceci traduit le respect de la mesure visant à faire de cette dénomination la coupure modale de l'éventail fiduciaire actuel de la monnaie nationale.

En outre, il s'est observé en 2017 la baisse des émissions en 100 FC, 50 FC, 5.000 FC et 200 FC, respectivement, de 95,8 %, 51,0 %, 19,8 % et 3,0 %, par rapport à 2016.

Tableau II.4 Ventilation par coupure des émissions monétaires
(en millions de CDF et millions de billets)

Coupure	2016		2017	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	63 310,40	3,2	117 382,00	5,9
10 000 FC	79 077,80	7,9	137 560,00	13,8
5 000 FC	92 650,10	18,5	74 275,00	14,9
1 000 FC	137 935,00	137,9	203 484,00	203,5
500 FC	26 895,50	53,8	80 971,50	161,9
200 FC	14 736,30	73,7	10 019,70	50,1
100 FC	4 632,60	46,3	193,7	1,9
50 FC	3 062,20	61,2	1 499,90	30
Total	422 299,90	402,6	625 385,80	481,9

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES

En 2017, les destructions des billets impropres à la circulation se sont chiffrées à 106,8 milliards de CDF, soit une baisse de 46,0 % par rapport à l'année précédente.

Tableau II.5 Evolution des destructions des billets impropres à la circulation
(en milliards de CDF)

Année	Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2017	Siège	4,3	6,1	5,6	3,3	2	15,8	4,8	4,1	2,7	3,2	0,1	-	52
	Provinces	37,6	3,7	0,8	-	-	-	-	-	12,8	-	-	-	54,8
	Total	41,9	9,8	6,4	3,3	2	15,8	4,8	4,1	15,5	3,2	0,1	-	106,8
2016	Siège	7,8	6,8	18,4	15	10,4	9,7	7,5	9,7	10,8	12	9,2	3,9	121,1
	Provinces	10,2	12,4	-	3,6	30,8	-	0,1	-	12,8	0	0,2	6,5	76,6
	Total	18	19,1	18,4	18,6	41,2	9,7	7,7	9,7	23,6	12	9,4	10,3	197,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Dans le volume détruit en 2017, la part de la coupure de 200 FC est prépondérante, représentant 45,2 % dudit volume.

Tableau II.6 Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation
(en millions de CDF et millions de billets)

Coupure	2016		2017	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	5 398,40	0,3	8 010,00	0,4
10 000 FC	4 310,30	0,4	9 135,00	0,9
5 000 FC	11 301,60	2,3	14 417,50	2,9
1 000 FC	12 516,40	12,5	11 450,50	11,5
500 FC	137 012,00	274	42 304,10	84,6
200 FC	11 713,00	58,6	19 877,40	99,4
100 FC	14 221,30	142,2	1 245,60	12,5
50 FC	1 222,10	24,4	377,2	7,5
20 FC	6,8	0,3	-	-
10 FC	1,7	0,2	-	-
Total	197 703,50	515,2	106 817,20	219,6

Source : Banque Centrale du Congo.

I.3. EMISSIONS MONÉTAIRES NETTES

Au terme de l'année 2017, les émissions monétaires nettes ont enregistré une hausse de 130,9 %, se situant à 518,6 milliards de CDF. Cette évolution est expliquée non seulement par l'augmentation sensible des émissions brutes, d'une année à l'autre, mais également par la baisse non négligeable des destructions des Billets Impropres à la Circulation.

Tableau II.7 Evolution des émissions monétaires nettes
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2017	Emissions brutes	25,8	69,9	26,5	94,1	25,3	78,5	24	89,5	11,5	82,2	14,1	83,8	625,4
	Destructions	41,9	9,8	6,4	3,3	2	15,8	4,8	4,1	15,5	3,2	0,1	-	106,8
	Emissions nettes	-16,1	60,2	20,1	90,8	23,4	62,7	19,3	85,4	-4	79	14	83,8	518,6
2016	Emissions brutes	5,4	43,3	9,2	52,2	6,2	34,1	8,9	58,4	23,8	65,9	72,5	42,6	422,3
	Destructions	18	19,1	18,4	18,6	41,2	9,7	7,7	9,7	23,6	12	9,4	10,3	197,7
	Emissions nettes	-12,6	24,2	-9,3	33,6	-35	24,4	1,2	48,7	0,2	53,9	63,1	32,2	224,6

Source : Banque Centrale du Congo.

I.4. MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DU SIEGE

En 2017, le mouvement net des billets de banque aux guichets du Siège de la Banque Centrale a été négatif de 232,3 milliards de CDF, résultant des versements de 547,9 milliards contre des retraits de 780,2 milliards.

I.4.1. Versements

Au terme de l'année 2017, les versements aux guichets du Siège de la Banque Centrale ont totalisé le montant de 547,9 milliards de CDF contre 569,1 milliards de CDF l'année précédente.

Dans la composition de ces versements, il se dégage que ceux effectués par les banques agréées ont représenté la part dominante, soit 90,3 % du total des versements.

Tableau II.8 Evolution des versements aux guichets du Siège
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2017	du Trésor	0,8	0,8	0,8	0,9	1,2	0,8	1	0,6	0,6	0,6	0,3	0,3	9
	de la BCC	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,6	31,4	1,5	0,1	0,1	0,2	34,6
	des Banques	59	30,2	53,8	46,3	35,9	44,5	56,5	21,6	39,9	40,8	28,3	37,8	494,6
	des Particuliers	0,2	0,6	0,9	1,4	0,9	0,7	0,6	0,8	0,4	0,7	0,9	1,8	9,8
	Total	60	31,7	55,7	48,7	38,2	46,2	58,7	54,5	42,4	42,2	29,6	40	547,9
2016	du Trésor	0,3	0,5	0,4	0,4	0,7	0,6	0,4	1,8	1,1	2,1	0,7	0,6	9,5
	de la BCC	0	0	0	0	0	0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	1
	des Banques	68,6	37,3	56,3	52,6	45,7	52,1	54,7	50,6	39,2	34,9	32,8	25,1	549,9
	des Particuliers	0,6	0,6	0,5	1	0,6	2	0,2	0,8	0,5	0,8	0,8	0,5	8,8
	Total	69,5	38,4	57,2	53,9	47	54,7	55,3	53,3	41	38	34,4	26,3	569,1

Source : Banque Centrale du Congo.

En outre, dans le montant total des versements enregistrés aux guichets du Siège en 2017, la coupure de 20.000 FC a représenté la part la plus importante avec une proportion de 20,1 %.

Tableau II.9 Ventilation par coupure des versements aux guichets du Siège
(en millions de CDF et millions de billets)

Coupure	2016		2017	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	23 680,10	1,2	110 246,70	5,5
10 000 FC	34 986,60	3,5	109 300,10	10,9
5 000 FC	56 916,80	11,4	91 646,00	18,3
1 000 FC	118 679,00	118,7	103 804,80	103,8
500 FC	304 929,30	609,9	102 905,60	205,8
200 FC	25 025,60	125,1	28 154,60	140,8
100 FC	3 413,90	34,1	1 288,20	12,9
50 FC	1 496,20	29,9	601,6	12
Total	569 127,60	933,8	547 947,60	510,1

Source : Banque Centrale du Congo.

I.4.2. Retraits

En 2017, les retraits effectués aux guichets du Siège de la Banque Centrale se sont chiffrés à 780,2 milliards de CDF contre 835,1 milliards.

En outre, bien qu'en baisse de 48,5 % en 2017, la part des retraits pour compte du Trésor est restée prépondérante dans le total des retraits.

Tableau II.10 Evolution des retraits aux guichets du Siège
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2017	du Trésor	28,3	26,5	41,9	45,1	39,9	36,6	39,8	13	16,5	26,9	32,1	31,7	378,2
	de la BCC	4,7	3	5,9	4	4,4	4,2	5,3	4,9	4,4	4,7	4,9	8,9	59,3
	des Banques	20,2	28,5	24,4	20,8	24,9	16,9	25,5	39,4	26,6	30,8	35,6	45	338,7
	des Particuliers	0,1	0,5	0,2	0,1	0,4	0,2	0,1	0,9	0,6	0,5	0,2	0,4	4
	Total	53,2	58,4	72,4	70	69,6	57,9	70,8	58,2	48,1	62,9	72,8	86	780,2
2016	du Trésor	24,1	20,6	34,7	39,6	46,2	53,7	33,6	40,5	40,8	18,2	35,9	42,9	431,1
	de la BCC	3,9	4,2	4,1	3,7	4	4,6	4,2	3,2	3,2	4,1	5,7	5,9	50,9
	des Banques	12,5	34,3	32,2	27	24,1	27,9	36,6	24,5	26,5	33,8	35,2	34,7	349,1
	des Particuliers	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,5	0,1	0,4	0,1	1,2	0,2	0,2	4
	Total	40,6	59,5	71,1	70,5	74,7	86,6	74,6	68,6	70,7	57,3	77	83,8	835,1

Source : Banque Centrale du Congo.

D'une année à l'autre, en dépit de la situation globale qui indique une baisse des retraits, il ressort que ceux effectués en coupures de 20.000 FC et 10.000 FC ont connu des accroissements significatifs, soit respectivement 128,0 % et 92,2 %.

Tableau II.11 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège
(en millions de CDF et millions de billets)

Coupure	2016		2017	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	65 182,50	3,3	148 628,10	7,4
10 000 FC	84 164,90	8,4	161 792,30	16,2
5 000 FC	113 674,20	22,7	53 030,60	10,6
1 000 FC	211 459,80	211,5	232 095,40	232,1
500 FC	326 746,70	653,5	151 935,60	303,9
200 FC	28 754,70	143,8	30 830,10	154,2
100 FC	3 602,80	36	819,3	8,2
50 FC	1 543,30	30,9	1 117,20	22,3
Total	835 128,90	1 110,00	780 248,60	754,9

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

CHAMBRE DE COMPENSATION

La relance des activités économiques notée au cours de l'année 2017 s'est traduite, en ce qui concerne les opérations en Chambre de compensation, par la hausse des transactions aux guichets de la Banque Centrale du Congo.

En effet, en ses qualités de Banque des banques et d'agent de règlement des opérations de la Chambre de Compensation, la Banque Centrale du Congo tient en ses livres les comptes courants des banques agréées en République Démocratique du Congo. Ces comptes ouverts pour les dix-huit banques commerciales agréées et opérationnelles permettent le dénouement des opérations de ces dernières dans les livres de l'Institut d'Emission. Il s'agit des opérations qui impactent lesdits comptes notamment : leurs soldes en Chambre de Compensation, leurs retraits et versements des espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo, les différents guichets de refinancement offerts aux banques par cette dernière et toutes les autres transactions passées à la Banque Centrale du Congo.

II.1. TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC

Au cours de l'exercice 2017, le volume global des transactions des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo s'est élevé à 14.349.170,7 millions de CDF. Comparé à l'année 2016, ce volume des transactions a connu une forte hausse de 126,5 %, expliquée essentiellement par la forte expansion des opérations de refinancement.

Tableau II.12 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	Variation en %
Transactions effectuées via la Chambre de compensation	2 908 151,4	3 645 699,3	3 110 949,8	2 925 319,0	2 911 536,0	-0,5
Transactions initiées par les banques	573 958,1	763 934,4	97 732,9	99 662,3	158 442,5	59,0
Transactions initiées par la BCC	2 334 193,4	2 881 764,9	3 013 216,9	2 825 656,7	2 753 093,5	-2,6
Transactions effectuées en espèces	1 411 621,5	1 642 675,6	2 258 309,7	2 073 433,8	2 913 219,0	40,5
Retraits des espèces	444 901,7	549 994,0	777 961,4	1 108 120,9	1 257 752,9	13,5
Versements des espèces	966 719,9	1 092 681,6	1 480 348,3	965 312,9	1 655 466,1	71,5
Refinancement	30 000,0	4 344 050,5	10 234 184,5	769 330,1	8 163 885,0	961,2
Facilités permanentes accordées	30 000,0	4 344 050,5	10 194 477,1	716 400,0	1 017 905,0	42,1
Prêts à court terme octroyés	0,0	0,0	39 707,4	52 930,1	7 145 980,0	13400,8
Prêts à moyen terme octroyés	0,0	18 406,5	0,0	0,0	0,0	-
Autres transactions des banques	654 637,6	882 072,6	666 144,4	566 222,7	360 530,7	-36,3
Total Volume des transactions	5 004 410,5	10 514 498,0	16 269 588,4	6 334 305,6	14 349 170,7	126,5

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. TRANSFERTS D'ESPÈCES EFFECTUÉS AUX GUICHETS DE LA BCC

En 2017, les transferts de fonds effectués par les tiers, en utilisant les guichets de la Banque Centrale du Congo, se sont chiffrés à 52,6 milliards de CDF, en baisse de 7,5 % par rapport à 2016.

Cette situation est expliquée principalement par la forte contraction des transferts payés par voie de la Chambre de Compensation par les messageries financières.

Tableau II.13 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Transferts payés via la Chambre de compensation	123 349,4	102 677,9	26 982,9	37 821,8	34 562,0
<i>dont Transferts des Messageries financières</i>	<i>107 107,5</i>	<i>92 019,6</i>	<i>25 514,8</i>	<i>37 002,6</i>	<i>26 693,3</i>
Transferts payés en espèces	65 327,8	59 690,7	6 660,5	19 060,7	18 050,1
Total	188 677,2	162 368,6	33 643,4	56 882,5	52 612,1

Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. TRANSACTIONS PASSÉES À LA CHAMBRE DE COMPENSATION PAR LE SYSTÈME BANCAIRE

En 2017, les transactions passées à la Chambre de Compensation, au titre d'échange d'instruments de paiement, se sont chiffrées à 12.967,1 milliards de CDF, soit une hausse de 15,8 % par rapport à l'année précédente, consécutive à l'accroissement du volume des opérations initiées par les banques commerciales.

Tableau II.14 Volume des transactions compensées par le système bancaire
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017
Transactions initiées par les banques	3 633 234,4	11 511 187,1	14 450 951,4	5 300 905,3	8 853 949,3
Transactions initiées par la BCC	8 007 458,7	8 277 228,2	7 967 389,2	5 895 107,1	4 113 135,4
<i>dont pour compte du Trésor Public</i>	<i>3 738 338,7</i>	<i>4 844 825,6</i>	<i>5 249 028,2</i>	<i>4 953 711,9</i>	<i>3 702 696,4</i>
Total Volume des transactions compensées	11 640 693,1	19 788 415,4	22 418 340,6	11 196 012,5	12 967 084,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Il sied de noter que les titres présentés à la Chambre de Compensation par la Banque Centrale du Congo en 2017, pour compte du Trésor Public Congolais, ont représenté 3.702,7 milliards de CDF, en baisse de 25,3 % par rapport à 2016.

CHAPITRE III

SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT

En 2017, la Banque Centrale du Congo a atteint le stade de couronnement des efforts de mise en production du premier volet du projet de modernisation du système national de paiement relatif au règlement des transactions en monnaie nationale. En effet, le 29 septembre 2017, de nouvelles infrastructures de paiement multidevises ont été lancées en RDC, lesquelles comprennent un système hybride de transfert automatisé des fonds (ATS). Ce dernier est composé d'un sous-système de paiement et de règlement brut en temps réel (RTGS) et d'un sous-système de paiements de détail et de compensation multilatérale automatisé (ACH), ainsi que d'un système de traitement et de règlement des titres dénommé Central Securities Depository (CSD). Il sied de relever que les travaux pour le lancement du second volet du projet, relatifs au règlement des transactions en monnaies étrangères, sont en cours.

L'entrée en production de ces nouvelles plateformes d'échanges a permis l'achèvement d'une phase cruciale du processus d'assainissement et de l'approfondissement de la pénétration du secteur financier et de l'amélioration de la compétitivité de l'environnement économique de la République Démocratique du Congo. Les plateformes sus-évoquées ont été mises en place au bénéfice majeur des agents économiques tant du secteur public que privé qui pourront mettre à profit les avantages et les innovations que proposent ces nouvelles infrastructures de paiement dans le traitement des transactions de paiement et la circulation monétaire.

III.1. ETAT D'AVANCEMENT DE LA RÉFORME DU SYSTÈME NATIONAL DE PAIEMENT

III.1.1. Au niveau national

Les actions entreprises dans le cadre de cette réforme au cours de l'exercice 2017, ayant permis le démarrage opérationnel des systèmes, ont porté sur les aspects ci-après :

- poursuite des tests de recette et de la phase pilote du projet SNP destinée à la préparation des participants à l'utilisation courante de la nouvelle plate-forme d'échange ATS/CSD ;
- mise en place de la politique de tarification applicable aux opérations initiées par les participants au système ATS/CSD ;
- déploiement des équipements informatiques de dématérialisation des chèques et effets de commerce sur l'ensemble des entités provinciales pourvues d'au moins deux banques commerciales ;

- mise à jour des logiciels de numérisation des chèques et effets de commerce ;
- organisation d’une campagne de formation des utilisateurs des banques commerciales et de la Banque Centrale ;
- examen du Projet de Loi portant dispositions applicables au SNP et des règlements titres ;
- mise en place, en date du 18 septembre 2017, d’un cadre conventionnel et réglementaire fixant les règles impératives devant régir le fonctionnement du système ATS/CSD ;
- conception d’un modèle de spécimen de chèque pour la Banque Centrale du Congo, en sa qualité de participant ;
- diffusion de la lettre projet numéro 2.

Au plan monétique, l’exercice en cours est marqué également par le lancement du processus de mise en œuvre du Switch monétique national et d’un centre de traitement monétique interbancaire au terme de la phase de passation des marchés consacrée à la sélection du fournisseur de la solution.

En rapport avec cet agenda, la Banque Centrale a procédé à la validation en décembre 2017, de la liste des matériels à commander et du rapport initial. Ce dernier est le principal document décrivant l’ensemble des besoins des parties prenantes au projet, à savoir les banques commerciales, les sociétés de télécommunications émettrices de la monnaie électronique et les institutions de microfinance sous la conduite de la Banque Centrale du Congo. Pour plus de précisions, ce document contient les spécifications fonctionnelles détaillées de la solution monétique interbancaire et du centre de traitement monétique interbancaire.

Aussi, a-t-il été proposé la mise sur pied d’un cadre de gouvernance approprié au projet monétique en vue d’encadrer le processus complet de mise en place du switch monétique devant aboutir à la création d’une société en charge de la gestion quotidienne dudit switch.

S’agissant de la mise en place d’une Centrale des Incidents de Paiement « CIP » en sigle, l’option transitoire a été levée de recourir à l’expertise interne. Dans ce cadre, un logiciel destiné à la gestion et l’identification unique des clients des banques commerciales a été développé par les informaticiens de la Banque Centrale du Congo.

III.1.2. Niveau Régionale

Dans le cadre de la mise en œuvre du protocole sur la finance et l’investissement de la SADC signé par la République Démocratique du Congo et suivant le programme fixé par les membres de la SADC, la Banque Centrale du Congo a organisé la réunion annuelle du sous-comité du système de paiement à Kinshasa, du 17 au 20 juillet 2017.

Ces assises ont permis aux membres de passer en revue les thématiques d'actualité en rapport avec les projets de l'organisation sous régionale, à savoir :

le futur des systèmes de paiement et les avancées réglementaires ;

- la position de la Banque Centrale face à l'avènement des acteurs non traditionnels dans le paysage des paiements ;
- l'approche de la Banque Centrale pour les crypto monnaies au regard des exigences de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que de protection du consommateur ;
- l'état d'avancement de la directive SADC sur le développement des paiements mobile ;
- l'évolution du projet d'intégration des économies régionales.

En ce qui concerne les flux financiers échangés via les plateformes de paiement régionales, spécialement le Système de Paiement et de Règlement Régional (REPSS), la RDC a reçu en décembre 2017 un montant de 19.100 USD provenant du système REPSS en faveur de la clientèle des institutions financières locales.

Cependant, il sied de relever qu'au regard du fait que le SNP n'a pas encore débuté le règlement en devise étrangère, notamment en dollar, les transactions reçues par la RDC se dénouent en hors système, ce qui occasionne du retard dans le dénouement final des transactions.

III.2. EVOLUTION DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES VIA LE SYSTÈME NATIONAL DE PAIEMENT

Au cours de la période sous revue, le système d'échange, en l'occurrence le Système de Transfert Automatisé, en sigle ATS, a relevé d'importants défis de fonctionnement, en dépit de perturbations liées à la fourniture de l'énergie enregistrées au mois de décembre 2017.

Grâce aux réponses curatives des équipes de la Banque et aux améliorations apportées avec l'appui de la firme Montran corporation, fournisseur de la solution, l'ATS a globalement fonctionné conformément aux attentes, en assurant le règlement sûr et efficace des transactions interbancaires.

En termes des statistiques enregistrées au cours de trois premiers mois de fonctionnement du système ATS, il y a lieu de noter :

- le maintien du nombre de participants à l'ATS qui sont essentiellement les seize (16) banques commerciales en activités, répondant aux conditions de participation à l'ATS, et la Banque Centrale du Congo ;
- le traitement de 55.778 ordres de paiement, soit une moyenne mensuelle de 18.593 transactions reçues et traitées ;
- le règlement de 52.254 transactions sur le total de 55.778 reçues dans le système,

soit un taux de dénouement des transactions avec succès de 93,7%. Le nombre de transactions réglées dans la composante RTGS se chiffre à 25.199 opérations et celui d'instructions compensées à travers la composante ACH est de 27.055 flux financiers;

- les rejets de 3.768 transactions, dont 2.514 rejets techniques et 1.254 rejets financiers ;
- la forte progression de 195,5% du volume moyen mensuel des transactions traitées dans l'ATS évalué à 18.593 par rapport au volume jadis traité dans l'ancienne plateforme d'échange ISYS Télécompensation qui était de 6.293, ressortant ainsi l'importance accrue de recours de la nouvelle solution dans le dénouement des transactions financières

III.3. PERSPECTIVES

Dans un contexte marqué par la prédominance du cash et la faible utilisation des instruments de paiement scripturaux, la Banque Centrale devra lancer en 2018 son Projet de Monétique National (PROMONAT) sur la mise en œuvre opérationnelle d'un Switch Monétique National et d'un centre de personnalisation des cartes.

Cette importante réforme, dont la réalisation est projetée d'ici fin 2019, permettra l'adoption des standards partagés au sein de l'industrie monétique nationale (interopérabilité) et la mise en œuvre d'un écosystème garantissant l'acceptation générale des instruments de transfert électronique quels que soient l'enseigne de la banque ou de l'établissement de monnaie électronique (interbancaire) du commerçant et celle du client.

Parallèlement, il est prévu la création d'une entité nationale qui assurera la gouvernance, la sécurité et la promotion du système monétique national ainsi que le développement de produits innovants en matière monétique, conformément aux bonnes pratiques et aux standards internationaux.

En outre, dans le cadre de l'exécution de sa feuille de route pour la modernisation du système de paiement, la Banque Centrale lancera le volet du règlement des transactions en monnaies étrangères du système ATS/CSD. Cette action matérialisera la vision de la Banque Centrale pour le dénouement des transactions domestiques et régionales dans les meilleures conditions de célérité, d'efficacité et de sécurité.

Les autres actions prévues dans le domaine de paiement porteront notamment sur :

- la poursuite des actions engagées pour l'optimisation des opérations du Trésor Public dans le Système National de Paiement ;
- la redynamisation du Comité National de Paiement créé par le décret n°04/083 du 27 septembre 2004 ;
- la mise en œuvre de la Centrale des Incidents des Paiements (CIP) pour renforcer la confiance du public sur les instruments de paiement scripturaux ; et
- la vulgarisation au niveau national de la réforme du Système National de Paiement.

CHAPITRE IV

PLAN STRATEGIQUE DE LA BCC

IV.1. VISION DE LA BANQUE

La vision de la Banque Centrale du Congo est: « de devenir une Institution financièrement solide et autonome, dotée d'une capacité institutionnelle renforcée pour contribuer à la stabilité financière et au financement efficace de l'économie, en vue de l'émergence du pays ».

IV.2. OBJECTIFS IMMÉDIATS ATTEINTS AU 31 DÉCEMBRE 2017

De manière globale, l'analyse du suivi du Plan Stratégique 2016-2020, au 31 décembre 2017, fait ressortir un faible taux d'exécution de 32 % contre une cible de 65 %.

Les facteurs explicatifs de ce ralentissement peuvent être résumés comme suit :

- le manque de ressources financières, notamment pour acquérir certains équipements et financer les actions de renforcement des capacités, préalables à la mise en œuvre de certaines activités inscrites dans le Plan Stratégique ;
- la dépendance de la Banque Centrale du Congo vis-à-vis de certaines structures du Gouvernement pour certains projets ;
- le retard dans le financement de certains projets par les partenaires tels que la Banque Mondiale et la Coopération Allemande ; et
- la suspension de l'appui de certains partenaires techniques et financiers.

Nonobstant toutes ces faiblesses, seize objectifs immédiats retenus dans le Plan Stratégique 2016-2020 ont été atteints au 31 décembre 2017, comme l'indique le tableau suivant.

Tableau II.15 Objectifs du Plan Stratégique 2016-2020

Organe	Objectifs immédiats atteints au 31 décembre 2017
	Objectif Stratégique n° 1: La stabilité monétaire et celle du système financier sont consolidées et améliorées et le financement de l'économie est renforcé.
Direction de la Recherche et des Statistiques	La volatilité des cours de change est modélisée
Direction de la Surveillance et des Intermédiaires Financiers	Le cadre de la politique macroprudentielle est renforcé
Direction de la Surveillance et des Intermédiaires Financiers	Le système de notation des banques (CAMELS) est mis en place
	Objectif Stratégique n° 2: La gouvernance et la capacité institutionnelle de la Banque Centrale du Congo, en vue de rendre un service de qualité aux parties prenantes, sont renforcés.
Audit Interne	L'Entité en charge de la Gestion des Risques est restructurée
Audit Interne	L'applicatif de gestion des risques est développé, implémenté et opérationnel
Direction des Ressources Humaines	La démarche GPEEC à la Banque est définie
Direction des Systèmes de Paiement	Les infrastructures pour la connexion des participants au SNP sont déployées
Direction de la Comptabilité et du Budget	La revue détaillée des états financiers pour la conversion NPC en IFRS à la date de transition est réalisée
Direction des Analyses Economiques	La note de conjoncture mensuelle est publiée dans le délai
	Objectif Stratégique n° 3: La solidité et l'autonomie financière de la Banque Centrale du Congo sont atteintes.
Centre Hospitalier	Le processus de désengagement du Centre Hospitalier est suivi
GRD	Les études préalables sont finalisées et actualisées
GRD	Le partenaire stratégique est sélectionné
GRD	Le personnel du CH est informé de l'opération du désengagement
GRD	La période intercalaire et transitoire est correctement gérée
GRD	La filiale commune est constituée
GRD	Les travaux de clôture comptable de l'opération du désengagement sont effectués

GRD : Groupe de réflexion sur le désengagement du Centre Hospitalier.

IV.3. PERSPECTIVES

Le Plan Stratégique de la Banque demeure un outil de gouvernance de référence pour le pilotage de tous ses projets de modernisation.

Outre les facteurs repris ci-dessus, à la base du ralentissement de son exécution, la garantie de l'atteinte des Objectifs du Plan Stratégique est aussi tributaire d'une politique de suivi et d'évaluation rigoureuse et efficace. Il est, de ce fait, indispensable de renforcer ladite politique.

CHAPITRE V

AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE

V.1. GESTION COURANTE

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service en 2017, notamment :

1. Ordre de Service n° 011/17 du 18 janvier 2017

Cet Ordre de Service a trait à la prorogation jusqu'au 19 avril 2017 du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et des MECRE en difficulté.

2. Ordre de Service n° 050/17 du 28 février 2017

Cet Ordre de Service porte création du Projet chargé de la Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences.

3. Ordre de Service n°076/17 du 06 avril 2017

Cet Ordre de Service a trait aux nouvelles dispositions en matière de prise en charge des soins de santé et questions connexes.

4. Ordre de Service n° 084/17 du 14 avril 2017

Le présent Ordre de Service a trait à la prorogation jusqu'au 31 mai 2017 du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, en sigle BIAC s.a.

5. Ordre de Service n° 085/17 du 14 avril 2017

Le présent Ordre de Service a trait à la prorogation jusqu'au 31 mai 2017 du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la First International Bank, en sigle FIBank RDC s.a.

6. Ordre de Service n° 103/17 du 08 mai 2017

Cet Ordre de Service concerne la fermeture de l'Agence Autonome d'ISIRO.

7. Ordre de Service n° 116/17 du 18 mai 2017

Le présent Ordre de Service a trait à la politique de soins de santé à la Banque.

8. Ordre de Service n° 127/17 du 31 mai 2017

Cet Ordre de Service proroge, jusqu'au 31 juillet 2017, le mandat du Comité d'Administration Provisoire de la First International Bank, en sigle FIBank RDC s.a.

9. Ordre de Service n° 128/17 du 31 mai 2017

Le présent Ordre de Service a trait à la prorogation, jusqu'au 31 juillet 2017, du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, en sigle BIAC s.a.

10. Ordre de Service n° 172/17 du 25 juillet 2017

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la prorogation, jusqu'au 19 octobre 2017, du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et des MECRE en difficulté.

11. Ordre de Service n° 173/17 du 25 juillet 2017

Cet Ordre de Service diffuse la Charte d'utilisation des Systèmes Informatiques de la Banque, version 2.2.

12. Ordre de Service n° 180/17 du 31 juillet 2017

Cet Ordre de Service proroge, jusqu'au 31 décembre 2017, le mandat du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, en sigle BIAC s.a.

13. Ordre de Service n° 189/17 du 14 août 2017

Le présent Ordre de Service présente les dispositions complémentaires relatives aux prêts consentis par la Caisse de Retraite en faveur du Personnel.

14. Ordre de Service n° 196/17 du 23 août 2017

Cet Ordre de Service porte création du Groupe de Travail FinInform Task Force, FTF en sigle.

15. Ordre de Service n° 198/17 du 24 août 2017

Cet Ordre de Service détermine, à l'attention de l'ensemble du personnel de la Banque, les conditions pour accéder aux fonctions de Cadre de Direction et celles y assimilées.

16. Ordre de Service n°201/17 du 1er septembre 2017

Le présent Ordre de Service porte création d'un poste de Responsable Adjoint à la Direction des Systèmes de Paiement.

17. Ordre de Service n° 269/17 du 23 octobre 2017

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la prorogation jusqu'au 19 mars 2018 du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et des MECRE en difficulté.

18. Ordre de Service n°276/17 du 06 novembre 2017

Le présent Ordre de Service porte modification du Règlement Intérieur du Comité Informatique, en son article 3.d, en rapport avec le Sous-Comité des Infrastructures et des Télécommunications.

19. Ordre de Service n° 279/17 du 08 novembre 2017

Cet Ordre de Service diffuse les modalités d'application des dispositions de la « Charte de Contrôle Interne » publiée par la Lettre Collective n°02 du 26 janvier 2016, relative au contrôle opérationnel.

V.2. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

En 2017, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur ont effectué les missions officielles ci-après à l'extérieur du pays :

V.2.1. Le Gouverneur

- Le 17 janvier 2017: participation à la session de Planification Stratégique du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC (CCBG), Pretoria, Afrique du Sud.
- Mars 2017: participation à la 10ème réunion annuelle conjointe des Ministres des Finances, de la Planification, de l'Intégration et des Gouverneurs des Banques Centrales (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique), Dakar, Sénégal.
- Du 29 au 30 mars 2017: participation à la 22ème réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA, Djibouti.
- Du 17 au 23 avril 2017: participation aux Assemblées de Printemps du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale ainsi qu'à la réunion du G24, Washington D.C., Etats-Unis.

- Mai 2017 : participation à la 24ème conférence des Gouverneurs des Banques Centrales des pays francophones, Montreux, Suisse.
- Le 31 juillet 2017 : participation à la réunion du Comité d’Evaluation par les Pairs (PRP) de la Convergence Macroéconomique de la SADC, Ezwilini, Swaziland.
- Le 14 septembre 2017 : participation à la 45ème réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC, Seychelles.
- Septembre 2017 : participation à la réunion plénière du Groupe d’Action contre le Blanchiment d’Argent en Afrique Centrale (GABAC), Brazzaville, République du Congo.
- Septembre 2017 : participation à la Négociation d’un financement (AFREXIMBANK), Le Caire, Egypte.
- Du 08 au 16 octobre 2017 : participation aux Assemblées de Printemps du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale ainsi qu’à la réunion du G24, Washington D.C., Etats-Unis.

V.2.2. Le Vice-Gouverneur

- Du 29 janvier au 02 février 2017 : Participation à la session stratégique du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC, Pretoria, Afrique du Sud.
- Du 09 au 14 mai 2017 : participation à la Table Ronde Annuelle des Décideurs de l’Initiative Africaine sur les Politiques d’Inclusion Financière via la Téléphonie Mobile (AMPI), Maputo, Mozambique.
- Du 20 au 28 mai 2017 : participation aux Assemblées Annuelles des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque Africaine de Développement, Ahmedabad, Inde.
- Du 12 au 17 septembre 2017 : participation à la réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC, Seychelles.
- Du 25 novembre au 04 décembre 2017 : Affaire RDC-BCC c/Thémis Capital et Des Moines Investments LTD, New-York, Etats-Unis.

V.3. MOUVEMENT DU PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES

V.3.1. Personnel

V.3.1.1. Effectif de la Banque

L'effectif de la Banque Centrale du Congo en 2017 s'est chiffré à 1.856 agents contre 1.905 agents en 2016. Ce recul fait suite notamment à des sorties de l'effectif tenant aux départs en retraite et aux décès enregistrés au cours de l'année sous examen.

Tableau II.16 Evolution de l'effectif de la Banque

Localisation	décembre 2016		décembre 2017	
	Effectif	%	Effectif	%
Siège	1 335	70,1	1 300	70
Entités Provinciales	570	29,9	556	30
Total	1 905	100	1 856	100

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau II.17 Evolution du Personnel par genre

	Décembre 2016		Décembre 2017	
	Effectif	% du total	Effectif	% du total
Féminin	461	24,2	451	24,3
Masculin	1 444	75,8	1 405	75,7
Total	1 905	100	1 856	100

Source : Banque Centrale du Congo

a. Répartition du Personnel par Organes

Tableau II.18 Répartition du personnel du Siège

Structures	Organes	Effectif par sexe		
		F	M	Total
Directions autonomes du Siège	Cabinet de la Haute Direction	13	47	60
	Audit Interne	13	43	56
	Coordination de la caisse de retraite	8	5	13
	Direction du changement	3	6	9
	Cellule technique d'appui au réseau des entités provinciales	3	9	12
	S/D Sécurité	5	48	53
	Direction de l'hôtel des monnaies	8	48	56
	Direction commerciale de l'hôtel des monnaies	5	10	15
	Direction technique de l'hôtel des monnaies	9	100	109
	Sous-total 1	67	316	383
Direction Générale de la politique monétaire et des opérations bancaires	Cellule du Directeur Général PM&OB	3	9	12
	Direction des Analyses Economiques	15	30	45
	Direction de la surveillance des intermédiaires financiers	34	62	96
	Direction de la recherche et des statistiques	12	35	47
	Direction des Opérations Bancaires et des Marchés	47	50	97
	Direction des Systèmes de Paiement	6	16	22
	Direction de la Trésorerie	44	87	131
	Sous-total 2	161	289	450
Direction Générale de l'administration et services techniques	Cellule du Directeur Général de l'AST	5	7	12
	Direction des Ressources Humaines	49	59	108
	Direction Juridique	17	22	39
	Direction de la Comptabilité et du Budget	20	38	58
	Direction de l'Administration Générale	15	67	82
	Direction de l'Informatique	12	123	135
	Sous-Direction des Approvisionnements	12	21	33
	Sous-total 3	130	337	467
	Total Siège	358	942	1300

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.19 Répartition du personnel des entités provinciales

Structures	Organes	Effectif par sexe		
		F	M	Total
Entités Provinciales	Direction provinciale de BANDUNDU	5	22	27
	Agence autonome de INONGO	0	8	8
	Agence autonome de KIKWIT	0	9	9
	Direction provinciale de BUKAVU	10	34	44
	Direction provinciale de GOMA	7	29	36
	Direction provinciale de KANANGA	6	30	36
	Agence autonome de ILEBO	1	8	9
	Agence autonome de TSHIKAPA	0	7	7
	Direction provinciale de KINDU	0	25	25
	Direction provinciale de KISANGANI	11	46	57
	Agence autonome de BUTA	0	8	8
	Direction provinciale de LUBUMBASHI	22	59	81
	Agence autonome de KALEMIE	2	8	10
	Agence autonome de KAMINA	1	8	9
	Agence autonome de KASUMBALESA	3	12	15
	Agence autonome de KONGOLO	0	9	9
	Direction provinciale de MATADI	5	32	37
	Agence autonome de BOMA	7	17	24
	Direction provinciale de MBANDAKA	5	18	23
	Agence autonome de BOENDE	1	5	6
	Agence autonome de BUMBA	1	9	10
	Agence autonome de GBADOLITE	0	8	8
	Agence autonome de ZONGO	0	5	5
Direction provinciale de MBUJI-MAYI	5	27	32	
Agence autonome de KABINDA	0	6	6	
Agence autonome de LODJA	0	9	9	
Agence autonome de MWENE-DITU	1	5	6	
Total-Entités Provinciales		93	463	556

Source : Banque Centrale du Congo.

b. Répartition du Personnel par Grade

Tableau II.20 Répartition du Personnel actif par grade

Grade		Effectif par sexe			
Catégorie	Libellé	Code	Féminin	Masculin	Total
Grade de catégorie 1	Directeur Général 1	11.1	0	1	1
	Directeur Général 2	11.2	0	0	0
	Directeur Général 3	11.3	0	2	2
	Directeur 1	12.1	2	2	4
	Directeur 2	12.2	3	10	13
	Directeur 3	12.3	0	15	15
	Directeur Adjoint 1	13.1	1	2	3
	Directeur Adjoint 2	13.2	2	19	21
	Directeur Adjoint 3	13.3	6	16	22
	Sous total catégorie 1			14	67	81
Grade de catégorie 2	Chef de Service Principal 1	21.1	2	17	19
	Chef de Service Principal 2	21.2	1	4	5
	Chef de Service Principal 3	21.3	5	13	18
	Chef de Service 1	22.1	5	26	31
	Chef de Service 2	22.2	19	51	70
	Chef de Service 3	22.3	13	81	94
	Chef de Service Adjoint Principal 1	23.1	8	7	15
	Chef de Service Adjoint Principal 2	23.2	0	0	0
	Chef de Service Adjoint Principal 3	23.3	7	8	15
	Chef de Service Adjoint 1	24.1	15	29	44
	Chef de Service Adjoint 2	24.2	8	15	23
	Chef de Service Adjoint 3	24.3	12	16	28
	Sous total catégorie 2			95	267	362
Grade de catégorie 3	Chef de Bureau Principal 1	31.1	20	22	42
	Chef de Bureau Principal 2	31.2	6	3	9
	Chef de Bureau Principal 3	31.3	25	53	78
	Chef de Bureau 1	32.1	44	127	171
	Chef de Bureau 2	32.2	55	221	276
	Chef de Bureau 3	32.3	43	98	141
	Chef de Bureau Adjoint Principal 1	33.1	17	53	70
	Chef de Bureau Adjoint Principal 2	33.2	0	3	3
	Chef de Bureau Adjoint Principal 3	33.3	0	1	1
	Chef de Bureau Adjoint 1	34.1	9	26	35
	Chef de Bureau Adjoint 2	34.2	44	126	170
	Chef de Bureau Adjoint 3	34.3	31	100	131
	Sous total catégorie 3			294	833	1127

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau II.21 Répartition du Personnel actif par grade

Grade			Effectif par sexe		
Catégorie	Libellé	Code	Féminin	Masculin	Total
Grade de catégorie 4	Rédacteur Principal 1	41.1	0	6	6
	Rédacteur Principal 2	41.2	0	3	3
	Rédacteur Principal 3	41.3	4	10	14
	Rédacteur 1	42.1	5	12	17
	Rédacteur 2	42.2	9	19	28
	Rédacteur 3	42.3	27	116	143
	Rédacteur Adjoint Principal 1	43.1	0	0	0
	Rédacteur Adjoint Principal 2	43.2	0	2	2
	Rédacteur Adjoint Principal 3	43.3	0	0	0
	Rédacteur Adjoint 1	44.1	0	0	0
	Rédacteur Adjoint 2	44.2	1	16	17
	Rédacteur Adjoint 3	44.3	1	11	12
	Sous total catégorie 4			47	195	242
Grade de catégorie 5	Commis Principal 1	51.1	0	0	0
	Commis Principal 2	51.2	0	0	0
	Commis Principal 3	51.3	0	1	1
	Commis 1	52.1	0	0	0
	Commis 2	52.2	1	5	6
	Commis 3	52.3	0	28	28
	Commis Adjoint 1	54.1	0	8	8
	Commis Adjoint 2	54.2	0	1	1
	Commis Adjoint 3	54.3	0	0	0
Sous total catégorie 5			1	43	44

Source : Banque Centrale du Congo.

c. Répartition du personnel par niveau d'études

En 2017, la répartition du personnel par niveau d'études se présente de la manière suivante :

Tableau II.22 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

NIVEAU D'ETUDES		Effectif par genre		
		F	M	Totat
Universitaire	Licence et plus (BAC + 5 & Plus)	150	478	628
	Graduat (BAC + 3)	107	288	395
Sous-total 1		257	766	1023
Non Universitaire	Brevet Aptitude Professionnel	0	13	13
	Diplôme d'Etat	137	429	566
	Secondaire	51	147	198
	Primaire	6	50	56
Sous-total 2		194	639	833
Total général		451	1405	1856

Source : Banque Centrale du Congo

Le tableau ci-dessus renseigne que 55,1 % des agents actifs sont universitaires.

d. Répartition du personnel par catégorie professionnel

Tableau II.23 Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle

Categorie professionnelle		Effectif par genre		
		F	M	Total
Managers	Cadre de Direction (CADIR)	15	88	103
	Responsable de Service (RS)	32	146	178
Professionnel		111	365	476
Techniciens		260	631	891
Soutiens Administratifs ou Techniques (SAT)		32	135	167
Métiers Non Spécialisés (MNS)		1	40	41
Total général		451	1 405	1 856

Source : Banque Centrale du Congo

e. Répartition du personnel par ancienneté à la Banque

Tableau II.24 Répartition du personnel actif par ancienneté à la Banque

Ancienneté	Effectif par âge		
	F	M	Total
0 à 5 ans	121	410	531
6 à 10 ans	60	210	270
11 à 15 ans	40	185	225
16 à 20 ans	42	118	160
21 à 25 ans	30	66	96
26 à 30 ans	88	322	410
plus de 30 ans	70	94	164
Total	451	1405	1856

Source : Banque Centrale du Congo.

f. Répartition du Personnel selon l'âge des agents

Tableau II.25 Répartition du personnel actif selon l'âge des agents

Tranches d'âge	Effectif par genre			
	F	M	Total	%
De 18 à 25ans	3	11	14	0,75
De 26 à 30ans	34	68	102	5,5
De 31 à 35ans	64	221	285	15,36
De 36 à 40ans	51	204	255	13,74
De 41 à 45ans	30	177	207	11,15
De 46 à 50ans	45	129	174	9,38
De 51 à 55ans	98	265	363	19,56
De 56 à 61ans	126	330	456	24,57
Total	451	1 405	1 856	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Les données du tableau ci-dessus indiquent que la population active de la Banque se retrouve entre 51 ans et 61 ans.

g. Comparaison entre niveau d'études et ancienneté à la Banque

Tableau II.26 Niveau d'étude et ancienneté à la Banque

Ancienneté	Effectif par niveau d'études							Total	%
	L2 et +	G3	Brevet Prof.	D6	Secondaire	Primaire			
0 à 5ans	252	79	12	163	19	6	531	28,61	
06 à 10ans	90	70		94	6	10	270	14,55	
11 à 15ans	93	64		61	4	3	225	12,12	
16 à 20ans	43	38		51	22	6	160	8,62	
21 à 25ans	20	23		41	11	1	96	5,17	
26 à 30ans	106	79	1	117	89	18	410	22,09	
Plus de 30ans	24	42		39	47	12	164	8,84	
Total	628	395	13	566	198	56	1856	100	

Source : Banque Centrale du Congo.

h. Comparaison entre niveau d'études et l'âge des agents

Tableau II.27 Niveau d'étude et âge des agents

Age	Effectif par niveau d'études							
	L2 et +	G3	Brevet Prof.	D6	Secondaire	Primaire	Total	%
18 à 25ans	2	1		10	1		14	0,75
26 à 30ans	48	8		44	2		102	5,5
31 à 35ans	138	55	2	85	4	1	285	15,36
36 à 40ans	104	57	4	83	5	2	255	13,74
41 à 45ans	82	43	6	57	15	4	207	11,15
46 à 50ans	60	39	1	50	18	6	174	9,38
51 à 55ans	97	90		118	43	15	363	19,56
56 à 61ans	97	102		119	110	28	456	24,57
Total	628	395	13	566	198	56	1856	100

Source : Banque Centrale du Congo.

i. Comparaison entre niveau d'études et la catégorie professionnelle

Tableau II.28 Niveau d'étude et catégorie professionnelle

Categorie professionnelle	Effectif par niveau d'études							
	L2 et +	G3	Brevet Prof.	D6	Secondaire	Primaire	Total	%
Manager CADIR	74	22		6	1		103	5,55
Manager RS	83	52		40	3		178	9,59
Professionnel	343	81		35	17		476	25,65
Technicien	127	238	1	372	130	23	891	48,01
Soutien Adm. ou Tech.	1	2	4	110	30	20	167	9
Métier Non Spécialisé			8	3	17	13	41	2,21
Total	628	395		566	198	56	1856	100

Source : Banque Centrale du Congo.

j. Comparaison entre l'âge des agents et la catégorie professionnelle d'appartenance

Tableau II.29 Age des agents et catégorie professionnelle

AGE	EFFECTIF PAR CATEGORIE PROFESSIONNEL							%
	Manager		Prof.	Tech.	SAT	MNS	Total	
	CADIR	RS						
18 à 25ans			1	9	3	1	14	0,75
26 à 30ans			30	56	15	1	102	5,5
31 à 35ans		14	126	111	31	3	285	15,36
36 à 40ans	4	19	83	108	35	6	255	13,74
41 à 45ans	4	21	53	88	28	13	207	11,15
46 à 50ans	9	23	35	90	12	5	174	9,38
51 à 55ans	37	39	79	185	16	7	363	19,56
56 à 61ans	49	62	69	244	27	5	456	24,57
TOTAL	103	178	476	891	167	41	1856	100

Source : Banque Centrale du Congo.

k. Comparaison entre l'ancienneté et la catégorie professionnelle d'appartenance

Tableau II.30 Ancienneté et catégorie professionnelle

Ancienneté	Effectif par catégorie professionnelle							Total	%
	Manager		Prof.	Tech.	SAT	MNS	Total		
	CADIR	RS							
0 à 5ans	4	8	183	219	89	28	531	28,61	
06 à 10ans	4	9	93	129	30	5	270	14,55	
11 à 15ans	12	47	51	106	8	1	225	12,12	
16 à 20ans	11	18	35	84	11	1	160	8,62	
21 à 25ans	10	11	16	56	2	1	96	5,17	
26 à 30ans	44	64	86	196	17	3	410	22,09	
Plus de 30ans	18	21	12	101	10	2	164	8,84	
Total	103	178	476	891	167	41	1856	100	

Source : Banque Centrale du Congo.

1. Effectif de la population passive de la Banque

Tableau II.31 Population passive de la Banque

Catégories	Retraites		Total	Veuves		Total	Orphelins		Total	Total gen.
	Cadir	N/cadir		Cadir	N/cadir		Cadir	N/cadir		
Siège	271	261	532	293	472	765	0	0	0	1 297
Provinces	27	74	101	36	123	159	0	0	0	260
Total	298	335	632	329	595	924	0	0	0	1 557

Source : Banque Centrale du Congo.

2. Formation

En 2017, le nombre d'agents ayant bénéficié de formation s'est situé à 788 unités dont 118 à l'étranger et 670 à Kinshasa et à l'intérieur du pays. Rapporté à celui de l'année précédente, il se dégage une baisse de 1,25 %.

Tableau II.32 Personnel formé au pays

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	La migration de l'ERP DYNAMICS NAVISION vers la nouvelle version 2016		BCC	BCC	88
2	Formation sur le nouveau portail et le serveur des fichiers		BCC	BCC	120
3	L'entrepreneuriat et la gestion d'une PME	mai-17	BCC	BCC	21
4	Formation sur les procédures modifiées dans le progiciel DYNAMICS NAV 2016	Mai-Juin 2017	BCC	BCC	140
5	Connaissance de la Banque (Provinciaux)	Mai-Juin 2017	BCC	BCC	17
6	Anglais		BCC	Maison Congo Business et English	2
7	Management des projets et gestion des PME	Juillet-Décembre	BCC	« Management des Projets et Entrepreneuriat », MAPRE	24
8	Connaissance de la Banque		BCC	BCC	21
9	Le tronc commun des Banquiers nouvelle formule	Octobre	BCC	BCC	30
10	Management stratégique et opérationnel	Janvier	CADICEC	BCC	27
11	Suivi et évaluation des projets (indicateurs de performance et tableaux de bord) avec le logiciel MS PROJECT	Janvier-Février	M a i s o n Défis et Stratégies	GIZ-BCC	50
12	Petit déjeuner juridique		FEC	FEC	6
13	Logiciel I-24/7 D'INTERPOL	Mai-Juin	DGM	DGM	5
14	L'évaluation en douane des marchandises	Juillet	-	-	1

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.33 Personnel formé à l'extérieur du pays

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	Gestion de résolution des crises bancaires	Janvier	Abuja/Nigeria	ABCA	1
2	La nouvelle machine des billets de banque UNOCS 8F/NH	Janvier	Japon		4
3	L'analyse de la politique budgétaire	Février	Ebène/Maurice	FMI	1
4	L'initialisation de la démarche GPEEC à la BCC	Février	La Rochelle/ France	Institut FORHOM	4
5	Experts juridiques et crises financières	Février	Paris/France	IBFI	2
6	Comprendre la réglementation BALE I, BALE II et BALE III	Février-Mars	Brazzaville/ Congo		1
7	La maîtrise des dispositifs des risques opérationnels dans les banques commerciales	Février	Libreville/Gabon	Afritac/FMI	7
8	Séminaire COBIT 5 FOUNDATION REF C05, COBIT 5 IMPLEMENTATION CI5 ET ASSESSOR CERTIFIE	Mars	Paris/France		2
9	La vulnérabilité extérieure	Mars	Paris/France	IBFI-ICDC(FMI)	1
10	La protection du consommateur, inclusion et éducation financière	Mars			1
11	L'établissement des indicateurs de solidité financière	Mai	Ebène/ Ile Maurice	FMI	2
12	CESA FINANCES 2017	Mai	France	HEC Executive Education	1
13	Les marches et les instruments financiers	Avril	Afrique du Sud	FMI/South African Reserve Bank	2
14	Initialisation de la démarche GPEEC a la BCC	Avril	Paris/France	Institut FORHOM	5
15	Fiscal framework	Avril	Ebène/Ile Maurice		2
16	Séminaire sur financial programming and policies	Avril	Ebène/Ile Maurice	FMI	1
17	Programmation et politique financière		Ebène/Ile Maurice	FMI	1
18	L'atelier de validation du manuel de modélisation et de prévision de la volatilité des marchés financiers		Nairobi/Kenya		2
19	Séminaire sur les statistiques des finances publiques	Avril	Douala/ Cameroune	FMI	1
20	La programmation radio numérique MOTOROLA DMR MOTOTRBO (2è Phase)	Mai	Paris/France	Maison ALPHA RADIOTELEPHONE SERVICE	3
21	Le Protocol & organisation des événements		Paris/France		1
22	Formations continues à l'étranger				2
23	Les statistiques	Juillet	Ebène/Ile Maurice	FMI	2
24	Le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible	Juillet	Libreville/Gabon	Afritac/FMI	1

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
25	Les solutions de vidéo-surveillance et de contrôle d'accès	Août	Hangzhou/ Chine	firme LEPOO	5
26	Les améliorations apportées au processus de Bale	Août	Ile Maurice	COMESA/FMI	1
27	L'administration de la solution de gestion automatisée du parc informatique M20696	Août/ septembre		Centre Global Knowledge)	2
28	Le déploiement du serveur de gestion automatisée du parc informatique M10748	Août/ septembre		Centre Global Knowledge)	2
29	La programmation de la politique financière	Août	Ebène/Ile Maurice		2
30	Les aspects pratiques de l'établissement de statistiques du compte financier	Septembre	Cameroune	FMI	2
31	La régulation et supervision des établissements et des activités liées aux services de paiement et de monnaie électronique		Libreville/Gabon	Afritac Centre/FMI	6
32	Les statistiques monétaires et financières	Septembre/ Octobre	Ebène/Ile Maurice	Institut pour le développement des capacités (IDC) du FMI	2
33	Les politiques monétaires non conventionnelles	Septembre	Paris/France	IBFI	2
34	Les techniques audiovisuelles (NDI)	Octobre	Seattle Washington / USA	BRETSON	1
35	L'approche macroprudentielle	Octobre	Paris/France	HEC Executive Education	1
36	Gestion et l'optimisation de la bande passante satellitaire	Octobre	Floride/ USA	Global Eagle	3
37	Atelier de présentation par la Banque Centrale du Congo des résultats des études menées pour le compte de l'institut monétaire du COMESA	Octobre	Nairobi/	Institut Monétaire du Comesa	3
38	L'analyse de la politique fiscale du FMI	Octobre/ Novembre	Washington/ USA	FMI	3
39	La certification global VSAT FORUM	Octobre/	Raisting/ Allemagne	firme EMC	4
40	L'approche macroprudentielle à suivre en matière de contrôle et gestion des risques systémiques	Octobre/ Novembre	Prétoria/RSA	Afritac	2

Source : Banque Centrale du Congo.

3. Accueil des stagiaires

La Banque Centrale du Congo a accueilli 510 stagiaires venus de différentes formations supérieures et universitaires au cours de l'année sous examen contre 501 en 2013.

Tableau II.34 Répartition des stagiaires par direction en 2017(*)

N°	Organes	2016	2017
1	Ressources Humaines	112	122
2	Surveillance des Intermédiaires Financiers	43	20
3	Analyses Economiques	109	121
4	Opérations Bancaires et des Marchés	121	130
5	Recherche et des Statistiques	73	68
6	Juridique	67	60
7	Informatique	151	193
8	Administration Générale	39	19
9	Trésorerie	5	8
10	Coordination Caisse de Retraite	5	10
11	Cellule Technique d'Appui au Réseau des Entités Provinciales	0	9
12	Hôtel des monnaies	1	0
13	Système des Paiements	0	0
14	Sous-Direction de la Sécurité	1	0
15	Audit Interne	1	0
16	Coordination Centre Hospitalier	20	0
Total		748	760

(*) Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales

Tableau II.35 Répartition des stagiaires par institution en 2013

N°	Université s et Instituts Supérieurs	Sigle	2016	2017
1	Université de Kinshasa	UNIKIN	82	122
2	Université Catholique du Congo	UCC	128	110
3	Université Protestante au Congo	UPC	74	101
4	Université Pédagogique Nationale	UPN	55	60
5	Université des Sciences Appliquées de Kisangani		1	1
7	Croix Rouge		21	0
8	Université William Booth	UWB	15	19
9	Université Technologique Bel Campus	UTBC	16	17
10	Université Panafricaine de Développement		18	0
11	Université Privé d'Informatique Appliquée et Techniques de l'Entreprise		15	0
12	Université Franco-Américaine		12	0
13	Université Chrétienne Cardinal Malula	UCCM	46	6
14	Université Libre de Kinshasa	ULK	6	18
15	Université Révérend Kim	URK	24	11
16	Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Kinshasa	ISPT	2	1
17	Université Leadership Academia		7	3
18	Université Of Maryland		1	
19	UPES Tunis		1	0
20	Time University		1	1
21	Ecole Supérieure de Formation des Cadres	ESFORCA	1	1

N°	Université s et Instituts Supérieurs	Sigle	2016	2017
22	University of Nord		1	0
23	Institut Supérieur du Commerce	ISC	83	90
24	Institut Supérieur de l'Information, Programmation et Analyses	ISIPA	15	36
25	Institut Supérieur des Techniques Médicales	ISTM	11	2
26	Ecole Supérieure des Métiers d'Informatique et de Commerce	ESMICOM	20	13
27	University of Tampa		1	0
28	Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de la Communication	IFASIC	5	3
29	Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe	ISP/Gombe	22	39
30	Institut Supérieur des Statistiques/Kinshasa	ISS/Kinshasa	17	7
31	Institut Supérieur et de Gestion	ISG	3	8
32	Institut National de Préparation Professionnel	INPP	13	5
33	TM		1	0
34	Ecole d'Informatique de Finance	EIFI	14	11
35	Université Mupial Police de Casablanca		1	0
36	Université Kongo		1	0
37	Mahatma Gandhi University		1	0
38	Kroc Ukraine		1	0
39	Ecole de Gestion des Comptes		1	0
40	Business a WorkTechnologique Community Collège		1	0
41	Institut Supérieur des Arts et Metiers	ISAM	2	6
42	Université de Kikwit		4	4
43	College Knowledge Pard/Inde		1	0
44	Institut Supérieur des Techniques Appliquées	ISTA	0	12
45	IB		1	0
46	Université Henry Lopez		1	0
47	Université de Midrad Graduate		1	0
48	Institut Supérieur d'Information	ISI	0	3
49	Université Simon Kimbangu	USK	0	1
50	Institut Supérieur des Sciences Infirmières	ISSI	0	0
51	Université Central de Tunis		0	0
52	Université Chrétienne International	UCI	0	0
66	Université CEPROMAD	CEPROMAD	0	1
67	Université Libre de Bruxelles	ULB	0	0
73	CISCO		0	1
74	ISTK		0	4
75	ESFC		0	3
76	UG		0	1
77	IUPC		0	1
78	IFDev		0	1
79	East College (USA)		0	1

N°	Universités et Instituts Supérieurs	Sigle	2016	2017
80	UPAC		0	3
81	USTL		0	1
82	UFA		0	10
83	UMTunis		0	1
84	Ujobourg		0	1
85	UDamelin		0	1
86	ULile		0	1
87	IHETunis		0	3
88	Sup'RH (MAROC)		0	1
89	ISSK		0	1
90	ULB		0	4
91	UCK		0	3
92	Ucath Graben		0	1
93	ESPTIM		0	1
94	ISPG		0	1
95	ULB Tunis		0	1
96	Cape Peninsula		0	1
97	ISCKisangani		0	1
98	Université Privée des Sciences		0	0
Total			748	760

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

COMPTES DE LA BANQUE

Les comptes annuels de la Banque Centrale du Congo de l'exercice 2017 ont été influencés par l'évolution des agrégats macro-économiques ci-après :

- le taux d'inflation de 54,70 % à fin 2017 contre 23,60 % à fin 2016 ;
- le taux directeur de 20 % à fin 2017 contre 7 % à fin 2016. Cependant, se situant à 14% en janvier 2017, le taux directeur de la Banque est passé à 20% au mois de juin ;
- le taux de change de USD 1 = CDF 1.591,91 à fin 2017 contre USD 1 = CDF 1.215,59 à fin 2016.

La tenue des comptes de la Banque, quant à elle, a connu les principaux faits suivants :

- la mise en production de la plateforme opérationnelle de transaction « ATS » du système national de paiement ;
- le désengagement du Centre Hospitalier de la Banque.

Quant au total bilantaire, il affiche à fin 2017 CDF 4.096.352 millions contre CDF 3.034.296 millions en 2016, soit une augmentation de CDF 1.062.056 millions.

CHAPITRE I

BILAN

En 2017, la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo a enregistré une hausse de 35,0 %, se situant à 4.096.352 millions de CDF, après une légère hausse de 1,5 % en 2015.

I.1. ACTIF

Du point de vue de l'actif, l'accroissement du total bilantaire de la Banque Centrale du Congo est essentiellement justifié par, d'une part, l'augmentation des avoirs et créances en or et monnaies étrangères hors DTS, des avoirs et créances en monnaie nationale et des autres actifs, lesquels ont renseigné respectivement une hausse de 620.870 millions de CDF, 21.240 millions et 551.024 millions et, d'autre part, le recul des avoirs et créances en DTS de 131.078 millions de CDF.

Tableau III.1 Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

ACTIF	2017	2016
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	1 449 990	829 120
AVOIRS ET CREANCES EN OR	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN ME	1 449 990	829 120
TITRES EN ME	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	142 569	273 647
AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	142 569	273 647
AVOIRS ET CREANCES A VUE EN DTS AUPRES D'AUTRES IFNR	-	-
AVOIRS ET CREANCES EN MN	1 273 738	1 252 498
CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	24 240	3 000
TITRES EN MN	1 249 498	1 249 498
AUTRES ACTIFS	1 230 055	679 031
IMMOBILISATIONS	283 500	156 122
AVOIRS ET CREANCES DIVERS	148 779	165 679
REGULARISATION ET SUSPENS	62 713	140 398
AUTRES ACTIFS DIVERS	735 063	216 832
TOTA ACTIF	4 096 352	3 034 296

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1. Avoirs et créances en monnaies étrangères hors DTS

Les avoirs et créances en monnaies étrangères hors DTS ont connu une variation positive tel que l'indique le tableau ci-dessous. Cette augmentation résulte

principalement des opérations spécifiques et des ajustements dus aux variations des cours de change.

Les opérations spécifiques se rapportent notamment :

- aux rachats des recettes pétrolières et minières ;
- à la Redevance de Suivi de Change ;
- aux recettes du Trésor Public et de retours de fonds ;
- aux intérêts créditeurs générés par les avoirs en comptes de disponibilités en monnaies étrangères et de placements ;
- aux recettes de l’Hôtel des Monnaies.

Tableau III.2 Composition des avoirs et créances en ME hors DTS
(en millions de CDF)

	2017	2016
Avoirs et créances en ME	1 449 990	829 120
Titres en monnaies étrangères	-	-
Total	1 449 990	829 120

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.2. AVOIRS ET CREANCES EN DTS

Les DTS sont des actifs de réserve créés ex-nihilo par le Fonds Monétaire International et que celui-ci alloue à ses membres en proportion de leurs quotes-parts afin de répondre à un besoin mondial à long terme visant à compléter les actifs de réserve existant.

Un pays peut se servir des DTS pour obtenir des devises d’autres pays et pour effectuer des paiements internationaux y compris au FMI.

Les DTS sont utilisés dans les opérations entre autorités monétaires officielles. Ces avoirs subissent des mouvements à la suite de l’encaissement et du paiement d’intérêts et commissions ainsi qu’en raison d’opérations avec d’autres pays et avec le Fonds Monétaire International.

Au 31 décembre 2017, les avoirs en DTS de la RDC auprès du FMI se sont situés à 142.569 millions de CDF, soit l’équivalent de 63,04 millions de DTS, en baisse de 131.078 millions de CDF par rapport à 2016.

Tableau III.3 Avoirs et créances en DTS
(en millions de CDF)

	2017	2016
Avoirs à vue en Droits de tirage spéciaux auprès du FMI.	142 569	273 647
Position dans la tranche de réserve	-	-
Total	142 569	273 647

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.3. AVOIRS ET CREANCES EN MONNAIE NATIONALE

Les avoirs et créances en monnaie nationale ont connu une hausse de 21.240 millions de CDF, localisée uniquement sur le poste de concours aux établissements de crédit.

Tableau III.4 Avoirs et créances en monnaie nationale
(en millions de CDF)

	2017	2016
Concours aux Etablissements de crédit	24 240	3 000
Titres en MN	1 249 498	1 249 498
Total	1 273 738	1 252 498

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.4. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs ont augmenté de 55.024 millions de CDF, se situant à 1.230.055 millions à fin 2017, comme l'indique le tableau ci-après :

Tableau III.5 Autres actifs
(en millions de CDF)

	2017	2016
Immobilisations	283 500	156 122
Avoirs et créances divers	148 779	165 679
Régularisations et suspens	62 713	140 398
Autres actifs divers	735 063	216 832
Total	1 230 055	679 031

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. PASSIF

DU pont de vue du passif, l'augmentation du bilan de la Banque Centrale du Congo est liée à l'accroissement, d'une part, des engagements en monnaie nationale de 371.762 millions de CDF, des engagements en or et monnaies étrangères hors DTS de 26.386 millions de CDF, des engagements en DTS de 318.183 millions de CDF, des autres passifs de 36.010 millions de CDF, des fonds propres de 64.178 millions de CDF et du résultat de l'exercice de 302.795 millions de CDF et, d'autre part, la diminution des provisions pour risques et charges de 57.258 millions de CDF comparativement à l'exercice précédente.

Tableau III.6 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

PASSIF	2017	2016
ENGAGEMENTS EN MN	1 986 377	1 614 615
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	1 454 809	1 153 301
DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	496 490	452 736
DEPOTS EN MN DES NON-RESIDENTS	78	78
REPRISES DE LIQUIDITE	35 000	8 500
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	159 716	133 330
ENGAGEMENTS EN OR	-	-
ENGAGEMENTS EN ME	159 716	133 330
ENGAGEMENTS EN DTS	1 523 130	1 204 947
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	1 514 401	1 198 660
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LES AUTRES IFNR	8 729	6 287
AUTRES PASSIFS	66 602	30 592
ENGAGEMENTS DIVERS	46 305	25 609
REGULARISATIONS ET SUSPENS	19 526	3 966
AUTRES PASSIFS DIVERS	771	1 017
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	96 120	153 378
FONDS PROPRES	223 373	159 195
RESULTAT DE L'EXERCICE	41 034	- 261 761
TOTAL PASSIF	4 096 352	3 034 296

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Engagements en monnaie nationale

Les engagements en monnaie nationale se sont accrus de 23,0 %, s'établissant à 371.762,0 millions de CDF, sous l'effet principal des billets en circulation et des dépôts des résidents.

Tableau III.7 Engagements en monnaie nationale

	2017	2016
Billets en circulation	1 454 809	1 153 301
Dépôts en MN des Résidents	496 490	452 736
Dépôts en MN des non-Résidents	78	78
Reprise de liquidité	35 000	8 500
Total	1 986 377	1 614 615

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2. Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS

Le solde global des comptes des engagements à vue en monnaies étrangères envers les résidents a connu un accroissement de 26.652 millions de CDF, se fixant à 98.369 millions de CDF en 2017. Cet accroissement est expliqué par les transactions courantes et les ajustements dus aux variations des cours de change.

Tableau III.8 Engagements en monnaies étrangères hors DTS
(en millions de DTS)

	2017	2016
Engagements à vue en ME envers les résidents	98 369	71 717
Lori en ME des pouvoirs publics	95 878	70 969
Lori en ME des Eses publiques et semi-publiques	2 491	749
Engagements à vue en ME envers les non-résidents	618	471
Lori en ME des autres institutions financ N-R	582	445
Lori en ME des organismes internt et autres sN-R	35	27
Engagements à C/T en ME envers les Résidents	54 618	57 058
Emprunts à termes en ME auprès des Banques agréées	54 618	57 058
Engagements à C/T en ME envers les Non Résidents	6 112	4 084
Provisions reçues crédoc chg couvert Prêts spéciaux	6 112	4 084
Total	159 716	133 330

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.3. Engagements en DTS

Cette rubrique comprend :

- les engagements en DTS de la BCC vis-à-vis du FMI constitués des allocations cumulatives et de l'encours du prêt facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) ; et
- les créances en DTS des autres institutions financières non-résidentes sur la BCC résultant des arriérés de paiement.

Tableau III.9 Engagements en DTS

	en DTS		en millions de CDF	
	2017	2016	2017	2016
Engagements en DTS envers le FMI	669 615 057	735 859 457	1 514 401	1 198 660
Allocations cumulatives nettes	510 856 857	510 856 857	1 155 354	832 148
Prêt Facilité pour la Réduction de la pauvreté et la croissance	158 758 200	225 002 600	359 047	366 512
Engagements en DTS autres				
Institutions financières Non-Résidentes	3 859 496	3 859 496	8 729	6 287
RWANDA	908 973	908 973	2 056	1 481
BURUNDI	2 950 523	2 950 523	6 673	4 806
Total			1 523 130	1 204 947

Source : Banque Centrale du Congo.

Le solde du compte allocations cumulatives est resté inchangé durant la période sous examen. Celui du compte prêt FRPC est passé, d'une année à l'autre, de 225,0 millions de DTS à 158,8 millions, suite aux remboursements du prêt au cours de l'année sous revue.

Par ailleurs, en attendant la mise en place d'un mécanisme de règlement, les arriérés des paiements des soldes de compensation dus par la BCC aux banques partenaires

dans le cadre de l'arrangement monétaire du C.E.P.G.L. demeurent inchangés au 31 décembre 2017. Ils se chiffrent respectivement pour la Banque Nationale du Rwanda et la Banque de la République du Burundi à 908.973 DTS et 2.950.523 DTS.

I.2.4. AUTRES PASSIFS

Cette rubrique enregistre les engagements de la Banque vis-à-vis des tiers ainsi que les autres passifs divers. Ceux-ci se ventilent comme suit :

Tableau III.10 Autres passifs
(en millions de CDF)

	2017	2016
Engagements divers	46 305	25 609
Régularisations et suspens	19 526	3 966
Autres passifs divers	771	1 017
Total	66 602	30 592

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

COMPTES DES PERTES ET PROFITS

A fin 2017, il a été enregistré un bénéfice de 41.034 millions de CDF contre une perte de 261.761 millions une année plutôt. Ce résultat est justifié principalement par les performances enregistrées au niveau du Résultat brut d'exploitation conforté par le résultat exceptionnel.

Tableau III.11 Tableau de Formation de Résultat
(en millions de CDF)

	2017	2016
Produits d'exploitation monétaire	48 208	23 088
Charges d'exploitation monétaire	47 449	15 353
MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE	759	7 735
Produits d'exploitation bancaire	211 188	141 787
Charges d'exploitation bancaire	25 886	13 961
MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	185 302	127 826
Matières et fournitures consommées	9 824	9 876
Services consommés	42 604	27 867
VALEUR AJOUTEE	133 632	97 818
Produits divers	4 848	4 689
Subvention d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions exigibles	99 606	17 779
Charges diverses	50 022	39 254
Charges du personnel	126 972	99 913
Dotation aux Provisions exigibles	42 348	62 019
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	18 744	- 80 900
Reprises/Amortissement & Provisions N-exigibles	23 950	18 919
Dotation amortissement & Provisions N-exigibles	60 568	216 435
RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION	- 17 874	- 278 416
Produits exceptionnels et hors-exploitation	66 187	27 086
Charges exceptionnelles et hors-exploitation	7 279	10 431
RESULTAT EXCEPT & H-EXPL	58 908	16 655
Résultat courant d'exploitation	- 17 874	- 278 416
Résultat exceptionnel et hors-exploitation	58 908	16 655
RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER	41 034	- 261 761

Source : Banque Centrale du Congo.

II.1. MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE

La marge d'exploitation monétaire de l'exercice 2017 s'est chiffrée à 759 millions de CDF contre CDF 7.735 millions en 2016.

Bien qu'ayant observé un accroissement de 25.119 millions de CDF des produits d'exploitation monétaire, cette marge est absorbée par les charges d'exploitation monétaire essentiellement sur la variation à la hausse des frais liés à l'achat des billets de banque passant de 3.340 millions de CDF en 2016 à 28.941 millions en 2017.

II.2. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE

Au 31 décembre 2017, la marge d'exploitation bancaire s'est établie à 185.302 millions de CDF. Comparée à l'exercice précédent, elle s'est améliorée de 57.476 millions. Cette amélioration s'explique principalement par les éléments suivants :

➤ En produit

- la hausse du montant des intérêts sur la créance titrisée passant de 17.220 millions de CDF à 44.000 millions ;
- l'accroissement de la Redevance du suivi de change passant de 49.892 millions de CDF à 77.190 millions ;
- l'encaissement de 14.265 millions de CDF d'intérêt sur les avoirs en monnaies étrangères contre 5.041 millions.

➤ En charges

- la hausse des commissions payées sur les opérations bancaires réalisées à 12.061 millions de CDF contre 6.735 millions en 2016 ;
- la liquidation des intérêts payés sur opérations avec le FMI de 5.894 millions de CDF contre 670 millions en 2016.

L'analyse des produits d'exploitation bancaire de l'exercice 2017 se présente comme suit :

II.3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Au 31 décembre 2017, le résultat brut d'exploitation s'est chiffré à 18.744 millions de CDF, soit une augmentation de 99.644 millions, par rapport à 2016.

La formation de ce résultat est analysée de la manière suivante :

- la valeur ajoutée de l'exercice 2017, soit 133.632 millions de CDF est en progression de 35.814 millions comparativement à l'exercice précédent ;
- les produits divers, constitués des recettes issues de la vente d'imprimés de sécurité, d'imprimés ordinaires, de la production stockée, des produits des ventes numismatiques, des produits des ventes des publications et des prestations diverses, ont enregistré une hausse de 159 millions de CDF, s'établissant à 4.848 millions en 2017 ;

- les reprises sur provisions exigibles ont augmenté de 81.828 millions de CDF, se situant à 99.606 millions en 2017. Elles sont constituées de reprises sur provisions pour risques à hauteur de 80.049 millions et celles relatives aux indemnités de fin de carrière évaluées à 19.557 millions ;
- les charges diverses ont connu une augmentation de 10.768 millions de CDF, s'établissant à 50.022 millions contre 39.254 millions en 2016.
- les charges du personnel se sont établies à 126.972 millions de CDF contre 99.913 millions en 2016. Elles sont constituées des frais du personnel et des soins de santé.

II.4. RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION

Le résultat courant d'exploitation s'est situé à -17.874 millions de CDF contre -278.416 millions en 2016.

Ce résultat se décline de la manière suivante :

- Résultat brut d'exploitation : 18.744 millions de CDF -80.900 millions en 2016 ;
- Reprises sur amortissements et provisions non exigibles : 23.950 millions contre 18.919 millions en 2016 ;
- Dotations aux amortissements et provisions non exigibles : 60.568 millions contre 216.435 millions en 2016.

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

Deloitte.

Deloitte Services SARL

Commissariat aux comptes Audit, Consulting,

Expertise comptable Juridique, Fiscal,

Bureau de Kinshasa : Avenue Tombalbaye n°4239

Kinshasa/Gombe ; Tel : +243 85 999 80 80.

www.deloitte.com

BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

Au Conseil de la Banque Centrale du Congo,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo, comprenant le Bilan au 31 décembre 2017, le Tableau de Formation du Résultat et le Tableau des Flux de Trésorerie clos à cette date ainsi que des notes comprenant le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux règles et principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque Centrale du Congo conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en République Démocratique du Congo (RDC) et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations

Nous attirons votre attention sur :

- La note 9.2 des états financiers qui détaille les transactions non dénouées au 31 décembre 2017 qui sont enregistrées dans le compte d'attente débiteur « correspondants hors siège ».
- Les notes 2.2.6 et 20.2 aux états financiers qui présentent les règles et méthodes comptables de calcul et de présentation des provisions pour indemnités de fin de carrière par la Banque.
- La note 8.1 aux états financiers qui présente la position du solde des comptes du Trésor dans les livres de la Banque ainsi que les modifications des règles de détermination de ce solde adoptées depuis l'exercice 2016.
- La note 7 qui présentent les opérations de cession des actifs du Centre Hospitalier de la Banque à Kinshasa. Comme indiqué dans cette note, ces opérations qui étaient en attente de la validation du Conseil de la Banque n'ont pas été traduites dans les comptes de l'exercice 2017.
- La note 2.2.7 relative au changement opéré au cours de l'exercice 2017 dans la méthode de comptabilisation et d'actualisation des provisions pour dépréciations des créances libellées en monnaies étrangères.

Ces observations ne modifient pas notre opinion.

Incertitude liée à la continuité d'exploitation

Nous attirons votre attention sur la note 2.2.1 des états financiers relative à l'application du principe de continuité d'exploitation pour la présentation des comptes malgré le retard pris par l'Etat pour la mise en œuvre du projet de recapitalisation de la Banque et l'absence de prise en charge par le Gouvernement des pertes récurrentes constatées par la BCC depuis plusieurs exercices.

Cette observation ne modifie pas notre opinion.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes et principes comptables admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, ou de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de proposer la liquidation de la Banque ou la cessation de son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Banque Centrale du Congo.

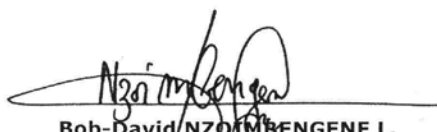
Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur indépendant.

Kinshasa, le 16 novembre 2018

Deloitte Services



Bob-David NZOUMBENGENE L.
Associé
Expert-Comptable

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

I. Liste des Banques

N°	RAISON SOCIALE
1	Afriland First Bank Congo Démocratique
2	Access Bank DRC
3	Advans Banque Congo
4	Banque Commerciale Du Congo
5	BGFIBANK RDC
6	Banque Internationale Pour l'Afrique Au Congo
7	Bank Of Africa RDC
8	Byblos BanK Congo
9	CitiGroup Congo
10	Ecobank RDC
11	FBNBANK DRC
12	EQUITY BANK Congo
13	Raw Bank
14	Sofibanque
15	Standard Bank DRC
16	Trust Merchant Bank
17	United Bank for Africa DRC

II. Liste des Caisses d'Epargnes

N°	RAISON SOCIALE
1	Caisse d'Epargnes du Congo

III. Liste des Institutions Financières Spécialisées

N°	RAISON SOCIALE
1	Fonds de promotion de l'Industrie
2	Fonds Nationa de Microfinance
3	Société Financière de Développement

IV. Liste des Sociétés Financières

N°	RAISON SOCIALE
1	Vodacash
2	Airtel Money
3	Orange Money

4	Afrimobile Money
5	Fonds pour la Promotion de la Microfinance

V. Liste des Messageries Financières

N°	RAISON SOCIALE
	I. CATEGORIE A
1	AGENCE AIGLON SERVICE
2	ARMI GLOBAL BUSINESS
3	Agce BAUDOUI TRANSFERT
4	BOBO CASH EXPRESS
5	GRAINES DES ASS SPRL
6	KUMU TRANSFERT
7	LA PREDESTINEE SPRL
8	AGENCE GOLDORAK
9	CHEMIN D'EMMAUS
10	AGENCE M. FILS EXPRESS
11	REDEF TRANSFERT SPRL
12	MASSAH & MERIBA
13	LA MAIN DE L'ETERNEL PROGRES
14	ENTREPRISES DES FRERES SPRL
15	KKM-NDJIMBO TRANSFERT SPRL
16	TROIKA SERVICES SARL
17	COLONNE DE FEU
18	BENEDICTION CASH
19	FEZA EXPRESS
20	FIVE FINGERS COMPAGNY sarl
21	STE MPASU MUTOMBO
22	SCHILO SERVICES
23	GLOBAL BUSINESS sarl
24	AIGLE EXPRESS

25	NDEKO YA RITA
26	STE EL SHADDAI
27	VIADINE sarl
28	MFK KWENGE sarl
29	MEFIDE sarl
30	STE ELEGANCE TRANSFERT sarl
31	SETRAM SARL
32	SAMBO SARL
33	MESSIE AGENCE
34	MUKURU MONEY TRANSFERT
35	MARCELLO ZXPRESS
36	MAISON GRACE DIVINE
37	PADEL BUSINESS

N°	RAISON SOCIALE
	II. CATEGORIE B
1	MONEY TRANS SPRL
2	AFRICAN EXPRESS
3	AGENCE GRACE WORL BUSINESS
4	APOCALYPSE 22
5	AVIDA BUSINESS LINK
6	EXPRESS UNION
7	NEW CONGO SERVICES
8	KIN EXPRESS MULTI SERVICES
9	COLIKIN
10	DATCO
11	MALU TRANSFERT
12	SOFICOM TRANSFERT

13	SOLIDAIRE TRANSFERT
14	TRANSCASH SPRL
15	WINKELE BUSSINESS AGENCY
16	ZM BUSINESS SPRL
17	CASH EXPRESS
18	STE DE TRANSFERT AU CONGO
19	CONGO TRANS
20	COLOMBE SERVICE SPRL
21	AMIS FIDELES EXPRESS
22	MONEY EXPRESS
23	HODAN GLOBAL MONEY TRANSFERT
24	COMPAGNIE FINANCIERE DU CONGO
25	LOBI EXPRESS
26	FIKIPO BUSINESS TRADING
27	SAPHIR MEFIS
28	NATIONAL TRANSFERT SCES
29	FINCA TRANSFERT
30	WEALTH MONEY TRANSFERTS
31	FREE CASH
32	BETHANIE
33	DIEU EST BON & RICHE
34	MEFIS sarl
35	AMIS FIDELE TRANSFERTS

	III. MESSAGERIES INTERNATIONALES COUPLES AUX BANQUES
1	BCDC/W.U.
2	BIAC/WESTERN UNION

3	FBNBANK/MONEY EXCHANGE
4	FBNBANK/WESTERN UNION
5	ECOBANK/W.U.
6	ACCESS/W.U.
7	RAW BANK/MONEY GRAM
8	TMB/WESTERN UNION
9	FIBANK/MONEY GRAM
10	BANK OF AFRICA/W.U.
11	ADVANS/W.U.
12	BGFIBANK/W.U.

V. Liste des Bureaux de Change

N°	RAISON SOCIALE
1	MALU CHANGE
2	SOLIDAIRE CHANGE
3	SOFICOM CHANGE
4	MODESTIE CHANGE
5	MAMIE LAURE
6	REFERENCE CHANGE
7	KILEFU SPRL
8	MERE DOUBLE
9	AFRICAN CHANGE
10	LUDJUMA SPRL
11	VALENTINO CHANGE
12	SOCO CHANGE
13	GRACIA CHANGE
14	CASH EXPRESS EXCHANGE
15	MAISON ERICKSON
16	BANGRACED GROUP
17	MEDARSY Sarl

18	JACQUES SERVICES Sarl
19	KUMBOKO BUSINESS SCE M.
20	HERITAGE SERVICE Sarl
21	MONEY TRANS CHANGE
22	WESTLAKE INTERNATIONAL
23	SOPABA CHANGE
24	Sarl-BIZ-MAS RDC
25	LINES INTERNATIONAL
26	BCECO sarl
27	LE CHÂTEAU

VI. Liste des Coopératives d'Epargnes et de Crédit

N°	RAISON SOCIALE
1	Coopérative d'Epargne et de Crédit Eglise du Christ au Congo, en sigle COOPEC ECC
2	Muelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de Kikwit, en sigle MUCREFEKI/COOPEC
3	Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Union pour le Développement Intégral de Pay-Kongila, en sigle COOPEC UDIPAK
4	Coopérative d'Epargne et de Crédit de BULUNGU, en sigle COOPEC BULUNGU
5	Mutuelle d'Epargne et de Crédit, en abrégé MUCEC/COOPEC
6	Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit INKISI, en sigle COOPEC CAMEC INKISI
7	Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit MBANZA-NGUNGU, en sigle COOPEC-CAMEC MBANZA-NGUNGU
8	Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit, en sigle COOPEC-CAMEC KWILU-NGONGO

9	Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo à Matadi Mvuadu, en sigle COOPEC CEAC MATADI/MVUADU
10	Coopérative d'Epargne et de Crédit Mbongo za Kinvuka, en sigle COOPEC MK
11	Coopérative d'Epargne et de Crédit Communauté Evangélique du Congo du Congo de la Ville de Boma, en COOPEC/CEC-BOMA
12	Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo à Lukula, en sigle COOPEC CEAC LUKULA
13	Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse Mutuelle de Développement, COOPEC CAMUDE
14	Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Bonne Semence, en sigle COOPEC BS
15	Coopérative d'Epargne et de Crédit BOMENGO, en sigle COOPEC BOMENGO
16	Coopérative d'Epargne et de Crédit BANTU TUDISANGE, en sigle COOPEC BANTU TUDISANGE
17	Coopérative d'Epargne et de crédit MUDIANO, en sigle COOPEC MUDIANO
18	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Lodja, en sigle COPELO
19	Coopérative d'Epargne et de Crédit MKONO MKONONI, en sigle COOPEC CCM
20	Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA KINDU, en sigle COOPEC IMARA KINDU
21	Mutuelle d'Epargne et Crédit de KINDU, en sigle MECRE KINDU/COOPEC
22	Mutuelle d'Epargne et Crédit de KISANGANI, en sigle MECRE KISANGANI/COOPEC
23	Mutuelle d'Epargne et Crédit de BUNIA, en sigle MECRE BUNIA/COOPEC
24	Coopérative d'Epargne et de Crédit COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR de KISANGANI, en sigle COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR/Kisangani

25	Coopérative d'Épargne et de Crédit COOPEC pour le Progrès Intégral de Kisangani, en sigle COOPEC-PROGIKIS
26	Coopérative d'Épargne et de Crédit MBENGU BORA, en sigle COOPEC MBENGU BORA
27	Mutuelle d'Épargne et Crédit de KINTAMBO MAGASIN, en sigle MECRE KINTAMBO/COOPEC
28	Mutuelle d'Épargne et Crédit de Ngaliema UPN, en sigle MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC
29	Centrale des Mutuelles d'Épargne et Crédit au Congo, en sigle MECRECO
30	Mutuelle d'Épargne et Crédit de Kinshasa, en sigle MECREKIN/COOPEC
31	Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Femmes Sages de Kinshasa, en sigle MUFESAKIN/COOPEC
32	Mutuelle d'Épargne et de Crédit BOMOKO, en sigle MEC BOMOKO/COOPEC
33	Coopérative Primaire d'Épargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo à MATETE, en sigle COOPEC-CEAC MATETE
34	Coopérative d'Épargne et de Crédit UNION&CHARITE, en sigle COOPEC U&C
35	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de l'Initiative pour le Développement par l'Épargne et le Crédit, en sigle MEC IDECE/COOPEC
36	Coopérative d'Épargne et de Crédit Fonds d'Appui aux Actions Intégrées de Développement Concret, en sigle FAIDEC-COOPEC
37	Coopérative d'Épargne et de Crédit GUILGAL, en sigle COOPEC GUILGAL
38	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de BENI, en sigle MECRE BENI/COOPEC
39	Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique, en sigle COOPEC CODEFI
40	Coopérative d'Épargne et de Crédit LA SEMENCE, en sigle COOPEC LA SEMENCE
41	Coopérative d'Épargne et de Crédit IMARA GOMA, en sigle COOPEC IMARA/GOMA

42	Coopérative d'Epargne et de Crédit BONNE MOISSON, en sigle COOPEC BONNE MOISSON
43	Coopérative d'Epargne et de Crédit TUJENGE PAMOJA, en sigle COOPEC TUJENGE PAMOJA
44	Coopérative d'Epargne et de Crédit, en sigle COOPEC UMOJA NI NGUVU
45	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de GOMA, en sigle MECREGO/COOPEC
46	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de KITINDO, en MECRE-KATINDO/COOPEC
47	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de VIRUNGA, en MECRE-VIRUNGA/COOPEC
48	Coopérative d'Epargne et de Crédit KIRUMBA, en sigle COOPEC KIRUMBA
49	Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo, en sigle COOPECCO-KIRUMBA
50	Coopérative d'Epargne et de Crédit AGROPAS-LE GRENIER BUTEMBO, en sigle COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO
51	Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le sauvetage des Initiatives Locales Entrepreneuriales, en sigle COOPEC SILOE
52	Coopérative d'Epargne et de Crédit AKIBA YETU, en sigle COOPEC AKIBA YETU
53	Coopérative d'Epargne et de Crédit Unité pour le Développement, en sigle COOPEC UDEV
54	Coopérative d'Epargne et de Crédit Solidarité pour le Développement au Congo, en sigle COOPEC-SODAC
55	Coopérative d'Epargne et de Crédit Agricole pour les Femmes Paysannes, en sigle COOPEC CECAFEP
56	Coopérative d'Epargne et de Crédit LA PEPINIERE, en sigle COOPEC LA PEPINIERE
57	Coopérative d'Epargne et de Crédit LE TRESOR BENI, en sigle COOPEC LE TRESOR/BENI
58	Coopérative d'Epargne et de Crédit LE PALMIER BENI, en sigle COOPEC LE PALMIER/BENI

59	Coopérative d'Epargne et de Crédit BAGIRA, en sigle COOPEC BAGIRA
60	Coopérative d'Epargne et de Crédit CAHI, en sigle COOPEC CAHI
61	Coopérative d'Epargne et de Crédit NYAWERA BUKAVU, en sigle COOPEC NYAWERA BUKAVU
62	Coopérative d'Epargne et de Crédit PILOTE, en sigle COOPEC PILOTE
63	Muetuelle d'Epargne et de Crédit de BUKAVU, en sigle MECREBU/COOPEC
64	Mutuelle Chretienne d'Epargne et de Crédit, en sigle MUTEC/COOPEC
65	Coopérative d'Epargne et de Crédit KALUNDU, en sigle COOPEC KALUNDU
66	Coopérative d'Epargne et de Crédit CIHERANO, en sigle COOPEC CIHERANO
67	Coopérative d'Epargne et de Crédit FOMULAC KATANA, en sigle COOPEC FOMULAC KATANA
68	Mutuelle d'Epargne et de Crédit d'IBANDA, en sigle MECRE IBANDA/COOPEC
69	Muetuelle d'Epargne et de Crédit d'UVIRA, en sigle MECRE UVIRA/COOPEC
70	Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA BUKAVU, en sigle COOPEC IMARA BUKAVU
71	Coopérative Centrale du KIVU, en sigle COOPEC-KIVU
72	Coopérative d'Epargne et de Crédit KANDO, en sigle COOPEC KANDO
73	Coopérative d'Epargne et de Crédit NYATENDE, en sigle COOPEC NYATENDE
74	Muetuelle d'Epargne et de Crédit KAVUMU, en sigle MECRE KAVUMU/COOPEC
75	Coopérative d'Epargne et de Crédit OBUNGUMA, en sigle COOPEC OBUGUMA
76	Coopérative d'Epargne et de Crédit KABARE, en sigle COOPEC KABARE
77	Coopérative d'Epargne et de Crédit ILUNGA MBINDI, en sigle COOPEC ILUMBI

78	Coopérative d'Épargne et de Crédit LWANZO, en sigle COOPEC LWANZO
79	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de MATADI, en sigle MECRE MATADI/ COOPEC

VII. Liste des Institutions de Micro Finance

N°	RAISON SOCIALE
1	Institut de Micro Finance CREDIT YA MPA, en sigle IMF CREDIT YA MPA
2	Institution de Micro Finance BUSINA MICRO CREDIT sprl, en sigle IMF BMC
3	Institut de Micro Finance MAMA TOMBWAMA, en sigle IMF MT
4	Institution de Micro Finance TUJENGE, en IMF TUJENGE
5	FINCA RD CONGO
6	Institution de Microfinance APE, en sigle IMF APE
7	Société de Micro Finance VisionFund RDC, en sigle VFRDC
8	Institution de Micro Finance YOASI , en sigle YOASI
9	Société de Micro Finance MICROCRED RDC «Baoba»
10	Institution de Micro Finance Programme d'Appui au Développement Rural et Urbain, en sigle IMF PADERU
11	Institution Financière pour le Développement SA, en sigle IFOD SA
12	Institution de Micro Finance HEKIMA
13	Société de Microfinance Light in Business, en sigle IMF LBC
14	Société de Micro Finance Trust Investiment Développement, en sigle TID SA
15	Société de Microcrédit Congolais, en sigle SMICO
16	Promotion et Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu par la Microfinance, en sigle PAIDEK Micro Finance
17	Tous pour le Genre dans le Développement, sigle IMF TGD sarl
18	Société de Micro Finance KITUMAINI SA

